

Henri Lefebvre

Le droit à la ville

suivi de

Espace et politique

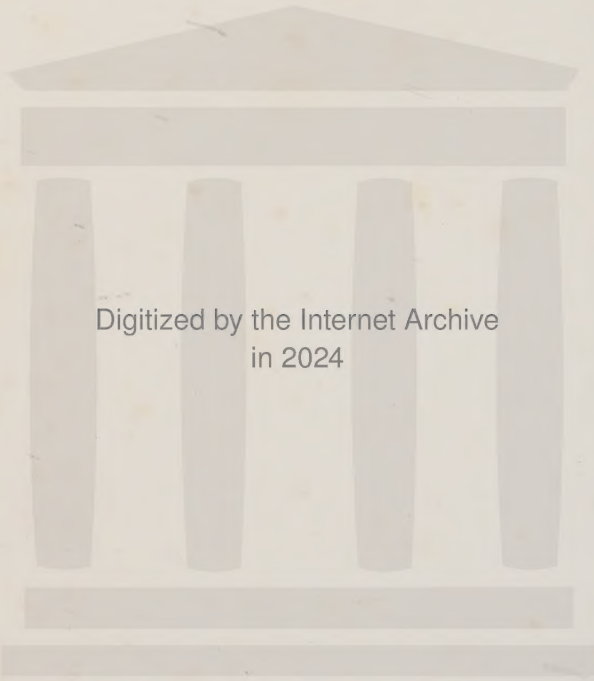


Mangeau

Le droit à la ville

de la

ville de la ville



Digitized by the Internet Archive
in 2024

2.45
NP

Le droit à la ville

suivi de

Espace et politique

Ouvrages de Henri Lefebvre

- La Survie du capitalisme
Anthropos, 1973
- Trois textes pour le théâtre
Anthropos, 1972
- La Pensée marxiste et la Ville
Casterman, 1972
- Au-delà du structuralisme
Anthropos, 1971
- Le Manifeste différentialiste
Gallimard, coll. Idées, 1971
- La Révolution urbaine
Gallimard, coll. Idées, 1971
- Du rural à l'urbain
Anthropos, 1970
- La Fin de l'histoire
Éditions de Minuit, 1970
- Logique formelle, Logique dialectique
Anthropos, 1969
- L'Irruption : de Nanterre au sommet
Anthropos, 1968
- La Vie quotidienne dans le monde moderne
Gallimard, coll. Idées, 1968
- Le Droit à la ville
Anthropos, 1968
- Position : contre les technocrates
Gonthier, 1967
- Le Langage et la Société
Gallimard, coll. Idées, 1966
- La Proclamation de la Commune
Gallimard, 1965
- Métaphilosophie
Éditions de Minuit, 1965
- Marx philosophe
PUF, 1964
- Introduction à la modernité
Éditions de Minuit, 1962
- Critique de la vie quotidienne
Vol. I : Introduction, 1958
- Vol. II : Fondements d'une sociologie de la quotidienneté
L'Arche, 1961
- EN COLLABORATION AVEC N. GUTERMAN
- Morceaux choisis de Hegel
Gallimard, Coll. Idées, 2 vol., 1969
- Cahiers de Lénine sur la dialectique de Hegel
Gallimard, coll. Idées, 2 vol., 1967
- Morceaux choisis de Karl Marx
Gallimard, coll. Idées, 2 vol., 1964

Henri Lefebvre

Le droit à la ville

suivi de

Espace et politique

Éditions Anthropos

En couverture : photo Berthomier-Rapho.

© Éditions Anthropos, 1968 et 1972.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Le droit à la ville

Avertissement

« Les grandes choses, il faut les taire ou parler d'elles avec grandeur, c'est-à-dire avec cynisme et innocence... »

Je revendiquerai comme la propriété et le produit de l'homme toute la beauté, toute la noblesse que nous avons prêtées aux choses réelles ou imaginaires... »

Frédéric Nietzsche.

Cet écrit aura une forme offensive (que certains jugeront peut-être offensante). Pourquoi ?

Parce que vraisemblablement chaque lecteur aura déjà en tête un ensemble d'idées systématisées ou en voie de systématisation. Vraisemblablement, chaque lecteur cherche un « système » ou a trouvé son « système ». Le Système est à la mode, tant dans la pensée que dans les terminologies et le langage.

Or tout système tend à clore la réflexion, à fermer l'horizon. Cet écrit veut briser les systèmes, non pour leur substituer un autre système mais pour *ouvrir* la pensée et l'action vers des *possibilités* en montrant l'horizon et la route. Contre une forme de réflexion qui tend vers le formalisme, une pensée qui tend vers l'ouverture mène son combat.

L'urbanisme, presque autant que le système, est à la mode. Les questions et réflexions urbanistiques sortent des cercles de techniciens, de spécialistes, d'intellectuels qui se veulent à l'avant-garde. Elles passent dans le domaine public à travers les articles de journaux et les écrits de portée et d'ambition diverses. Simultanément, l'urbanisme devient idéologie et pratique. Et cependant, les questions relatives à la ville et à la réalité urbaine ne sont pas pleinement connues et reconnues, elles n'ont pas encore pris *politi-*

quement l'importance et le sens qu'elles ont *dans la pensée* (dans l'idéologie) et dans la *pratique* (nous montrerons une stratégie urbaine déjà à l'ouvrage et en action). Ce petit livre ne se propose pas seulement de passer au crible de la critique les pensées et les activités qui concernent l'urbanisme. Il a pour objectif de faire entrer ces problèmes dans la conscience et dans les programmes politiques.

De la situation théorique et pratique, des problèmes (de la problématique) concernant la ville, la réalité et les possibilités de la vie urbaine, commençons par prendre ce qu'on appelait jadis une « vue cavalière ».

Industrialisation et urbanisation

Premiers aperçus

Pour présenter et pour exposer la « problématique urbaine », un point de départ s'impose : le processus d'industrialisation. Sans contestation, ce processus est le moteur des transformations dans la société depuis un siècle et demi. Si l'on distingue *l'inducteur* et *l'induit*, l'on peut dire que le processus d'industrialisation est inducteur et que l'on peut compter parmi les induits les problèmes relatifs à la croissance et à la planification, les questions concernant la ville et le développement de la réalité urbaine, sans omettre l'importance grandissante des loisirs et des questions relatives à la « culture ».

L'industrialisation caractérise la société moderne. Ce qui n'entraîne pas inévitablement les termes de « société industrielle », si l'on veut la définir. Bien que l'urbanisation et la problématique de l'urbain figurent parmi les effets induits et non parmi les causes ou raisons inductrices, les préoccupations que ces mots désignent s'accroissent de telle façon que l'on peut définir comme *société urbaine* la réalité sociale qui naît autour de nous. Cette définition retient un trait qui devient capital.

L'industrialisation fournit le point de départ de la réflexion sur notre temps. Or la ville préexiste à l'industrialisation. Remarque en elle-même banale mais dont les implications n'ont pas été pleinement formulées. Les créations urbaines les plus éminentes, les œuvres les plus « belles » de la vie urbaine (« belles », comme on dit, parce qu'œuvres plutôt que produits) datent des époques antérieures à l'industrialisation. Il y eut la ville orientale (liée au mode de produc-

tion asiatique), la ville antique (grecque et romaine, liée à la possession d'esclaves), puis la ville médiévale (dans une situation complexe : insérée dans des rapports féodaux mais en lutte contre la féodalité terrienne). La ville orientale et antique fut essentiellement politique; la ville médiévale, sans perdre le caractère politique, fut principalement commerciale, artisanale, bancaire. Elle s'intégra les marchands auparavant quasi nomades, relégués hors de la cité.

Quand débute l'industrialisation, quand naît le capitalisme concurrentiel avec la bourgeoisie spécifiquement industrielle, la ville a déjà une puissante réalité. Après la quasi-disparition des villes antiques, en Europe occidentale, au cours de la décomposition de la romanité, la ville a repris son essor. Les marchands plus ou moins errants ont élu pour centre de leurs activités ce qui subsiste d'antiques noyaux urbains. Inversement, on peut supposer que ces noyaux dégradés firent fonction d'accélérateurs pour ce qui restait d'économie d'échanges, entretenue par des marchands ambulants. A partir du surproduit croissant de l'agriculture, au détriment des féodaux, les villes accumulent des richesses : objets, trésors, capitaux virtuels. Il existe déjà dans ces centres urbains une grande richesse monétaire, obtenue par l'usure et le commerce. L'artisanat y prospère, production bien distincte de l'agriculture. Les villes appuient les communautés paysannes et l'affranchissement des paysans, non sans en profiter pour leur propre compte. Bref, ce sont des centres de vie sociale et politique où s'accumulent non seulement les richesses mais les connaissances, les techniques et les œuvres (œuvres d'art, monuments). Cette ville est elle-même œuvre, et ce caractère contraste avec l'orientation irréversible vers l'argent, vers le commerce, vers les échanges, vers les *produits*. En effet, l'œuvre est valeur d'usage et le produit valeur d'échange. L'usage éminent de la ville, c'est-à-dire des rues et des places, des édifices et des monuments, c'est la Fête (qui consomme improductivement, sans autre avantage que le plaisir et le prestige, des richesses énormes en objets et en argent).

Réalité complexe, c'est-à-dire contradictoire. Les villes médiévales, à l'apogée de leur développement, centralisent

les richesses; les groupes dirigeants investissent improductivement une grande part de ces richesses dans la ville qu'ils dominent. En même temps, le capitalisme commercial et bancaire a déjà rendu *mobile* la richesse et constitué des circuits d'échanges, des réseaux permettant les transferts d'argent. Lorsque va commencer l'industrialisation avec la prééminence de la bourgeoisie spécifique (les « entrepreneurs »), la richesse a déjà cessé d'être principalement immobilière. La production agricole n'est plus dominante, ni la propriété foncière. Les terres échappent aux féodaux et passent aux mains des capitalistes urbains enrichis par le commerce, la banque, l'usure. Il s'ensuit que la « société » dans son ensemble, comprenant la ville, la campagne et les institutions qui réglementent leurs relations, tend à se constituer comme *réseau de villes*, avec une certaine division du travail (techniquement, socialement, politiquement) entre ces villes reliées par des routes, par des voies fluviales et maritimes, par des relations commerciales et bancaires. On peut penser que la division du travail entre les villes ne fut ni assez poussée ni assez consciente pour déterminer des associations stables et mettre fin aux rivalités et concurrences. Ce système urbain n'arriva pas à s'instaurer. Ce qui s'érige sur cette base, c'est l'État, pouvoir centralisé. Cause et effet de cette centralité particulière, celle de la puissance, une ville l'emporte sur les autres : la capitale.

Un tel processus se déroule très inégalement, très différemment, en Italie, en Allemagne, en France et dans les Flandres, en Angleterre, en Espagne. La ville prédomine, et cependant ce n'est plus comme dans l'antiquité la ville-État. Trois termes se distinguent : la société, l'État, la ville. Dans ce système urbain, chaque ville tend elle-même à se constituer en système clos, fermé, achevé. La ville conserve un caractère organique de communauté, qui lui vient du village, et se traduit dans l'organisation corporative. La vie communautaire (comportant des assemblées générales ou partielles) n'interdit en rien les luttes de classes. Au contraire. Les violents contrastes entre la richesse et la pauvreté, les conflits entre les puissants et les opprimés, n'interdisent ni l'attachement à la ville ni la contribution

active à la beauté de l'œuvre. Dans le cadre urbain, les luttes de fractions, de groupes, de classes, renforcent le sentiment d'appartenance. Les affrontements politiques entre le « minuto popolo », le « popolo grosso », l'aristocratie ou oligarchie, ont la ville pour terrain, pour enjeu. Ces groupes rivalisent en amour pour leur ville. Quant aux détenteurs de la richesse et de la puissance, ils se sentent toujours menacés. Ils justifient leur privilège devant la communauté en dépensant somptuairement leur fortune : édifices, fondations, palais, embellissements, fêtes. Il convient de souligner ce paradoxe, ce fait historique mal élucidé : des sociétés très oppressives furent très créatrices et très riches en œuvres. Ensuite, la production de produits a remplacé la production d'œuvres et de rapports sociaux attachés à ces œuvres, notamment dans la ville. Lorsque l'exploitation remplace l'oppression, la capacité créatrice disparaît. La notion même de « création » s'estompe ou dégénère en se miniaturisant dans le « faire » et la « créativité » (le « faites-le vous-même », etc.). Ce qui apporte des arguments pour étayer une thèse : *la ville et la réalité urbaine relèvent de la valeur d'usage. La valeur d'échange, la généralisation de la marchandise par l'industrialisation tendent à détruire en se la subordonnant la ville et la réalité urbaine*, refuges de la valeur d'usage, germes d'une virtuelle prédominance et d'une revalorisation de l'usage.

Dans le système urbain que nous cherchons à analyser s'exerce l'action de ces conflits spécifiques : entre valeur d'usage et valeur d'échange, entre la mobilisation de la richesse (en argent, en papier) et l'investissement improductif dans la ville, entre l'accumulation du capital et sa dilapidation dans les fêtes, entre l'extension du territoire dominé et les exigences d'une organisation sévère de ce territoire autour de la ville dominatrice. Cette dernière se protège contre toute éventualité par l'organisation corporative qui paralyse les initiatives du capitalisme bancaire et commercial. La corporation ne réglemente pas seulement un métier. Chaque organisation corporative entre dans un ensemble organique; le système corporatif règle la répartition des actes et activités dans l'espace urbain (rues et quartiers)

et le temps urbain (horaires, fêtes). Cet ensemble tend à se figer dans une structure immuable. Il en résulte que l'industrialisation suppose la rupture de ce système urbain préexistant; elle implique la déstructuration des structures établies. Les historiens (depuis Marx) ont mis en évidence le caractère figé des corporations. Il reste peut-être à montrer la tendance du système urbain entier à une sorte de cristallisation et de fixation. Là où ce système se consolida, il y eut retard du capitalisme et de l'industrialisation : en Allemagne, en Italie. Retard lourd de conséquences.

Il y a donc une certaine discontinuité entre l'industrie naissante et ses conditions historiques. Ce ne sont ni les mêmes choses ni les mêmes hommes. L'extension prodigieuse des échanges, de l'économie monétaire, de la production marchande, du « monde de la marchandise » qui va résulter de l'industrialisation, implique une mutation radicale. Le passage du capitalisme commercial et bancaire ainsi que de la production artisanale à la production industrielle et au capitalisme concurrentiel s'accompagne d'une crise gigantesque, bien étudiée par les historiens, sauf peut-être en ce qui concerne la ville et le « système urbain ».

L'industrie naissante tend à s'implanter hors des villes. Ce n'est d'ailleurs pas une loi absolue. Aucune loi n'est tout à fait générale et absolue. Cette implantation des entreprises industrielles, d'abord sporadiques et dispersées, dépendit de circonstances multiples, locales, régionales, nationales. Par exemple, l'imprimerie semble avoir passé de façon relativement continue, dans le cadre urbain, du stade artisanal à celui de l'entreprise. Il en va autrement du textile, de l'extraction minière, de la métallurgie. L'industrie naissante s'installe près des sources d'énergie (rivières, bois, puis charbon), des moyens de transport (fleuves et canaux, puis chemins de fer), des matières premières (minerais), des réserves de main-d'œuvre (l'artisanat paysan, les tisserands et forgerons, fournissaient une main-d'œuvre déjà qualifiée),

De ces circonstances résulte encore aujourd'hui, en France, l'existence de nombreux petits centres textiles (vallées normandes, vallées des Vosges, etc.) qui survivent parfois difficilement. N'est-il pas remarquable qu'une partie de la grosse

métallurgie soit établie dans la vallée de la Moselle, entre deux villes anciennes, Nancy et Metz, seuls véritables centres urbains de cette région industrielle?

En même temps, les villes anciennes sont : des marchés, des sources de capitaux disponibles, les lieux où ces capitaux sont gérés (banques), les résidences des dirigeants économiques et politiques, les réservoirs de main-d'œuvre (c'est-à-dire les lieux où peut subsister « l'armée de réserve du prolétariat, comme dit Marx, qui pèse sur les salaires et permet l'accroissement de la plus-value). De plus, la ville, comme l'atelier, permet la concentration sur un faible espace des moyens de production : outils, matières premières, main-d'œuvre.

L'implantation hors des villes n'étant pas satisfaisante pour les « entrepreneurs », l'industrie se rapproche dès que possible des centres urbains. Inversement, la ville antérieure à l'industrialisation accélère le processus (en particulier, elle permet l'accroissement rapide de la productivité). La ville a donc joué un rôle important dans le *take off* (Rostov), c'est-à-dire dans le démarrage de l'industrie. Les concentrations urbaines ont accompagné les concentrations de capitaux au sens de Marx. Dès lors l'industrie devait produire ses propres centres urbains, villes et agglomérations industrielles tantôt petites (Le Creusot), tantôt moyennes (Saint-Étienne), parfois géantes (la Ruhr, considérée comme « conurbation »). Il faudrait revenir sur la détérioration de la centralité et du caractère urbain dans ces villes.

Le processus apparaît maintenant, à l'analyse, dans toute sa complexité, que recouvre mal le mot « industrialisation ». Cette complexité se manifeste dès que l'on cesse de penser en termes *d'entreprise*, d'une part, et d'autre part en chiffres globaux de production (tant de tonnes de charbon, d'acier) — dès que l'on réfléchit en distinguant l'*induction* et l'*induit*, en observant l'importance des phénomènes induits et leur interaction sur les inducteurs.

L'industrie peut se passer de la ville ancienne (préindustrielle, précapitaliste) mais en constituant des agglomérations dans lesquelles le caractère urbain se détériore. N'est-ce pas le cas aux États-Unis et en Amérique du Nord, où

les « villes » au sens où l'on prend ce mot en France et en Europe, sont peu nombreuses : New York, Montréal, San Francisco ? Cependant, là où préexiste un réseau de villes anciennes, l'industrie l'assaille. Elle s'empare du réseau, le remanie selon ses besoins. Elle attaque aussi la ville (chaque ville), lui livre l'assaut, la prend, la ravage. Elle tend à briser les noyaux anciens en s'en emparant. Ce qui n'empêche pas l'extension du phénomène urbain, villes et agglomérations, cités ouvrières, banlieues (avec adjonction de bidonvilles là où l'industrialisation ne parvient pas à occuper et à fixer la main-d'œuvre disponible).

Nous avons devant nous un *double processus* ou si l'on veut un processus à deux aspects : industrialisation et urbanisation, croissance et développement, production économique et vie sociale. Les deux « aspects » de ce processus, inséparables, ont une unité, et cependant le processus est conflictuel. Il y a, historiquement, heurt violent entre la réalité urbaine et la réalité industrielle. Quant à la complexité du processus, elle se révèle de plus en plus difficile à saisir, d'autant que l'industrialisation ne produit pas seulement des entreprises (des ouvriers et des chefs d'entreprise) mais des *bureaux* divers, des centres bancaires et financiers, techniques et politiques.

Ce processus *dialectique*, loin d'être élucidé, est aussi loin d'être terminé. Il provoque encore aujourd'hui des situations « problématiques ». On se contentera ici de citer quelques exemples. A Venise, la population active quitte la ville pour l'agglomération industrielle qui la double sur le continent, Mestre. Cette ville parmi les villes, l'une des plus belles léguées par les époques préindustrielles, est menacée non pas tant par la détérioration matérielle due à la mer ou à l'affaissement du terrain, que par l'exode des habitants. A Athènes, une industrialisation relativement considérable a attiré vers la capitale les gens des petites villes, les paysans. L'Athènes moderne n'a plus rien de commun avec la cité antique, recouverte, absorbée, étendue démesurément. Les monuments et emplacements (agora, Acropole) qui permettent de retrouver la Grèce antique ne représentent plus qu'un lieu de pèlerinage esthétique et de consommation

touristique. Pourtant le noyau organisationnel de la ville reste très fort. Son entourage de quartiers récents et de semi-bidonvilles, peuplés de gens déracinés et désorganisés, lui confère un pouvoir exorbitant. La gigantesque agglomération presque informe permet aux détenteurs des centres de décision les pires entreprises politiques. D'autant que l'économie de ce pays dépend étroitement de ce circuit : spéculation foncière, « création » de capitaux par cette voie, investissement de ces capitaux dans la construction et ainsi de suite. Circuit fragile pouvant à chaque instant se rompre, qui définit un *type* d'urbanisation sans industrialisation ou avec faible industrialisation mais avec extension rapide de l'agglomération, spéculation sur les terrains et les immeubles, prospérité facticement entretenue par le circuit.

En France, l'on pourrait citer de multiples villes récemment submergées par l'industrialisation : Grenoble, Dunkerque, etc. Dans d'autres cas, il y a extension massive de la ville et urbanisation (au sens large de ce terme) avec peu d'industrialisation. Tel serait le cas de Toulouse. Tel est le cas général des villes d'Amérique du Sud et d'Afrique cernées par un environnement de bidonvilles. Dans ces régions et pays les anciennes structures agraires se dissolvent ; des paysans dépossédés ou ruinés affluent vers les villes pour y trouver travail et subsistance. Or ces paysans viennent d'exploitations vouées à disparaître par le jeu des prix mondiaux, lequel dépend étroitement des pays et des « pôles de croissance » industriels. Ces phénomènes dépendent encore de l'industrialisation.

Actuellement donc s'approfondit un processus induit que l'on peut nommer « implosion-explosion » de la ville. Le phénomène urbain s'étend sur une grande partie du territoire, dans les grands pays industriels. Il franchit allègrement les frontières nationales ; la Mégalopolis de l'Europe du Nord va de la Ruhr à la mer et même aux villes anglaises, et de la région parisienne aux pays scandinaves. Ce territoire est enserré dans un *tissu urbain* de plus en plus serré, non sans différenciations locales et sans extension de la division (technique et sociale) du travail aux régions, agglomérations et villes. En même temps, dans ce tissu et

même ailleurs, les concentrations urbaines deviennent gigantesques; les populations s'amassent en atteignant des densités inquiétantes (par unité de surface ou d'habitation). En même temps encore, beaucoup de noyaux urbains anciens se détériorent ou éclatent. Les gens se déplacent vers des périphéries lointaines, résidentielles ou productives. Des bureaux remplacent les logements dans les centres urbains. Parfois (aux États-Unis) ces centres sont abandonnés aux « pauvres » et deviennent des ghettos pour les défavorisés. Parfois au contraire, les gens les plus aisés conservent de fortes positions au cœur de la ville (autour de Central Park à New York, au Marais à Paris).

Examinons maintenant le *tissu urbain*. Cette métaphore n'est pas claire. Plus qu'un tissu jeté sur le territoire, ces mots désignent une sorte de prolifération biologique et une sorte de filet à mailles inégales, laissant échapper des secteurs plus ou moins étendus : hameaux ou villages, régions entières. Si l'on met en perspective les phénomènes à partir des campagnes et des structures agraires anciennes, on peut analyser un mouvement général de concentration : de la population dans les bourgs et dans les villes petites ou grandes — de la propriété et de l'exploitation — de l'organisation des transports et des échanges commerciaux, etc. Ce qui aboutit à la fois au dépeuplement et à la « dépayssation » des villages qui restent ruraux en perdant ce qui fit la vie paysanne ancienne : artisanat, petit commerce local. Les anciens « genres de vie » tombent dans le folklore. Si l'on analyse le phénomène à partir des villes, on observe l'extension non pas seulement des périphéries fortement peuplées mais des réseaux (bancaires, commerciaux, industriels) et de l'habitation (résidences secondaires, espaces et lieux de loisirs, etc.).

Le tissu urbain peut se décrire en se servant du concept d'*écosystème*, unité cohérente constituée autour d'une ou de plusieurs villes, anciennes ou récentes. Une telle description risque de laisser fuir l'essentiel. En effet, l'intérêt du *tissu urbain* ne se limite pas à sa morphologie. Il est le support d'une « façon de vivre » plus ou moins intense ou dégradée : *la société urbaine*. Sur la base économique du

tissu urbain apparaissent des phénomènes d'un autre ordre, à un autre niveau, celui de la vie sociale et « culturelle ». Portées par le *tissu urbain*, la société et la vie urbaines pénètrent les campagnes. Une telle façon de vivre comporte des systèmes d'objets et des systèmes de valeurs. Les plus connus des éléments du système urbain d'objets, sont l'eau, l'électricité, le gaz (butane dans les campagnes) qui ne vont pas sans la voiture, la télévision, les ustensiles en plastique, le mobilier « moderne », ce qui comporte des exigences nouvelles en ce qui concerne les « services ». Parmi les éléments du système de valeurs, indiquons les loisirs à la façon urbaine (danses, chansons), les costumes, l'adoption rapide des modes venant de la ville. Et aussi les préoccupations de sécurité, les exigences de prévision concernant l'avenir, bref une rationalité diffusée par la ville. Généralement la jeunesse, groupe d'âge, contribue activement à cette assimilation rapide des choses et représentations venues de la ville. Ce sont des trivialités sociologiques qu'il convient de rappeler pour montrer leurs implications. Entre les mailles du tissu urbain persistent des îlots et des îles de *ruralité* « pure », terroirs souvent pauvres (pas toujours), peuplés de paysans vieillissants, mal « adaptés », dépouillés de ce qui fit la noblesse de la vie paysanne dans les temps de la plus grande misère et de l'oppression. Le rapport « urbanité-ruralité » ne disparaît donc pas; au contraire : il s'intensifie, et cela jusque dans les pays les plus industrialisés. Il interfère avec d'autres représentations et d'autres rapports réels : ville et campagne, nature et facticité, etc. Ici ou là, les tensions deviennent conflits, les conflits latents s'exaspèrent, alors apparaît en plein jour ce qui se cachait sous le *tissu urbain*.

D'autre part, les noyaux urbains ne disparaissent pas, rongés par le tissu envahissant ou intégrés à sa trame. Ces noyaux résistent en se transformant. Ils restent des centres de vie urbaine intense (à Paris, le quartier Latin). Les qualités esthétiques de ces noyaux anciens jouent un grand rôle dans leur maintien. Ils ne contiennent pas seulement des monuments, des sièges d'institutions, mais des espaces appropriés aux fêtes, aux défilés, aux promenades, aux

réjouissances. Le noyau urbain devient ainsi produit de consommation d'une haute qualité pour étrangers, touristes, gens venus de la périphérie, banlieusards. Il survit grâce à ce double rôle : lieu de consommation et consommation du lieu. Ainsi les centres anciens entrent plus complètement dans l'échange et la valeur d'échange, non sans rester valeur d'usage en raison d'espaces offerts à des activités spécifiques. Ils deviennent centres de consommation. La résurgence architecturale et urbanistique du *centre commercial* ne donne qu'une version affadie et mutilée de ce que fut le noyau de la ville ancienne, à la fois commercial, religieux, intellectuel, politique, économique (productif). La notion et l'image du centre commercial datent en fait du moyen âge. Il correspond à la petite et moyenne ville médiévale. Mais aujourd'hui la valeur d'échange y prime à tel point sur l'usage et la valeur d'usage qu'elle supprime à peu près celle-ci. Cette notion n'a donc rien d'original. La création qui correspond à notre époque, à ses tendances, à son horizon (menaçant) ne serait-ce pas le *centre de décisions*? Ce centre réunissant la formation et l'information, les capacités d'organisation et de décisions institutionnelles, apparaît comme projet en voie de réalisation d'une centralité nouvelle, celle du *pouvoir*. A ce concept, à la pratique qu'il dénote et justifie, il convient d'attacher la plus grande attention.

En fait donc, nous avons en présence plusieurs termes (au moins trois) en rapports complexes, définissables par des oppositions terme à terme, mais non épuisés par ces oppositions. Il y a la ruralité et l'urbanité (la société urbaine). Il y a le tissu urbain porteur de cette « urbanité » et la centralité, ancienne, rénovée, nouvelle. D'où une problématique inquiétante, surtout quand on veut passer de l'analyse à une synthèse, des constatations à un projet (au « normatif »). Faut-il (mais que signifie ce mot?) laisser proliférer spontanément le tissu? Convient-il de capturer cette force, d'orienter cette vie étrange, sauvage et factice à la fois? Comment fortifier les centres? Est-ce utile? Est-ce nécessaire? Et quels centres, quelle centralité? Que faire enfin des îles de ruralité?

Ainsi s'entrevoit, à travers les problèmes distincts et

l'ensemble problématique, la *crise de la ville*. Crise théorique et pratique. Dans la théorie, le *concept de la ville* (de la réalité urbaine) se compose de faits, de représentations et d'images empruntés à la ville ancienne (préindustrielle, précapitaliste) mais en cours de transformation et de nouvelle élaboration. Dans la pratique le *noyau urbain* (part essentielle de l'image et du concept de la ville) craque, et pourtant se maintient; débordé, souvent détérioré, parfois pourrissant, le noyau urbain ne disparaît pas. Si quelqu'un proclame sa fin et sa résorption dans le tissu, c'est un postulat et une affirmation sans preuves. De même, si quelqu'un proclame l'urgence d'une restitution ou reconstitution des noyaux urbains, c'est encore un postulat et une affirmation sans preuves. Le noyau urbain n'a pas laissé place à une « réalité » nouvelle et bien définie, comme le village laissa naître la ville. Et cependant, son règne semble finir. A moins qu'il ne s'affirme plus fortement encore, comme centre de pouvoir...

Nous avons montré jusqu'à présent l'assaut de la ville par l'industrialisation et dressé un tableau dramatique de ce processus, considéré globalement. Cette tentative d'analyse pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un processus naturel, sans intentions, sans volontés. Or, il y a bien quelque chose de tel, et cependant cette vision serait tronquée. Dans un tel processus interviennent activement, volontairement, des classes ou fractions de classes dirigeantes, possédant le capital (les moyens de production) et gérant non seulement l'emploi économique du capital et les investissements productifs, mais la société entière, avec emploi d'une partie des richesses produites dans « la culture », l'art, la connaissance, l'idéologie. A côté, ou plutôt en face des groupes sociaux dominants (classes et fractions de classes), il y a la classe ouvrière : le prolétariat, lui-même divisé en couches, en groupes partiels, en tendances diverses, selon les branches d'industrie, les traditions locales et nationales.

La situation au milieu du XIX^e siècle, à Paris, est à peu près la suivante. La bourgeoisie dirigeante, classe non homogène, a conquis la capitale de haute lutte. En témoigne aujourd'hui encore, de façon sensible, le Marais : quartier aristocratique avant la Révolution, (malgré la tendance de

la capitale et des gens riches à dériver vers l'ouest), quartier de jardins et hôtels particuliers. Le tiers état, en quelques dizaines d'années, pendant la période balzacienne, s'en empare; un certain nombre d'hôtels magnifiques disparaissent, des ateliers, des boutiques, occupent les autres; des maisons de rapport, des magasins et dépôts et entrepôts, des entreprises, remplacent parcs et jardins. La laideur bourgeoise, l'âpreté au gain visible et lisible dans les rues, s'installent à la place de la beauté un peu froide et du luxe aristocratique. Sur les murs du Marais se lisent la lutte des classes et la haine entre les classes, la mesquinerie victorieuse. Impossible de mieux rendre perceptible ce paradoxe de l'histoire, qui échappe en partie à Marx. La bourgeoisie « progressiste » prenant en charge la croissance économique, dotée d'instruments idéologiques aptes à cette croissance rationnelle, qui va vers la démocratie et remplace l'oppression par l'exploitation, cette classe en tant que telle ne crée plus; elle remplace l'œuvre par le produit. Ceux qui gardent le sens de l'œuvre, y compris les romanciers et les peintres, se pensent et se sentent « non bourgeois ». Quant aux oppresseurs, aux maîtres des sociétés antérieures à la démocratie bourgeoise — princes, rois, seigneurs, empereurs — ils eurent le sens et le goût de *l'œuvre*, en particulier dans le domaine architectural et urbanistique. En effet, l'œuvre relève de la valeur d'usage plus que de la valeur d'échange.

Après 1848, solidement assise sur la ville (Paris), la bourgeoisie française y possède ses moyens d'action, des banques à l'État, et non seulement des résidences. Or elle se voit cernée par la classe ouvrière. Les paysans affluent, s'installent autour des « barrières », les portes, l'immédiate périphérie. Anciens ouvriers (dans les métiers artisanaux) et nouveaux prolétaires pénètrent jusqu'au cœur de la ville; ils habitent dans des taudis mais aussi dans les maisons de rapport où des gens aisés occupent les étages inférieurs et des ouvriers les étages supérieurs. Dans ce « désordre », les ouvriers menacent les parvenus, danger rendu évident par les journées de juin 1848 et que confirmera la Commune. *Une stratégie de classe* s'élabore donc, visant le réaménagement de la ville, sans égard à sa réalité, à sa vie propre.

C'est entre 1848 et Haussmann que la vie de Paris atteint la plus grande intensité : non pas la « vie parisienne » mais la vie urbaine de la capitale. Elle entre alors dans la littérature, dans la poésie, avec une puissance et des dimensions géantes. Puis ce sera fini. La vie urbaine suppose rencontres, confrontations des différences, connaissance et reconnaissance réciproques (y compris dans l'affrontement idéologique et politique) des façons de vivre, des « patterns » qui coexistent dans la ville. Au cours du XIX^e siècle, la démocratie d'origine paysanne dont l'idéologie anima les révolutionnaires, aurait pu se transformer en démocratie urbaine. Ce fut et c'est encore pour l'histoire un des sens de la Commune. Comme la démocratie urbaine menaçait les privilèges de la nouvelle classe dominante, celle-ci l'empêcha de naître. Comment ? En expulsant du centre urbain et de la ville elle-même le prolétariat, en détruisant « l'urbanité ».

Premier acte. — Le baron Haussmann, homme de cet État bonapartiste qui s'érige au-dessus de la société pour la traiter cyniquement comme le butin (et pas seulement l'enjeu) des luttes pour le pouvoir, le baron Haussmann remplace par de longues avenues les rues tortueuses mais vivantes, par des quartiers embourgeoisés les quartiers sordides mais animés. S'il perce des boulevards, s'il aménage des espaces vides, ce n'est pas pour la beauté des perspectives. C'est pour « peigner Paris avec les mitrailleuses » (Benjamin Péret). Le célèbre baron ne s'en cache pas. Plus tard, on saura gré à Haussmann d'avoir ouvert Paris à la circulation. Tels n'étaient pas le but, la finalité de « l'urbanisme » haussmannien. Les vides ont un sens : ils disent haut et fort la gloire et la puissance de l'État qui les aménage, la violence qui peut s'y déployer. Plus tard s'opèrent des transferts vers d'autres finalités qui justifient d'une autre manière les entailles dans la vie urbaine. Il est à noter que Haussmann n'a pas atteint son but. Un des sens de la Commune de Paris (1871), c'est le retour en force vers le centre urbain des ouvriers rejetés vers les faubourgs et les périphéries, leur reconquête de la ville, ce bien entre les biens, cette valeur, cette œuvre, qui leur avaient été arrachés.

Deuxième acte. — Le but stratégique devait être atteint par une manœuvre beaucoup plus vaste, aux résultats encore plus importants. Dans la deuxième moitié du siècle, des gens influents, c'est-à-dire riches ou puissants ou les deux à la fois, tantôt idéologues (Le Play) à conceptions très marquées par les religions (catholique ou protestante), tantôt hommes politiques avisés (appartenant au centre droit) et qui d'ailleurs ne constituent pas un groupe unique et cohérent, bref quelques notables, découvrent une notion nouvelle. La III^e République en assurera la fortune, c'est-à-dire la réalisation sur le terrain. Ils conçoivent *l'habiter*. Jusqu'alors, « habiter », c'était participer à une vie sociale, à une communauté, village ou ville. La vie urbaine détenait entre autres cette qualité, cet attribut. Elle donnait à habiter, elle permettait aux citadins-citoyens d'habiter. C'est ainsi que « les mortels habitent alors qu'ils sauvent la terre, alors qu'ils attendent les dieux... alors qu'ils conduisent leur être propre dans la préservation et l'usage... ». Ainsi parle de *l'habiter*, en poète, le philosophe Heidegger (*Essais et Conférences*, p. 177-178). En dehors de la philosophie et de la poésie, les mêmes choses ont été dites sociologiquement (dans le langage de la prose du monde). A la fin du XIX^e siècle, les notables isolent une fonction, la détachent de l'ensemble hautement complexe qu'était et que reste la ville, pour la projeter sur le terrain, non sans manifester et signifier de cette manière la société à laquelle ils fournissent une idéologie et une pratique. Les banlieues, certes, ont été créées sous la pression des circonstances, pour répondre à la poussée aveugle (encore que motivée et orientée) de l'industrialisation, à l'arrivée massive des paysans conduits vers les centres urbains par « l'exode rural ». Le processus n'en a pas moins été orienté par une stratégie.

Stratégie de classe typique, cela signifie-t-il suite d'actes concertés, planifiés, avec un seul objectif? Non. Le caractère de classe semble d'autant plus profond que plusieurs actions concertées, axées sur plusieurs objectifs, ont cependant convergé vers un résultat final. Il va de soi que tous ces notables ne se proposaient pas d'ouvrir une voie à la spéculation; certains d'entre eux, hommes de bonne volonté,

philanthropes, humanistes, semblent même souhaiter le contraire. Ils n'en ont pas moins étendu autour de la ville la mobilisation de la richesse foncière, l'entrée dans l'échange et la valeur d'échange sans restriction du sol et du logement. Avec les implications spéculatives. Ils ne se proposaient pas de démoraliser la classe ouvrière mais au contraire de la moraliser. Ils considéraient comme bénéfique d'impliquer les ouvriers (individus et familles) dans une hiérarchie bien distincte de celle qui règne dans l'entreprise, celle des propriétés et des propriétaires, des maisons et des quartiers. Ils voulaient leur attribuer une autre fonction, un autre statut, d'autres rôles que ceux attachés à la condition de producteurs salariés. Ils prétendaient leur accorder ainsi une vie quotidienne meilleure que celle du travail. Ainsi, ils imaginèrent avec l'habitat l'accession à la propriété. Opération remarquablement réussie (encore que ses conséquences politiques n'aient pas toujours été celles qu'escomptaient les promoteurs). Toujours est-il qu'un résultat est atteint, prévu ou imprévu, conscient ou inconscient. La société s'oriente idéologiquement et pratiquement vers d'autres problèmes que ceux de la production. La conscience sociale va cesser peu à peu de se référer à la production pour se centrer autour de la quotidienneté, de la consommation. Avec la « banlieurisation » un processus s'amorce, qui décentre la ville. Écarté de la ville, le prolétariat achèvera de perdre le sens de l'œuvre. Écarté des lieux de production, disponible à partir d'un secteur d'habitat pour des entreprises éparées, le prolétariat laissera s'estomper dans sa conscience la capacité créatrice. La conscience urbaine va se dissiper.

Avec la création de la banlieue débute en France une pensée urbanistique acharnée contre la ville. Singulier paradoxe. Pendant des dizaines d'années, sous la III^e République, paraissent les textes autorisant et réglementant la banlieue pavillonnaire et les lotissements. Autour de la ville s'installe une périphérie désurbanisée et cependant dépendante de la ville. En effet, les « banlieusards », les « pavillonnaires », ne cessent pas d'être des urbains même s'ils en perdent conscience et se croient proches de la nature, du

soleil et de la verdure. Urbanisation désurbanisante et désurbanisée, peut-on dire, pour souligner le paradoxe.

Cette extension se freinera elle-même à cause de ses excès. Le mouvement déclenché par elle entraîne la bourgeoisie et les couches aisées. Elles installent les banlieues résidentielles. Le centre de la ville se vide au profit des bureaux. L'ensemble alors commence à se débattre dans l'inextricable. Mais ce n'est pas fini.

Troisième acte. — Après la dernière guerre, chacun sent que le tableau se modifie en fonction d'urgences, de contraintes diverses : poussée démographique, poussée d'industrialisation, afflux des provinciaux vers Paris. La crise du logement, avouée, avérée, tourne à la catastrophe et risque d'aggraver la situation politique encore instable. Les « urgences » débordent les initiatives du capitalisme et de l'entreprise « privée », laquelle d'ailleurs ne s'intéresse pas à la construction, jugée insuffisamment rentable. L'État ne peut plus se contenter de réglementer les lotissements et la construction pavillonnaire, de lutter (mal) contre la spéculation immobilière. Par organismes interposés, il prend en charge la construction de logements. La période commence des « nouveaux ensembles » et des « villes nouvelles ».

On pourrait dire que la fonction publique se saisit de ce qui auparavant entraînait dans une économie de marché. Sans doute. Mais le logement ne devient pas pour autant un service public. Le droit au logement affleure pour ainsi dire dans la conscience sociale. Il se fait reconnaître en fait, dans l'indignation soulevée par les cas dramatiques, dans le mécontentement engendré par la crise. Il n'est cependant pas reconnu formellement et pratiquement, sinon comme un appendice des « droits de l'homme ». La construction prise en charge par l'État ne transforme pas les orientations et conceptions adoptées par l'économie de marché. Comme l'avait prévu Engels, la question du logement, même aggravée, n'a joué politiquement qu'un rôle mineur. Les groupes et partis de gauche se contenteront de réclamer « davantage de logements ». D'autre part, ce n'est pas une pensée urba-

nistique qui guide les initiatives des organismes publics et semi-publics, c'est simplement le projet de fournir le plus vite possible au moindre coût le plus possible de logements. Les nouveaux ensembles seront marqués d'un caractère fonctionnel et abstrait : le concept de *l'habitat* porté jusqu'à sa forme pure par la bureaucratie d'État.

Cette notion, l'habitat, restait encore « incertaine ». Les pavillons permettaient des variantes, interprétations particulières ou individuelles de l'habitat. Une sorte de plasticité permettait des modifications, des appropriations. L'espace pavillonnaire — clôture, jardin, coins divers et disponibles — laissait à *l'habiter* une marge d'initiative et de liberté, limitée mais réelle. La rationalité étatique va jusqu'au bout. Dans le nouvel ensemble s'instaure l'habitat à l'état pur, somme de contraintes. Le grand ensemble réalise le concept de l'habitat, diraient certains philosophes, en excluant l'habiter : la plasticité de l'espace, le modelage de cet espace. L'appropriation par les groupes et individus de leurs conditions d'existence. C'est aussi la quotidienneté complète, (fonctions, prescriptions, emploi du temps rigide) qui s'inscrit et se signifie dans cet habitat.

L'habitat pavillonnaire a proliféré autour de Paris, dans les communes banlieusardes, en étendant de façon désordonnée le domaine bâti. Seule loi de cette croissance urbaine et non urbaine à la fois : la spéculation sur les terrains. Les interstices laissés par cette croissance sans vides ont été comblés par les grands ensembles. A la spéculation sur les terrains, mal combattue, s'ajouta la spéculation sur les appartements lorsque ceux-ci étaient objet de co-propriété. Ainsi se poursuivait l'entrée du logement dans la richesse mobilière et du sol urbain dans la valeur d'échange, les restrictions disparaissant.

Si l'on définit la réalité urbaine par la dépendance vis-à-vis du centre, les banlieues sont urbaines. Si on définit l'ordre urbain par un rapport perceptible (lisible) entre la centralité et la périphérie, les banlieues sont désurbanisées. Et l'on peut dire que la « pensée urbanistique » des grands ensembles s'est littéralement acharnée sur la ville et l'urbain pour les extirper. Toute la réalité urbaine perceptible (lisible)

a disparu : rues, places, monuments, espaces de rencontre. Il n'est pas jusqu'au café (le bistrot) qui n'ait suscité le ressentiment des « ensemblistes », leur goût de l'ascétisme, leur réduction de l'habiter à l'habitat. Il a fallu qu'ils aillent jusqu'au bout de leur destruction de la réalité urbaine sensible pour qu'apparaisse l'exigence d'une restitution. Alors, on a vu réapparaître timidement, lentement, le café, le centre commercial, la rue, les équipements dits culturels, bref quelques éléments de réalité urbaine.

Ainsi l'ordre urbain se décompose en deux temps : les pavillons, les ensembles. Mais il n'y a pas de société sans ordre, signifié, perceptible, lisible sur le terrain. Le désordre banlieusard recèle un ordre : l'opposition des secteurs pavillonnaires et des ensembles, qui saute aux yeux. Cette opposition tend à constituer *un système de significations*, encore urbain jusque dans la désurbanisation. Chaque secteur se définit (dans et par la conscience des habitants) par rapport à l'autre, contre l'autre. Les habitants n'ont guère conscience d'un ordre interne à leur secteur, mais les gens des ensembles se voient et se perçoivent comme non pavillonnaires. Et réciproquement. Au sein de l'opposition, les gens des grands ensembles s'installent dans *la logique de l'habitat* et les gens des pavillons dans *l'imaginaire de l'habitat*. Aux uns l'organisation rationnelle (en apparence) de l'espace. Aux autres la présence du rêve, de la nature, de la santé, à l'écart de la ville malsaine et mauvaise. Mais la logique de l'habitat ne se perçoit que par rapport à l'imaginaire, et l'imaginaire que par rapport à la logique. Les gens se représentent à eux-mêmes par ce dont ils manquent ou croient manquer. Dans ce rapport, l'imaginaire a plus de puissance. Il surdétermine la logique : le fait d'habiter se perçoit par référence aux pavillons, chez les uns et chez les autres (les gens des pavillons regrettant l'absence d'une logique de l'espace, les gens des ensembles regrettant de ne pas connaître la joie pavillonnaire). D'où les résultats surprenants des enquêtes. Plus de quatre-vingts pour cent des Français aspirent au logement pavillonnaire, une forte majorité se déclarant « satisfaite » des ensembles. Résultat qui n'importe pas ici. Il convient seulement de souligner que

la conscience de la ville et de la réalité urbaine s'estompe chez les uns comme chez les autres, jusqu'à disparaître. La destruction pratique et théorique (idéologique) de la ville ne peut d'ailleurs pas ne pas laisser un vide énorme. Sans compter les problèmes administratifs et autres de plus en plus difficiles à résoudre. Pour l'analyse critique, le vide importe moins que la situation conflictuelle caractérisée par la fin de la ville et par l'extension de la société urbaine, mutilée, détériorée, mais réelle. Les banlieues sont urbaines, dans une morphologie dissociée, empire de la séparation et de la scission entre les éléments de ce qui fut créé comme unité et simultanéité.

Dans cette perspective, l'analyse critique peut distinguer trois périodes (qui ne coïncident pas exactement avec le découpage du drame de la ville en trois actes, précédemment esquissé).

Première période. — L'industrie et le processus d'industrialisation assaillent et ravagent la réalité urbaine préexistante, jusqu'à la détruire par la pratique et l'idéologie, jusqu'à l'extirper de la réalité et de la conscience. Menée selon une stratégie de classe, l'industrialisation se comporte en puissance *négative* de la réalité urbaine : le social urbain est nié par l'économique industriel.

Seconde période (en partie juxtaposée à la première). — L'urbanisation s'étend. La société urbaine se généralise. La réalité urbaine, dans et par sa destruction elle-même, se fait reconnaître comme réalité socio-économique. On découvre que la société entière risque de se décomposer si lui manquent la ville et la centralité : un dispositif essentiel pour l'organisation planifiée de la production et de la consommation a disparu.

Troisième période. — On retrouve ou l'on réinvente (non sans souffrir de leur destruction dans la pratique et dans la pensée) la réalité urbaine. On tente de restituer la centralité. La stratégie de classe aurait-elle disparu ? Ce n'est pas certain. Elle s'est modifiée. Aux centralités anciennes, à la décomposition des centres, elle substitue le *centre de décision*.

C'est ainsi que naît ou renaît la réflexion urbanistique. Elle succède à un urbanisme sans réflexion. Les maîtres,

jadis, rois et princes, n'eurent pas besoin d'une théorie urbanistique pour embellir leurs villes. Il suffisait de la pression qu'exerçait le peuple sur les maîtres et aussi de la présence d'une civilisation et d'un style pour que les richesses provenant du labeur de ce peuple s'investissent en œuvres. A cette tradition millénaire met fin la période bourgeoise. En même temps, cette période apporte une *rationalité* nouvelle, différente de la rationalité élaborée par les philosophes depuis la Grèce.

La Raison philosophique proposait des définitions (contestables mais étayées de raisonnements mis en forme) de l'homme, du monde, de l'histoire, de la société. Sa généralisation démocratique donna ensuite lieu à un rationalisme d'opinions et d'attitudes. Chaque citoyen avait ou était censé avoir une opinion raisonnée sur chaque fait et chaque problème le concernant, cette sagesse repoussait l'irrational; de la confrontation des idées et opinions une raison supérieure devait sortir, une sagesse générale incitant la volonté générale. Inutile d'insister sur les difficultés de ce rationalisme classique, liées aux difficultés politiques de la démocratie, aux difficultés pratiques de l'humanisme. Au XIX^e siècle et surtout au XX^e prend forme la rationalité organisatrice, opérationnelle aux divers échelons de la réalité sociale. Vient-elle de l'entreprise et de la gestion des unités de production? Naît-elle au niveau de l'État et de la planification? L'important, c'est que ce soit une *raison analytique* poussée jusqu'à ses dernières conséquences. Elle part d'une analyse méthodique, aussi fine que possible, des éléments (d'une opération productrice, d'une organisation économique et sociale, d'une structure ou d'une fonction). Ensuite, elle subordonne ces éléments à une finalité. D'où sort la finalité? Qui la formule, la stipule? Comment et pourquoi? C'est ici la faille et la faillite de ce rationalisme opératoire. Ses tenants prétendent tirer la finalité de l'enchaînement des opérations. Or il n'en est rien. La finalité, c'est-à-dire l'ensemble et l'orientation de l'ensemble, se décide. Dire qu'elle provient des opérations elles-mêmes, c'est s'enfermer dans un cercle vicieux : le découpage analytique se donnant pour son propre but, pour

son propre sens. La finalité est objet de décision. C'est une *stratégie*, justifiée (plus ou moins) par une *idéologie*. Le rationalisme qui prétend tirer de ses propres analyses le but poursuivi par ces analyses est lui-même une *idéologie*. La notion de *système* recouvre celle de stratégie. A l'analyse critique, le système se révèle stratégie, se dévoile comme décision (finalité décidée). Précédemment, il a été montré comment une *stratégie de classe* a orienté l'analyse et le découpage de la réalité urbaine, sa destruction et sa restitution, projections sur le terrain de la société où de telles décisions stratégiques ont été prises.

Cependant, du point de vue du rationalisme techniciste, le résultat sur le terrain des processus examinés ne représente qu'un chaos. Dans la « réalité » qu'ils observent de façon critique — banlieues et tissu urbain et noyaux subsistants — ces rationalistes ne reconnaissent pas les conditions de leur propre existence. Ce n'est devant eux que contradiction et désordre. Seule en effet la *raison dialectique* peut maîtriser (par la pensée réfléchissante, par la pratique) des processus multiples et paradoxalement contradictoires.

Comment mettre de l'ordre dans cette confusion chaotique? C'est ainsi que le rationalisme d'organisation pose son problème. Ce désordre n'est pas normal. Comment l'instituer à titre de norme et de normalité? C'est inconcevable. Ce désordre est malsain. Le médecin de la société moderne se voit comme médecin de l'espace social malade. La finalité? Le remède? C'est la *cohérence*. Le rationaliste va instaurer ou restaurer la cohérence dans la réalité chaotique, qu'il observe et qui s'offre à son action. Ce rationaliste risque de ne pas s'apercevoir que la cohérence est une forme, donc un moyen plus qu'une fin, et qu'il va systématiser la *logique de l'habitat*, sous-jacente au désordre et à l'incohérence apparents, qu'il va prendre pour point de départ de ses démarches cohérentes vers la cohérence du réel. En fait, il n'y a pas de marche unique ou unitaire de la réflexion urbanistique, mais plusieurs tendances repérables par rapport à ce rationalisme opérationnel. Parmi ces tendances, les unes s'affirment *contre*, les autres *pour* le rationalisme, en le menant jusqu'à ses formulations extrêmes. Ce qui interfère avec la tendance géné-

rale de ceux qui s'occupent d'urbanisme à ne comprendre que ce qu'ils peuvent traduire en termes d'opérations graphiques : voir, sentir au bout du crayon, dessiner.

On distinguera donc :

a. L'urbanisme des hommes de bonne volonté (architectes, écrivains). Leurs réflexions et leurs projets impliquent une certaine philosophie. Généralement, ils se lient à un humanisme : à l'ancien humanisme classique et libéral. Ce qui ne va pas sans une bonne dose de nostalgie. On veut construire « à l'échelle humaine », pour « les hommes ». Ces humanistes se présentent à la fois comme médecins de la société et créateurs de rapports sociaux nouveaux. Leur idéologie, ou plutôt leur idéalisme, vient souvent de modèles agraires, adoptés de façon irréfléchie par leur réflexion : le village, la communauté, le quartier, le citadin-citoyen que l'on dotera d'édifices civiques, etc. On veut construire immeubles et villes « à l'échelle humaine », « à sa mesure », sans concevoir que dans le monde moderne « l'homme » a changé d'échelle et que la mesure d'autrefois (village, cité) se transforme en démesure. Au mieux, cette tradition aboutit à un *formalisme* (adoption de modèles qui n'ont ni contenu ni sens), ou à un *esthétisme* (adoption de modèles anciens pour leur beauté, que l'on jette en pâture aux appétits des consommateurs).

b. L'urbanisme des administrateurs liés au secteur public (étatique). Cet urbanisme se veut scientifique. Il se fonde tantôt sur une science, tantôt sur des recherches qui se veulent synthétiques (pluri ou multidisciplinaires). Ce scientisme, qui accompagne les formes délibérées du rationalisme opératoire, tend à négliger le « facteur humain » comme on dit. Il se divise lui-même en tendances. Tantôt, à travers telle science, une technique prend le dessus et devient le point de départ ; c'est généralement une technique de circulation, de communication. On extrapole à partir d'une science, d'une analyse fragmentaire de la réalité considérée. On optimise dans un modèle les informations ou les communications. Cet urbanisme technocratique et systématisé, avec ses mythes et son idéologie (à savoir la primauté de la technique) n'hésiterait pas à raser ce qui reste de la ville pour laisser place aux voitures, aux communications, aux informations ascendantes

et descendantes. Les modèles élaborés ne peuvent entrer dans la pratique qu'en rayant de l'existence sociale les ruines elles-mêmes de ce qui fut la ville.

Parfois, au contraire, les informations et connaissances analytiques venues de différentes sciences sont orientées vers une finalité synthétique. Mais *on ne conçoit pas tant une vie urbaine disposant des informations fournies par les sciences de la société*. Ces deux aspects se confondent dans la conception des *centres de décision*, vision globale, urbanisme déjà unitaire à sa façon, lié à une philosophie, à une conception de la société, à une stratégie politique (c'est-à-dire à un système global et total).

c. L'urbanisme des promoteurs. Ils conçoivent et réalisent, sans le dissimuler, pour le marché, en vue du profit. Le nouveau, le récent, c'est qu'ils ne vendent plus du logement ou de l'immeuble, mais de *l'urbanisme*. Avec ou sans idéologie, l'urbanisme devient valeur d'échange. Le projet des promoteurs se présente comme occasion et lieu privilégiés : lieu du bonheur dans une vie quotidienne miraculeusement et merveilleusement transformée. L'imaginaire de l'habitat s'inscrit dans la logique de l'habitat et leur unité donne une pratique sociale qui n'a pas besoin d'un système. D'où ces textes publicitaires déjà fameux et qui méritent de passer à la postérité, parce que la publicité y devient idéologie. Parly II « fait naître un nouvel art de vivre », un « nouveau style de vie ». La quotidienneté ressemble à un conte de fée. « Jeter son manteau au vestiaire de l'entrée et, plus légère, faire ses courses après avoir confié les enfants aux jardinières de la galerie, rencontrer ses amies, boire ensemble un verre au drugstore... » Voilà l'image réalisée de la joie de vivre. La société de consommation se traduit en ordres : ordre de ses éléments sur le terrain, ordre d'être heureux. Voici le cadre, le décor, le dispositif de votre bonheur. Si vous ne savez pas saisir l'occasion de prendre le bonheur offert pour en faire votre bonheur, c'est que... Inutile d'insister!

A travers les diverses tendances s'esquisse une *stratégie globale* (c'est-à-dire un système unitaire et un urbanisme déjà total). Les uns feront entrer dans la pratique et concrétiseront sur le terrain la société de consommation dirigée. Ils construi-

ront non seulement des centres commerciaux mais des centres de consommation privilégiés : la ville renouvelée. Ils imposeront en la rendant « lisible » une idéologie du bonheur par la consommation, la joie par l'urbanisme adapté à sa nouvelle mission. Cet urbanisme programme une quotidienneté génératrice de satisfactions (notamment pour les femmes acceptantes et participantes). La consommation programmée et cybernétisée (prévue par les ordinateurs) deviendra règle et norme pour la société entière. D'autres édifieront les *centres décisionnels*, concentrant les moyens de la puissance : information, formation, organisation, opération. Ou encore : répression (contraintes, y compris la violence) et persuasion (idéologie, publicité). Autour de ces centres se répartiront sur le terrain, en ordre dispersé, selon des normes de contraintes prévues, les périphéries, l'urbanisation désurbanisée. Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.

La convergence de ces projets comporte donc les plus grands dangers. Elle pose *politiquement* le problème de la société urbaine. Il est possible que des contradictions nouvelles naissent de ces projets, gênant la convergence. Si une stratégie unitaire se constituait et réussissait, ce serait peut-être irréparable.

La philosophie et la ville

Après cette mise en perspective et cette « vue cavalière », il convient de mettre l'accent sur tel ou tel aspect, sur tel ou tel problème. Pour reprendre l'analyse radicalement critique, pour approfondir la problématique urbaine, le point de départ sera la philosophie. Ce qui ne manquera pas d'étonner. Et cependant au cours des pages qui précèdent, cette référence à la philosophie n'a-t-elle pas été fréquente ? Il ne s'agit pas de présenter *une philosophie de la ville*, mais au contraire de réfuter une telle attitude en rendant à l'ensemble des philosophies sa place dans l'histoire : celle d'un *projet* de synthèse et de totalité que la philosophie comme telle ne peut accomplir. Après quoi viendra l'examen de *l'analytique*, c'est-à-dire des éclairages ou découpages de la réalité urbaine par les sciences parcellaires. Le rejet des propositions synthétiques basées sur les résultats de ces sciences spécialisées, particulières et parcellaires, permettra de mieux poser — en termes *politiques* — le problème de la synthèse. Au cours de ce cheminement, l'on retrouvera des traits déjà dégagés, des problèmes déjà formulés, qui réapparaîtront dans une clarté plus grande. En particulier, l'opposition entre la *valeur d'usage* (la ville et la vie urbaine, le temps urbain) et la *valeur d'échange* (les espaces achetés et vendus, la consommation des produits, des biens, des lieux et des signes) viendra en pleine lumière.

Pour la méditation philosophique visant une totalité par la systématisation spéculative, c'est-à-dire pour la philosophie classique, de Platon à Hegel, la ville fut beaucoup plus qu'un thème secondaire, un objet parmi d'autres. Les liens entre la pensée philosophique et la vie urbaine apparaissent claire-

ment à la réflexion, encore qu'il y ait lieu de les expliciter. La cité et la ville ne furent pas pour les philosophes et pour la philosophie une simple condition objective, un contexte sociologique, une donnée extérieure. Les philosophes ont pensé la ville; ils ont porté au langage et au concept la vie urbaine.

Laissons de côté les questions soulevées par la ville orientale, par le mode de production asiatique, par les rapports « ville-campagne » dans ce mode de production, et enfin par la formation des idéologies (philosophies) sur cette base. Ne considérons que la ville antique (grecque ou romaine) dont partent les sociétés et les civilisations dites « occidentales ». Cette cité résulte généralement d'un synœcisme, réunion de plusieurs villages ou tribus établis sur un territoire. Cette unité permet le développement de la division du travail et de la propriété mobilière (argent) sans toutefois détruire la propriété collective ou plutôt « communautaire » du sol. Ainsi se constitue une communauté au sein de laquelle une minorité de libres citoyens détient la puissance sur les autres membres de la cité : femmes, enfants, esclaves, étrangers. La cité lie ses éléments associés à la forme de propriété communale (« propriété privée commune », ou « appropriation privative ») des citoyens actifs, lesquels s'opposent aux esclaves. Cette forme d'association constitue une démocratie, mais les éléments de cette démocratie sont étroitement hiérarchisés et soumis aux exigences de l'unité de la cité elle-même. C'est la démocratie de la non-liberté (Marx). Au cours de l'histoire de la cité antique, la propriété privée pure et simple (de l'argent, du sol, des esclaves) se raffermir, se concentre, sans abolir les droits de la cité sur le territoire.

La séparation de la ville et de la campagne prend place parmi les premières et fondamentales divisions du travail, avec la répartition des travaux selon les sexes et les âges (division biologique du travail), avec l'organisation du travail selon les instruments et les habiletés (division technique). La division sociale du travail entre la ville et la campagne correspond à la séparation entre le travail matériel et le travail intellectuel, et par conséquent entre le naturel et le spirituel. A la ville incombe le travail intellectuel : fonctions d'orga-

nisation et de direction, activités politiques et militaires, élaboration de la connaissance théorique (philosophie et sciences). La totalité se divise; des séparations s'instaurent, y compris la séparation entre la *Physis* et le *Logos*, entre la théorie et la pratique, et, dans la pratique, les séparations entre *praxis* (action sur les groupes humains), *poiësis* (création d'œuvres), *techné* (activité armée de techniques et orientée vers les produits). La campagne, à la fois réalité pratique et représentation, va porter les images de la nature, de l'être, de l'originel. La ville va porter les images de l'effort, de la volonté, de la subjectivité, de la réflexion, sans que ces représentations se disjoignent d'activités réelles. De ces images confrontées vont naître de grands symbolismes. Autour de la cité grecque, au-dessus d'elle, se dispose le *cosmos*, espaces ordonnés et lumineux, hiérarchie de lieux. La ville italote a pour centre un trou sacré-maudit, fréquenté par les forces de la mort et de la vie, temps ténébreux d'efforts et d'épreuves, le *monde*. Dans la cité grecque triomphe, non sans lutte, l'esprit apollinien, le symbole lumineux de la raison qui ordonne; par contre, dans la cité étrusco-romaine l'emporte le côté démoniaque de l'urbain. Mais le philosophe et la philosophie tentent de retrouver ou de créer la totalité. Le philosophe n'admet pas la séparation; il ne conçoit pas que le monde, la vie, la société, le cosmos (et plus tard l'histoire) puissent ne plus constituer un Tout.

La philosophie naît donc de la cité, avec la division du travail et ses modalités multiples. Elle devient elle-même activité propre, spécialisée. Cependant elle ne tombe pas dans le parcellaire. Sans quoi elle se confondrait avec la science et les sciences, elles-mêmes naissantes. De même que le philosophe refuse d'entrer dans les opinions des artisans, des soldats, des politiques, de même il réfute les raisons et arguments des spécialistes. Il a pour intérêt fondamental et pour fin la totalité, retrouvée ou créée par le système, à savoir l'unité de la pensée et de l'être, du discours et de l'acte, de la nature et de la réflexion, du monde (ou du cosmos) et de la réalité humaine. Ce qui n'exclut pas mais inclut la méditation sur les *différences* (entre l'Être et la pensée, entre ce qui vient de la nature et ce qui vient de la cité, etc.). Comme l'a dit

Heidegger, le logos (élément, milieu, médiation et fin pour les philosophes et pour la vie urbaine) fut simultanément : poser devant, rassembler et cueillir puis recueillir et se recueillir, parler et dire, exposer. Le rassemblement, c'est la récolte et même son achèvement. « On va chercher les choses et on les rentre. Là domine la mise à l'abri et avec celle-ci domine à son tour le souci de conserver... La récolte est en soi et d'avance une sélection de ce qui a besoin d'un abri. » La récolte est ainsi et déjà *pensée*. Ce qui se rassemble est mis en réserve. Dire, c'est l'acte recueilli qui rassemble. Ce qui suppose la présence d'un « quelqu'un » devant qui et pour qui et par qui s'énonce l'être de ce qui est ainsi réussi. Cette présence se produit dans la clarté (ou, comme dit Heidegger, dans la « non-occultation ») (Cf. *Essais et Conférences, le Logos*, p. 251 s.). La cité liée à la philosophie, rassemble donc par et dans son logos les richesses du territoire, les activités dispersées et les gens, la parole et les écrits (dont chacun suppose déjà le recueillir et le recueillement). Elle rend *simultané* ce qui dans la campagne et selon la nature se passe et passe, se répartit selon des cycles et des rythmes. Elle saisit et met en sa garde « tout ». Si la philosophie et la cité sont ainsi associées dans le logos (la raison) naissant, ce n'est pas dans une subjectivité à la manière du « cogito » cartésien. Si elles constituent un système, ce n'est pas à la manière habituelle et dans l'acception courante de ce terme.

A cette unité primordiale de la forme urbaine et de son contenu, de la forme philosophique et de son sens, peut se rattacher l'organisation de la cité elle-même : un centre privilégié, noyau d'un espace politique, siège du logos et régi par le logos devant lequel les citoyens sont « égaux », les régions et répartitions de l'espace ayant une rationalité justifiée devant le logos (pour et par lui).

Le logos de la cité grecque ne peut se séparer du logos philosophique. L'œuvre de la ville se continue et se concentre dans l'œuvre des philosophes, qui recueille les opinions et avis, les œuvres diverses, qui les réfléchit dans une simultanéité, qui rassemble devant eux les différences en une totalité : lieux urbains dans le cosmos, temps et rythmes de la ville dans ceux du monde (et inversement). C'est donc seulement

pour une historicité superficielle que la philosophie porte au langage et au concept la vie urbaine, celle de la cité. En vérité, la cité comme émergence, langage, méditation, monte jusqu'à la lumière théorique par le moyen du philosophe et de la philosophie.

Après cette première exposition du lien interne entre la ville et la philosophie, sautons dans le moyen âge occidental (européen). *Il part de la campagne.* La cité romaine et l'Empire ont été détruits par les tribus germaniques, à la fois communautés primitives et organisations militaires. De cette dissolution de la souveraineté (ville, propriété, rapports de production) résulte la propriété féodale du sol, les serfs remplaçant les esclaves. Avec la renaissance des villes, il y a, d'une part, organisation féodale de la propriété et de la possession du sol (les communautés paysannes ayant une possession coutumière et les seigneurs la propriété « éminente » comme on dira plus tard) et, d'autre part, une organisation corporative des métiers et de la propriété urbaine. Bien qu'au début dominée par la propriété seigneuriale du sol, cette double hiérarchie contient la condamnation de cette propriété, et de la suprématie de la richesse immobilière. D'où un conflit profond, essentiel à la société médiévale. « La nécessité de s'associer contre les chevaliers pillards eux-même associés, le besoin de halles communes à une époque où l'industriel était artisan, la concurrence des serfs en rupture de ban qui affluaient dans les villes dont croissaient les richesses, l'organisation féodale entière firent naître les corporations. Les petits capitaux lentement économisés par des artisans isolés et leur nombre stable au milieu d'une population croissante développèrent le système des compagnons et apprentis ; ce qui établit dans les villes une hiérarchie semblable à celle des campagnes » (Marx). Dans ces conditions, la théologie se subordonne la philosophie. Cette dernière ne médite plus sur la cité. Le philosophe (théologien) réfléchit sur la *double hiérarchie*. Il la met en forme, en tenant compte ou sans tenir compte des conflits. Les symboles et notions relatifs au *cosmos* (espace, hiérarchie des substances dans cet espace) et au *monde* (devenir des substances finies, hiérarchies dans le temps, descente ou chute, ascension ou rédemption) effa-

cent la conscience de la cité. A partir du moment où il y a non plus deux mais trois hiérarchies (la féodalité terrienne, l'organisation corporative, le roi et son appareil d'État), la réflexion reprend une dimension critique. Le philosophe et la philosophie se retrouvent, n'ayant plus à opter entre le Diable et le Seigneur. La philosophie ne reconnaîtra pas pour autant son lien avec la ville. Bien que la montée du rationalisme accompagne la montée du capitalisme (commercial et bancaire, puis industriel) et l'expansion des villes, ce rationalisme s'attache soit à l'État soit à l'individu.

A l'apogée de l'élaboration philosophique (spéculative, systématique, contemplative), pour Hegel, l'unité entre la Chose parfaite, à savoir la cité grecque, et l'Idée qui anime la société et l'État, cette unité admirable a été irrémédiablement brisée par le devenir historique. Dans la société moderne, l'État se subordonne ses éléments et matériaux, dont la ville. Celle-ci, toutefois reste une sorte de sous-système dans le système total, philosophico-politique, avec le système des besoins, celui des droits et des devoirs, celui de la famille et des états (métiers, corporations), celui de l'art et de l'esthétique, etc.

Pour Hegel, la philosophie et le « réel » (pratique et social) ne sont pas ou plutôt ne sont plus extérieurs l'un à l'autre. Les séparations tombent. La philosophie ne se contente pas de réfléchir (sur) le réel, de tenter la jonction du réel et de l'idéal; elle se réalise en réalisant l'idéal : le rationnel. Le réel ne se contente pas de donner prétexte à la réflexion, à la connaissance, à la conscience. Au cours d'une histoire qui a un sens — qui a ce sens — il devient rationnel. Ainsi le réel et le rationnel tendent l'un vers l'autre; chacun de son côté, ils vont vers leur identité (ainsi reconnue). Le rationnel, c'est essentiellement la philosophie, le système philosophique. Le réel, c'est la société et le droit et l'État qui cimentent l'édifice en le couronnant. Dans l'État moderne, par conséquent, le système philosophique devient réel; dans la philosophie de Hegel, le réel se reconnaît rationnel. Le système a une double face : philosophique et politique. Hegel surprend le mouvement historique de ce passage du rationnel dans le réel et inversement. Il met à jour l'identité à l'instant où l'histoire

la produit. *La philosophie se réalise*. Il y a pour Hegel, comme l'énoncera Marx, à la fois devenir philosophie du monde et devenir monde de la philosophie. Première conséquence : il ne peut plus être question d'une scission entre la philosophie et la réalité (historique, sociale, politique). Seconde conséquence : le philosophe n'a plus d'indépendance ; il accomplit une fonction publique, comme les autres fonctionnaires. La philosophie et le philosophe s'intègrent (par la médiation du corps des fonctionnaires et de la classe moyenne) dans cette réalité rationnelle de l'État. Non plus dans la cité, qui fut seulement chose (parfaite, il est vrai, mais chose) démentie par une rationalité plus haute et plus totale.

On sait déjà que Marx n'a ni réfuté ni refusé l'affirmation hégélienne essentielle. *La philosophie se réalise*. Le philosophe n'a plus droit à l'indépendance vis-à-vis de la pratique sociale. La philosophie s'y insère. Il y a bien devenir-philosophie du monde et devenir-monde de la philosophie, simultanément, donc tendance vers l'unité (connaissance et reconnaissance de la non-séparation). Et cependant Marx repousse l'hégélianisme. L'histoire ne s'achève pas. L'unité n'est pas atteinte, ni les contradictions résolues. Ce n'est pas dans et par l'État, avec la bureaucratie pour support social, que la philosophie se réalise. Le prolétariat a cette mission historique : lui seul peut mettre fin aux séparations (aux aliénations). Sa mission a un double aspect : détruire la société bourgeoise en construisant une autre société — abolir la spéculation et l'abstraction philosophiques, la contemplation et la systématisation aliénantes, pour réaliser le projet philosophique de l'être humain. C'est de l'industrie, de la production industrielle, de sa relation avec les forces productives et le travail, non point d'un jugement moral ou philosophique, que la classe ouvrière tient ses possibilités. Il faut renverser le monde à l'envers ; c'est dans une autre société que s'opérera la jonction du rationnel et du réel.

Dans cette perspective, l'histoire de la philosophie en relation avec celle de la ville n'est qu'ébauchée, loin d'atteindre l'achèvement. En effet, cette histoire impliquerait également l'analyse de thèmes dont l'émergence se lie à la repré-

sentation de la nature et de la terre, à l'agriculture, à la sacralisation du sol (et à sa désacralisation). De tels thèmes, une fois nés, se déplacent et se reprennent parfois loin (dans le temps et dans l'espace) des points d'émergence. Points d'imputation et d'impact, conditions, implications, conséquences, ne coïncident pas. Les thèmes s'énoncent et s'insèrent dans des contextes sociaux et des catégories différentes de celles qui marquèrent leur naissance, pour autant qu'on puisse parler de « catégories ». La problématique urbaine, par exemple celle qui concernait le destin de la cité grecque, utilisa pour se dégager ou se dissimuler, des thèmes cosmiques antérieurs ou extérieurs à cette cité, des visions du devenir cyclique ou de l'immobilité cachée de l'être. Ces remarques ont pour but de montrer que le rapport considéré n'a pas encore reçu une formulation explicite.

Aujourd'hui, quel rapport y a-t-il entre la philosophie et la ville? Un rapport ambigu. Les plus éminents philosophes contemporains n'empruntent pas leurs thèmes à la ville. Bachelard a laissé d'admirables pages consacrées à la maison. Heidegger a médité sur la cité grecque et le logos, sur le temple grec. Pourtant les métaphores qui résument la pensée heideggerienne ne viennent pas de la ville mais d'une vie originaire et antérieure : les « bergers de l'être », les « chemins forestiers ». Il semble que ce soit à la Demeure et à l'opposition entre la *Demeure* et l'*Errance* que Heidegger emprunte ses thèmes. Quant à la réflexion dite « existentielle », elle se fonde sur la conscience individuelle, sur le sujet et les épreuves de la subjectivité plutôt que sur une réalité pratique, historique et sociale.

Il n'est cependant pas prouvé que la philosophie ait dit son dernier mot en ce qui concerne la ville. Par exemple, on peut parfaitement concevoir une description *phénoménologique* de la vie urbaine. Ou construire une *sémiologie* de la réalité urbaine qui correspondrait pour la ville actuelle à ce que fut le logos dans la cité grecque. Seule la philosophie et le philosophe proposent une *totalité* : la recherche d'une conception ou d'une vision globale. Considérer « la ville » n'est-ce pas déjà prolonger la philosophie, réintroduire la philosophie dans la ville ou la ville dans la philosophie?

Il est vrai que le concept de *totalité* risque de rester vide, s'il n'est que philosophique. Ainsi se formule une problématique qui ne se réduit pas à celle de la ville mais concerne le monde, l'histoire, « l'homme ».

Par ailleurs, un certain nombre de penseurs contemporains ont réfléchi sur la ville. Ils se veulent philosophes de la ville, plus ou moins clairement. A ce titre, ces penseurs veulent inspirer les architectes et urbanistes, et faire le lien entre les préoccupations urbaines et le vieil humanisme. Mais ces philosophies manquent d'ampleur. Les philosophes qui prétendent penser la cité et apporter une philosophie de la ville en prolongeant la philosophie traditionnelle discutent sur « l'essence » de la ville ou sur la ville comme « esprit », comme « vie » ou « élan vital », comme être ou « tout organique ». Bref, tantôt comme sujet, tantôt comme système abstrait. Ce qui ne mène à rien. D'où une double conclusion. Premièrement, l'histoire de la pensée philosophique peut et doit se reprendre à partir de sa relation avec la ville (condition et contenu de cette pensée). C'est une des mises en perspective de cette histoire. Secondement, cette articulation figure dans la problématique de la philosophie et de la ville (connaissance, formulation de la problématique urbaine, notion de cadre, stratégie à concevoir). Les concepts philosophiques n'ont rien d'opératoire et cependant ils situent la ville et l'urbain — et la société entière — comme unité, en deçà et au-delà des fragmentations analytiques. Ce qui s'énonce ici de la philosophie et de son histoire pourrait aussi s'affirmer de l'art et de son histoire.

Les sciences parcellaires et la réalité urbaine

Au cours du XIX^e siècle, contre la philosophie qui s'efforce de saisir le global (en enfermant dans sa systématisation rationnelle une totalité réelle) se constituèrent les sciences de la réalité sociale. Ces sciences fragmentent la réalité pour l'analyser, chacune ayant sa méthode ou ses méthodes, son secteur ou son domaine. Au bout d'un siècle, on discute encore pour savoir si ces sciences apportent des éclairages distincts sur une réalité unitaire, ou si la fragmentation analytique qu'elles opèrent correspond à des différences objectives, articulations, niveaux, dimensions.

On ne peut prétendre que la ville ait échappé aux recherches des historiens, des économistes, des démographes, des sociologues. Chacune de ces spécialités apporte sa contribution à une science de la ville. Que l'histoire permette d'élucider la genèse de la ville et surtout de cerner mieux que toute autre science la problématique de la société urbaine, on l'a déjà constaté et vérifié. Qu'inversement la connaissance de la réalité urbaine puisse porter sur du possible (ou des possibilités) et non seulement sur de l'accompli ou du passé, cela ne fait aucun doute. Si l'on veut construire un centre commercial ou culturel, en tenant compte des besoins fonctionnels et fonctionnalisables, l'économiste a son mot à dire. Dans l'analytique de la réalité urbaine, le géographe, le climatologue, le botaniste interviennent. L'environnement, concept global et confus, se fragmente selon les spécialités. Sur le futur et les conditions du futur, les calculs mathématiques apportent des indications indispensables. Pourtant, qu'est-ce qui rassemble ces données? Un projet, autrement

dit une stratégie. D'autre part, un doute subsiste et même se confirme. La ville, est-ce cette somme d'indices et d'indications, de variables et de paramètres, de corrélations, cette collection de faits, de descriptions, d'analyses fragmentaires parce que fragmentantes? Ces découpages analytiques ne manquent pas de rigueur, mais comme on l'a dit la rigueur est inhabitable. Le problème coïncide avec l'interrogation générale que posent les sciences spécialisées. D'un côté, le global, que seule cherche à atteindre une démarche qui rappelle étrangement celle des philosophies quand elle n'est pas ouvertement philosophique. De l'autre, du partiel, des données plus sûres, mais éparées. Peut-on tirer des sciences parcellaires une science de la ville ? Pas plus qu'une science unitaire de la société, ou de « l'homme », ou de la réalité humaine et sociale. D'un côté, un concept sans contenu, de l'autre du contenu ou des contenus sans concept. Ou bien l'on déclare que « la ville », la réalité urbaine comme telle, n'existent pas, mais seulement des séries de corrélations. On supprime ce « sujet ». Ou bien on continue à affirmer l'existence du global; on l'approche, on le cerne, soit en partant d'extrapolations au nom d'une discipline, soit en misant sur une tactique « interdisciplinaire ». On ne le saisit pas. Sauf par une démarche qui transcende les découpages.

En regardant de près, on s'aperçoit que les spécialistes qui ont étudié la réalité urbaine ont presque toujours (sauf dans le cas d'un positivisme logiquement extrémiste) introduit une représentation globale. Ils ne peuvent guère se passer d'une synthèse, en se contentant d'une somme de connaissances, de découpages et montages de la réalité urbaine. Ils prétendent alors, en tant que spécialistes, aller légitimement de leurs analyses à la synthèse finale dont ils empruntent le principe à leur spécialité. Ils se veulent « hommes de synthèse » par le chemin d'une discipline ou d'une tentative interdisciplinaire. Le plus souvent, ils conçoivent la ville (et la société) comme un *organisme*. Les historiens ont fréquemment rattaché à une « évolution » ou à un « développement historique », ces entités : les villes. Les sociologues les ont conçues comme un « être collectif », comme un « organisme social ». Organicisme, évolutionisme, continuisme ont donc dominé

les représentations de la ville élaborées par des spécialistes qui se croyaient savants et seulement savants. Philosophes sans le savoir, ils sautaient du partiel au global et aussi du fait au droit, sans légitimer leurs démarches.

Y a-t-il un dilemme? Une impasse? Oui et non. Oui, un butoir se dresse, ou si l'on veut une autre métaphore, un trou se creuse. Non. On devrait franchir l'obstacle parce qu'il y a une *pratique* d'origine récente, qui déjà déborde le problème spéculatif ou les données partielles du problème réel et qui tend à devenir globale, en rassemblant toutes les données de l'expérience et de la connaissance, à savoir l'*urbanisme*. Il ne s'agit pas d'une vue philosophique sur la *praxis*, mais du fait que la pensée dite urbanistique se transforme en pratique au niveau global. Depuis quelques années l'urbanisme déborde les techniques et applications partielles (réglementation et administration de l'espace bâti) pour devenir pratique sociale concernant et intéressant l'ensemble de la société. *L'examen critique de cette pratique sociale* (en mettant l'accent bien entendu sur la critique) *ne peut pas ne pas permettre à la théorie de résoudre une difficulté théorique venant de ce que la théorie elle même se séparerait de la pratique.*

En tant que *pratique sociale* (ce qu'il devient sans avoir atteint un niveau d'élaboration et d'action qu'il ne peut d'ailleurs atteindre qu'à travers la confrontation des stratégies *politiques*) l'urbanisme a déjà dépassé le stade initial, celui de la confrontation et de la communication des experts, celui de la réunion des analyses parcellaires, en bref ce qu'on nomme l'*interdisciplinaire*. Ou bien l'urbaniste s'inspire dans sa pratique de connaissances partielles qu'il applique, ou bien il met en action des hypothèses ou des projets au niveau d'une réalité globale. Dans le premier cas, l'application des connaissances partielles donne des résultats qui permettent de déterminer l'importance relative de ces connaissances; ces résultats, montrant des vides et lacunes, permettent de préciser expérimentalement, sur le terrain, ce qui manque. Dans le second cas, l'échec (ou la réussite) permet de discerner ce qu'il y a d'idéologique dans les présuppositions, et de déceler ce qu'elles définissent au niveau global. Il s'agit donc effectivement d'un *examen critique* de l'activité dénommée « urba-

nisme » et non point de croire sur parole les urbanistes ni d'admettre sans les contester les effets de leurs propositions et décisions. En particulier, les décalages et distorsions entre pratique et théorie (idéologie), entre connaissances partielles et résultats, passent au premier plan au lieu de se dissimuler. L'interrogation sur *l'usage* et les *usagers* passe en même temps au premier plan.

Philosophie de la ville et idéologie urbanistique

Pour formuler la problématique de la ville (pour énoncer en les reliant les problèmes) il est donc indiqué de clairement distinguer :

a. les philosophes et les philosophies de la ville qui la définissent spéculativement comme globalité en définissant « l'homos urbanicus », au même titre que l'homme en général, le monde ou le cosmos, la société, l'histoire;

b. les connaissances partielles concernant la ville (ses éléments, ses fonctions et structures);

c. les applications techniques de ces connaissances (dans un certain contexte : dans le cadre fixé par des décisions stratégiques et politiques);

d. l'urbanisme comme doctrine, c'est-à-dire comme idéologie, interprétant les connaissances partielles, justifiant les applications, les élevant (par extrapolation) à une totalité mal fondée ou mal légitimée.

Les aspects ou éléments que cette analyse distingue ne se donnent pas séparément dans les ouvrages; ils se croisent, se renforçant ou se neutralisant. Platon propose un concept de la cité et une ville idéale dans le *Critias*; dans la *République* et dans les *Lois*, l'utopie platonicienne se tempère d'analyses très concrètes. De même, chez Aristote, les écrits politiques qui étudient les constitutions des villes grecques et particulièrement Athènes.

Aujourd'hui, Lewis Mumford, G. Bardet, entre autres, imaginent encore une cité composée non point de citadins mais de libres citoyens, affranchis de la division du travail, des classes sociales et de la lutte de ces classes, constituant une

communauté, associés librement pour la gestion de cette communauté. Ils composent ainsi, en philosophes, le modèle de la ville idéale. Ils se représentent la liberté au xx^e siècle selon la liberté de la cité grecque (singulièrement travestie par une idéologie : seule la cité comme telle possédait la liberté, et non les individus et les groupes). Ils pensent donc la ville moderne selon le modèle de la cité antique, identifiée à la ville idéale et rationnelle à la fois. L'agora, lieu et symbole d'une démocratie limitée aux citoyens, excluant les femmes, les esclaves, les étrangers, reste pour une certaine philosophie de la ville le symbole de la société urbaine en général. Extrapolation typiquement idéologique. A cette idéologie, ces philosophes de la ville joignent des connaissances partielles, l'opération proprement idéologique consistant dans le passage (le saut) du partiel au global, de l'élémentaire au total, du relatif à l'absolu. Quant à Le Corbusier, il procède en philosophe de la ville lorsqu'il décrit le rapport de l'habitant et de l'habitat urbain avec la nature, avec l'air, le soleil et l'arbre, avec le temps cyclique et les rythmes du cosmos. A cette vision métaphysique, il joint d'incontestables connaissances sur les problèmes réels de la ville moderne, connaissances qui donnent une pratique urbanistique et une idéologie, le fonctionnalisme réduisant la société urbaine à l'accomplissement de quelques fonctions prévues et prescrites sur le terrain par l'architecture. Un tel architecte se considère comme un « homme de synthèse », penseur et praticien. Il croit et veut créer les rapports humains en les définissant, en concevant leur cadre et leur décor. Dans une perspective qui se rattache à des horizons bien connus de la pensée, l'architecte se perçoit et se conçoit comme architecte du monde, image humaine du Dieu créateur.

La philosophie de la ville (ou si l'on veut l'idéologie urbaine) naquit comme superstructure d'une société dans les structures de laquelle entraît un certain type de ville; cette philosophie, précieux héritage du passé, se prolonge dans des spéculations qui souvent se travestissent en science parce qu'elles s'intègrent quelques connaissances réelles.

Quant à l'urbanisme comme idéologie, il a reçu des formulations de plus en plus précises. Étudier les problèmes de

circulation, de transmission des ordres et des informations dans la grande ville moderne, conduit à des connaissances réelles et à des techniques d'application. Déclarer que la ville se définit comme réseau de circulation et de communication, comme centre d'informations et de décisions, c'est une idéologie absolue; cette idéologie procédant d'une réduction-extrapolation particulièrement arbitraire et dangereuse se donne pour vérité totale et dogme, utilisant des moyens terroristes. Elle conduit à l'urbanisme de tuyaux, de voirie et de comptages,¹ que l'on prétend imposer au nom de la science et de la rigueur scientifique. Ou à pire encore!

Cette idéologie a deux aspects solidaires : un aspect mental, un aspect social. Mentalement, elle implique une théorie de la rationalité et de l'organisation dont on peut dater la formulation aux alentours de 1910, lors d'une mutation de la société contemporaine (début d'une crise profonde et de tentatives pour résoudre cette crise par des méthodes d'organisation à l'échelle de l'entreprise d'abord, puis à l'échelle globale). Socialement, c'est alors la notion d'espace qui vient au premier plan, reléguant dans l'ombre le temps et le devenir. L'urbanisme comme idéologie formule tous les problèmes de la société en questions d'espace et transpose en termes spatiaux tout ce qui vient de l'histoire, de la conscience. Idéologie qui se dédouble aussitôt. Puisque la société ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante, n'y aurait-il pas une pathologie de l'espace? Dans cette perspective, on ne conçoit pas la priorité presque officiellement reconnue de l'espace sur le temps comme indice de pathologie sociale : comme symptôme, parmi d'autres d'une réalité qui engendre des maladies sociales. On se représente au contraire des espaces malsains et des espaces sains. L'urbaniste saurait discerner les espaces malades des espaces liés à la santé mentale et sociale, générateurs de cette santé. Médecin de l'espace, il aurait la capacité de concevoir un espace social harmonieux, normal et normalisant. Sa fonction serait dès lors d'accorder à cet espace (qui se trouve comme par hasard identique à l'espace des géomètres, celui des topologies abstraites) les réalités sociales préexistantes.

La critique radicale tant des philosophies de la ville que

de l'urbanisme idéologique est indispensable, sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Elle peut passer pour une opération de salubrité publique. Cependant, elle ne peut s'accomplir sans de longues recherches, sans analyses rigoureuses, sans étude patiente des textes et contextes.

Spécificité de la ville

La ville et l'œuvre

La philosophie de la ville répondait à des questions posées par la pratique sociale dans les sociétés précapitalistes (ou préindustrielles, si l'on préfère cette terminologie). L'urbanisme comme technique et comme idéologie répond aux demandes venues de cette vaste crise de la ville déjà signalée, qui s'annonce dès l'aube du capitalisme concurrentiel (avec l'industrie proprement dite) et ne cesse de s'approfondir. Cette crise à l'échelle mondiale fait surgir de nouveaux aspects de la réalité urbaine. Elle éclaire ce qui fut peu ou mal compris : elle dévoile ce qui avait été mal perçu. Elle oblige à reconsidérer non pas seulement l'histoire de la ville et des connaissances sur la ville, mais l'histoire de la philosophie et celle de l'art. Jusqu'à ces derniers temps, la pensée théorique se représentait la ville comme une entité, comme un organisme ou un tout parmi d'autres (et cela dans les meilleurs cas, quand on ne la réduisait pas à un phénomène partiel, à un aspect secondaire, élémentaire ou accidentel, de l'évolution et de l'histoire). On y voyait ainsi un simple résultat, effet local reflétant purement et simplement l'histoire générale. Ces représentations, qui entrent dans des classements et peuvent recevoir des noms connus (l'organicisme, l'évolutionnisme, le continuisme), ont été précédemment dénoncées. Elles ne contenaient pas une connaissance théorique de la ville et ne menaient pas vers cette connaissance ; bien plus, elles bloquaient à un niveau assez bas l'investigation, idéologies plutôt que concepts et théories.

Aujourd'hui seulement, nous commençons à saisir la *spécificité* de la ville (des phénomènes urbains). La ville eut toujours des rapports avec la société dans son ensemble, avec

ses éléments constitutifs (campagne et agriculture, puissance offensive et défensive, pouvoirs politiques, États, etc.), avec son histoire. Elle change donc lorsque la société dans son ensemble change. Cependant, les transformations de la ville ne sont pas les résultats passifs de la globalité sociale, de ses modifications. La ville dépend aussi et non moins essentiellement des relations d'immédiateté, des rapports directs entre les personnes et groupes qui composent la société (familles, corps organisés, métiers et corporations, etc.); elle ne se réduit pas davantage à l'organisation de ces rapports immédiats et directs, ni ses métamorphoses à leurs changements. Elle se situe dans un entre-deux, à mi-chemin entre ce que l'on appelle *l'ordre proche* (relations des individus dans des groupes plus ou moins vastes, plus ou moins organisés et structurés, relations de ces groupes entre eux) et *l'ordre lointain*, celui de la société, réglé par de grandes et puissantes institutions (Église, État), par un code juridique formalisé ou non, par une « culture » et des ensembles signifiants. L'ordre lointain s'institue à ce niveau « supérieur », c'est-à-dire doté de pouvoirs. Il s'impose. Abstrait, formel, suprasensible et transcendant en apparence, il ne se conçoit pas en dehors des idéologies (religieuses, politiques). Il comporte des principes moraux et juridiques. Cet ordre lointain se projette dans la réalité pratico-sensible. Il devient visible en s'y écrivant. Dans l'ordre proche et par cet ordre, il persuade, ce qui complète son pouvoir contraignant. Il se rend évident par et dans l'immédiateté. La ville, c'est une *médiation* parmi les médiations. Contenant l'ordre proche, elle le maintient; elle entretient les rapports de production et de propriété; elle est le lieu de leur reproduction. Contenue dans l'ordre lointain, elle le soutient; elle l'incarne; elle le projette sur un terrain (le site) et sur un plan, celui de la vie immédiate; elle l'inscrit, elle le prescrit, elle *l'écrit*, texte dans un contexte plus vaste et insaisissable comme tel sinon à la réflexion.

Ainsi la ville est œuvre, à rapprocher de l'œuvre d'art plus que du simple produit matériel. S'il y a production de la ville, et des rapports sociaux dans la ville, c'est une production et reproduction d'êtres humains par des êtres humains, plus qu'une production d'objets. La ville a une histoire; elle

est l'œuvre d'une histoire, c'est-à-dire de gens et de groupes bien déterminés qui accomplissent cette œuvre dans des conditions historiques. Les conditions, qui simultanément permettent et limitent les possibilités, ne suffisent jamais à expliquer ce qui naquit d'elles, en elles, par elles. Ainsi la ville que créa le moyen âge occidental. Animée, dominée par des marchands et des banquiers, cette ville fut leur œuvre. L'historien peut-il la concevoir comme un simple objet de trafic, une simple occasion de lucre? Absolument pas, justement pas. Ces marchands et banquiers agissaient pour promouvoir l'échange et le généraliser, pour étendre le domaine de la valeur d'échange; et cependant, la ville fut pour eux bien plus valeur d'usage que valeur d'échange. Ils aimaient leur ville comme une œuvre d'art, parée de toutes les œuvres de l'art, ces marchands des villes italiennes, flamandes, anglaises et françaises. De sorte que, paradoxalement, la ville des marchands et des banquiers reste pour nous le type et le modèle d'une réalité urbaine où *l'usage* (la jouissance, la beauté, l'agrément des lieux de rencontre) l'emporte encore sur le lucre et le profit, sur la valeur d'échange, les marchés et leurs exigences et contraintes. En même temps, la richesse due au commerce des marchandises et de l'argent, la puissance de l'or, le cynisme de cette puissance, s'inscrivent aussi dans cette ville et y prescrivent un ordre. De sorte qu'à ce titre encore, elle reste modèle, prototype, pour certains.

En prenant le terme « production » dans un sens large (production d'œuvres et production de rapports sociaux), il y eut dans l'histoire production de villes comme il y eut production de connaissances, de culture, d'œuvres d'art et de civilisation, comme il y eut bien entendu production de biens matériels et d'objets pratico-sensibles. Ces modalités de la production ne se disjoignent pas, sans que l'on ait le droit de les confondre en réduisant les différences. La ville fut et reste *objet*; mais ce n'est pas à la manière de tel objet maniable, instrumental : ce crayon, cette feuille de papier. Son objectivité, ou « objectalité » pourrait plutôt se rapprocher de celle du *langage* que les individus ou groupes reçoivent avant de le modifier, ou de la *langue* (de telle langue, œuvre de telle

société, parlée par tels groupes). On pourrait aussi comparer cette « objectalité » à celle d'une réalité culturelle, comme le *livre écrit*, plutôt qu'au vieil objet abstrait des philosophes ou à l'objet immédiat et quotidien. Encore faut-il prendre des précautions. Si je compare la ville à un livre, à une écriture (à un système sémiologique), je n'ai pas le droit d'oublier son caractère de médiation. Je ne puis la séparer ni de ce qu'elle contient ni de ce qui la contient, en l'isolant comme un système complet. Au plus, au mieux, la ville constitue un sous-système, un sous-ensemble. Sur ce livre, avec cette écriture, viennent se projeter des formes et des structures mentales et sociales. Or, l'analyse peut atteindre ce contexte à partir du texte, mais il n'y est pas donné. Des opérations intellectuelles, des démarches de la réflexion s'imposent pour l'atteindre (déduction, induction, traduction et transduction). La totalité n'est pas présente immédiatement dans ce texte écrit, la ville. Il y a d'autres niveaux de réalité qui ne *transparaissent* pas (ne sont pas transparents) par définition. La ville *écrit et prescrit*, c'est-à-dire qu'elle signifie : elle ordonne, elle stipule. Quoi ? A la réflexion de le découvrir. Ce texte a passé par les idéologies ; il les « reflète » aussi. L'ordre lointain se projette dans/sur l'ordre proche. Cependant l'ordre proche ne *reflète* pas dans la transparence l'ordre lointain. Celui-ci se subordonne l'immédiat à travers les médiations ; ne se livre pas. Bien plus : il se dissimule sans se découvrir. C'est ainsi qu'il agit. Sans que l'on ait le droit de parler d'une transcendance de l'Ordre, du Global ou du Total.

Si l'on considère la ville comme *œuvre* de certains « agents » historiques et sociaux, cela conduit à bien distinguer l'action et le résultat, le groupe (ou les groupes) et leur « produit ». Sans pour autant les séparer. Pas d'œuvres sans une succession réglée d'actes et d'actions, de décisions et de conduites, sans messages et sans codes. Pas d'œuvre non plus sans choses, sans une matière à modeler, sans une réalité pratico-sensible, sans un site, une « nature », une campagne et un environnement. Les rapports sociaux s'atteignent à partir du sensible ; ils ne se réduisent pas à ce monde sensible, et cependant ils ne flottent pas dans l'air, ils ne fuient pas dans la transcendance. Si la réalité sociale implique des formes et des rapports, si

elle ne peut se concevoir de façon homologue à l'objet isolé, sensible ou technique, elle ne subsiste pas sans attaches, sans accrochage aux objets, aux choses. Insistons bien sur ce point, méthodologiquement et théoriquement important. Il y a donc lieu et raison de distinguer la morphologie matérielle et la morphologie sociale. Peut-être devrions-nous ici introduire une distinction entre *la ville*, réalité présente, immédiate, donnée pratico-sensible, architecturale — et d'autre part *l'urbain*, réalité sociale composée de rapports à concevoir, à construire ou reconstruire par la pensée. Toutefois cette distinction se révèle dangereuse et la dénomination proposée ne se manie pas sans risques. *L'urbain* ainsi désigné semble se passer du sol et de la morphologie matérielle, se dessiner selon le mode d'existence spéculatif des entités, des esprits et des âmes, s'affranchissant d'attaches et d'inscriptions, dans une sorte de transcendance imaginaire. Si l'on adopte cette terminologie, les rapports entre *la ville* et *l'urbain* devront se déterminer avec le plus grand soin, en évitant la séparation comme la confusion, la métaphysique comme la réduction à l'immédiateté sensible. La vie urbaine, la société urbaine, en un mot *l'urbain* ne peuvent se passer d'une base pratico-sensible, d'une morphologie. Ils l'ont ou ne l'ont pas. S'ils ne l'ont pas, si *l'urbain* et la société urbaine se conçoivent sans cette base, c'est qu'on les perçoit comme des possibilités, c'est que les virtualités de la société réelle cherchent pour ainsi dire leur incorporation et leur incarnation à travers la pensée urbanistique et la connaissance : à travers nos « réflexions ». S'ils ne les rencontrent pas, ces possibilités dépérissent; elles sont vouées à disparaître. *L'urbain* ce n'est pas une âme, un esprit, une entité philosophique.

Continuités et discontinuités

L'organicisme avec ses implications, à savoir l'évolutionnisme simplificateur de beaucoup d'historiens et le continuisme naïf de beaucoup de sociologues, a masqué les caractères spécifiques de la réalité urbaine. Les actes ou événements « producteurs » de cette réalité, en tant que formation et œuvre sociale, échappèrent à la connaissance. Produire, en ce sens, c'est créer : amener au jour « quelque chose » qui n'existait pas avant l'activité productrice. Depuis longtemps, la connaissance hésite devant la création. Ou bien celle-ci paraît irrationnelle, spontanéité surgissant de l'inconnu et de l'inconnaissable. Ou bien on la nie et on réduit ce qui naît à ce qui préexistait. La science se veut science des déterminismes, connaissance des contraintes. Elle abandonne aux philosophes l'exploration des naissances, des dépérissements, des transitions, des disparitions. Ceux qui contestent la philosophie abandonnent de ce fait l'idée de création. L'étude des phénomènes urbains se lie au franchissement de ces obstacles et dilemmes, à la solution de ces conflits internes à la raison qui connaît.

L'histoire et la sociologie ainsi conçues selon un modèle organiciste n'ont pas davantage su appréhender les *différences*, aussi bien dans le passé que dans l'actuel. Des réductions abusives s'opéraient au détriment de ces différences comme au détriment de la création. Le lien entre ces opérations réductrices est assez facile à saisir. Le *spécifique* fuit devant les schémas simplificateurs. Dans la lumière un peu trouble dispensée par des crises multiples et enchevêtrées (dont celle de la ville et de l'urbain), parmi les fissures d'une

« réalité » que trop souvent l'on croit pleine comme un œuf ou comme une page entièrement écrite, l'analyse peut maintenant percevoir pourquoi et comment des processus globaux (économiques, sociaux, politiques, culturels) ont façonné l'espace urbain et modelé la ville, sans que l'action créatrice découle immédiatement et déductivement de ces processus. En effet, s'ils ont influencé les temps et les espaces urbains, c'est en permettant à des groupes de s'y introduire, de les prendre en charge, de les *approprier*; et cela en inventant, en sculptant l'espace (pour employer une métaphore), en se donnant des rythmes. De tels groupes ont également innové dans la façon de vivre, d'avoir une famille, d'élever et d'éduquer les enfants, de laisser une place plus ou moins grande aux femmes, d'utiliser ou de transmettre la richesse. Ces transformations de la vie quotidienne modifièrent la réalité urbaine, non sans tenir d'elle leurs motivations. La ville fut à la fois le lieu et le milieu, le théâtre et l'enjeu de ces interactions complexes.

L'introduction de discontinuités temporelles et spatiales dans la théorie de la ville (et de l'urbain), dans l'histoire et la sociologie, ne donne pas le droit d'en abuser. A l'organicisme, au continuisme, on ne doit pas substituer, en les consacrant par la théorie, des séparations. Si la ville apparaît comme un *niveau spécifique* de la réalité sociale, les processus généraux (dont les plus importants et les plus accessibles furent la généralisation des échanges commerciaux, l'industrialisation dans tel cadre global, la constitution du capitalisme concurrentiel) ne se déroulèrent pas au-dessus de cette médiation spécifique. D'autre part, le niveau des relations immédiates, personnelles et interpersonnelles (la famille, le voisinage, les métiers et corporations, la division du travail entre les métiers, etc.), ne se sépare de la réalité urbaine que par une abstraction; la démarche correcte de la connaissance ne peut changer cette abstraction en séparations. La réflexion met l'accent sur les articulations pour que les découpages suivent les articulations et non pour désarticuler le réel. Éviter la confusion dans une continuité illusoire ainsi que les séparations ou discontinuités absolues, telle est la règle méthodologique. Par conséquent, l'étude des articulations entre les niveaux

de la réalité permet de mettre en évidence les distorsions et décalages entre ces niveaux, et non de les estomper.

La ville se transforme non seulement en raison de « processus globaux » relativement continus (tels que la croissance de la production matérielle au cours des âges avec ses conséquences dans les échanges, ou le développement de la rationalité) mais en fonction de modifications profondes dans le mode de production, dans les relations « ville-campagne », dans les rapports de classe et de propriété. La démarche correcte consiste ici à aller des connaissances les plus générales à celles qui concernent les processus et les discontinuités historiques, à leur projection ou réfraction dans la ville et inversement des connaissances particulières et spécifiques concernant la réalité urbaine à leur contexte global.

La ville et l'urbain ne peuvent se comprendre sans les *institutions* issues des rapports de classe et de propriété. Elle-même, la ville, œuvre et acte perpétuels, donne lieu à des institutions spécifiques : municipales. Les institutions les plus générales, celles qui relèvent de l'État, de la religion et de l'idéologie dominantes, ont leur siège dans la ville politique, militaire, religieuse. Elles y coexistent avec les institutions proprement urbaines, administratives, culturelles. D'où certaines continuités remarquables à travers les changements de la société.

On sait qu'il y eut, et qu'il y a encore la ville orientale, expression et projection sur le terrain, effet et cause, du mode de production asiatique; dans ce mode de production, le pouvoir étatique, assis sur la ville, organise économiquement une zone agraire plus ou moins vaste, régit et contrôle les eaux, l'irrigation, le drainage, l'utilisation du sol, bref la production agricole. Il y eut dans l'ère esclavagiste une ville organisatrice — par la violence et par la rationalité juridique — de l'aire agricole environnante, mais qui sapait sa propre base en remplaçant les paysans libres (propriétaires) par des propriétés de type latifundiaire. Il y eut aussi en Occident, la ville médiévale, solidaire du mode de production féodal où prédominait fortement l'agriculture, mais aussi lieu du commerce, théâtre de la lutte des classes entre la bourgeoisie naissante et la féodalité territoriale, point d'impact et levier

de l'action étatique (royale). Enfin, en Occident, en Amérique du Nord, il y eut et il y a la ville capitaliste, commerciale et industrielle, marquée plus ou moins par l'État politique dont la formation accompagna la montée du capitalisme et dont la bourgeoisie sut s'emparer pour gérer l'ensemble de la société.

Les discontinuités ne se situent pas seulement entre les formations urbaines, mais entre les rapports sociaux les plus généraux, entre les rapports immédiats des individus et des groupes (entre les codes et les sous-codes). Cependant, la ville médiévale dure depuis près de huit siècles. L'éclatement actuel de la grande ville tend à dissoudre des noyaux urbains d'origine médiévale; ils persistent dans beaucoup de villes moyennes ou petites. De nombreux centres urbains, qui protègent et perpétuent aujourd'hui l'image de la *centralité* (laquelle aurait peut-être disparu sans eux) remontent à la plus haute antiquité. Ce qui explique l'illusion continuiste, l'idéologie évolutionniste, sans pour autant les légitimer. Cette illusion et cette idéologie ont masqué le mouvement dialectique dans les métamorphoses de la ville et de l'urbain, et singulièrement dans les rapports « continuité-discontinuité ». Au cours du développement, des *formes* se changent en *fonctions* et entrent dans des *structures* qui les reprennent et les transforment. Ainsi l'extension des échanges commerciaux à partir du moyen âge européen donne cette formation remarquable, la ville commerciale (intégrant complètement les marchands, établie autour de la place, du marché, de la halle). Depuis l'industrialisation, ces marchés locaux et localisés n'ont plus qu'une fonction dans la vie urbaine, dans les rapports de la ville avec l'environnement campagnard. *Une forme, devenue fonction, entre dans des structures nouvelles.* Pourtant, les urbanistes ont cru récemment inventer le centre commercial. Leur pensée progressait : à l'espace dénudé, réduit aux fonctions de l'habitation, la centralité commerciale apportait une différence, un enrichissement; cependant ces urbanistes retrouvaient simplement la ville médiévale, dépouillée de son rapport historique avec la campagne, de la lutte entre la bourgeoisie et la féodalité, de la relation politique avec l'État royal et despotique, réduite par conséquent à l'unifonctionnalité des échanges locaux.

Formes, structures, fonctions urbaines (dans la ville, dans les rapports de la ville avec le territoire influencé ou géré par elle, dans les relations avec la société et l'État) agissent les uns sur les autres et se modifient, mouvement que la pensée peut aujourd'hui reconstruire et maîtriser. Chaque formation urbaine connaît une ascension, un apogée, un déclin. Ses fragments et débris servent ensuite à/dans d'autres formations. Considérée dans son mouvement historique, à son niveau spécifique (au-dessous et en deçà des transformations globales, mais au-dessus des relations immédiates localement enracinées, liées fréquemment à la sacralisation du sol, donc durables et quasiment permanentes en apparence), la ville a passé par des périodes critiques. Déstructurations et restructurations se succèdent dans le temps et l'espace, toujours traduites sur le terrain, inscrites dans le pratico-sensible, écrites dans le texte urbain, mais provenant d'ailleurs : de l'histoire, du devenir. Non pas du suprasensible, mais d'un autre niveau. Des actes et agents locaux marquèrent les villes, mais aussi les rapports impersonnels de production et de propriété, et par conséquent des classes et luttes de classes, donc des idéologies (religieuses, philosophiques, c'est-à-dire éthiques et esthétiques, juridiques, etc.). La projection du global sur le terrain et sur le plan spécifique de la ville ne s'accomplissent qu'à travers des médiations. Médiation elle-même, la ville fut le lieu, le produit des médiations, le terrain de leurs activités, l'objet et l'objectif de leurs propositions. Processus globaux, rapports généraux ne s'inscrivaient dans le texte urbain que transcrits par des idéologies, interprétés par des tendances et des stratégies politiques. D'où la difficulté sur laquelle il convient maintenant d'insister, à concevoir la ville comme *un* système sémantique, sémiotique ou sémiologique, à partir de la linguistique, du langage urbain ou de la réalité urbaine considérée comme ensemble de signes. Au cours de sa projection sur un niveau spécifique, le code général de la société se modifie; le code spécifique de l'urbain en est une modulation, une version, une traduction incompréhensibles sans l'original et l'originel. Oui, la ville se lit parce qu'elle s'écrit, parce qu'elle fut écriture. Il ne suffit cependant pas d'examiner ce texte sans recourir au

contexte. Écrire sur cette écriture ou sur ce langage, élaborer le *méta-langage* de la ville, ce n'est pas connaître la ville et l'urbain. Le contexte, ce qu'il y a *au-dessous* du texte à déchiffrer (la vie quotidienne, les relations immédiates, l'inconscient de l'*urbain*, ce qui ne se dit guère et s'écrit encore moins, ce qui se cache dans les espaces habités, — la vie sexuelle et familiale, — et ne se manifeste guère dans les face-à-face), ce qu'il y a *au-dessus* de ce texte urbain (les institutions, les idéologies), cela ne peut se négliger dans le décryptage. Un livre ne suffit pas. Qu'on le lise et relise, fort bien. Que l'on aille jusqu'à sa lecture critique, encore mieux. Il pose à la connaissance des questions : « qui et quoi ? comment ? pour quoi ? pour qui ? ». Ces questions annoncent et exigent la restitution du contexte. La ville ne peut donc se concevoir comme *un* système signifiant, déterminé et clos en tant que système. La prise en considération des *niveaux* de la réalité interdit, ici comme ailleurs, cette systématisation. Toutefois, la ville eut la singulière capacité de *s'emparer* de toutes les significations pour les dire, pour les écrire (les stipuler et les « signifier »), y compris celles venues de la campagne, de la vie immédiate, de la religion et de l'idéologie politique. Dans les villes, les monuments et les fêtes eurent ces *sens*.

Lors de chaque période critique, quand stagne la croissance spontanée de la ville et que s'arrête le développement urbain orienté et marqué par les rapports sociaux jusque-là dominants, alors apparaît une réflexion urbanistique. Symptôme de mutation plus que d'une rationalité en ascension continue ou d'une harmonie intérieure (encore que les illusions sur ces points se reproduisent régulièrement), cette réflexion mêle la philosophie de la ville à la recherche d'une thérapeutique, aux projets d'action sur l'espace urbain. Confondre cette inquiétude avec la rationalité et l'organisation, c'est l'*idéologie* dénoncée précédemment. A travers cette idéologie, les concepts et la théorie se fraient difficilement leur chemin.

A ce point, il conviendrait de définir la ville. S'il est exact que le concept se dégage peu à peu des idéologies qui le véhiculent, il doit se formuler au cours de ce cheminement.

Nous proposons donc ici une première définition de la ville comme *projection de la société sur le terrain*, c'est-à-dire non seulement sur le site sensible mais sur le plan spécifique, perçu et conçu par la pensée, qui détermine la ville et l'urbain. De longues controverses autour de cette définition en ont montré les lacunes. D'abord, elle appelle des précisions supplémentaires. Ce qui s'inscrit et se projette, ce n'est pas seulement un ordre lointain, une globalité sociale, un mode de production, un code général, c'est aussi un temps, ou plutôt des temps, des rythmes. La ville s'écoute comme une musique autant qu'elle se lit comme une écriture discursive. En second lieu, la définition appelle des compléments. Elle met en lumière certaines différences historiques et génériques ou génétiques, mais laisse de côté d'autres différences actuelles : entre les types de ville résultant de l'histoire, entre les effets de la division du travail dans les villes, entre les rapports persistants « ville-territoire ». D'où une autre définition qui ne détruit peut-être pas la première : la ville *comme ensemble des différences entre les villes*. A son tour, cette détermination se révèle insuffisante ; mettant l'accent sur les particularités plutôt que sur les généralités, elle néglige les singularités de la vie urbaine, les façons de vivre de la ville, *l'habiter* proprement dit. D'où une autre définition, par la pluralité, par la coexistence et la simultanéité dans l'urbain de *patterns*, de façons de vivre la vie urbaine (le pavillon, le grand ensemble, la copropriété, la location, la vie quotidienne et ses modalités chez les intellectuels, les artisans, les commerçants, les ouvriers, etc.).

Ces définitions (relatives aux niveaux de la réalité sociale) ne se veulent pas exhaustives et n'excluent pas d'autres définitions. Si quelque théoricien voit dans la ville le lieu des confrontations et des rapports (conflictuels) entre *désir* et *besoin*, entre satisfaction et insatisfaction, s'il va jusqu'à décrire la ville comme « lieu du désir », ces déterminations seront examinées et prises en considération. Il n'est pas certain qu'elles n'aient qu'un sens limité au domaine d'une science parcellaire, la psychologie. De plus, il y aurait à mettre l'accent sur le rôle historique de la ville : accélération des processus (l'échange et le marché, l'accumulation des

connaissances et des capitaux, la concentration de ces capitaux) et lieu des révolutions.

Aujourd'hui, en devenant centre de décision ou plutôt en groupant les centres de décision, la ville moderne intensifie en l'organisant *l'exploitation* de la société entière (pas seulement de la classe ouvrière mais des autres classes sociales non dominantes). C'est dire qu'elle n'est pas lieu passif de la production ou de la concentration des capitaux mais que *l'urbain* intervient comme tel dans la production (dans les *moyens* de production).

Niveaux de réalité et d'analyse

Les considérations précédentes suffisent à montrer que l'analyse des phénomènes urbains (de la morphologie sensible et sociale de la ville, ou, si l'on préfère, de *la ville* et de *l'urbain* et de leur connexion) demande l'emploi de tous les instruments méthodologiques : forme, fonction, structure — niveaux, dimensions — texte, contexte — champ et ensemble, écriture et lecture, système, signifiant et signifié, langage et métalangage, institutions, etc. L'on sait par ailleurs qu'aucun de ces termes n'atteint une rigoureuse pureté, ne se définit sans ambiguïté, n'échappe à la polysémie. Ainsi le mot *forme*, qui prend des significations diverses pour le logicien, pour le critique littéraire, pour l'esthéticien, pour le linguiste.

Le théoricien de la ville et de l'urbain dira que ces termes se définissent comme *forme de la simultanéité*, champ de rencontres et d'échanges. Cette acception du mot *forme* devra se préciser. Considérons encore le terme *fonction*. L'analyse distingue les fonctions internes à la ville, les fonctions de la ville par rapport au territoire (campagne, agriculture, villages et bourgades, villes plus petites et subordonnées dans un réseau), et enfin les fonctions de la ville — de chaque ville — dans l'ensemble social (division technique et sociale du travail entre les villes, réseaux divers de relations, hiérarchies administratives et politiques). De même, pour les *structures*. Il y a la structure de la ville (de chaque ville, morphologiquement et socialement, topologiquement et topiquement), puis la structure urbaine de la société, et enfin la structure sociale des rapports ville-campagne. D'où un enchevêtrement de déterminations analyti-

ques et partielles et les difficultés d'une conception globale.

Ici comme ailleurs se rencontrent le plus souvent *trois* termes, dont les relations conflictuelles (dialectiques) se dissimulent sous les oppositions *terme à terme*. Il y a la campagne, et la ville, et la société avec l'État qui la gère et la domine (non sans relations avec la structure de classes de cette société). Il y a aussi, comme on a tenté de le montrer, les processus généraux (globaux), la ville comme spécificité et niveau intermédiaire, puis les relations d'immédiateté (liées à une façon de vivre, d'habiter, de moduler le quotidien). Ce qui exige maintenant des définitions plus précises de ces niveaux, que l'on ne saurait ni séparer ni confondre, mais dont il convient de montrer les articulations et désarticulations, les projections de l'un sur l'autre, les connexions diverses.

Le niveau le plus élevé se situe à la fois au-dessus de la ville et dans la ville. Ce qui ne simplifie pas l'analyse. La structure sociale figure dans la ville, s'y rend sensible, y signifie un ordre. Inversement, la ville est un morceau de l'ensemble social; elle révèle, parce qu'elle les contient et les incorpore dans la matière sensible, les institutions, les idéologies. Les édifices royaux, impériaux, présidentiels « sont » une part de la ville : la part politique (capitale). Ces édifices ne coïncident pas avec les institutions, avec les rapports sociaux dominants. Et cependant, ces rapports agissent sur eux, ils en représentent l'efficacité et la « présence » sociales. A son niveau spécifique, la ville contient ainsi la projection de ces rapports. Pour préciser en illustrant par un cas particulier cette analyse, l'ordre social à Paris se représente au niveau le plus élevé dans/par le ministère de l'Intérieur, au niveau spécifique par la préfecture de police, et aussi par les commissariats de quartiers, sans oublier les divers organismes de police qui agissent soit à l'échelle globale, soit dans l'ombre souterraine. L'idéologie religieuse se signifie à l'échelle supérieure par la cathédrale, par les sièges des grands organismes de l'Église, et aussi par les églises, les presbytères de quartier, les divers investissements locaux de la pratique religieuse institutionnalisée.

A ce niveau, la ville se manifeste comme un groupe de

groupes, avec sa double morphologie (pratico-sensible ou matérielle, d'une part, sociale d'autre part). Elle a un code de fonctionnement axé autour d'institutions particulières, telles que la municipalité avec ses services et ses problèmes, avec ses canaux d'information, ses réseaux, ses pouvoirs de décision. Sur ce plan se projette la structure sociale, ce qui n'exclut pas les phénomènes propres à la ville, à telle ville, et les plus diverses manifestations de la vie urbaine. Paradoxalement, prise à ce niveau, la ville se compose d'espaces inhabités et même inhabitables : édifices publics, monuments, places, rues, vides grands ou petits. Tant il est vrai que « l'habitat » ne constitue pas la ville et qu'elle ne peut se définir par cette fonction isolée.

Au niveau œcologique, *l'habiter* devient essentiel. La ville enveloppe *l'habiter*; elle est forme, enveloppe de ce lieu de vie « privée », départ et arrivée des réseaux permettant les informations et transmettant les ordres (imposant l'ordre lointain à l'ordre proche).

Deux démarches sont possibles. La première va du plus général au plus singulier (des institutions à la vie quotidienne) et découvre alors la ville comme plan spécifique et comme médiation privilégiée (relativement). La seconde part de ce plan et construit le général en prélevant des éléments et des significations dans l'observable urbain. Elle procède de cette même manière pour atteindre, sur l'observable, le « privé », la vie quotidienne dissimulée : ses rythmes, ses occupations, son organisation spatio-temporelle, sa « culture » clandestine, sa vie souterraine.

A chaque niveau se définissent des *isotopies* : espace politique, religieux, culturel, commercial, etc. Par rapport à ces isotopies, les autres niveaux se découvrent comme *hétérotopies*. Cependant, à chaque niveau se découvrent des oppositions spatiales qui entrent dans ce rapport : isotopie-hétérotopie. Par exemple l'opposition de « l'habitat » collectif et de « l'habitat » pavillonnaire. Les espaces sur le plan spécifique peuvent aussi se classer selon ce critère de l'isotopie-hétérotopie, la ville entière constituant l'isotopie la plus étendue, englobant les autres, ou plutôt se superposant aux autres (aux sous-ensembles spatiaux à la fois subordonnés et

constitutifs). Un tel classement par oppositions ne saurait exclure l'analyse des niveaux, ni celle du mouvement d'ensemble avec ses aspects conflictuels (rapports de classes, entre autres). Au niveau œcologique, celui de *l'habiter*, se constituent des ensembles signifiants, des systèmes partiels de signes, dont le « monde pavillonnaire » offre un cas particulièrement intéressant. La distinction des niveaux (chaque niveau impliquant à son tour des niveaux secondaires) a la plus grande utilité dans l'analyse des rapports essentiels, par exemple pour comprendre comment les « valeurs pavillonnaires », en France, deviennent le référentiel auquel se rapportent la conscience sociale et les « valeurs » dans les autres types d'habitation. L'analyse des relations d'inclusion-exclusion, d'appartenance ou de non-appartenance à tel espace de la ville permet seule d'aborder ces phénomènes d'une grande importance pour la théorie de la ville.

Sur son plan spécifique, la ville peut s'emparer des significations existantes, politiques, religieuses, philosophiques. Elle s'en saisit pour les dire, pour les *exposer* par la voie — ou par la voix — des édifices, des monuments, et aussi par les rues et places, par les vides, par la théâtralisation spontanée des rencontres qui s'y déroulent, sans oublier les fêtes, les cérémonies (avec les lieux qualifiés et appropriés). A côté de l'écriture, il y a la parole de l'urbain, plus importante encore; ces paroles disent la vie et la mort, la joie ou le malheur. La ville a cette capacité qui fait d'elle un ensemble signifiant. Toutefois, pour renforcer une remarque précédente, la ville n'accomplit pas cette tâche gracieusement ni gratuitement. On ne le lui demande pas. L'esthétisme, phénomène de déclin, vient tard. Comme l'urbanisme! Sous forme de significations, dans la forme de la simultanéité et des rencontres, dans la forme enfin d'un langage et d'une écriture « urbaine », ce sont des *ordres* que transmet la ville. L'ordre lointain se projette dans l'ordre proche. Cet ordre lointain n'est jamais ou presque jamais unitaire. Il y a l'ordre religieux, l'ordre politique, l'ordre moral, chacun renvoyant à une idéologie avec ses implications pratiques. Entre ces ordres, la ville réalise sur son plan une unité ou plutôt un syncrétisme. Elle les dissimule et voile leurs rivalités et conflits en les

rendant impérieux. Elle les traduit en *consignes* d'action, en emplois du temps. Elle stipule (signifie) avec l'emploi du temps une hiérarchie minutieuse des lieux, des instants, des occupations, des gens. De plus, elle réfracte ces impératifs dans un style, pour autant qu'il y ait vie urbaine originale. Un tel style se caractérise comme *architectural* et relève de l'art et de l'étude des œuvres d'art.

La sémiologie de la ville a donc le plus grand intérêt théorique et pratique. La ville émet et reçoit des messages. Ces messages se comprennent ou ne se comprennent pas (se codent et se décodent ou non). Elle peut donc se saisir selon les concepts issus de la linguistique : signifiant et signifié, signification et sens. Toutefois, ce n'est pas sans les plus grandes réserves et sans précautions que l'on peut considérer la ville comme un *système* (système unique) de significations et de sens, donc de valeurs. Ici comme ailleurs, il y a *plusieurs systèmes* (ou si l'on préfère plusieurs sous-systèmes). De plus, la sémiologie n'épuise pas la réalité pratique et idéologique de la ville. La théorie de la ville comme système de significations tend vers une idéologie; elle sépare *l'urbain* de sa base morphologique, de la pratique sociale, en le réduisant à un rapport « signifiant-signifié » et en extrapolant à partir des significations réellement perçues. Elle ne va pas sans une grande naïveté. S'il est vrai qu'un village Bororo signifie, et que la cité grecque est pleine de sens, allons-nous construire de vastes villages bororos remplis des signes de la Modernité? Ou bien restituer l'agora avec son sens au centre de la cité nouvelle?

La fétichisation du rapport formel « signifiant-signifié » comporte des inconvénients plus graves. Elle accepte passivement l'idéologie de la consommation dirigée. Ou plutôt elle y contribue. Dans l'idéologie de la consommation et dans la consommation « réelle » (entre guillemets), la consommation de *signes* joue un rôle de plus en plus grand. Elle ne supprime pas la consommation de « purs » spectacles, sans activité, sans participation, sans œuvre ni produit. Elle s'y ajoute et s'y superpose comme une surdétermination. C'est ainsi que la publicité pour les biens de consommation devient le principal bien de consommation; elle tend à s'incorporer

l'art, la littérature, la poésie, et à les supplanter en les utilisant comme rhétoriques. Elle devient ainsi l'idéologie elle-même de cette société; chaque « objet », chaque « bien » se dédouble en une réalité et une image, celle-ci faisant partie essentielle de la consommation. On consomme des signes autant que des objets : signes du bonheur, de la satisfaction, de la puissance, de la richesse, de la science, de la technique, etc. La production de ces signes s'intègre à la production globale et joue un rôle intégrateur capital par rapport aux autres activités sociales productrices ou organisatrices. Le signe s'achète et se vend; le langage devient valeur d'échange. Sous l'allure de signes et de significations en général, ce sont les significations de cette société qui sont livrées à la consommation. Par conséquent, celui qui conçoit la ville et la réalité urbaine comme système de signes les livre implicitement à la consommation comme objets intégralement consommables : comme valeur d'échange à l'état pur. Changeant les lieux en signes et valeurs, le pratico-sensible en significations formelles, cette théorie change aussi en pur consommateur de signes celui qui les perçoit. Les Paris *bis* ou *ter* conçus par les promoteurs ne seraient-ils pas des centres de consommation promus à un degré supérieur par l'intensité de la consommation des signes? La sémiologie urbaine risque de se mettre à leur service, si elle perd sa naïveté.

En vérité, l'analyse sémiologique doit distinguer de multiples niveaux et dimensions. Il y a la *parole* de la ville : ce qui passe et se passe dans la rue, sur les places, dans les vides, ce qui s'y dit. Il y a la *langue* de la ville : les particularités propres à telle ville qui s'expriment dans les discours, dans les gestes, les vêtements, dans les mots et les emplois des mots par les habitants. Il y a le *langage urbain*, que l'on peut considérer comme langage de connotations, système secondaire et dérivé à l'intérieur du système dénotatif (pour employer ici la terminologie de Hjemslev et de Greimas). Enfin, il y a l'*écriture de la ville* : ce qui s'inscrit et se prescrit sur ses murs, dans la disposition des lieux et leur enchaînement, en bref l'*emploi du temps* dans la ville des habitants de la ville.

L'analyse sémiologique doit aussi distinguer les niveaux, celui des *sémantèmes* ou éléments signifiants (lignes droites ou courbes, graphismes, formes élémentaires des entrées, portes et fenêtres, coins, angles, etc.) — des *morphèmes* ou objets signifiants (immeubles, rues, etc.) — et enfin des ensembles signifiants ou super-objets, dont la ville elle-même.

Il faut étudier comment se signifie la globalité (sémiologie du *pouvoir*) — comment se signifie la ville (c'est la sémiologie proprement *urbaine*) — et comment se signifient les façons de vivre et d'habiter (c'est la *sémiologie de la vie quotidienne*, de l'habiter et de l'habitat). On ne peut pas confondre la ville en tant qu'elle capte et expose les significations venues de la nature, du pays et du paysage (par exemple : l'arbre) et la ville en tant que lieu de consommation de signes. Ce serait confondre la fête et la consommation courante.

N'oublions pas les *dimensions*. La ville a une dimension *symbolique*; les monuments mais aussi les vides, places et avenues, symbolisent le cosmos, le monde, la société ou simplement l'État. Elle a une dimension *paradigmatique*; elle implique et montre des oppositions, le dedans et le dehors, le centre et la périphérie, l'intégré à la société urbaine et le non-intégré. Enfin, elle possède aussi la dimension *syntagmatique* : liaison des éléments, articulation des isotopies et des hétérotopies.

A son niveau spécifique, la ville se présente comme sous-système privilégié parce qu'elle est capable de refléter, d'exposer les autres sous-systèmes et de se donner pour un « monde », pour une totalité unique, dans l'illusion de l'immédiat et du vécu. En cette capacité résident précisément le charme, la tonicité, la tonalité propre de la vie urbaine. Mais l'analyse dissipe cette impression et décèle plusieurs systèmes cachés dans l'illusion d'unicité. L'analyste n'a pas le droit de partager cette illusion et de la consolider en se maintenant sur le plan de *l'urbain*, au lieu d'y discerner les aspects d'une connaissance plus vaste.

Nous n'avons pas ici terminé l'inventaire des sous-systèmes de significations et par conséquent de ce que l'analyse sémiologique peut apporter à la connaissance de la ville et de *l'urbain*. Si nous considérons les secteurs pavillonnaires et

les « nouveaux ensembles », nous savons déjà que chacun d'eux constitue un système (partiel) de significations, et qu'un autre système qui surdétermine chacun d'eux s'établit à partir de leur opposition. C'est ainsi que les pavillonnaires se perçoivent et se conçoivent dans l'imaginaire de l'habitat et que les « ensembles » établissent la logique de l'habitat et se perçoivent selon cette rationalité contraignante. En même temps et du même coup, le secteur pavillonnaire devient le référentiel par rapport auquel s'apprécie l'habitat et la quotidienneté, que la pratique revêt d'imaginaire et de signes.

Parmi les systèmes de significations, il y a lieu d'étudier avec la plus grande attention (critique) celui des *architectes*. Il arrive souvent que des hommes de talent croient se concevoir au sein de la connaissance et de l'expérience alors qu'ils restent au sein d'un système de graphismes, de projection sur le papier, de visualisations. Les architectes tendant de leur côté vers un système de significations qu'ils intitulent souvent « urbanisme », il n'est pas impossible que les analystes de la réalité urbaine groupant leurs données fragmentaires ne constituent un système de significations un peu différent, qu'ils baptisent aussi urbanisme et dont ils confient aux machines la programmation.

L'analyse critique dissipe le privilège du vécu dans la société urbaine. Ce n'est là qu'un « plan », un niveau. Pourtant l'analyse ne fait pas disparaître ce plan. Il existe : comme un livre. Qui lit ce livre ouvert ? qui parcourt cette écriture ? Ce n'est pas un « sujet » bien défini et cependant une succession d'actes et de rencontres constitue sur ce plan lui-même la vie urbaine, ou *l'urbain*. Cette vie urbaine tente de retourner contre eux-mêmes les messages, les ordonnances, les contraintes venus d'en haut. Elle essaie de *s'appropriier* le temps et l'espace en déjouant les dominations, en les détournant de leur but, en rusant. Elle intervient aussi au niveau de la ville et de la façon d'habiter, plus ou moins. *L'urbain* est ainsi, plus ou moins, l'œuvre des citadins au lieu de s'imposer à eux comme un système : comme un livre déjà terminé.

Ville et campagne

Un thème dont on a usé et abusé par superfétations et par extrapolations, à savoir « nature et culture », dérive du rapport de la ville à la campagne et le détourne. Dans ce rapport, il y a trois termes. De même, dans la réalité actuelle, il y a trois termes (la ruralité, le tissu urbain, la centralité) dont les rapports dialectiques se dissimulent sous les oppositions terme à terme, mais aussi viennent s'y révéler. La nature comme telle échappe à l'emprise de l'action rationnellement poursuivie, aussi bien à la domination qu'à l'appropriation. Plus exactement, elle reste hors de ces emprises; elle « est » ce qui fuit; elle s'atteint par l'imaginaire; on la poursuit et elle s'enfuit dans le cosmos, ou dans les profondeurs souterraines du monde. La campagne, elle, est lieu de production et d'œuvres. La production agricole fait naître des produits; le paysage, lui, est une œuvre. Cette œuvre émerge d'une terre lentement modelée, liée originellement aux groupes qui l'occupent par une sacralisation réciproque, ensuite profanée par la ville et la vie urbaine (qui captent cette sacralisation, la condensent, puis la dissolvent au cours des âges en l'absorbant dans la rationalité). D'où provient cette antique consécration du sol aux tribus, aux peuples, aux nations? de l'obscur et menaçante présence-absence de la nature? de l'occupation du sol qui exclut les étrangers de ce sol possédé? de la pyramide sociale, qui a sa base sur ce sol et qui exige de multiples sacrifices pour le maintien d'un édifice menacé? L'un n'empêche pas l'autre. L'essentiel, c'est le mouvement complexe par lequel la ville politique utilise le caractère sacré-maudit du sol, afin que la ville économique (commerciale) le profane.

La vie urbaine comprend des médiations originales entre la ville, la campagne, la nature. Tel est le village, dont le rapport avec la ville, dans l'histoire et dans l'actuel, est loin d'être entièrement connu. Tels sont les parcs, les jardins, les eaux captives. Ces médiations ne se comprennent pas sans les symbolismes et *représentations* (idéologiques et imaginaires) de la nature et de la campagne comme telles par les citadins.

Le rapport ville-campagne a profondément changé au cours du temps historique, selon les époques et les modes de production : tantôt profondément conflictuel, tantôt apaisé et proche d'une association. Bien plus, à la même époque, des rapports très différents se manifestent. Ainsi, dans la féodalité occidentale, le seigneur territorial menace la ville renaissante, où les marchands trouvent leur point de rencontre, leur port d'attache, le lieu de leur stratégie. La ville réplique à cette action de la seigneurie foncière, et c'est une lutte de classes qui se déroule, tantôt latente, tantôt violente. La ville se libère, non sans s'intégrer en devenant seigneurie roturière, mais c'est à l'État monarchique (dont elle fournissait une condition essentielle) qu'elle s'intègre. Par contre, à la même époque, et pour autant que l'on puisse parler d'une féodalité islamique, le « seigneur » règne sur la ville artisanale et commerçante et de là sur une campagne environnante souvent réduite à des jardins, à des cultures exiguës et sans ampleur. Dans un tel rapport, il n'y a ni germe ni possibilité d'une lutte de classes. Ce qui enlève dès le départ à cette structure sociale le dynamisme et l'avenir historique, non sans lui conférer d'autres charmes, ceux d'une exquise urbanité. Créatrice, productrice d'œuvres et de rapports nouveaux, la lutte de classes ne va pas sans une certaine barbarie qui marque l'Occident (y compris les plus « belles » de ses villes).

Aujourd'hui, le rapport ville-campagne se transforme, aspect important d'une mutation générale. Dans les pays industriels, la vieille exploitation de la campagne environnante par la ville, centre d'accumulation du capital, cède la place à des formes plus subtiles de domination et d'exploitation, la ville devenant centre de décision et apparemment d'association. Quoi qu'il en soit, la ville en expansion attaque la campagne,

la corrode, la dissout. Non sans les effets paradoxaux précédemment notés. La vie urbaine pénètre la vie paysanne en la dépossédant d'éléments traditionnels : artisanat, petits centres qui dépérissent au profit des centres urbains (commerciaux et industriels, réseaux de distribution, centres de décision, etc.). Les villages se ruralisent en perdant la spécificité paysanne. Ils s'alignent sur la ville mais en résistant et en se repliant parfois farouchement sur eux-mêmes.

Le tissu urbain, à mailles plus ou moins larges, va-t-il saisir dans ses filets le territoire entier des pays industrialisés ? Le dépassement de l'ancienne opposition ville-campagne s'opérera-t-il ainsi ? On peut le supposer. Non sans réserves critiques. Si l'on nomme ainsi une confusion généralisée, la campagne se perdant au sein de la ville, la ville absorbant la campagne et s'y égarant, cette confusion peut se contester théoriquement, et la théorie réfute toute stratégie basée sur cette conception du tissu urbain. Les géographes ont trouvé, pour désigner cette confusion, un néologisme, laid mais significatif : le *rurbain*. Dans cette hypothèse, l'expansion de la ville et de l'urbanisation ferait disparaître l'urbain (la vie urbaine), ce qui semble inadmissible. Autrement dit, le dépassement de l'opposition ne peut se concevoir comme une neutralisation réciproque. Il n'y a aucune raison théorique d'admettre la disparition de la centralité au cours d'une fusion de la société urbaine avec la campagne. L'opposition « urbanité-ruralité » s'accentue au lieu de disparaître, alors que s'atténue l'opposition ville-campagne. Il y a déplacement de l'opposition et du conflit. Au surplus, à l'échelle mondiale, le conflit ville-campagne est loin d'être résolu, chacun le sait. S'il est vrai que la séparation et la contradiction ville-campagne (qui enveloppe sans s'y réduire l'opposition des deux termes) fait partie de la division du travail social, il faut admettre que cette division n'est pas surmontée ni maîtrisée. De loin. Pas plus que la séparation de la nature et de la société, du matériel et de l'intellectuel (spirituel). Le dépassement aujourd'hui ne peut pas ne pas s'effectuer à partir de l'opposition tissu urbain-centralité. Ce qui suppose l'invention de nouvelles formes urbaines.

En ce qui concerne les pays industriels, on peut concevoir

des villes polycentriques, des centralités différenciées et renouvelées, voire des centralités mouvantes (culturelles, par exemple). La critique de l'urbanisme comme idéologie peut porter contre telle ou telle conception de la centralité (par exemple l'identification entre *l'urbain* et les centres de décision et d'information). Ni ville traditionnelle (séparée de la campagne pour mieux la dominer), ni Mégapolis sans forme et « tissu » sans trame ni chaîne, telle serait l'idée directrice. La disparition de la centralité ne s'impose ni théoriquement ni pratiquement. La seule question qui se pose est celle-ci : « A quelles formes sociales et politiques, à quelle théorie va-t-on confier la réalisation sur le terrain d'une centralité et d'un tissu renouvelés, délivrés de leurs dégradations ? »

Aux alentours du point critique

Par hypothèse, traçons de gauche à droite un axe allant du zéro d'urbanisation (l'inexistence de la ville, la prédominance complète de la vie agraire, de la production agricole, de la campagne) à l'urbanisation cent pour cent (absorption de la campagne par la ville, prédominance complète de la production industrielle jusqu'à l'agriculture). Ce schéma abstrait met entre parenthèses, momentanément, les discontinuités. Il va permettre, dans une certaine mesure, de situer les points critiques, c'est-à-dire les coupures et discontinuités elles-mêmes. Assez vite, sur l'axe, assez près de l'origine, marquons la ville politique (effectivement réalisée et maintenue dans le mode de production asiatique) qui organise en le dominant un environnement agraire. Un peu plus loin, marquons l'apparition de la ville commerciale, qui commence en reléguant le commerce à sa périphérie (hétérotopie des faubourgs, foires et marchés, des lieux assignés aux métèques, aux étrangers spécialisés dans les échanges) et qui ensuite intègre le marché en s'intégrant elle-même à une structure sociale fondée sur les échanges, les communications élargies, l'argent et la richesse mobilière. Vient alors un point critique décisif, où l'importance de la production agricole recule devant l'importance de la production artisanale et industrielle, du marché, de la valeur d'échange, du capitalisme naissant. Ce point critique se situe en Europe occidentale au XVI^e siècle environ. Bientôt, c'est l'avènement de la ville industrielle, avec ses implications (départ des populations paysannes dépossédées et désagrégées vers la ville, période des grandes concentrations urbaines). La société

urbaine s'annonce longtemps après que la société dans son ensemble ait basculé du côté de l'urbain (de la domination urbaine). Vient alors la période où la ville en expansion prolifère, produit des périphéries lointaines (banlieues), envahit les campagnes. Paradoxalement dans cette période où la ville s'étend démesurément, la forme (morphologie pratico-sensible ou matérielle, forme de la vie urbaine) de la ville traditionnelle éclate. Le double processus (industrialisation-urbanisation) produit le double mouvement : explosion-implosion, condensation-dispersion (éclatement) déjà mentionné. C'est donc autour de ce point critique que se situe la problématique actuelle de la ville et de la réalité urbaine (de l'urbain).

Ville politique	Ville commerciale	Ville industrielle	Point critique
		Double processus (industrialisation et urbanisation)	

Les phénomènes qui se déroulent aux alentours de la situation de crise ne le cèdent pas en complexité aux phénomènes physiques qui accompagnent la traversée du mur du son (simple métaphore). On pourrait aussi considérer par analogie ce qui se passe auprès d'un point d'inflexion d'une courbe. C'est dans ce but — l'analyse au voisinage du point critique — que l'on a tenté précédemment de rassembler l'outillage conceptuel indispensable. La connaissance qui se désintéresserait de cette situation retomberait dans la spéculation aveugle ou dans la spécialisation myope.

Mal placer, en les accentuant, les points critiques, les coupures et lacunes, cela peut avoir des conséquences aussi graves que la négligence organiciste, évolutionniste ou continuiste. Aujourd'hui, la pensée sociologique et la stratégie politique, comme la réflexion dite urbanistique, tendent à sauter du niveau de l'habitat et de l'habiter (niveau écologique, celui du logement, de l'immeuble, du voisinage, et par conséquent domaine de l'architecte) au niveau général (échelle de l'aménagement du territoire, de la production industrielle planifiée, de l'urbanisation globale) en passant

par-dessus la ville et l'urbain. On met entre parenthèses la médiation; on omet le niveau spécifique. Pourquoi? Pour des raisons profondes, tenant d'abord à la méconnaissance du point critique.

Planification rationnelle de la production, aménagement du territoire, industrialisation et urbanisation globales sont des aspects essentiels de la « socialisation de la société ». Arrêtons-nous un instant sur ces mots. Une tradition marxiste à inflexion réformiste les emploie pour désigner la complexification de la société et des rapports sociaux, la rupture des compartimentages, la multiplicité croissante des connexions, des communications, des informations, le fait que la division technique et sociale du travail qui s'accroît implique une unité plus forte des branches d'industrie, des fonctions du marché et de la production elle-même. Cette formulation insiste sur les *échanges* et lieux d'échange; elle met l'accent sur la quantité des échanges économiques et laisse de côté la qualité, la différence essentielle entre valeur d'usage et valeur d'échange. Dans cette perspective, les échanges de marchandises et de biens de consommation nivellent et alignent sur eux les échanges directs : les communications qui ne passent pas à travers les réseaux constitués, à travers les institutions (c'est-à-dire au niveau « inférieur » les rapports immédiats, — au niveau « supérieur » les rapports politiques résultant de la connaissance). Au continuisme réformiste réplique la thèse du discontinuisme et du volontarisme révolutionnaire radical : une rupture, une coupure sont indispensables pour que le caractère social du travail productif abolisse les rapports de production liés à la propriété privée de ces moyens de production. Or, la thèse de la « socialisation de la société », interprétation évolutionniste, continuiste et réformiste, prend un autre sens si l'on observe que ces mots désignent — mal, incomplètement — *l'urbanisation de la société*. La multiplication et la complexification des échanges au sens large du terme ne peuvent se poursuivre sans qu'il existe des lieux et moments privilégiés, sans que ces lieux et moments de rencontres s'affranchissent des contraintes du marché, sans que la loi de la valeur d'échange soit maîtrisée, sans que se modifient les rapports qui conditionnent le

profit. Jusqu'alors la culture se dissout, devenant objet de consommation, occasion de profit, production pour le marché; le « culturel » dissimule plus d'un piège. L'interprétation révolutionnaire n'a pas tenu compte jusqu'à maintenant de ces éléments nouveaux. Ne se pourrait-il pas qu'en définissant plus rigoureusement les rapports entre l'industrialisation et l'urbanisation, dans la situation de crise, au voisinage du point critique, on contribue à surmonter la contradiction du continuisme et du discontinuisme absolu, de l'évolutionnisme réformiste et de la révolution totale? Si l'on veut dépasser le marché, la loi de la valeur d'échange, l'argent et le profit, ne faut-il pas définir le lieu de cette possibilité : la société urbaine, la ville comme valeur d'usage?

Paradoxe de cette situation critique, donnée centrale du problème, la crise de la ville est mondiale. Elle se présente à la réflexion comme un aspect dominant de la mondialité en marche, au même titre que la technique et que l'organisation rationnelle de l'industrie. Pourtant, les causes pratiques et les raisons idéologiques de cette crise varient selon les régimes politiques, selon les sociétés et même selon les pays concernés. Une analyse critique de ces phénomènes ne saurait se légitimer que comparativement, mais beaucoup d'éléments de cette comparaison manquent. Pays en voie de développement, inégalement attardés — pays capitalistes hautement industrialisés — pays socialistes eux-mêmes inégalement développés, partout la ville, morphologiquement, éclate. La forme traditionnelle de la société agraire se transforme, mais de façon différente. Dans une série de pays mal développés, le bidonville est un phénomène caractéristique, alors que dans les pays hautement industrialisés, c'est la prolifération de la ville en « tissus urbains », en banlieues, en secteurs résidentiels dont le rapport avec la vie urbaine fait problème.

Comment rassembler les éléments d'une telle comparaison? Aux États-Unis, les difficultés de l'administration fédérale, ses démêlés avec les communautés locales, les modalités du « gouvernement urbain » partagé entre le manager, le boss politique, le maire et sa municipalité, ne s'expliquent pas de la même façon que les conflits de pouvoirs (d'administration et de juridiction) en Europe et en France. Ici, l'industrialisa-

tion avec ses conséquences assiege les noyaux urbains datant des époques pré-capitalistes ou pré-industrielles et les fait voler en éclats. Aux États-Unis, le noyau urbain n'existe guère que dans quelques villes privilégiées; pourtant, les communautés locales ont des garanties juridiques plus grandes et des pouvoirs plus étendus qu'en France où la centralisation monarchique s'attaqua très tôt à ces « libertés » urbaines. En Europe comme ailleurs, on ne peut attribuer à la seule croissance quantitative des villes, ni aux seules questions de circulation, des difficultés à la fois différentes et comparables. Ici et là, d'un côté comme de l'autre, la société dans son ensemble se voit mise en question, d'une façon ou d'une autre. Telle qu'elle est, préoccupée (à travers les idéologues et les hommes de l'État) principalement d'aménager l'industrie et d'organiser l'entreprise, la société « moderne » apparaît peu capable d'apporter à la problématique urbaine des solutions et d'agir autrement que par petites mesures techniques prolongeant l'état actuel. Partout, le rapport entre les trois niveaux analysés ci-dessus devient confus et conflictuel, l'élément dynamique de la contradiction changeant selon le contexte social et politique. Dans les pays dits « en voie de développement », la dissolution de la structure agraire pousse vers les villes des paysans dépossédés, ruinés, avides de changement; le bidonville les accueille et joue le rôle de médiateur (insuffisant) entre la campagne et la ville, la production agricole et l'industrie; il se consolide souvent et offre un succédané de vie urbaine, misérable et cependant intense, à ceux qu'il héberge. Dans d'autres pays, et notamment dans les pays socialistes, la croissance urbaine planifiée attire dans les villes la main-d'œuvre recrutée à la campagne, et c'est le surpeuplement, la construction de quartiers ou « rayons » résidentiels dont le rapport avec la vie urbaine ne se discerne pas toujours. En résumé, une crise mondiale de l'agriculture et de la vie paysanne traditionnelle accompagne, sous-tend, aggrave une crise mondiale de la ville traditionnelle. Une mutation à l'échelle planétaire se produit. Le vieil « animal rural » et l'animal urbain (Marx), simultanément, disparaissent. Laissent-ils place à « l'homme »? C'est le problème essentiel. La difficulté majeure, théorique et pra-

tique, vient de ce que l'urbanisation de la société industrialisée ne va pas sans l'éclatement de ce que nous appelons encore « ville ». La société urbaine se constituant sur les ruines de la ville, comment saisir les phénomènes dans leur ampleur, dans leurs contradictions multiples? C'est là le *point critique*. La distinction des trois niveaux (processus global d'industrialisation et d'urbanisation — société urbaine, plan spécifique de la ville — modalités de l'habiter et modulations du quotidien dans l'urbain) tend à s'effacer, comme s'efface la distinction ville-campagne. Et cependant cette différence des trois niveaux s'impose plus que jamais pour éviter confusion et malentendus, pour combattre les stratégies qui trouvent dans cette conjoncture une occasion favorable en dissolvant l'urbain dans la planification industrielle ou/et dans l'habitation.

Oui, cette ville qui traverse tant de vissitudes et de métamorphoses, depuis ses noyaux archaïques qui suivirent de près le village, cette forme sociale admirable, cette œuvre par excellence de la praxis et de la civilisation, se défait et se refait sous nos yeux. La question du logement, son urgence dans les conditions de la croissance industrielle ont d'abord masqué et masquent encore les problèmes de la ville. Les tacticiens politiques, attentifs surtout à l'immédiat, n'ont vu et n'y voient guère que cette question. Lorsque les problèmes d'ensemble ont émergé, sous le nom d'*urbanisme*, on les a subordonnés à l'organisation générale de l'industrie. Attaquée à la fois par en haut et par en bas, la ville s'aligne sur l'entreprise industrielle; elle figure dans la planification comme rouage; elle devient dispositif matériel propre à organiser la production, à contrôler la vie quotidienne des producteurs et la consommation des produits. Tombée au rang de moyen, elle étend la programmation du côté des consommateurs et de la consommation; elle sert à régler, à ajuster l'une sur l'autre la production des marchandises et la destruction des produits par l'activité dévorante dite « consommation ». Elle n'avait, elle n'a de sens que comme œuvre, comme fin, comme lieu de jouissance libre, comme domaine de la valeur d'usage; or on l'assujettit aux contraintes, aux impératifs de « l'équilibre » dans des conditions étroitement limitatives; elle n'est

plus que l'instrument d'une organisation qui n'arrive d'ailleurs pas à se consolider en déterminant ses conditions de stabilité et d'équilibre, organisation selon laquelle des besoins individuels répertoriés et téléguidés se satisfont en anéantissant des objets répertoriés dont la probabilité de durée (l'obsolescence) est elle-même objet de science. Jadis, la raison eut dans la cité son lieu de naissance, son siège, son foyer. Face à la ruralité, à la vie paysanne en proie à la nature, à la terre sacralisée et pleine de forces obscures, l'urbanité s'affirmait raisonnable. Aujourd'hui, la rationalité passe (ou semble passer, ou prétend passer) loin de la ville, au-dessus d'elle, à l'échelle du territoire national ou du continent. Elle refuse la ville comme moment, comme élément, comme condition; elle ne l'admet que comme outil et dispositif. En France et ailleurs, le rationalisme bureaucratique de l'État et celui de l'organisation industrielle appuyé par les exigences de la grande entreprise, vont dans le même sens. Simultanément, on impose un fonctionnalisme simplificateur et des cadres sociaux qui débordent l'urbain. Sous prétexte d'organisation, l'organisme disparaît, de sorte que l'organicisme venu des philosophes apparaît comme un modèle idéal. L'ordonnance des « zones » et des « aires » urbaines se réduit à une juxtaposition d'espaces, de fonctions, d'éléments sur le terrain. Secteurs et fonctions sont subordonnés étroitement aux centres de décision. L'homogénéité l'emporte sur les différences venues de la nature (site), de l'entourage paysan (territoire et terroir), de l'histoire. La ville, ou ce qui en reste, on la construit ou on la remanie, à l'instar d'une somme ou d'une combinatoire d'éléments. Or, dès que la combinatoire est conçue et perçue et prévue comme telle, les combinaisons se discernent mal; les différences tombent dans la perception de leur ensemble. De sorte que l'on a beau chercher rationnellement la diversité, une impression de monotonie recouvre ces diversités et l'emporte, qu'il s'agisse des logements, des immeubles, des centres dits urbains, des aires organisées. L'urbain, non pensé comme tel mais attaqué de face et de biais, corrodé, rongé, a perdu les traits et caractères de l'œuvre, de l'appropriation. Seules les contraintes se projettent sur le terrain, dans un état de

dislocation permanente. Du côté de l'habitation, le découpage et l'agencement de la vie quotidienne, l'usage massif de l'automobile (moyen de transport « privé »), la mobilité (d'ailleurs freinée et insuffisante), l'influence des mass-media, ont détaché du site et du territoire les individus et les groupes (familles, corps organisés). Le voisinage s'estompe, le quartier s'effrite; les gens (les « habitants ») se déplacent dans un espace qui tend vers l'isotopie géométrique, rempli de consignes et de signaux, où les différences qualitatives de lieux et instants n'ont plus d'importance. Processus inévitable de dissolution des anciennes formes, certes, mais qui produit la dérision, la misère mentale et sociale, la pauvreté de la vie quotidienne dès lors que rien n'a remplacé les symboles, les appropriations, les styles, les monuments, les temps et rythmes, les espaces qualifiés et différents de la ville traditionnelle. La société urbaine, par dissolution de cette ville soumise à des pressions qu'elle ne peut supporter, tend donc à se fondre d'une part dans l'aménagement planifié du territoire, dans le « tissu urbain » déterminé par les contraintes de la circulation, et d'autre part dans des unités d'habitation telles que les secteurs pavillonnaires et les « grands ensembles ». L'extension de la ville produisit la banlieue, puis la banlieue engloutit le noyau urbain. Les problèmes ont été inversés, quand ils ne sont pas méconnus. Ne serait-il pas plus cohérent, plus rationnel et plus agréable, d'aller travailler en banlieue, et d'habiter la ville, plutôt que d'aller travailler en ville, tout en habitant dans une banlieue peu habitable? La gestion centralisée des « choses » et de la « culture » cherche à se passer de cet échelon intermédiaire, la ville. Bien plus : l'État, les centres de décision, les pouvoirs idéologiques, économiques et politiques, ne peuvent que considérer avec une méfiance accrue cette forme sociale qui tend vers l'autonomie, qui ne peut vivre que spécifiquement, qui s'interpose entre eux et « l'habitant », ouvrier ou non, travailleur productif ou non, mais homme et citoyen en même temps que citoyen. La ville, pour le pouvoir, depuis un siècle, quelle est son essence? Elle fermente, pleine d'activités suspectes, de délinquances; c'est un foyer d'agitation. Pouvoir étatique et grands intérêts économiques ne peuvent guère

concevoir qu'une stratégie : dévaloriser, dégrader, détruire la société urbaine. Dans les processus en cours, il y a des déterminismes et il y a des stratégies, des spontanéités et des actes concertés. Les contradictions subjectives et idéologiques, les soucis « humanistes » gênent mais n'arrêtent pas ces actions stratégiques. La ville empêche les puissances de manipuler à leur gré les citadins-citoyens, individus, groupes, corps. Par conséquent, la crise de la ville se lie non pas à la rationalité comme telle, définissable en partant de la tradition philosophique, elle se relie à des formes déterminées de la rationalité : étatique, bureaucratique, économique ou plutôt « économiste », l'économisme étant une idéologie dotée d'un appareil. Cette crise de la ville s'accompagne un peu partout d'une crise des institutions urbaines (municipales) due à la double pression de l'État et de l'entreprise industrielle. Tantôt l'État, tantôt l'entreprise, tantôt les deux (rivaux, concurrents, mais souvent associés) tendent à accaparer les fonctions, attributs, prérogatives de la société urbaine. Dans certains pays capitalistes, l'entreprise « privée » laisse-t-elle à l'État, aux institutions, organismes « publics » autre chose que ce dont elle refuse de se charger parce que trop onéreux?

Et cependant, sur ce fondement qui s'ébranle, la société urbaine et *l'urbain* persistent et même s'intensifient. Les rapports sociaux continuent à se complexifier, à se multiplier, à s'intensifier, à travers les contradictions les plus douloureuses. La forme de l'urbain, sa raison suprême, à savoir la simultanéité et la rencontre, ne peuvent disparaître. La réalité urbaine, au sein même de sa dislocation, persiste et se densifie dans les centres de décision et d'information. Les habitants (lesquels? aux enquêtes et enquêteurs de le trouver!) reconstituent des centres, utilisent des lieux pour restituer, même dérisoires, les rencontres. L'usage (la valeur d'usage) des lieux, des monuments, des différences, échappe aux exigences de l'échange, de la valeur d'échange. C'est un grand jeu qui se joue sous nos yeux, avec des épisodes divers dont le sens n'apparaît pas toujours. La satisfaction de besoins élémentaires n'arrive pas à tuer l'insatisfaction des désirs fondamentaux (ou du désir fondamental). En même temps que lieu

des rencontres, convergence des communications et informations, *l'urbain* devient ce qu'il fut toujours : lieu du désir, déséquilibre permanent, siège de la dissolution des normalités et contraintes, moment du ludique et de l'imprévisible. Ce moment va jusqu'à l'implosion-explosion des violences latentes sous les terribles contraintes d'une rationalité qui s'identifie elle-même avec l'absurdité. De cette situation naît la contradiction critique : tendance à la destruction de la ville, tendance à l'intensification de l'urbain et de la problématique urbaine.

Cette analyse critique appelle un complément décisif. Attribuer la crise de la ville à la rationalité bornée, au productivisme, à l'économisme, à la centralisation planificatrice soucieuse avant tout de croissance, à la bureaucratie de l'État et de l'entreprise, ce n'est pas faux. Pourtant, ce point de vue ne dépasse pas complètement l'horizon du rationalisme philosophique le plus classique, celui de l'humanisme libéral. Il faut qu'il aille plus loin, celui qui veut proposer la forme d'une société urbaine nouvelle en fortifiant ce germe, *l'urbain*, qui se maintient dans les fissures de l'ordre planifié et programmé. Si l'on veut concevoir un « homme urbain » qui ne ressemble plus aux imageries de l'humanisme classique, l'élaboration théorique se doit d'affiner les concepts. Jusqu'à ce jour, dans la théorie comme dans la pratique, le double processus de l'industrialisation et de l'urbanisation n'a pas été maîtrisé. L'enseignement de Marx et de la pensée marxiste, incomplet, a été méconnu. Pour Marx lui-même, l'industrialisation avait en elle-même sa finalité, son sens. Ce qui a donné lieu par la suite à la dissociation de la pensée marxiste en économisme et en philosophisme. Marx n'a pas montré (en son temps, il ne le pouvait pas) que l'urbanisation et *l'urbain* contiennent *le sens* de l'industrialisation. Il n'a pas vu que la production industrielle impliquait l'urbanisation de la société, et que la maîtrise des potentialités de l'industrie exigeait des connaissances spécifiques concernant l'urbanisation. La production industrielle, après une certaine *croissance*, produit l'urbanisation; elle en fournit les conditions, elle en ouvre les possibilités. La problématique se déplace et devient celle du *développement* urbain. Les ouvrages de

Marx (et notamment *le Capital*) contenaient de précieuses indications sur la ville et particulièrement sur les rapports historiques entre ville et campagne. Ils ne posent pas le problème urbain. Au temps de Marx, seul le problème du logement se posait, étudié par Engels. Or le problème de la ville déborde immensément celui du logement. Les limites de la pensée marxiste n'ont guère été comprises. Partisans comme adversaires ont jeté le trouble en assimilant mal les principes méthodologiques et théoriques de cette pensée. Ni la critique de droite ni la critique de gauche n'en ont marqué l'acquis et les bornes. Ces bornes n'ont pas encore été franchies par un dépassement qui ne rejette pas mais approfondisse l'acquis. Le sens implicite de l'industrialisation a donc été mal explicité. Ce processus, dans la réflexion théorique, n'a pas reçu son sens. Bien plus : on a cherché le sens ailleurs, ou bien on a abandonné le sens et la recherche du sens.

La « socialisation de la société » mal comprise par les réformistes a barré la route à la transformation urbaine (dans, par, pour la ville). On n'a pas compris que cette socialisation a pour essence l'urbanisation. Qu'a-t-on « socialisé » ? Des signes, en les livrant à la consommation : les signes de la ville, de *l'urbain*, de la vie urbaine, comme les signes de la nature et de la campagne, comme ceux de la joie et du bonheur, sans qu'une pratique sociale effective fasse entrer *l'urbain* dans le quotidien. La vie urbaine n'entre dans les besoins qu'à reculons, à travers la pauvreté des besoins sociaux de la « société socialisée », à travers la consommation quotidienne et ses propres signes dans la publicité, la mode, l'esthétisme. Ainsi se conçoit, à ce nouveau moment de l'analyse, le mouvement dialectique qui emporte les formes et les contours, les déterminismes et les contraintes, les servitudes et les appropriations vers un horizon trouble.

La vie urbaine, la société urbaine et *l'urbain*, détachés par une certaine pratique sociale (dont l'analyse continuera) de leur base morphologique à moitié ruinée, cherchant une nouvelle base, ainsi se présentent les alentours du point critique. *L'urbain* ne peut se définir ni comme attaché à une morphologie matérielle (sur le terrain, dans le pratico-sen-

sible) ni comme pouvant s'en détacher. Ce n'est pas une essence intemporelle, ni un système parmi les systèmes ou au-dessus des autres systèmes. C'est une forme mentale et sociale, celle de la simultanéité, du rassemblement, de la convergence, de la rencontre (ou plutôt des rencontres). C'est une *qualité* qui naît de quantités (espaces, objets, produits). C'est une *différence* ou plutôt un ensemble de différences. *L'urbain* contient le sens de la production industrielle, comme l'*appropriation* contient le sens de la *domination technique sur la nature*, celle-ci glissant dans l'absurde sans celle-là. C'est un *champ* de rapports comprenant notamment le rapport du temps (ou des temps; rythmes cycliques et durées linéaires) avec l'espace (ou les espaces : isotopies-hétérotopies). En tant que lieu du désir et lien des temps, *l'urbain* pourrait se présenter comme *signifiant* dont nous cherchons en cet instant les *signifiés* (c'est-à-dire les « réalités » pratico-sensibles qui permettraient de le réaliser dans l'espace, avec une base morphologique et matérielle adéquate).

Faute d'une élaboration théorique suffisante, le double processus (industrialisation-urbanisation) a été scindé et ses aspects séparés, donc voués à l'absurde. Saisi par une rationalité plus haute (dialectique), conçu dans sa dualité et ses contradictions, ce processus ne saurait laisser de côté *l'urbain*. Bien au contraire : *il le comprend*. Ce n'est donc pas la raison qu'il convient d'incriminer, mais un certain rationalisme, une rationalité bornée et les limites de cette rationalité. Le monde de la marchandise a sa logique immanente, celle de l'argent et de la valeur d'échange généralisée sans limites. Une telle forme, celle de l'échange et de l'équivalence, n'a qu'indifférence vis-à-vis de la forme urbaine; elle réduit la simultanéité et les rencontres à celles des échangistes, et le lieu de rencontre à celui où se conclut le contrat ou quasi-contrat d'échange équivalent : au marché. La société urbaine, ensemble d'actes se déroulant dans le temps, privilégiant un espace (site, lieu) et privilégiés par lui, tour à tour signifiants et signifiés, a une logique différente de celle de la marchandise. C'est un autre monde. *L'urbain* se fonde sur la valeur d'usage. Le conflit ne peut s'éviter. Au surplus, la rationalité économete et productiviste, qui cherche à pousser au-delà de toute

limitation la production de produits (d'objets échangeables, de valeur d'échange) en supprimant *l'œuvre*, cette rationalité productiviste se donne pour connaissance, alors qu'elle contient une composante idéologique liée à son essence même. Peut-être n'est-elle qu'idéologie, valorisant les contraintes, celles qui viennent des déterminismes existants, celles de la production industrielle et du marché des produits, celles qui viennent de son fétichisme du programme. Ces contraintes réelles, l'idéologie les fait passer pour rationnelles. Une telle rationalité n'a rien d'inoffensif. Le pire danger qu'elle recèle provient de ce qu'elle se veut et se dit *synthétique*. Elle prétend aboutir à la synthèse et former des « hommes de synthèse » (soit à partir de la philosophie, soit à partir d'une science, soit enfin à partir d'une recherche « interdisciplinaire »). Or, c'est là une illusion idéologique. Qui a *droit de synthèse*? Certainement pas un fonctionnaire de la synthèse, accomplissant cette fonction de façon garantie par les institutions. Certainement pas celui qui extrapole à partir d'une analyse ou de plusieurs analyses. Seule la capacité pratique de réalisation a le droit de rassembler les éléments théoriques de la synthèse, en l'effectuant. Est-ce le rôle de la puissance politique? Peut-être, mais pas de n'importe quelle force politique : pas de l'État politique comme institution ou somme d'institutions, pas des hommes de l'État comme tel. Seul l'examen critique des stratégies permet de répondre à cette interrogation. *L'urbain* ne peut se confier qu'à une stratégie mettant au premier plan la problématique de l'urbain, l'intensification de la vie urbaine, la réalisation effective de la société urbaine (c'est-à-dire de sa base morphologique, matérielle, pratico-sensible).

Sur la forme urbaine

L'ambiguïté (ou plus exactement la *polysémie*, la pluralité des significations) de ce terme, la « forme », a déjà été signalée. Il n'en était guère besoin. Elle saute aux yeux. Elle ne le cède en rien à la polysémie des termes « fonction », « structure », etc. Toutefois, on ne peut en rester là et accepter cette situation. Que de gens croient avoir tout dit et tout résolu lorsqu'ils emploient un de ces mots-fétiches ! La pluralité et la confusion des sens servent l'absence de pensée et la pauvreté qui se prend pour richesse.

Pour élucider la signification du terme, il n'y a qu'une voie : partir de son acception la plus abstraite. Seule l'abstraction scientifique, distinguée de l'abstraction verbale et sans contenu, opposée à l'abstraction spéculative, permet des définitions transparentes. Pour définir la forme, c'est donc de la logique formelle et des structures logico-mathématiques qu'il faut partir. Non pas pour les isoler et les fétichiser, mais au contraire pour surprendre leur rapport avec le « réel ». Ceci ne va pas sans quelques difficultés ni sans inconvénients. La transparence et la clarté de l'abstraction « pure » ne sont pas accessibles à tous. La plupart des gens, par rapport à cette lumière de l'abstraction, se comportent en aveugles ou en myopes. Pour saisir l'abstrait, une « culture » est nécessaire, et bien plus encore pour atteindre les frontières inquiétantes qui distinguent et unissent à la fois le concret et l'abstrait, la connaissance et l'art, les mathématiques et la poésie. Pour élucider la signification du mot « forme », l'on va donc se trouver renvoyé à une théorie très générale, très abstraite, la *théorie des formes*, proche d'une théorie philosophique de la connaissance, prolongeant une telle théorie et

cependant très différente, puisque d'une part elle désigne ses propres conditions historiques et « culturelles » et que d'autre part elle s'appuie sur de difficiles considérations logico-mathématiques.

Procédant par paliers, on va d'abord examiner une « forme » socialement reconnue, par exemple le *contrat*. Il y a une grande diversité de contrats : le contrat de mariage, le contrat de travail, le contrat de vente et d'achat, etc. Les contenus des actes sociaux définis comme contractuels sont donc très différents. Tantôt il s'agit de régler les rapports entre deux individus de sexe différent (le rapport sexuel passant au second plan dans sa réglementation sociale, qui porte sur les biens et la transmission des biens, sur les enfants et l'héritage). Tantôt il s'agit de régler les relations entre deux individus différents par le statut social et même par la classe sociale : l'employeur et l'employé, le patron et l'ouvrier. Tantôt il s'agit de soumettre à une régularité sociale le rapport entre le vendeur et l'acheteur, etc. Toutefois, ces situations particulières ont un trait commun : la *réciprocité* dans l'engagement constitué et institué socialement. Chacun s'engage vis-à-vis de l'autre à accomplir une certaine sorte d'actions stipulées explicitement ou implicitement. On sait d'ailleurs que cette réciprocité comporte une part de fiction ou plutôt qu'aussitôt conclue elle se révèle fictive, pour autant qu'elle ne tombe pas dans la stipulation contractuelle et sous le coup de la loi. La réciprocité sexuelle entre les époux devient fiction sociale et morale (le « devoir conjugal »). La réciprocité d'engagement entre le patron et l'ouvrier ne les établit que fictivement sur le même plan. Et ainsi de suite. Cependant ces fictions ont une existence et une influence sociales. Elles sont les contenus divers d'une *forme* juridique générale sur laquelle opèrent les juristes et qui entre dans une *codification* des rapports sociaux : le code civil.

Il en va de même pour la pensée réfléchissante. La réflexion a des contenus extrêmement divers : objets, situations, activités. De cette diversité émergent quelques domaines plus ou moins fictifs ou réels : science, philosophie, art, etc. Ces objets multiples, ces domaines en nombre assez petit, relèvent d'une formulation, la logique. La réflexion se codifie par la

forme commune à tous les contenus, qui naît de leurs différences.

La forme se dégage du contenu ou plutôt des contenus. Ainsi libérée, elle émerge pure et transparente : intelligible. Et d'autant plus intelligible qu'elle est plus décantée de contenus, plus « pure ». Mais voici le paradoxe. Alors et ainsi, dans sa pureté, elle n'a pas d'existence. Elle n'est pas réelle, elle n'est pas. En se dégageant du contenu, la forme se dégage du concret. Sommet ou cime du réel, clef du réel (de sa pénétration par la connaissance, de l'action qui le modifie) elle se situe hors de lui. Depuis deux mille ans, les philosophes essaient de comprendre.

La philosophie cependant apporte les éléments théoriques de cette connaissance. La démarche procède en plusieurs temps, avec un objectif stratégique. Il convient de saisir, à travers le mouvement de la réflexion qui purifie les formes et sa propre forme, qui codifie et qui formalise, le mouvement inhérent et dissimulé du rapport entre la forme et le contenu. Pas de forme sans contenu. Pas de contenu sans forme. Ce qui s'offre à l'analyse, c'est toujours une *unité* de la forme et du contenu. L'analyse brise l'unité. Elle fait apparaître la pureté de la forme, et la forme renvoie au contenu. L'unité, indissoluble et cependant brisée par l'analyse, est conflictuelle (dialectique). Tour à tour la pensée se renvoie de la forme transparente à l'opacité des contenus, de la substantialité de ces contenus à l'inexistence de la forme « pure », dans un mouvement sans repos sinon momentané. Cependant, d'un côté la réflexion tend à dissocier les formes (et sa propre forme logique) des contenus, en constituant des « essences » absolues, en instituant le règne des essences. Et d'un autre côté, la pratique, l'empirisme, tendent à constater des contenus, à se contenter du constat, à séjourner dans l'opacité des contenus divers, acceptés dans leurs différences. Pour la raison dialectique, les contenus débordent la forme et la forme donne accès aux contenus. La forme mène ainsi une « existence » double. Elle est et n'est pas. Elle n'a de réalité que dans les contenus, et cependant elle s'en dégage. Elle a une existence mentale et une existence sociale. Le contrat, mentalement, se définit par une forme bien proche de la

logique : la réciprocité. Socialement, cette forme règle d'innombrables situations et activités; elle leur confère une structure, elle les maintient et même les valorise, comportant comme forme une évaluation et entraînant un « consensus ». Quant à la forme logico-mathématique, son existence mentale est évidente. Il est moins évident qu'elle comporte une fiction : l'homme théorique, désincarné, purement réfléchissant. Quant à son existence sociale, il conviendrait de la montrer longuement. A cette forme, en effet, s'attachent de multiples activités sociales : dénombrer, délimiter, classer (les objets, les situations, les activités), organiser rationnellement prévoir et planifier et même programmer.

La réflexion qui prolonge (en termes nouveaux) la longue méditation et la problématique des philosophes, peut élaborer *un tableau des formes*. C'est une sorte de grille pour déchiffrer les rapports entre le réel et la pensée. Ce tableau (provisoire, révisible) va du plus abstrait au plus concret, et par conséquent du moins immédiat au plus immédiat. Chaque forme se présente dans sa double existence, mentale et sociale.

I. FORME LOGIQUE

Mentalement : c'est le principe d'identité : $A \equiv A$. C'est l'essence vide, sans contenu. Dans la pureté absolue, c'est la transparence suprême (difficile à saisir, car la réflexion ne peut ni la tenir ni s'y maintenir et cependant elle a dans la *tautologie* son point de départ et de retour). Cette tautologie, en effet, est ce qu'il y a de commun à toutes les propositions qui n'ont d'ailleurs rien de commun l'une avec l'autre par le contenu, par le désigné (designatum, dénoté). Cette tautologie $A \equiv A$ est le centre vidé de substance de tous les énoncés, de toutes les propositions, comme l'a montré Wittgenstein.

Socialement : l'entente et les conventions d'entente en deçà et au delà des malentendus. La possibilité impossible à rendre effective de s'arrêter pour tout définir, tout dire et s'entendre sur les règles de l'entente. Mais aussi le verbalisme, le verbiage, les répétitions, la pure parlerie. Mais encore les

pléonasmes, les cercles vicieux, les tourniquets (y compris les grands pléonasmes sociaux, par exemple la bureaucratie qui engendre la bureaucratie pour maintenir la forme bureaucratique — les logiques sociales qui tendent à leur pur maintien jusqu'à détruire leur contenu et se détruire ainsi en montrant leur vide).

II. FORME MATHÉMATIQUE

Mentalement : l'identité et la différence, l'égalité dans la différence. Le dénombrement (des éléments d'un ensemble, etc.). L'ordre et la mesure.

Socialement : les répartitions et classements (dans l'espace généralement privilégié à ce titre, mais aussi dans le temps). L'ordonnancement. La quantification et la rationalité quantitative. L'ordre et la mesure se subordonnant les désirs et le désir, la qualité et les qualités.

III. FORME DU LANGAGE

Mentalement : la cohérence, la capacité d'articuler des éléments distincts, de leur confier des significations et des sens, d'émettre et de décrypter des messages selon des conventions codées.

Socialement : la cohésion des rapports, leur subordination aux exigences et contraintes de la cohésion, la ritualisation des rapports, leur formalisation et codification.

IV. FORME DE L'ÉCHANGE

Mentalement : la confrontation et la discussion, la comparaison et la péréquation (des activités, des besoins, des produits du travail, etc.), bref *l'équivalence*.

Socialement : la valeur d'échange, la forme de la marchandise (dégagée, formulée, formalisée par Marx dans le cha-

pitre I du *Capital*, avec référence implicite à la logique formelle et au formalisme logico-mathématique).

V. FORME CONTRACTUELLE

Mentalement : la réciprocité.

Socialement : la codification des rapports sociaux basés sur un engagement mutuel.

VI. FORME DE L'OBJET (pratico-sensible)

Mentalement : l'équilibre interne perçu et conçu comme propriété « objective » (ou « objectale) de chaque objet de tous. La symétrie.

Socialement : l'attente de cet équilibre et de cette symétrie, exigée des objets ou démentie par eux (en comprenant parmi ces objets, les « êtres » vivants et pensants, ainsi que les objets sociaux tels que les maisons, les édifices, ustensiles, instruments, etc.).

VII. FORME SCRIPTURAIRE

Mentalement : la récurrence, la fixation synchronique de ce qui s'est déroulé dans le temps, le retour en arrière et la remontée le long du devenir fixé.

Socialement : l'accumulation dans le temps sur la « base » de la fixation et de la conservation de l'acquis, la contrainte de l'écrit et des écritures, la terreur devant l'écrit et la lutte de l'esprit contre la lettre, de la parole contre l'inscrit et le prescrit, du devenir contre l'immuable et le figé (le réifié).

VIII. FORME URBAINE

Mentalement : la simultanéité (des événements, des perceptions, des éléments d'un ensemble dans le « réel »).

Socialement : la rencontre et le rassemblement de ce qui existe aux alentours, dans « l'environnement » (biens et produits, actes et activités, richesses) et par conséquent la société urbaine comme lieu socialement privilégié, comme sens des activités (productrices et consommatrices), comme rencontre de l'œuvre et du produit.

Nous laisserons de côté la *répétition* que certains (parmi lesquels Nietzsche) ont considérée comme forme suprême, comme forme existentielle ou forme de l'existence.

Il est presque évident que dans la société dite moderne, la simultanéité s'intensifie, se densifie, et que les capacités de la rencontre et du rassemblement se raffermissent. Les communications s'accroissent jusqu'à la quasi-*instantanéité*. Les informations affluent et se diffusent à partir de cette *centralité*, ascendantes ou descendantes. C'est là un aspect déjà souligné de « la socialisation de la société » (réserves faites sur le caractère « réformiste » de cette formulation connue).

Il est tout aussi évident que dans ces mêmes conditions la dispersion grandit : division du travail poussée jusqu'aux dernières conséquences, ségrégation des groupes sociaux, séparations matérielles et spirituelles. Ces dispersions ne se conçoivent et ne s'apprécient que *par référence* à la forme de la simultanéité. Sans cette forme, la dispersion et la séparation sont purement et simplement aperçues, acceptées, entérinées comme des faits. Ainsi la forme permet de désigner le contenu ou plutôt les contenus. Le mouvement dans son émergence fait apparaître un mouvement caché, le mouvement dialectique (conflictuel) du contenu et de la forme urbaine : la problématique. La forme dans laquelle s'inscrit cette problématique pose des questions qui en font partie. Devant qui et pour qui s'établit la simultanéité, le rassemblement des contenus de la vie urbaine?

L'analyse spectrale

En fait la rationalité que nous voyons en action dans la pratique (y compris l'urbanisme appliqué), cette rationalité limitée s'exerce surtout selon les modalités d'une intelligence analytique très poussée, très armée, dotée de grands moyens de pression. Cet intellect analytique se revêt des privilèges et prestiges de la synthèse ; il dissimule ainsi ce qu'il recouvre : les stratégies. On peut lui imputer le souci péremptoire du fonctionnel, ou plutôt de *l'unifonctionnel* ainsi que la subordination des détails minutieusement comptabilisés à la représentation d'une globalité sociale. Ainsi disparaissent les *médiations* entre l'ensemble idéologique donné pour rationnel (techniquement ou économiquement) et les mesures détaillées, objets de tactique et de prévision. Cette mise entre parenthèses des médiations théoriques et pratiques, sociales et mentales, ne manque pas d'humour noir dans une société où les intermédiaires (commerçants, financiers, publicitaires, etc.) détiennent d'immenses privilèges. L'un couvre l'autre ! Ainsi se creuse un gouffre entre le global (qui plane au-dessus du vide) et le partiel, manipulé, réprimé, sur quoi pèsent les institutions.

Ce que nous mettons en question ici, ce n'est pas une « globalité » incertaine, c'est une *idéologie* et c'est la *stratégie* de classe qui utilise et soutient cette idéologie. A l'usage mentionné de l'intelligence analytique se rattachent aussi bien l'extrême parcellarisation du travail et la spécialisation poussée jusqu'aux dernières limites (y compris les études spécialisées des urbanistes) que la projection sur le terrain, après une sorte d'analyse « spectrale », des éléments de la société. La *ségrégation* doit être mise en lumière, avec ses trois aspects,

tantôt simultanés, tantôt successifs : *spontané*, (venant des revenus et des idéologies) — *volontaire* (établissant des espaces séparés) — *programmé* (sous couleur d'aménagement et de plan).

Incontestablement, de fortes tendances s'opposent dans tous les pays aux tendances ségrégationnistes. L'on ne peut affirmer que la ségrégation des groupes, des ethnies, des strates et classes sociales provienne d'une stratégie constante et uniforme des pouvoirs, ni qu'il faille voir en elle la projection efficace des institutions, la volonté des dirigeants. Bien plus, des volontés, des actions concertées, tentent de la combattre. Et cependant, là même où la séparation des groupes sociaux n'apparaît pas avec une évidence criante sur le terrain, une pression en ce sens et des traces de ségrégation apparaissent à l'examen. Le cas-limite, le résultat dernier, c'est le ghetto. Observons qu'il y a plusieurs ghettos et types de ghetto : ceux des juifs et ceux des noirs, mais aussi ceux des intellectuels ou des ouvriers. Les quartiers résidentiels, à leur manière, sont des ghettos; les gens de haut standing par les revenus ou le pouvoir en viennent à s'isoler eux-mêmes dans des ghettos de la richesse. Le loisir a ses ghettos. Là où une action concertée a essayé de brasser les couches sociales et les classes, une décantation spontanée les sépare vite. Le phénomène de la ségrégation doit s'analyser selon divers indices et critères : *écologiques* (bidonvilles, taudis, pourrissement du cœur de la ville), *formels* (détérioration des signes et significations de la ville, dégradation de l'*urbain* par dislocation de ses éléments architecturaux), *sociologiques* (niveaux de vie et modes de vie, ethnies, cultures et sub-cultures, etc.).

Les tendances antiségrégationnistes seraient plutôt idéologiques. Elles tiennent tantôt à l'humanisme libéral, tantôt à la philosophie de la ville, considérée comme « sujet » (communauté, organisme social). Malgré les bonnes intentions humanistes et les bonnes volontés philosophiques, la *pratique* va vers la ségrégation. Pourquoi? Pour des raisons théoriques et en vertu de causes sociales et politiques. Sur le plan théorique, la pensée analytique sépare, découpe. Elle échoue quand elle veut atteindre une synthèse. Socialement

et politiquement, les stratégies de classes (inconscientes ou conscientes) visent la ségrégation.

Les pouvoirs publics, dans un pays démocratique, ne peuvent publiquement décréter la ségrégation comme telle. Ils adoptent donc souvent une idéologie humaniste qui se change en utopie au sens le plus désuet, quand ce n'est pas en démagogie. La ségrégation l'emporte jusque dans les secteurs de la vie sociale que ces pouvoirs publics régissent, plus ou moins facilement, plus ou moins profondément, mais toujours.

L'État et l'entreprise, disons-nous, s'efforcent d'absorber la ville, de la supprimer comme telle. L'État procède plutôt par en haut et l'entreprise par en bas (en assurant l'habitation et la fonction d'habiter dans les cités ouvrières et les ensembles qui dépendent d'une « société », en assurant aussi les loisirs, voire la culture et la « promotion sociale »). L'État et l'entreprise, malgré leurs différences et parfois leurs conflits convergent vers la ségrégation.

Laissons ouverte la question de savoir si les formes politiques de l'État (capitaliste, socialiste, transitoire, etc.) engendrent des stratégies différentes vis-à-vis de la ville. N'essayons pas pour l'instant de savoir où, comment, chez qui et avec qui s'élaborent ces stratégies. Nous constatons des stratégies, en les observant comme des orientations significatives. Les ségrégations qui détruisent morphologiquement la ville et menacent la vie urbaine ne peuvent passer pour l'effet ni de hasards, ni de conjonctures locales. Contentons nous d'indiquer que le caractère *démocratique* d'un régime se discerne à son attitude envers la ville, les « libertés » urbaines, la réalité urbaine, et par conséquent envers la *ségrégation*. Parmi les critères à retenir, ne serait-ce pas l'un des plus importants? Pour ce qui regarde la ville et sa problématique, il est essentiel. Encore faut-il distinguer entre le pouvoir politique et les pressions sociales, qui peuvent anéantir les effets de la volonté (bonne ou mauvaise) des politiques. En ce qui concerne l'entreprise, laissons également la question ouverte. Quels sont les rapports entre la rationalité en général (idéologie et pratique), entre la planification (générale et urbaine) d'une part, et d'autre part la gestion rationnelle des

grandes entreprises? Émettons cependant une hypothèse, une direction de recherche. La rationalité de l'entreprise implique toujours une analyse poussée à l'extrême des travaux, des opérations, des enchaînements. De plus, les raisons et causes d'une stratégie de classe jouent à plein dans l'entreprise capitaliste. Il y a donc une très forte probabilité pour que l'entreprise comme telle aille dans le sens de la ségrégation extrême, pour qu'elle agisse en ce sens et intervienne dans la pression sociale quand ce n'est pas dans la décision.

L'État et l'entreprise cherchent à accaparer les fonctions urbaines, à les assumer et à les assurer en détruisant la forme de *l'urbain*. Le peuvent-ils? Ces objectifs stratégiques n'excèdent-ils pas leurs forces, conjuguées ou non? Des investigations sur ce point auraient le plus grand intérêt. La crise de la ville, dont se découvrent peu à peu les conditions et modalités, ne va pas sans une crise des institutions à l'échelle de la ville, de la juridiction et de l'administration urbaines. Ce qui relevait du niveau propre de la ville (municipalité, dépenses et investissements locaux, écoles et programmes scolaires, universités, etc.) passant de plus en plus sous contrôle de l'État et s'institutionnalisant dans le cadre global, la ville tend à disparaître comme institution spécifique. Ce qui l'abolit comme œuvre de groupes originaux, eux-même spécifiques. Pourtant (mais cela reste à prouver par des recherches de sociologie juridique, économique, administrative, culturelle), les instances et pouvoirs supérieurs peuvent-ils se passer de ce relais, de cette médiation, la ville? Peuvent-ils abolir *l'urbain*? C'est à ce niveau que la vie quotidienne, régie par des institutions qui la réglementent d'en haut, consolidée et agencée par de multiples contraintes, se constitue. La rationalité productiviste qui tend à supprimer la ville au niveau de la planification générale, la retrouve sur le plan de la consommation organisée et contrôlée, du marché surveillé. Après l'avoir écartée au niveau des décisions globales, les pouvoirs la reconstituent au niveau des exécutions, des applications. Il en résulte — pour autant que l'on puisse comprendre la situation en France et ailleurs — un invraisemblable enchevêtrement de mesures (toutes raisonnables), de règlements (tous très élaborés), de contraintes (toutes motivées).

Le fonctionnement de la rationalité bureaucratique s'embrouille dans ses présuppositions et conséquences; elles le débordent et lui échappent. Conflits et contradictions renaissent, foisonnants, des activités « structurantes » et des actions « concertées » destinées à les supprimer. Ici, sur le terrain, se rend manifeste l'absurdité du rationalisme limité (borné) de la bureaucratie et de la technocratie. Ici se saisit la fausseté de l'illusoire identification entre le rationnel et le réel dans l'État, et la véritable identité entre l'absurde et un certain rationalisme autoritaire.

La ville et *l'urbain*, à notre horizon, se profilent comme objets virtuels, comme projets d'une reconstitution synthétique. L'analyse critique constate l'échec d'une pensée analytique et non critique. De la ville, de *l'urbain*, que retient cette pratique analytique dont l'on peut constater les résultats sur le terrain? Des aspects, des éléments, des fragments. Elle met sous les yeux le spectre, l'analyse spectrale de la ville. Lorsque nous parlons d'*analyse spectrale*, que l'on prenne ces mots dans une acception quasiment littérale, et non pas comme une métaphore. Devant les yeux, sous nos regards, nous avons le « spectre » de la ville, celui de la société urbaine et peut-être de la société tout court. Si le spectre du communisme ne hante plus l'Europe, l'ombre de la ville, le regret de ce qui mourut parce qu'on le tua, le remords peut-être, ont remplacé l'ancienne hantise. L'image de *l'enfer urbain* qui se prépare n'est pas moins fascinante, et les gens se ruent vers les ruines des villes anciennes pour les consommer touristiquement, en croyant guérir leur nostalgie. Devant nous, comme un spectacle (pour spectateurs « inconscients » de ce qu'ils ont devant leur « conscience ») voici les éléments de la vie sociale et de *l'urbain*, dissociés, inertes. Voici des « ensembles » sans adolescents, sans personnes âgées. Voici des femmes somnolentes pendant que les hommes vont travailler au loin et rentrent harassés. Voici des secteurs pavillonnaires qui forment un microcosme et cependant restent urbains parce qu'ils dépendent des centres de décision et que chaque foyer a la télévision. Voici une vie quotidienne bien découpée en fragments : travail, transport, vie privée, loisirs. La séparation analytique les a isolés comme des ingréd-

dients et des éléments chimiques, comme des matériaux bruts (alors qu'ils résultent d'une longue histoire et qu'ils impliquent une appropriation de la matérialité). Ce n'est pas fini. Voici l'être humain démembré, dissocié. Voici les sens l'odorat, le goût, la vue, le toucher, l'ouïe, les uns atrophiés, les autres hypertrophiés. Voici, fonctionnant séparément, la perception, l'intelligence, la raison. Voici la parole et le discours, l'écrit. Voici la quotidienneté et la fête, celle-ci moribonde. De toute évidence, de toute urgence, impossible de s'en s'en tenir là. La *synthèse* s'inscrit donc à l'ordre du jour, à l'ordre du siècle. Mais cette synthèse, à l'intellect analytique, n'apparaît que comme *combinatoire* des éléments séparés. Or la combinaison n'est pas, n'est jamais synthèse. La ville et l'*urbain* ne se recomposent pas à partir des signes de la ville, des sémantèmes de l'*urbain*, et cela bien que la ville soit un ensemble signifiant. La ville n'est pas seulement un langage, mais une pratique. Personne donc, et nous ne craignons pas de le répéter en le soulignant, n'est habilité à prononcer cette synthèse, à l'annoncer. Pas plus le sociologue ou « l'animateur » que l'architecte, l'économiste, le démographe, le linguiste, le sémiologue. Personne n'en a ni le pouvoir ni le droit. Seul le philosophe aurait peut-être ce droit, si la philosophie au cours des siècles n'avait démontré son incapacité à atteindre des totalités concrètes (bien qu'elle ait toujours visé la totalité et posé les questions globales et générales). Seule une *praxis*, dans des conditions à déterminer, peut prendre en charge la possibilité et l'exigence d'une synthèse, l'orientation vers cet objectif : le rassemblement de ce qui se donne dispersé, dissocié, séparé, et cela dans la forme de la simultanéité et des rencontres.

Voici donc devant nos yeux, projetés séparément sur le terrain, les groupes, les ethnies, les âges et les sexes, les activités, les travaux, les fonctions, les connaissances. Voici tout ce qu'il faut pour créer un monde, la société urbaine ou l'*urbain* développé. Mais ce monde est absent, cette société n'est devant nous qu'à l'état de virtualité. Elle risque de périr en germe. Dans les conditions existantes, elle meurt avant de naître. Les conditions qui font surgir les possibilités peuvent aussi les maintenir à l'état virtuel, dans la présence-

absence. Ne serait-ce pas la racine du drame, le point d'émergence des nostalgies? L'urbain obsède ceux qui vivent dans le manque, dans la pauvreté, dans la frustration des possibles qui restent seulement des possibles. Ainsi l'intégration et la participation obsèdent les non-participants, les non-intégrés, ceux qui survivent parmi les fragments de la société possible et les ruines du passé : exclus de la ville, aux portes de l'urbain.

Le chemin parcouru se jalonne de contradictions entre le total (global) et le partiel, entre l'analyse et la synthèse. En voici une nouvelle qui se découvre, haute et profonde. Elle n'intéresse plus la théorie mais la pratique. Une même *pratique sociale*, celle de la société actuelle (en France, deuxième moitié du xx^e siècle) offre à l'analyse critique un double caractère qui ne peut se réduire à une opposition signifiante, encore qu'elle signifie.

D'une part, cette pratique sociale est *intégrative*. Elle cherche à intégrer ses éléments et aspects en un tout cohérent. L'intégration s'accomplit à différents niveaux, selon des modalités diverses : par le marché, dans le « monde de la marchandise », autrement dit par la consommation et par l'idéologie de la consommation — par la « culture », posée comme unitaire et globale — par les « valeurs » y compris l'art — par l'action de l'État, y compris la conscience nationale, celle des options et stratégies politiques à l'échelle du pays. Cette intégration vise d'abord la classe ouvrière mais aussi l'intelligentsia et les intellectuels, la pensée critique (sans exclure le marxisme). L'urbanisme pourrait bien devenir essentiel à cette pratique intégrative.

En même temps, cette société pratique la *ségrégation*. La même rationalité qui se veut globale (organisatrice, planificatrice, unitaire et unifiante) se concrétise au niveau analytique. Elle projette sur le terrain la séparation. Elle tend (comme aux États-Unis) à se composer de ghettos ou de parkings, celui des ouvriers, celui des intellectuels, celui des étudiants (le campus), celui ou ceux des étrangers, et ainsi de suite, sans oublier le ghetto des loisirs ou de la « créativité », réduite à la miniaturisation et au bricolage. Ghetto dans l'espace et ghetto dans le temps. Dans la représentation urbanistique, le terme « zoning » implique déjà séparation, ségré-

gation, isolement dans les ghettos aménagés. Le fait devient rationalité dans le projet.

Cette société se veut et se voit *cohérente*. Elle poursuit la cohérence, liée à la rationalité à la fois comme caractéristique de l'action efficace (organisatrice), comme valeur et critère. L'idéologie de la cohérence révèle à l'examen une incohérence cachée cependant criante. La cohérence, ne serait-ce pas l'obsession d'une société incohérente, qui cherche sa voie vers la cohérence en voulant s'arrêter dans la situation conflictuelle, démentie, niée comme telle?

Ce n'est pas la seule obsession. *L'intégration* devient aussi un thème obsédant, une aspiration sans but. Le terme « intégration » pris dans des acceptions très diverses, apparaît dans les textes (journaux, livres, et aussi discours) avec une fréquence si grande qu'elle révèle quelque chose. Ce terme désigne d'une part un *concept*, concernant et cernant la pratique sociale, décelant une stratégie. D'autre part, c'est un *connotateur social*, sans concept, sans objectif ni objectivité, révélant une obsession, celle de *s'intégrer* (à ceci, à cela : à un groupe, à un ensemble, à un tout). Comment en serait-il autrement dans une société qui superpose le tout aux parties, la synthèse à l'analyse, la cohérence à l'incohérence, l'organisation à la dislocation? C'est en partant de la ville et de la problématique urbaine que se révèle cette dualité constitutive, avec son contenu conflictuel. Qu'en résulte-t-il? Sans aucun doute des phénomènes paradoxaux *d'intégration désintégrant*e qui portent notamment sur la réalité urbaine.

Ceci ne veut pas dire que cette société se désintègre, qu'elle tombe en pièces. Non. Elle fonctionne. Comment? Pourquoi? Cela fait problème. Cela veut aussi dire que ce fonctionnement ne va pas sans un malaise énorme : son obsession.

Autre thème obsédant : *la participation* (liée à l'intégration). Mais il ne s'agit pas d'une simple obsession. Dans la pratique, l'idéologie de la participation permet d'obtenir au moindre prix l'acquiescement des gens intéressés et concernés. Après un simulacre plus ou moins poussé d'information et d'activité sociale, ils rentrent dans leur tranquille passivité, dans leur retraite. N'est-il pas clair que la participation réelle

et active porte déjà un nom? Elle se nomme *autogestion*. Ce qui pose d'autres problèmes.

Des forces très puissantes tendent à détruire la ville. Un certain urbanisme, devant nous, projette sur le terrain l'idéologie d'une pratique qui vise la mort de la ville. Ces forces sociales et politiques ravagent *l'urbain* en formation. Ce germe, très puissant à sa manière, peut-il naître dans les fissures qui subsistent encore entre ces masses : l'État, l'entreprise, la culture (qui laisse périr la ville, en offrant son image et ses œuvres à la consommation), la science ou plutôt la scientificité (qui se met au service de la rationalité existante, qui la légitime)? La vie urbaine pourra-t-elle recouvrer et intensifier les capacités *d'intégration* et de *participation* de la ville, presque entièrement disparues, et que l'on ne peut stimuler ni par la voie autoritaire ni par prescription administrative, ni par intervention de spécialistes? Ainsi se formule le problème théoriquement capital. Qu'il y ait ou non « sujet » auquel l'analyse puisse l'imputer, que ce soit le résultat global d'une suite d'actions non concertées ou l'effet d'une volonté, le sens politique de la ségrégation comme stratégie de classe est clair. Pour la *classe ouvrière* victime de la ségrégation, expulsée de la ville traditionnelle, privée de la vie urbaine actuelle ou possible, un problème pratique se pose, donc *politique*. Même s'il n'a pas été posé politiquement et si la question du logement a masqué jusqu'ici pour elle et ses représentants la problématique de la ville et de *l'urbain*.

Le droit à la ville

La réflexion théorique se voit astreinte à redéfinir les formes, fonctions, structures de la ville (économiques, politiques, culturelles, etc.) ainsi que les besoins sociaux inhérents à la société urbaine. Seuls jusqu'ici les besoins individuels, avec leurs motivations marquées par la société dite de consommation (la société bureaucratique de consommation dirigée) ont été prospectés et d'ailleurs plutôt manipulés qu'effectivement connus et reconnus. Les besoins sociaux ont un fondement anthropologique; opposés et complémentaires, ils comprennent le besoin de sécurité et celui d'ouverture, le besoin de certitude et le besoin d'aventure, celui d'organisation du travail et celui de jeu, les besoins de prévisibilité et d'imprévu, d'unité et de différence, d'isolement et de rencontre, d'échanges et d'investissements, d'indépendance (voire de solitude) et de communication, d'immédiateté et de perspective à long terme. L'être humain a aussi le besoin d'accumuler des énergies et celui de les dépenser, et même de les gaspiller dans le jeu. Il a besoin de voir, d'entendre, de toucher, de goûter, et le besoin de réunir ces perceptions en un « monde ». A ces besoins anthropologiques élaborés socialement (c'est-à-dire tantôt séparés, tantôt réunis, ici comprimés et là hypertrophiés) s'ajoutent des besoins spécifiques, que ne satisfont pas les équipements commerciaux et culturels plus ou moins parcimonieusement pris en considération par les urbanistes. Il s'agit du besoin d'activité créatrice, d'œuvre (pas seulement de produits et de biens matériels consommables), des besoins d'information, de symbolisme, d'imaginaire, d'activités ludiques. A travers ces besoins spécifiés vit et survit un désir fondamental, dont le

jeu, la sexualité, les actes corporels comme le sport, l'activité créatrice, l'art et la connaissance sont des manifestations particulières et des *moments*, surmontant plus ou moins la division parcellaire des travaux. Enfin, le besoin de la ville et de la vie urbaine ne s'exprime librement que dans les perspectives qui tentent ici de se dégager et d'ouvrir l'horizon. Les besoins urbains spécifiques ne seraient-ils pas besoins de lieux qualifiés, lieux de simultanéité et de rencontres, lieux où l'échange ne passerait pas par la valeur d'échange, le commerce et le profit? Ne serait-ce pas aussi le besoin d'un temps de ces rencontres, de ces échanges?

Une *science analytique de la ville*, nécessaire, n'est aujourd'hui qu'à l'état d'esquisse. Concepts et théories, au début de leur élaboration, ne peuvent avancer qu'avec la réalité urbaine en formation, avec la *praxis* (pratique sociale) de la société urbaine. Actuellement, le dépassement des idéologies et des pratiques qui bouchaient l'horizon, qui n'étaient que les goulots d'étranglement du savoir et de l'action, qui marquaient un seuil à franchir, ce dépassement s'effectue non sans peine.

La *science de la ville* a la ville pour objet. Cette science emprunte ses méthodes, démarches et concepts aux sciences parcellaires. La synthèse lui échappe doublement. D'abord, en tant que synthèse qui se voudrait totale et qui ne peut consister, à partir de l'analytique, qu'en une systématisation et une programmation stratégiques. Ensuite, parce que l'objet, la ville, en tant que réalité accomplie, se décompose. La connaissance tient devant elle, pour la découper et la recomposer à partir de fragments, la ville historique déjà modifiée. Comme texte social, cette ville historique n'a plus rien d'une suite cohérente de prescriptions, d'un emploi du temps lié à des symboles, à un style. Ce texte s'éloigne. Il prend l'allure d'un document, d'une exposition, d'un musée. La ville historiquement formée ne se vit plus, ne se saisit plus pratiquement. Ce n'est plus qu'un objet de consommation culturelle pour les touristes, pour l'esthétisme, avides de spectacles et de pittoresque. Même pour ceux qui cherchent à la comprendre chaleureusement, la ville est morte. Pourtant *l'urbain* persiste, à l'état d'actualité dispersée et aliénée, de

germe, de virtualité. Ce que les yeux et l'analyse perçoivent sur le terrain peut au mieux passer pour l'ombre d'un objet futur dans la clarté d'un soleil levant. Impossible d'envisager la reconstitution de la ville ancienne, mais seulement la construction d'une nouvelle ville, sur de nouvelles bases, à une autre échelle, dans d'autres conditions, dans une autre société. Ni retour en arrière (vers la ville traditionnelle), ni fuite en avant, vers l'agglomération colossale et informe — telle est la prescription. En d'autres termes, pour ce qui concerne la ville, l'objet de la science n'est pas donné. Le passé, le présent, le possible ne se séparent pas. C'est un *objet virtuel* qu'étudie la pensée. Ce qui appelle de nouvelles démarches.

Le vieil humanisme classique a terminé depuis longtemps, et mal terminé, sa carrière. Il est mort. Son cadavre momifié, embaumé, pèse lourd et ne sent pas bon. Il occupe beaucoup de lieux publics ou non, transformés ainsi en cimetières culturels sous les apparences de l'humain : musées, universités, publications diverses. Plus les cités nouvelles et les revues d'urbanisme. Trivialités et platitudes se couvrent de cet emballage. « Mesure humaine », dit-on. Alors que nous devons prendre en charge la démesure, et créer « quelque chose » à la taille de l'univers.

Ce vieil humanisme a trouvé la mort dans les guerres mondiales, pendant la poussée démographique qui accompagne les grands massacres, devant les exigences brutales de la croissance et de la compétition économique et sous la poussée des techniques mal maîtrisées. Il n'est même plus une idéologie, à peine un thème pour discours officiels.

Comme si la mort de l'humanisme classique s'identifiait à celle de l'homme, on a poussé récemment de hauts cris. « Dieu est mort, l'homme aussi. » Ces formules répandues dans les livres à succès, reprises par une publicité peu responsable, n'ont rien de neuf. La méditation nietzschéenne commença, il y a près d'un siècle, lors de la guerre de 1870-1871, mauvais présage pour l'Europe, sa culture et sa civilisation. Lorsque Nietzsche annonçait la mort de Dieu et celle de l'homme, il ne laissait pas un vide béant; il ne colmatait pas ce vide avec des matériaux de fortune, avec du langage et de la linguistique. Il annonçait aussi le Surhumain, qu'il pensait

advenir. Il surmontait le nihilisme qu'il diagnostiquait. Les auteurs qui monnaient des trésors théoriques et poétiques avec un siècle de retard nous replongent dans le nihilisme. Depuis Nietzsche, les dangers du Surhumain sont apparus avec une cruelle évidence. D'autre part, « l'homme nouveau » que l'on voit naître de la production industrielle et de la rationalité planificatrice comme telle, n'a que trop déçu. Une voie s'ouvre encore, celle de la société urbaine et de l'humain comme œuvre dans cette société qui serait œuvre et non produit. Ou bien le dépassement simultané du vieil « animal social » et de l'homme de la ville ancienne, l'animal urbain, vers l'homme urbain, polyvalent, polysensoriel, capable de rapports complexes et transparents avec « le monde » (l'environnement et lui-même); ou bien le nihilisme. Si l'homme est mort, pour qui allons-nous bâtir? Comment bâtir? Peu importe que la ville ait ou non disparu, qu'il faille la penser à nouveau, la reconstruire sur de nouveaux fondements ou bien la dépasser. Peu importe que la terreur règne, que la bombe atomique soit ou non lancée, que la planète Terre explose ou non. Qu'est-ce qui importe? Qui pense, qui agit, qui parle encore et pour qui? Si le sens et la finalité disparaissent, si nous ne pouvons même plus les déclarer dans une praxis, rien n'a d'importance ni d'intérêt. Et si les capacités de « l'être humain », la technique, la science, l'imagination, l'art, ou son absence s'érigent en puissances autonomes et que la pensée réfléchissante se contente de ce constat, l'absence de « sujet », que répliquer? que faire?

Le vieil humanisme s'éloigne, il disparaît. La nostalgie s'atténue et nous nous retournons de plus en plus rarement pour revoir sa forme étendue au travers de la route. C'était l'idéologie de la bourgeoisie libérale. Il se penchait sur le peuple, sur les souffrances humaines. Il couvrait, il soutenait la rhétorique des belles âmes, des grands sentiments, des bonnes consciences. Il se composait de citations gréco-latines saupoudrées de judéo-christianisme. Un affreux cocktail, une mixture à vomir. Seuls quelques intellectuels (de « gauche » — mais y a-t-il encore des intellectuels de droite?) — ont encore du goût pour cette boisson triste, ni révolutionnaires, ni ouvertement réactionnaires, ni dionysiaques, ni apolliniens.

C'est donc vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une nouvelle praxis et un homme autre, celui de la société urbaine. En échappant aux mythes qui menacent cette volonté, en détruisant les idéologies qui détournent ce projet et les stratégies qui écartent ce trajet. La vie urbaine n'a pas encore commencé. Nous achevons aujourd'hui l'inventaire des débris d'une société millénaire dans laquelle la campagne a dominé la ville, dont les idées et « valeurs », les tabous et les prescriptions, étaient pour une grande part d'origine agraire, à dominante rurale et « naturelle ». Des cités sporadiques émergeaient à peine de l'océan campagnard. La société rurale était (elle est encore) celle de la non-abondance, de la pénurie, de la privation acceptée ou refusée, des interdits aménageant et régularisant les privations. Ce fut d'ailleurs celle de la Fête, mais cet aspect, le meilleur, n'a pas été retenu, et c'est lui qu'il faut ressusciter et non les mythes et les limites ! Remarque décisive : la crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle. Elles vont ensemble et même elles coïncident. A « nous » de résoudre cette double crise, notamment en créant avec la ville nouvelle la vie nouvelle dans la ville. Les pays révolutionnaires (dont l'URSS dix ou quinze ans après la révolution d'Octobre) ont pressenti le développement de la société basée sur l'industrie. Seulement pressenti.

Dans les phrases précédentes, le « nous » a seulement la portée d'une métaphore. Il désigne les intéressés. Ni l'architecte, ni l'urbaniste, ni le sociologue, ni l'économiste, ni le philosophe ou le politique ne peuvent tirer du néant par décret des formes et des rapports nouveaux. S'il faut préciser, l'architecte, pas plus que le sociologue, n'a les pouvoirs d'un thaumaturge. Ni l'un ni l'autre ne créent les rapports sociaux. Dans certaines conditions favorables, ils aident des tendances à se formuler (à prendre forme). Seule la vie sociale (la praxis) dans sa capacité globale, possède de tels pouvoirs. Ou ne les possède pas. Les gens nommés plus haut, pris séparément ou en équipe, peuvent déblayer le chemin ; ils peuvent aussi proposer, essayer, préparer des formes. Et aussi (et surtout) inventorier l'expérience acquise, tirer la leçon des

échecs, aider l'enfantement du possible, par une maïeutique nourrie de science.

Au point où nous en arrivons, signalons l'urgence d'une transformation des démarches et des instruments intellectuels. En reprenant des formulations employées ailleurs, certaines démarches mentales encore peu familières semblent indispensables.

a. *La transduction*. C'est une opération intellectuelle qui peut se poursuivre méthodiquement et qui diffère de l'induction, de la déduction classiques et aussi de la construction de « modèles », de la simulation, du simple énoncé des hypothèses. La transduction élabore et construit un objet théorique, un objet *possible* et cela à partir d'informations portant sur la réalité ainsi que d'une problématique posée par cette réalité. La transduction suppose un feed-back incessant entre le cadre conceptuel utilisé et les observations empiriques. Sa théorie (méthodologie) met en forme certaines opérations mentales spontanées de l'urbaniste, de l'architecte, du sociologue, du politique, du philosophe. Elle introduit la rigueur dans l'invention et la connaissance dans l'utopie.

b. *L'utopie expérimentale*. Aujourd'hui, qui n'est *utopien*? Seuls des praticiens étroitement spécialisés qui travaillent sur commande sans soumettre au moindre examen critique les normes et contraintes stipulées, seuls ces personnages peu intéressants échappent à l'utopisme. Tous utopiens, y compris les prospectivistes, les planificateurs qui projettent le Paris de l'an 2000, les ingénieurs qui ont fabriqué Brasilia, et ainsi de suite! Mais il y a plusieurs utopismes. Le pire, ne serait-ce pas celui qui ne dit pas son nom, qui se couvre de positivisme, qui impose à ce titre les contraintes les plus dures et la plus dérisoire absence de technicité?

L'utopie est à considérer expérimentalement, en étudiant sur le terrain ses implications et conséquences. Elles peuvent surprendre. Quels sont, quels seront les lieux socialement réussis? Comment les détecter? Selon quels critères? Quels temps, quels rythmes de vie quotidienne s'inscrivent, s'écrivent, se prescrivent dans ces espaces « réussis », c'est-à-dire favorables au bonheur? Voilà ce qui a de l'intérêt.

Autres démarches intellectuellement indispensables : dis-

cerner sans les dissocier les trois concepts théoriques fondamentaux, à savoir la structure, la fonction, la forme. Connaître leur portée, leurs aires de validité, leurs limites et leurs rapports réciproques — savoir qu'ils font un tout, mais que les éléments de ce tout ont une certaine indépendance et une autonomie relative —, ne pas privilégier l'un d'eux, ce qui donne une idéologie, c'est-à-dire un système dogmatique et fermé de significations : le structuralisme, le formalisme, le fonctionnalisme. Les utiliser tour à tour, sur un pied d'égalité, pour l'analyse du réel (analyse qui jamais n'est exhaustive et sans résidu) ainsi que pour l'opération dite « transduction ». Bien comprendre qu'une fonction peut s'accomplir par le moyen de structures différentes, qu'il n'y a pas de lien univoque entre les termes. Que fonction et structure se revêtent de formes qui les révèlent et les voilent — que la triplicité de ces aspects constitue un « tout » qui est plus que ces aspects, éléments et parties.

Parmi les outils intellectuels dont nous disposons, il y en a un qui ne mérite ni le dédain ni le privilège de l'absolu : celui de *système* (ou plutôt de *sous-système*) de significations.

Les politiques ont leurs systèmes de significations — les idéologies — qui leur permettent de subordonner à leurs stratégies les actes et événements sociaux influencés par eux.

L'humble habitant a son système de significations (ou plutôt son sous-système) au niveau œcologique. Le fait d'habiter ici ou là comporte la réception, l'adoption, la transmission d'un tel système, par exemple celui de l'habitat pavillonnaire. Le système de significations de l'habitant dit ses passivités et ses activités ; il est reçu mais modifié par la pratique. Il est perçu.

Les architectes semblent avoir établi et dogmatisé un ensemble de significations, mal explicité comme tel et mis sous divers vocables : « fonction », « forme », « structure », ou plutôt fonctionnalisme, formalisme, structuralisme. Ils l'élaborent non pas à partir des significations perçues et vécues par ceux qui habitent, mais à partir du fait d'habiter, interprété par eux. Il est verbal et discursif, tendant vers le métalangage. Il est graphisme et visualisation. Du fait que ces architectes constituent un corps social, qu'ils se lient à

des institutions, leur système tend à se clore, à s'imposer, à éluder toute critique. Il y aurait lieu de formuler ce système, érigé souvent en *urbanisme* par extrapolation, sans autre procédure ni précaution.

La théorie que l'on pourrait nommer légitimement *urbanisme*, qui rejoindrait les significations de la vieille pratique nommée *habiter* (c'est-à-dire l'humain), qui ajouterait à ces faits partiels une théorie générale des *temps-espaces* urbains, qui indiquerait une pratique nouvelle découlant de cette élaboration, cet urbanisme existe virtuellement. Il ne peut se concevoir qu'en tant qu'implication pratique d'une théorie complète de la ville et de l'urbain, dépassant les scissions et séparations actuelles. Notamment la scission entre philosophie de la ville et science (ou sciences) de la ville, entre partiel et global. Sur ce trajet peuvent figurer les projets urbanistiques actuels, mais seulement à travers une critique sans défaillance de leurs implications idéologiques et stratégiques.

Pour autant que l'on puisse le définir, notre objet — *l'urbain* — ne sera jamais entièrement présent et pleinement actuel devant la réflexion, la nôtre, aujourd'hui. Plus que tout autre objet, il possède un caractère de totalité hautement complexe, à la fois en acte et potentielle, que vise la recherche, qui se découvre peu à peu, qui ne s'épuisera que lentement et peut-être jamais. Prendre cet « objet » pour réel, donné en vérité, c'est une idéologie, une opération mythifiante. La connaissance doit envisager un nombre considérable de méthodes pour saisir cet objet, sans se fixer sur une démarche. Les découpages analytiques suivront d'aussi près que possible les articulations internes de cette « chose » qui n'est pas une chose; ils seront suivis de reconstructions jamais achevées. Descriptions, analyses, tentatives de synthèse, ne peuvent jamais passer ni pour exhaustives ni pour définitives. Toutes les notions, toutes les batteries de concepts entreront en action : forme, structure, fonction, niveau, dimension, variables dépendantes et indépendantes, corrélations, totalité, ensemble, système, etc. Ici comme ailleurs mais plus qu'ailleurs, le résidu se révèle le plus précieux. Chaque « objet » construit sera à son tour soumis à l'examen critique. Dans la mesure du possible, il sera réalisé et soumis à la vérification expéri-

mentale. La science de la ville demande une période historique pour se constituer et pour orienter la pratique sociale.

Nécessaire, cette science ne suffit pas. En même temps que sa nécessité, nous percevons ses limites. La réflexion urbanistique propose l'établissement ou la reconstitution d'unités sociales (localisées) fortement originales, particularisées et centralisées, dont les liaisons et tensions rétabliraient une unité urbaine dotée d'un ordre intérieur complexe, non pas sans structure mais avec une structure souple et une hiérarchie. Plus précisément encore, la réflexion sociologique vise la connaissance et la reconstitution des capacités intégratives de l'urbain ainsi que les conditions de la participation pratique. Pourquoi pas? A une condition : de ne jamais soustraire ces tentatives parcellaires, donc partielles, à la critique, à la vérification pratique, à la préoccupation globale.

La connaissance peut donc construire et proposer des « modèles ». Chaque « objet », en ce sens, n'est autre qu'un modèle de réalité urbaine. Pourtant jamais une telle « réalité » ne deviendra maniable comme une chose, ne deviendra instrumentale. Même pour la connaissance la plus opératoire. Que la ville redevienne ce qu'elle fut : acte et œuvre d'une pensée complexe, qui ne le souhaiterait? Mais l'on se maintient ainsi au niveau des vœux et aspirations et l'on ne détermine pas une *stratégie urbaine*. Celle-ci ne peut pas ne pas tenir compte d'une part des stratégies existantes et d'autre part des connaissances acquises : science de la ville, connaissance tendant vers la planification de la croissance et la maîtrise du développement. Qui dit « stratégie » dit hiérarchie des « variables » à prendre en considération, dont certaines ont une capacité stratégique, d'autres restant au niveau tactique — dit aussi force susceptible de réaliser cette stratégie sur le terrain. Seuls des groupes, classes ou fractions de classes sociales capables d'initiatives révolutionnaires peuvent prendre en charge et mener jusqu'à plein accomplissement les solutions aux problèmes urbains; de ces forces sociales et politiques la ville rénovée deviendra l'œuvre. Il s'agit d'abord de défaire les stratégies et les idéologies dominantes dans la société actuelle. Qu'il y ait plusieurs groupes

ou plusieurs stratégies, avec des divergences (entre l'étatique et le privé, par exemple) ne modifie pas la situation. Des questions de propriété foncière aux problèmes de la ségrégation, chaque projet de *réforme urbaine* met en question les structures, celles de la société existante, celles des rapports immédiats (individuels) et quotidiens, mais aussi celles que l'on prétend imposer par la voie contraignante et institutionnelle à ce qui reste de réalité urbaine. En elle-même *réformiste*, la stratégie de rénovation urbaine devient « forcément » révolutionnaire, non par la force des choses mais contre les choses établies. La stratégie urbaine fondée sur la science de la ville a besoin d'un support social et de forces politiques pour devenir agissante. Elle n'agit pas par elle-même. Elle ne peut pas ne pas s'appuyer sur la présence et l'action de la classe ouvrière, seule capable de mettre fin à une ségrégation dirigée essentiellement contre elle. Seule cette classe, en tant que classe, peut décisivement contribuer à la reconstruction de la centralité détruite par la stratégie de ségrégation et retrouvée dans la forme menaçante des « centres de décision ». Cela ne veut pas dire qu'à elle seule la classe ouvrière fera la société urbaine, mais que sans elle rien n'est possible. L'intégration sans elle n'a pas de sens, et la désintégration continuera, sous le masque et la nostalgie de l'intégration. Il y a là non seulement une option mais un horizon qui s'ouvre ou se ferme. Lorsque se tait la classe ouvrière, lorsqu'elle n'agit pas et qu'elle ne peut accomplir ce que la théorie définit comme sa « mission historique », alors manquent le « sujet », et « l'objet ». La pensée qui reflète entérine cette absence. Cela veut dire qu'il convient d'élaborer deux séries de propositions :

a. *Un programme politique de réforme urbaine*, réforme non définie par les cadres et possibilités de la société actuelle, non assujettie à un « réalisme », bien que basée sur l'étude des réalités (autrement dit : la réforme ainsi conçue ne se limite pas au réformisme). Ce programme aura donc un caractère singulier et même paradoxal. Il sera établi pour être proposé aux forces politiques, c'est-à-dire aux partis. On peut même ajouter qu'il sera soumis préférentiellement aux partis « de gauche », formations politiques représentant ou

voulant représenter la classe ouvrière. Mais il ne sera pas établi en fonction de ces forces et formations. Par rapport à elles, il aura un caractère spécifique, celui qui vient de la connaissance. Il aura donc une partie scientifique. Il sera *proposé* (quitte à être modifié par et pour ceux qui le prendraient en charge). Que les forces politiques prennent leurs responsabilités. Dans ce domaine qui engage l'avenir de la société moderne et celui des producteurs, l'ignorance, la méconnaissance, entraînent des responsabilités devant l'histoire dont on se réclame.

b. *Des projets urbanistiques* très poussés, comprenant des « modèles », des formes d'espace et de temps urbains, sans se préoccuper de leur caractère actuellement réalisable ou non, utopique ou non (c'est-à-dire lucidement « utopiens »). Il ne semble pas que ces modèles puissent résulter soit d'une simple étude des villes et des types urbains existants, soit d'une simple combinatoire d'éléments. Les formes de temps et d'espace seront, sauf expérience contraire, inventées et proposées à la praxis. Que l'imagination se déploie, non pas l'imaginaire qui permet la fuite et l'évasion, qui véhicule des idéologies, mais l'imaginaire qui s'investit dans *l'appropriation* (du temps, de l'espace, de la vie physiologique, du désir). A la ville éternelle pourquoi ne pas opposer des villes éphémères et des centralités mouvantes aux centres stables? Toutes les audaces sont permises. Pourquoi limiter ces propositions à la seule morphologie de l'espace et du temps? Il n'est pas exclu que des propositions concernent le style de vie, la façon de vivre dans la ville, le développement de l'urbain sur ce plan.

Dans ces deux séries entreront des propositions à court terme, à moyen terme, à long terme, celles-ci constituant la stratégie urbaine proprement dite.

La société où nous vivons paraît tendue vers la plénitude ou du moins vers le plein (objets et biens durables, quantité, satisfaction, rationalité). En fait, elle laisse se creuser un vide colossal; dans ce vide s'agitent les idéologies, se répand la brume des rhétoriques. Un des plus grands desseins que puisse se proposer la pensée active, sortie de la spéculation et de la contemplation, et aussi des découpages fragmentaires

et des connaissances parcellaires, c'est de peupler cette lacune, et pas seulement avec du langage.

Dans une période où les idéologues discourent abondamment sur les structures, la destructuration de la ville manifeste la profondeur des phénomènes de désintégration (sociale, culturelle). Cette société, considérée globalement, se découvre *lacunaire*. Entre les sous-systèmes et les structures consolidées par divers moyens (contrainte, terreur, persuasion idéologique), il y a des trous, parfois des abîmes. Ces vides ne viennent pas du hasard. Ce sont aussi les lieux du possible. Ils en contiennent les éléments, flottants ou dispersés, mais non la force capable de les assembler. Bien plus : les actions structurantes et le pouvoir du vide social tendent à interdire l'action et la simple présence d'une telle force. Les instances du possible ne peuvent s'accomplir qu'au cours d'une métamorphose radicale.

Dans cette conjoncture, l'idéologie prétend donner un caractère absolu à la « scientificité », la science portant sur le réel, le découpant, le recomposant et de ce fait écartant le possible et fermant le chemin. Or la science (c'est-à-dire les sciences parcellaires) dans une telle conjoncture n'a qu'une portée *programmative*. Elle apporte des éléments à un programme. Si l'on admet que ces éléments constituent d'ores et déjà une totalité, si l'on veut exécuter littéralement le programme, on traite l'objet virtuel comme un objet technique, déjà là. On accomplit un projet sans critique ni autocritique, et ce projet réalise en la projetant sur le terrain une idéologie, celle des technocrates. Nécessaire, le programmatique ne suffit pas. Au cours de l'exécution il se transforme. Seule la force sociale capable de s'investir elle-même dans l'urbain, au cours d'une longue expérience politique, peut prendre en charge la réalisation du programme concernant la société urbaine. Réciproquement, la science de la ville apporte à cette perspective un fondement théorique et critique, une base positive. L'utopie contrôlée par la raison dialectique sert de garde-fou aux fictions prétendument scientifiques, à l'imaginaire qui s'égèrerait. Ce fondement et cette base, d'autre part, empêchent la réflexion de se perdre dans le pur programmatique. Le mouvement dialectique se

présente ici comme un rapport entre la science et la force politique, comme un dialogue, ce qui actualise les rapports « théorie-pratique » et « positivité-négativité critique ».

Nécessaire comme la science, non suffisant, *l'art* apporte à la réalisation de la société urbaine sa longue méditation sur la vie comme drame et jouissance. De plus et surtout, l'art restitue le sens de l'œuvre; il donne de multiples figures de temps et d'espaces *appropriés* : non subis, non acceptés par une résignation passive, métamorphosés en œuvre. La musique montre l'appropriation du temps, la peinture et la sculpture celle de l'espace. Si les sciences découvrent des déterminismes partiels, l'art (et aussi la philosophie) montre comment une totalité naît à partir de déterminismes partiels. A la force sociale capable de réaliser la société urbaine, il incombe de rendre effective et efficace l'unité (la « synthèse ») de l'art, de la technique, de la connaissance. Autant que la science de la ville, l'art et l'histoire de l'art entrent dans la méditation sur l'urbain, qui veut rendre efficaces les images qui l'annoncent. Cette méditation tendue vers l'action réalisatrice serait ainsi utopique et réaliste, en surmontant cette opposition. Il est même possible d'affirmer que le maximum d'utopisme rejoindra l'optimum de réalisme.

Parmi les contradictions caractéristiques de l'époque, il y a celles (particulièrement dures) entre les réalités de la société et les faits de civilisation qui s'y inscrivent. D'un côté le génocide, et de l'autre les performances (médicales et autres) qui permettent de sauver un enfant ou de prolonger une agonie. L'une des dernières contradictions, non la moindre, a été mise en lumière ici même : entre la *socialisation de la société* et la *ségrégation généralisée*. Il y en a bien d'autres, par exemple entre l'étiquette de *révolutionnaire* et l'attachement aux catégories d'un rationalisme productiviste dépassé. Au sein des effets sociaux dus à la pression des masses, l'individuel ne meurt pas et s'affirme. Des *droits* se font jour; ils entrent dans des coutumes ou des prescriptions plus ou moins suivies d'actes, et l'on sait comment ces « droits » concrets viennent compléter les droits abstraits de l'homme et du citoyen inscrits au fronton des édifices par la démocratie lors de ses débuts révolutionnaires : droits des âges et sexes

(la femme, l'enfant, le vieillard), droits des conditions (le prolétaire, le paysan), droits à l'instruction et à l'éducation, droit au travail, à la culture, au repos, à la santé, au logement. Malgré, ou à travers les destructions gigantesques, les guerres mondiales, les menaces, la terreur nucléaire. La pression de la classe ouvrière a été et reste nécessaire (mais non suffisante) pour la reconnaissance de ces droits, pour leur entrée dans les coutumes, pour leur inscription dans les codes, encore bien incomplets.

Assez étrangement, le *droit à la nature* (à la campagne et à la « pure nature ») entre dans la pratique sociale depuis quelques années à la faveur des *loisirs*. Il a cheminé à travers les protestations devenues banales contre le bruit, la fatigue, l'univers « concentrationnaire » des villes (alors que la ville pourrit ou éclate). Cheminement étrange, disons-nous : la nature entre dans la valeur d'échange et dans la marchandise; elle s'achète et se vend. Les loisirs commercialisés, industrialisés, organisés institutionnellement, détruisent cette « naturalité » dont on s'occupe pour la trafiquer et pour en trafiquer. La « nature » ou prétendue telle, ce qui en survit, devient le ghetto des loisirs, le lieu séparé de la jouissance, la retraite de la « créativité ». Les urbains transportent l'urbain avec eux, même s'ils n'apportent pas l'urbanité! Colonisée par eux, la campagne a perdu les qualités, propriétés et charmes de la vie paysanne. L'urbain ravage la campagne; cette campagne urbanisée s'oppose à une ruralité dépossédée, cas extrême de la grande misère de l'habitant, de l'habitat, de l'habiter. Le droit à la nature et le droit à la campagne ne se détruisent-ils pas eux-mêmes?

Face à ce droit ou pseudo-droit, le *droit à la ville* s'annonce comme appel, comme exigence. Par des détours surprenants — la nostalgie, le tourisme, le retour vers le cœur de la ville traditionnelle, l'appel des centralités existantes ou nouvellement élaborées — ce droit chemine lentement. La revendication de la nature, le désir d'en jouir détournent du droit à la ville. Cette dernière revendication s'énonce indirectement, comme tendance à fuir la ville détériorée et non renouvelée, la vie urbaine aliénée avant d'exister « réellement ». Le besoin et le « droit » à la nature contrarient le droit à la

ville sans parvenir à l'éluder. (Ceci ne signifie pas qu'il ne faille pas préserver de vastes espaces « naturels » devant les proliférations de la ville éclatée.)

Le *droit à la ville* ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme *droit à la vie urbaine*, transformée, renouvelée. Que le tissu urbain enserre la campagne et ce qui survit de vie paysanne, peu importe, pourvu que « l'urbain », lieu de rencontre, priorité de la valeur d'usage, inscription dans l'espace d'un temps promu au rang de bien suprême parmi les biens, trouve sa base morphologique, sa réalisation pratico-sensible. Ce qui suppose une théorie intégrale de la ville et de la société urbaine, utilisant les ressources de la science et de l'art. Seule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur ou support social de cette réalisation. Ici encore, comme il y a un siècle, elle nie et conteste, de par sa seule existence, la stratégie de classe dirigée contre elle. Comme il y a un siècle, bien que dans des conditions nouvelles, elle rassemble les intérêts (dépassant l'immédiat et le superficiel) de la société entière, et d'abord de tous ceux qui *habitent*. Les Olympiens et la nouvelle aristocratie bourgeoise (qui l'ignore?) n'habitent plus. Ils vont de palace en palace ou de château en château; ils commandent une flotte ou un pays à partir d'un yacht; ils sont partout et nulle part. De là vient qu'ils fascinent les gens plongés dans le quotidien; ils transcendent la quotidienneté; ils possèdent la nature et laissent les sbires fabriquer la culture. Est-il indispensable de décrire longuement, à côté de la condition des jeunes et de la jeunesse, des étudiants et des intellectuels, des armées de travailleurs avec ou sans col blanc, des provinciaux, des colonisés et semi-colonisés de toutes sortes, de tous ceux qui subissent une quotidienneté bien agencée, est-il nécessaire ici d'exhiber la misère dérisoire et sans tragique de l'habitant, des banlieusards, des gens qui séjournent dans les ghettos résidentiels, dans les centres pourrissants des villes anciennes et dans les proliférations égarées loin des centres de ces villes? Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre la vie quotidienne de celui qui court de son logement à la gare proche ou lointaine, au métro

bondé, au bureau ou à l'usine, pour reprendre le soir ce même chemin, et venir chez lui récupérer la force de recommencer le lendemain. Le tableau de cette misère généralisée n'irait pas sans le tableau des « satisfactions » qui la dissimulent et deviennent moyens de l'éluder et de s'en évader.

Perspective ou prospective ?

Dès ses débuts, la philosophie classique, qui a pour base sociale et fondement théorique la cité, qui pense la cité, s'efforce de déterminer l'image de la ville idéale. Le *Critias* de Platon voit dans la ville une image du monde ou plutôt du cosmos, un microcosme. Le temps et l'espace urbains reproduisent sur la terre la configuration de l'univers telle que la découvre le philosophe.

Aujourd'hui, si l'on veut une représentation de la ville « idéale » et de ses rapports avec l'univers, ce n'est pas chez les philosophes qu'il faut chercher cette image, encore moins dans la vision analytique qui découpe en fractions, en secteurs, en rapports, en corrélations, la réalité urbaine. Ce sont les auteurs de science-fiction qui l'apportent. Dans les romans de science-fiction, toutes les variantes possibles et impossibles de la future réalité urbaine ont été envisagées. Tantôt les anciens noyaux urbains — les Archépoles — agonisent, recouverts par le tissu urbain qui prolifère et s'étend sur la planète, plus ou moins épais, plus ou moins sclérosé ou cancérisé par plaques; dans ces noyaux voués à la disparition après un long déclin, vivent ou végètent des ratés, des artistes, des intellectuels, des gangsters. Tantôt des villes colossales se reconstituent et portent à un niveau plus élevé les luttes antérieures pour le pouvoir. A la limite, dans l'œuvre magistrale d'Azimov, *la Fondation*, une ville géante couvre une planète entière, Trentor. Elle possède tous les moyens de la connaissance et de la puissance. C'est un centre de décision à l'échelle d'une galaxie, qu'elle domine. A travers des péripéties gigantesques, Trentor sauve l'univers et le mène vers sa fin, c'est-à-dire vers le « règne des fins », joie et bon-

heur dans la démesure enfin maîtrisée, dans l'espace cosmique et le temps du monde enfin appropriés. Entre ces deux extrêmes, les visionnaires de la science-fiction ont situé des versions intermédiaires : la ville régie par un puissant ordinateur, la ville très spécialisée dans une production indispensable et qui se déplace entre les systèmes planétaires et les galaxies, etc.

Est-il besoin d'explorer si loin en avant, d'explorer l'horizon des horizons ? Elle se profile devant les yeux, la ville idéale, la Nouvelle Athènes. New York et Paris en proposent déjà une image, sans compter quelques autres villes. Le centre de décision et le centre de consommation se réunissent. Basée sur leur convergence stratégique, leur alliance sur le terrain crée une centralité exorbitante. Ce centre de décision, on le sait déjà, comprend tous les canaux de l'information ascendante et descendante, tous les moyens de la formation culturelle et scientifique. La contrainte et la persuasion convergent, avec le pouvoir de décision et la capacité de consommation. Fortement occupé et habité par les nouveaux Maîtres, ce centre est tenu par eux. Ils possèdent, sans en avoir nécessairement la propriété entière, cet espace privilégié, axe d'une programmation spatiale rigoureuse. Surtout, ils ont le privilège de posséder le temps. Autour d'eux, répartis dans l'espace selon des principes formalisés, il y a des groupes humains qui ne peuvent plus porter le nom d'esclaves ni de serfs, de vassaux, ni même de prolétaires. De quel nom les appeler ? Asservis, ils ont en charge de multiples « services » à l'usage des Maîtres de cet État solidement assis sur la ville. Pour ces maîtres, autour d'eux, tous les plaisirs culturels et autres, des boîtes de nuit aux splendeurs des opéras, sans exclure quelques fêtes téléguidées. N'est-ce pas véritablement la Nouvelle Athènes, avec une minorité de libres citoyens, possesseurs des lieux sociaux et en jouissant, dominant une énorme masse d'asservis, libres en principe, authentiquement et peut-être volontairement serviteurs, traités et manipulés selon des méthodes rationnelles ? Les savants eux-mêmes, les sociologues au premier rang, bien différents en ceci des anciens philosophes, ne tombent-ils pas parmi ces serviteurs de l'État, de l'Ordre, du fait accom-

pli, sous couleur d'empirisme et de rigueur, de scientificité? On peut même chiffrer les possibilités. Un pour cent de la population active parmi les directeurs, les chefs, les présidents de ceci ou de cela, les élites, grands écrivains et artistes, grands amuseurs ou informateurs. Soit un peu moins d'un demi-million de nouveaux notables pour la France du *xxi*^e siècle. Avec leur famille et leur suite, chacun ayant sa « maison ». La domination de/par la centralité n'interdit en rien la possession de domaines secondaires, la jouissance de la nature, de la mer, de la montagne, des villes anciennes (qui peuvent leur être réservées de par le jeu des prix, voyages, hôtels, etc.). Ensuite quatre pour cent environ d'« executive-men », administrateurs, ingénieurs, savants. Après sélection, les plus éminents sont admis au cœur de la cité. A cette sélection suffisent peut-être les revenus et les rites mondains, sans qu'il soit besoin de contraintes. Les autres, subordonnés privilégiés, ont aussi des domaines répartis selon un plan rationnel. Avant d'atteindre à cette réussite, le capitalisme d'État l'a soigneusement préparée. Sans omettre l'aménagement des divers ghettos urbains, il a organisé pour les savants et la science un secteur sévèrement concurrentiel; dans les laboratoires et dans les universités, savants et intellectuels se sont affrontés de façon purement compétitive, avec un zèle digne d'un meilleur emploi, pour le plus grand bien des Maîtres de l'économie et du politique, pour la gloire et la joie des Olympiens. D'ailleurs, ces élites secondaires, on les assigne à résidence dans des cités scientifiques, des « campus » universitaires, des ghettos pour intellectuels. La masse, elle, pressée par de multiples contraintes, se loge spontanément dans les villes satellites, dans les banlieues programmées, dans les ghettos plus ou moins « résidentiels »; elle n'a pour elle que de l'espace mesuré avec soin; le temps lui échappe. Elle mène sa vie quotidienne astreinte (sans peut-être même le savoir) aux exigences de la concentration des pouvoirs. Mais qu'il ne soit pas question d'univers concentrationnaire. Tout ceci peut très bien se passer de l'idéologie de la liberté sous couvert de la rationalité, de l'organisation, de la programmation. Ces masses qui ne méritent pas le nom de peuple, ni de populaire, ni de classe ouvrière, vivent « relati-

vement bien », mis à part le fait que leur vie quotidienne est télécommandée, et que pèse sur elles la menace permanente du chômage, qui contribue à la terreur latente et généralisée.

Si quelqu'un sourit de cette utopie, il a certainement tort, mais comment le lui prouver ? Quand ses yeux s'ouvriront, il sera trop tard. Il réclame des preuves. Comment démontrer la lumière à un aveugle, comment montrer l'horizon à un myope, même s'il connaît la théorie des ensembles, celle des « clusters », les finesses des analyses de variances, ou les charmes précis de la linguistique ?

Depuis le moyen âge, chaque époque, dans la civilisation européenne, a eu son image du possible, son rêve, son imaginaire paradisiaque ou infernal. Chaque période et peut-être chaque génération a eu sa représentation du meilleur des mondes ou d'une vie nouvelle, partie importante sinon essentielle des idéologies. Pour accomplir cette fonction, le XVIII^e siècle, qui passe pour si riche, n'avait que l'image un peu pauvrete du bon sauvage, des îles bienheureuses. A cet exotisme, certains hommes du XVIII^e siècle joignirent sans doute une représentation plus proche mais passablement enjolivée de l'Angleterre. Par rapport à eux, *nous* (ce terme ici désigne une foule mal déterminée, un groupe informel et difficile à rassembler de gens vivant et pensant en France, à Paris et hors de Paris, au début de la seconde moitié du XX^e siècle, généralement des intellectuels) nous sommes richement pourvus. Nous avons, pour imaginer l'avenir, de multiples modèles, de nombreux horizons et des avenues qui ne convergent pas : URSS et États-Unis, Chine, Yougoslavie, Cuba, Israël. Sans omettre la Suède ou la Suisse. Sans oublier les Bororos.

Et pendant que s'urbanise la société française, alors que Paris se transforme, alors que certains pouvoirs sinon le pouvoir modèlent la France de l'an 2000, personne ne songe à la ville idéale ou à ce que devient autour de soi la ville réelle. L'utopie s'attache à de multiples réalités, plus ou moins lointaines, plus ou moins connues, inconnues, méconnues. Elle ne s'attache plus à la vie réelle et quotidienne. Elle ne naît plus dans les absences et lacunes qui trouent cruellement la réalité environnante. Le regard se détourne, quitte l'ho-

rizon, se perd dans des nuées, ailleurs. Telle est la puissance de détournement des idéologies, à l'instant exact où l'on ne croit plus à l'idéologie, mais au réalisme et au rationalisme!

En réfutant les ambitions des disciplines partielles et aussi des tentatives interdisciplinaires, l'on a précédemment affirmé que *la synthèse appartient au politique* (c'est-à-dire que toute synthèse de données analytiques concernant la réalité urbaine dissimule sous une philosophie ou une idéologie, une *stratégie*). S'agirait-il de remettre aux mains des hommes de l'État la décision? Certes non. Pas plus qu'aux experts et spécialistes. Le terme *politique* n'a pas été pris dans cette acception restreinte. Une telle proposition doit s'entendre dans un sens opposé à celui qui vient d'être énoncé. La capacité de synthèse appartient à des forces politiques qui sont en réalité des forces sociales (classes, fractions de classes, regroupements ou alliances de classes). Elles existent ou n'existent pas, elles se manifestent et s'expriment ou non. Elles prennent ou ne prennent pas la parole. A elles d'indiquer leurs besoins sociaux, d'infléchir les institutions existantes, d'ouvrir l'horizon et de revendiquer un avenir qui sera leur œuvre. Si les habitants des diverses catégories et « strates » se laissent manœuvrer, manipuler, déplacer ici ou là sous prétexte de « mobilité sociale », s'ils acceptent les conditions d'une exploitation plus raffinée et plus étendue que jadis, tant pis pour eux. Si la classe ouvrière se tait, si elle n'agit pas, soit spontanément soit par la médiation de ses représentants et mandataires institutionnels, la ségrégation continuera avec des résultats en cercle vicieux (la ségrégation tend à interdire la protestation, la contestation, l'action, en dispersant ceux qui pourraient protester, contester, agir). La vie politique, dans cette perspective, contestera le centre de décision politique ou le raffermira. Cette option sera, en ce qui concerne les partis et les hommes, *critère de démocratie*.

Pour l'aider à déterminer son trajet, l'homme politique a besoin d'une *théorie*. Il semble que l'on tourne autour de grandes difficultés. Comment peut-il y avoir théorie de la société urbaine, de la ville et de *l'urbain*, de la réalité et des possibilités, sans synthèse?

Deux hypothèses dogmatiques ont été écartées : la systématisation philosophique, la systématisation à partir des analyses parcellaires (sous couvert de telle « discipline » ou de la recherche dite « inter-disciplinaire »). Une voie s'ouvre, celle qui passe justement par l'ouverture. Il ne peut être question d'une synthèse accomplie, dans le cadre de la connaissance. L'unité qui se profile se définit par une convergence que seule une pratique peut réaliser entre :

a. les objectifs échelonnés dans le temps de l'action politique, passant du possible à l'impossible, c'est-à-dire de ce qui est possible « hic et nunc » à ce qui, impossible aujourd'hui, deviendra possible demain au cours de cette action elle-même;

b. les éléments théoriques apportés par l'analytique de la réalité urbaine, par l'ensemble des connaissances mises en jeu au cours de l'action politique, ordonnées, utilisées, dominées par cette action;

c. les éléments théoriques apportés par la philosophie, celle-ci apparaissant dans une nouvelle lumière, son histoire s'écrivant dans une autre perspective, la méditation philosophique se transformant en fonction de la réalité ou plutôt de la réalisation à accomplir;

d. les éléments théoriques apportés par l'art, conçu comme capacité de transformer la réalité, *d'approprier* au niveau le plus élevé les données du « vécu », du temps, de l'espace, du corps et du désir.

De cette convergence, on peut définir les conditions préalables. Il est essentiel de ne plus considérer séparément l'industrialisation et l'urbanisation mais de percevoir dans l'urbanisation le sens, le but, la finalité de l'industrialisation. En d'autres termes, il est essentiel de ne plus viser la croissance économique pour la croissance, idéologie « économiste » qui couvre des desseins stratégiques : le surprofit et la surexploitation capitalistes, la maîtrise de l'économie (d'ailleurs manquée de ce seul fait) au profit de l'État. Les concepts d'équilibre économique, de croissance harmonieuse, de maintien des structures (les rapports structurés-structurants étant les rapports de production et de propriété existants) doivent se subordonner aux concepts plus puissants virtuel-

lement de développement, de rationalité concrète émergeant des conflits.

En d'autres termes, il s'agit d'*orienter la croissance*. Des formulations répandues et qui passent pour démocratiques (la croissance pour le bien-être de tous, ou « dans l'intérêt général ») perdent leur sens : le libéralisme comme l'idéologie économiste aussi bien que la planification étatique centralisée. Une telle idéologie, nommée ou non prospectiviste, réduit la perspective à des augmentations de salaires, à une meilleure répartition du revenu national, quand ce n'est pas à l'association « capital-travail » plus ou moins revue et corrigée.

Orienter la croissance vers le développement, donc vers la *société urbaine*, cela veut dire d'abord : prospecter les *besoins nouveaux*, en sachant que de tels besoins se découvrent au cours de leur émergence et se révèlent au cours de la prospection. Ils ne préexistent pas comme des objets. Ils ne figurent pas dans le « réel » que décrivent les études de marché et de motivations (individuelles). Cela veut dire par conséquent substituer une planification sociale, dont la théorie n'est guère élaborée, à la planification économique. Les besoins sociaux conduisent à la production de nouveaux « biens » qui ne sont pas tel ou tel *objet*, mais des objets sociaux dans l'espace et le temps. L'homme de la société urbaine est *déjà* un homme riche en besoins : l'homme de besoins riches qui attendent l'objectivation, la réalisation. La société urbaine dépasse l'ancienne et la nouvelle pauvreté, tant la misère de la subjectivité isolée que le pauvre besoin d'argent avec ses symboles tardifs : le « pur » regard, le « pur » signe, le « pur » spectacle.

L'orientation ne se définit donc pas par une synthèse effective, mais par une convergence, virtualité qui se profile mais qui ne se réalise qu'à la *limite*; cette limite ne se situe pas à l'infini, et cependant on l'atteint par avances et bonds successifs. Impossible de s'y installer et de l'instaurer comme une réalité accomplie. Tel est le trait essentiel de la démarche déjà envisagée et dénommée « transduction », construction d'un objet virtuel approché à partir de données expérimentales. L'horizon éclaire et appelle la réalisation.

L'orientation réagit sur la recherche des données. La recherche ainsi conçue cesse d'être recherche indéterminée (empirisme) ou simple vérification d'une thèse (dogmatisme). En particulier, la philosophie et son histoire, l'art et ses métamorphoses apparaissent dans cette lumière, transformés.

Quant à l'analytique de la réalité urbaine, elle se modifie du fait que la recherche a déjà trouvé « quelque chose » au départ et que l'orientation influence les hypothèses. Il n'est plus question d'isoler les points de l'espace et du temps, de considérer séparément des activités et fonctions, d'étudier à part les uns des autres des comportements ou des images, des répartitions et des rapports. Ces divers aspects d'une production sociale, celle de la ville et de la société urbaine, se situent par rapport à une *perspective* d'explication et de prévision. La méthode consiste dès lors à dépasser aussi bien la description (œcologique) que l'analyse (fonctionnelle, structurale) sans d'ailleurs les abolir, pour tendre vers la saisie du concret — du drame urbain —, les indications formelles provenant de la théorie générale des formes. Selon cette théorie, il y a une forme de la ville : rassemblement, simultanéité, rencontre. La démarche intellectuelle liée à ces opérations, qui les codifie, ou qui les appuie méthodologiquement, a été nommée : transduction.

Scientifiquement parlant, la distinction entre les *variables stratégiques* et les *variables tactiques* semble essentielle. Les premières, dès qu'on les distingue clairement se subordonnent les secondes. Augmentation des salaires? Meilleure répartition du revenu national? Nationalisation de ceci ou de cela? Très bien. Mais ce sont des variables tactiques. De même qu'en ce qui concerne l'avenir de la société urbaine la suppression des servitudes frappant les terrains à bâtir, leur municipalisation, étatisation, socialisation. Très bien. D'accord. Mais dans quel but? L'augmentation des taux et rythmes de croissance entre dans les variables stratégiques, car l'accroissement quantitatif pose déjà des problèmes qualitatifs, ceux qui concernent la finalité, le développement. Il ne s'agit pas seulement des taux de croissance de la production et du revenu, mais de la répartition. Quelle part de la production accrue et du revenu global augmenté sera attribuée aux

besoins sociaux, à la « culture », à la réalité urbaine? La transformation de la quotidienneté ne fait-elle pas partie des variables stratégiques? On peut le penser. Pour prendre un exemple, l'étalement des horaires (journaliers, annuels) n'est pas sans intérêt. Ce n'est qu'une minuscule action tactique. La création de réseaux nouveaux concernant la vie des enfants et des adolescents (crèches, terrains de jeux et de sport, etc.), la constitution d'un appareil très simple de pédagogie sociale, qui informerait aussi bien sur la vie sociale elle-même que sur la vie sexuelle et l'art de vivre et l'art tout court, une telle institution aurait beaucoup plus de portée; elle marquerait le passage du tactique au stratégique dans ce domaine.

Les variantes des projets élaborés par les économistes dépendent ainsi de stratégies, généralement mal explicitées. Contre les stratégies de classe qui utilisent des instruments scientifiques souvent très puissants et qui tendent à abuser de la science (non : de la scientificité, — d'un appareil idéologique de rigueur et de contrainte) comme d'un moyen pour persuader et imposer, il s'agit de retourner la connaissance en la remettant sur ses pieds.

Le socialisme? Bien sûr, c'est de cela qu'il est question. Mais de quel socialisme? Selon quel concept et quelle théorie de la société socialiste? La définition de cette société par l'organisation planifiée de la production suffit-elle? Non. Le socialisme ne peut aujourd'hui se concevoir que comme production orientée vers les besoins sociaux et par conséquent vers les besoins de la société urbaine. Les objectifs empruntés à la seule industrialisation sont en voie de dépassement et de transformation. Telle est la thèse ou l'hypothèse stratégique ici formulée. Les conditions, les préalables? On les connaît : un haut niveau de production et de productivité (en rompant avec l'exploitation renforcée d'une minorité relativement décroissante de travailleurs manuels et intellectuels hautement productifs) — un haut niveau technique et culturel. Plus l'institution de rapports sociaux nouveaux, notamment entre gouvernants et gouvernés, entre « sujets » et « objets » des décisions. Ces conditions sont virtuellement réalisées dans les grands pays industrialisés. Leur formula-

tion ne sort pas du *possible*, même si ce possible semble loin du réel et s'il est réellement lointain.

Les possibilités relèvent d'un double examen : *scientifique* (projet et projection, variantes des projets, prévisions) et *imaginaire* (à la limite : la science-fiction). Pourquoi l'imaginaire entraînerait-il seulement hors du réel au lieu de féconder la réalité? Lorsqu'il y a perte de la pensée dans et par l'imaginaire, c'est que cet imaginaire est manipulé. L'imaginaire est aussi un fait social. Les spécialistes ne réclament-ils pas l'intervention de l'imagination et de l'imaginaire lorsqu'ils acclament « l'homme de synthèse », quand ils sont disposés à recevoir le « nexialiste » ou le « généraliste »?

L'industrie, pendant deux siècles, a accompli la grande relance de la marchandise (qui lui préexistait mais *limitée* à la fois par les structures agraires et les structures urbaines). Elle a permis une extension virtuellement illimitée de la valeur d'échange. Elle a montré dans la marchandise non seulement une façon de mettre les gens en rapports mais une logique, un langage, un monde. La marchandise a emporté les barrages (et ce processus n'est pas terminé; l'automobile, objet-pilote actuel dans le monde des marchandises tend à emporter ce dernier barrage : la ville). Ce fut donc l'époque de l'économie politique et de son règne avec les deux variantes : économisme libéral, économisme planificateur. Aujourd'hui s'esquisse le dépassement de l'économisme. Vers quoi? Vers une éthique ou une esthétique, un moralisme ou un esthétisme? Vers des « valeurs » nouvelles? Non. Il s'agit d'un dépassement par et dans la pratique : *d'un changement de pratique sociale*. La valeur d'usage subordonnée à la valeur d'échange pendant des siècles, peut reprendre le premier rang. Comment? Par et dans la société urbaine, en partant de cette réalité qui résiste encore et conserve pour nous l'image de la valeur d'usage : la ville. Que la réalité urbaine soit destinée aux « usagers » et non point aux spéculateurs, aux promoteurs capitalistes, aux plans des techniciens, c'est une version juste mais affaiblie de cette vérité.

Ici l'on peut envisager une variable stratégique : limiter l'importance de l'industrie automobile dans l'économie d'un pays et la place de l'objet « auto » dans la vie quotidienne,

dans la circulation, dans les moyens de transport. Substituer à l'auto d'autres techniques, d'autres objets, d'autres moyens de transport (publics, par exemple). C'est là un exemple un peu simple et trivial mais démonstratif de subordination du « réel », à une stratégie.

Le problème des *loisirs* oblige à penser plus clairement encore une stratégie. Pour le poser dans toute son ampleur, il convient d'abord de détruire quelques fantasmes mêlés d'idéologie. L'imaginaire social aménagé (par l'idéologie, par la publicité) aussi bien que la triste réalité des « hobbies » et de la « créativité » miniaturisée bouchent l'horizon. Ni les départs en vacances, ni la production culturelle industrialisée — ni les loisirs dans la vie quotidienne, ni les loisirs hors de la quotidienneté — ne résolvent le problème. Leurs images empêchent de le poser. Le problème, c'est d'en finir avec les séparations : « quotidienneté-loisirs » ou « vie quotidienne-fête ». C'est de restituer la fête en transformant la vie quotidienne. La ville fut espace occupé à la fois par le travail productif, par les œuvres, par les fêtes. Qu'elle retrouve cette fonction au-delà des fonctions, dans la société urbaine métamorphosée. Ainsi se formule un des objectifs stratégiques (qui d'ailleurs consiste seulement en la formulation de ce qui se passe aujourd'hui, sans grâce ni splendeur, dans les villes où festivités et festivals tentent maladroitement de recréer la Fête).

Chaque grand type de société, en d'autres termes chaque mode de production, a eu son type de ville. La discontinuité (relative) des modes de production jalonne l'histoire de la réalité urbaine, encore que ce jalonnement n'ait rien d'exclusif et que d'autres périodisations soient possibles. En particulier celle qui montre de plus près la succession des types urbains et qui ne coïncident pas complètement avec la périodisation primordiale. Or chaque type urbain a proposé et réalisé une *centralité* spécifique.

Raison et résultat du mode de production asiatique, la ville de l'Orient propose aux rassemblements et rencontres sa voie triomphale. Par cette voie s'en vont et reviennent les armées qui protègent et oppriment le territoire agricole qu'administre la ville. Sur la voie triomphale se déploient

les défilés militaires et processions religieuses. Point de départ et d'arrivée; le centre du monde, dans le palais du prince (l'ombilic, l'omphalos). L'enceinte sacrée capte et condense la sacralité diffuse sur l'ensemble du territoire; elle manifeste le droit éminent du souverain, possession et sacralisation inséparables. La voie triomphale pénètre dans l'enceinte par une porte, monument parmi les monuments. C'est la porte le véritable centre urbain, le centre du monde n'étant pas ouvert aux rassemblements. Autour de la porte se réunissent les gardes, les caravaniers, les errants, les voleurs. Là siège le tribunal urbain et se retrouvent les habitants pour les colloques spontanés. C'est le lieu de l'ordre et du désordre urbains, des révoltes et des répressions.

Dans la ville antique, grecque et romaine, la centralité s'attache à un espace vide : l'agora, le forum. C'est une place, un lieu préparé pour la réunion. Différence importante entre l'agora et le forum : des interdits marquent ce dernier; des édifices le couvriront vite, lui ôtant le caractère de lieu ouvert; il ne se disjoint pas du centre du monde : le trou (le « mundus ») sacré-maudit, lieu d'où sortent les âmes, où l'on précipite les condamnés et les enfants en surnombre. Les Grecs n'ont pas mis l'accent sur l'horreur, sur la liaison entre la centralité urbaine et le monde souterrain des morts et des âmes. Leur pensée comme leur cité se rattache au Cosmos, distribution lumineuse des lieux dans l'espace, plutôt qu'au monde, passage, couloir de ténèbres, errance souterraine. Sur l'Occident, plus romanisé qu'hellénique, pèse le poids de cette ombre.

La ville médiévale, elle, a vite intégré les marchands et les marchandises. Elle les installe bientôt en son centre : la place du marché, centre commercial que marquent d'une part le voisinage de l'église, d'autre part l'exclusion (l'hétérotopie du territoire) par l'enceinte. Le symbolisme et les fonctions de cette enceinte diffèrent de ce qu'atteint l'analyse de la ville orientale ou antique. Le terroir appartient aux seigneurs, aux paysans, aux errants, aux pillards. La centralité urbaine accueille les produits et les gens. Elle interdit son accès à ceux qui menacent sa fonction essentielle, laquelle devient économique, annonçant et préparant le capitalisme (c'est-à-

dire le mode de production dans lequel prédominent l'économique et la valeur d'échange). Cependant, la centralité ainsi fonctionnalisée et structurée reste l'objet de tous les soins. On l'orne. La moindre bourgade, la moindre « bastide » possèdent des arcades, une halle monumentale, des édifices municipaux aussi somptueux que possible, des lieux de plaisir. L'église bénit les affaires et donne bonne conscience aux citadins affairés. Entre l'église et le marché, sur la place, ont lieu les assemblées qui participent de ce double caractère : religieux, rationnel (dans les bornes de la rationalité commerciale). Comment s'allient en se heurtant, entrant en combinaison ou en conflit, ces deux caractères ? C'est une autre histoire.

La ville capitaliste a créé le centre de consommation. La production industrielle n'a pas constitué de centralité propre, sauf dans les cas privilégiés — si l'on peut dire — de l'importante entreprise autour de laquelle une cité ouvrière s'édifie. On connaît déjà le double caractère de la centralité capitaliste : lieu de consommation et consommation du lieu. Les commerces se densifient au centre, qui attire les commerces rares, les produits et denrées de luxe. Cette centralité s'installe avec prédilection dans les noyaux anciens, sur les espaces appropriés au cours de l'histoire antérieure. Elle ne peut s'en passer. Dans ces lieux privilégiés, le consommateur vient aussi consommer l'espace ; le rassemblement des objets dans les boutiques, vitrines, étalages, devient raison et prétexte de rassemblement des gens ; ils voient, ils regardent, ils parlent, ils se parlent. Et c'est le terrain de rencontre, à partir du rassemblement des choses. Ce qui se dit et s'écrit, c'est avant tout le monde de la marchandise, le langage des marchandises, la gloire et l'extension de la valeur d'échange. Elle tend à résorber la valeur d'usage dans l'échange et la valeur d'échange. Pourtant l'usage et la valeur d'usage résistent opiniâtement : irréductiblement. Cette irréductibilité du centre urbain joue un rôle essentiel dans l'argumentation.

Le néo-capitalisme, lui, superpose au centre de consommation (qu'il ne dément ni ne détruit) le centre de décision. Il ne rassemble plus les gens ni les choses, mais les informations,

les connaissances. Il les inscrit dans une forme éminemment élaborée de simultanéité : la conception de l'ensemble, incorporé dans le cerveau électronique, utilisant la quasi-instantanéité des communications, surmontant les obstacles (les pertes d'information, les accumulations insensées d'éléments, les redondances, etc.). Dans un but désintéressé? Certes pas. Ceux qui constituent la centralité spécifique visent le pouvoir ou en sont les instruments. Dès lors le problème se pose politiquement. Il ne s'agit plus seulement de « maîtriser la technique » en général, mais des techniques bien déterminées avec leurs implications socio-politiques. Il s'agit de maîtriser les maîtres potentiels : ceux dont la puissance s'empare de toutes les possibilités.

Pourquoi cette argumentation reprise et poussée vers de nouvelles conclusions? Pour proposer et justifier une autre centralité. La société urbaine dont s'expose ici la possibilité ne peut se contenter des centralités passées, même si elle ne les détruit pas mais les utilise et se les approprie en les modifiant. Que projeter? La centralité culturelle a quelque chose d'ingrat. Elle se laisse facilement organiser, institutionnaliser et par la suite bureaucratiser. Rien n'égale, dans la dérision, le bureaucrate de la culture. L'éducatif attire mais ne séduit pas et n'enchant guère. La pédagogie implique des pratiques localisées et non une centralité sociale. D'ailleurs rien ne prouve qu'il y ait « une » ou « la » culture. Soumis à cette entité, « la culture », et à son idéologie, le « culturalisme », le plus grand des jeux, le théâtre, se voit menacé par l'ennui. Les éléments d'une unité supérieure, les fragments et aspects de la « culture », l'éducatif, le formatif et l'informatif, peuvent se rassembler. D'où tirer le principe du rassemblement et son contenu? Du *ludique*. Le terme doit ici se prendre dans son acception la plus étendue et dans son sens le plus « profond ». Le sport est ludique; le théâtre également, de façon plus active et plus participante que le cinéma. Les jeux des enfants ne sont pas à dédaigner, ni ceux des adolescents. Foires, jeux collectifs de toutes sortes persistent dans les interstices de la société de consommation dirigée, dans les trous de la société sérieuse qui se veut structurée et systématique, qui se prétend technicienne. Quant aux lieux de ras-

semblement anciens, ils ont en grande partie perdu leur sens : la fête, qui se meurt ou s'en écarte. Qu'ils retrouvent un sens n'interdit pas la création de lieux appropriés à la fête renouvelée, liée essentiellement à l'invention ludique.

Que la société dite de consommation esquisse cette direction, cela ne fait aucun doute. Centres de loisirs, « sociétés de loisirs », villes de luxe et de plaisirs, lieux de vacances, le montrent avec éloquence (avec une rhétorique particulière, lisible dans la publicité). Il s'agit donc seulement de donner forme à cette tendance, encore soumise à la production industrielle et commerciale de culture et de loisirs dans cette société. Rassembler en subordonnant au jeu au lieu de subordonner le jeu au « sérieux » de la culturalité et de la scientificité, ainsi se définissent la proposition et le projet. Ce rassemblement n'exclut en rien les éléments « culturels ». Au contraire. Il les réunit en les restituant dans leur vérité. C'est tardivement et à travers les institutions, que le théâtre devient « culturel » pendant que le jeu perd sa place et sa valeur dans la société. La culture, ne serait-ce pas l'accommodement de l'œuvre et du style à la valeur d'échange? Ce qui permet sa commercialisation, avec la production et la consommation de ce produit spécifique.

La centralité ludique a des implications : restituer le sens de l'œuvre qu'apportèrent l'art et la philosophie — donner la priorité au temps sur l'espace, non sans considérer que le temps vient s'inscrire et s'écrire dans un espace — mettre l'appropriation au-dessus de la domination.

L'espace ludique a coexisté et coexiste encore avec des espaces d'échanges et de circulation, de l'espace politique, de l'espace culturel. Les projets qui perdent ces espaces qualitatifs et différents au sein d'un « espace social » quantifié, réglé seulement par des comptages et de la comptabilité, ces projets relèvent d'une schizophrénie qui se couvre sous les voiles de la rigueur, de la scientificité, de la rationalité. L'on a précédemment montré en de tels projets l'aboutissement inévitable d'une pensée analytique qui se veut globale sans précautions. La globalité ainsi retrouvée, c'est l'espace formalisé de la pathologie sociale. Du concept *d'habitat* à l'espace schizophrénique projeté comme modèle social, il y a

trajet continu. L'orientation ici envisagée ne consiste pas à supprimer les différences historiques déjà constituées et instituées, les espaces qualifiés. Au contraire : ces espaces déjà complexes peuvent s'articuler, en accentuant différences et contrastes, en poussant vers la qualité qui implique et surdétermine les quantités. A ces espaces, on peut appliquer des principes formalisés de différences et d'articulation, de superposition dans les contrastes. Ainsi conçus, les espaces sociaux se rattachent à des temps et rythmes sociaux qui passent au premier plan. On comprend mieux comment et jusqu'où, dans la réalité urbaine, les événements se répartissent dans une durée tout en jalonnant des parcours. Cette vérité du temps urbain reprend son rôle, lucidement. L'habiter retrouve sa place au-dessus de l'habitat. La qualité promue se représente et se présente comme *ludique*. En *jouant* sur les mots, on peut dire qu'il y aura *jeu* entre les pièces de l'ensemble social — plasticité — dans la mesure où le *jeu* se proclame comme valeur suprême, éminemment grave sinon sérieux, dépassant en les rassemblant l'usage et l'échange. Et si quelqu'un s'écrie que cette utopie n'a rien de commun avec le socialisme, on lui répondra qu'aujourd'hui seule la classe ouvrière sait encore vraiment jouer, a envie de jouer, en deçà et au delà des revendications et programmes, ceux de l'économisme et de la philosophie politique. Qu'est-ce qui le montre ? le sport, l'intérêt suscité par le sport, et de multiples jeux, y compris les formes dégradées de la vie ludique, à la télévision et ailleurs. D'ores et déjà le centre urbain apporte aux gens de la ville du mouvement, de l'imprévu, du possible et des rencontres. C'est un « théâtre spontané » ou ce n'est rien.

La ville future, pour autant qu'on réussisse à en esquisser les contours, se définirait assez bien en imaginant le renversement de la situation actuelle, en poussant à la limite cette image inverse du monde à l'envers. Actuellement, on tente d'établir des structures fixes, des permanences dites « structures d'équilibre », des stabilités soumises à la systématisation, donc au pouvoir existant. En même temps, l'on mise tactiquement sur le vieillissement accéléré (l'obsolescence) et la disparition rapide des biens de consommation, ironiquement

aits « durables » : les vêtements (que font disparaître l'usure morale et la mode), les objets quotidiens (meubles), les automobiles, etc. La ville idéale comporterait obsolescence de l'espace : changement accéléré des demeures, emplacements, espaces préparés. Ce serait la *ville éphémère*, œuvre perpétuelle des habitants, eux-mêmes mobiles et mobilisés pour/par cette œuvre. Le temps y reprend sa place, la première. Que la technique rende possible la ville éphémère, apogée du ludique, œuvre et luxe suprêmes, cela ne fait aucun doute. Qu'est-ce qui le montre? Par exemple la dernière exposition universelle, celle de Montréal. Entre autres exemples!

Mettre l'art au service de l'urbain, cela ne signifie pas du tout enjoliver l'espace urbain avec des objets d'art. Cette parodie du possible se dénonce elle-même comme caricaturale. Cela veut dire que les temps-espaces deviennent œuvre d'art et que l'art passé se reconsidère comme source et modèle d'*appropriation* de l'espace et du temps. L'art apporte des cas et des exemples de « topiques » appropriés : de qualités temporelles inscrites dans des espaces. La musique montre comment l'expression se saisit du nombre, comment l'ordre et la mesure véhiculent le lyrisme. Elle montre que le temps, tragique ou joyeux, peut absorber et résorber le calcul. De même la sculpture ou la peinture, avec moins de force et plus de précision que la musique. N'oublions pas que les jardins, les parcs et paysages firent partie de la vie urbaine autant que les beaux-arts. Et que le paysage autour des villes fut œuvre de ces villes, entre autres le paysage toscan autour de Florence, lequel, inséparable de l'architecture, joue un rôle immense dans les arts classiques. Quittant la représentation, l'ornement, la décoration, l'art peut devenir *praxis* et *poièsis* à l'échelle sociale : l'art de vivre dans la ville comme œuvre d'art. Revenant au style, à l'œuvre, c'est-à-dire au sens du monument et de l'espace approprié dans la Fête, l'art peut préparer des « structures d'enchantement ». L'architecture prise à part ne saurait ni restreindre les possibilités ni à elle seule les ouvrir. Il y faut plus, mieux, autre chose. L'architecture comme art et technique a besoin elle aussi d'une orientation. Nécessaire, elle ne saurait se suffire, ni l'architecte fixer ses buts et déterminer sa stratégie.

Autrement dit, l'avenir de l'art n'est pas artistique, mais urbain. Parce que l'avenir de « l'homme » ne se découvre ni dans le cosmos, ni dans le peuple, ni dans la production, mais dans la société urbaine. De même que l'art, la philosophie peut et doit se reconsidérer en fonction de cette perspective. La problématique de *l'urbain* renouvelle la problématique de la philosophie, ses catégories et méthodes. Sans qu'il y ait lieu de les briser ni de les rejeter, ces catégories *reçoivent* quelque chose d'autre et de neuf : un autre sens.

Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à *l'œuvre* (à l'activité participante) et le droit à *l'appropriation* (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville.

En ce qui concerne la philosophie, trois périodes se discernent. Et c'est là une périodisation particulière parmi celles qui jalonnent le continuum du devenir. Dans la première époque, la philosophie médite sur la cité comme tout (partiel) au sein de la totalité, cosmos et monde. Dans la seconde, la philosophie réfléchit une totalité transcendante à la ville : l'histoire, « l'homme », la société, l'État. Elle accepte et même entérine au nom de la totalité plusieurs séparations. Elle consacre la saisie analytique en croyant la réfuter ou la surmonter. Dans la troisième période, elle concourt à une promotion de la rationalité et de la pratique, qui se transforme en rationalité urbaine et pratique urbanistique.

La réalisation de la philosophie

Le fil conducteur de cette étude, qui l'a menée jusqu'à ses conclusions, reprenons-le en montrant sa continuité. La connaissance se trouve dans une situation intenable. La philosophie voulait atteindre le total et passait à côté; elle ne parvenait pas à le saisir, moins encore à le réaliser. Elle mutilait à sa manière la totalité, n'en donnant qu'une représentation systématisée, spéculative, contemplative. Et cependant, seul le philosophe avait et a encore le sens du total. Les connaissances partielles et parcellaires prétendent atteindre des certitudes, des réalités; elles ne livrent que des fragments. Elles ne peuvent se passer de synthèse mais ne peuvent légitimer leur droit à la synthèse.

Dès ses débuts la philosophie grecque se lia à la cité grecque, avec ses grandeurs et ses misères, avec ses limitations : l'esclavage, la subordination de l'individu à la Polis. Deux mille années plus tard, Hegel annonça la réalisation de la rationalité philosophique dégagée par des siècles de réflexion et de méditation, mais dans et par l'État.

Comment sortir de ces impasses? Comment résoudre ces contradictions?

La *production industrielle* a bouleversé les notions concernant la capacité sociale d'agir, de créer du nouveau, de maîtriser la nature matérielle. La philosophie ne pouvait maintenir sa mission traditionnelle, ni le philosophe sa vocation : définir l'homme, l'humain, la société, le monde et du même coup prendre en charge la création de l'homme par son effort, son travail, sa volonté, sa lutte contre les déterminismes et les hasards. La science et les sciences, la technique, l'or-

ganisation et la rationalisation de l'industrie entraînent en scène. Deux mille ans de philosophie allaient-ils au tombeau? Non. L'industrie apporte des moyens nouveaux. Elle n'a pas sa fin et son sens en elle-même. Elle lance dans le monde des *produits*. La philosophie, œuvre par excellence (avec l'art et les œuvres d'art), dit ce qui est *appropriation* et non maîtrise technique de la nature matérielle, productrice de produits et de valeur d'échange. Au philosophe donc de parler, de *dire le sens* de la production industrielle, à condition de ne pas spéculer sur elle, de ne pas la prendre comme thème en prolongeant l'ancienne manière de philosopher, mais de la prendre comme *moyen pour réaliser la philosophie*, c'est-à-dire le *projet philosophique* de l'homme dans le monde : désir et raison, spontanéité et réflexion, vitalité et mise en forme, domination et appropriation, déterminismes et libertés. La philosophie ne peut se réaliser sans que l'art (comme modèle d'appropriation du temps et de l'espace) ne s'accomplisse pleinement dans la pratique sociale et sans que la technique et la science, en tant que moyens, ne soient pleinement utilisés, sans que se dépasse la condition prolétarienne.

Cette révolution théorique commencée par Marx s'est obscurcie par la suite, la production industrielle, la croissance économique, la rationalité organisatrice, la consommation de produits, devenant fins au lieu de moyens subordonnés à une fin supérieure. Aujourd'hui, *la réalisation de la philosophie* peut reprendre son sens, c'est-à-dire donner un sens à l'histoire comme à l'actualité. Le fil interrompu depuis un siècle se renoue. La situation théorique se débloque et l'abîme se comble entre le total et le partiel ou parcelaire, entre l'ensemble incertain et les fragments trop certains. A partir du moment où la société urbaine révèle le sens de l'industrialisation, ces concepts jouent un rôle nouveau. La révolution théorique continue et la révolution urbaine (le côté révolutionnaire de la réforme urbaine, de la stratégie urbaine) passe au premier plan. La révolution théorique et la transformation politique vont de pair.

La pensée théorique vise la réalisation d'une autre humanité que celle de la société peu productrice (celle des époques de la non-abondance, ou plutôt de la non-possibilité de l'abon-

dance), et que celle de la société productiviste. Dans une société et une vie urbaines délivrées des anciennes limites — celles de la rareté et celles de l'économisme —, les techniques, l'art, les connaissances passent au service de la quotidienneté pour la métamorphoser. Ainsi se définit la réalisation de la philosophie. Il ne s'agit plus d'une philosophie de la ville et d'une philosophie historico-sociale à côté d'une science de la ville. La réalisation de la philosophie donne un sens aux sciences de la réalité sociale. Ceci réfute à l'avance l'accusation de « sociologisme » qui ne manquera pas de survenir contre les hypothèses et les thèses ici exposées. Ni philosophisme, ni scientisme, ni pragmatisme. Ni sociologisme ni psychologisme ni économisme. Ni historicisme. Quelque chose d'autre s'annonce.

Thèses sur la ville, l'urbain et l'urbanisme

1. Deux groupes de questions ont masqué les problèmes de la ville et de la société urbaine, deux ordres d'urgence : les questions du logement et de « l'habitat » (relevant d'une politique du logement et de techniques architecturales) — celles de l'organisation industrielle et de la planification globale. Les premières par en bas, les secondes par en haut ont produit, en le dissimulant à l'attention, un éclatement de la morphologie traditionnelle des villes, alors que se poursuivait l'urbanisation de la société. D'où une contradiction nouvelle s'ajoutant aux autres contradictions non résolues de la société existante, les aggravant, leur donnant un autre sens.

2. Ces deux groupes de problèmes ont été et sont posés par la croissance économique, par la production industrielle. L'expérience pratique montre qu'il peut y avoir croissance sans développement social (croissance quantitative, sans développement qualitatif). Dans ces conditions, les changements dans la société sont plus apparents que réels. Le fétichisme et l'idéologie du changement (autrement dit : l'idéologie de la modernité) couvrent la stagnation des rapports sociaux essentiels. Le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine.

3. Le double processus d'industrialisation et d'urbanisation perd tout sens si l'on ne conçoit pas la société urbaine comme but et finalité de l'industrialisation, si l'on subordonne la vie urbaine à la croissance industrielle. Celle-ci fournit les

conditions et les moyens de la société urbaine. Que l'on proclame la rationalité industrielle comme nécessaire et comme suffisante, l'on détruit le sens (l'orientation, le but) du processus. L'industrialisation produit l'urbanisation d'abord négativement (éclatement de la ville traditionnelle, de sa morphologie, de sa réalité pratico-sensible). Après quoi l'on est à pied d'œuvre. La société urbaine commence sur les ruines de la ville ancienne et de son environnement agraire. Au cours de ces changements, le rapport entre l'industrialisation et l'urbanisation se transforme. La ville cesse d'être le contenant, le réceptacle passif des produits et de la production. Ce qui subsiste et se raffermi de la réalité urbaine dans sa dislocation, le *centre de décision*, entre dès lors dans les *moyens de la production et les dispositifs de l'exploitation du travail social* par ceux qui détiennent l'information, la culture, les pouvoirs de décision eux-mêmes. Seule une théorie permet d'utiliser les données pratiques et de réaliser effectivement la société urbaine.

4. Pour cette réalisation, ni l'organisation de l'entreprise, ni la planification globale, nécessaires, ne suffisent. Un bond en avant de la rationalité s'accomplit. Ni l'État ni l'entreprise ne fournissent les modèles de rationalité et de réalité indispensables.

5. La réalisation de la société urbaine appelle une planification orientée vers les besoins sociaux, ceux de la société urbaine. Elle nécessite une science de la ville (des relations et corrélations dans la vie urbaine). Nécessaires, ces conditions ne suffisent pas. Une force sociale et politique capable de mettre en œuvre ces moyens (qui ne sont que des moyens) est également indispensable.

6. La classe ouvrière subit les conséquences de l'éclatement des morphologies anciennes. Elle est victime d'une ségrégation, stratégie de classe permise par cet éclatement. Telle est la forme actuelle de la situation négative du prolétariat. L'ancienne misère prolétarienne s'atténue et tend à disparaître dans les grands pays industriels. Une nouvelle

misère s'étend, qui touche principalement le prolétariat sans épargner d'autres couches et classes sociales : la misère de l'habitat, celle de l'habitant soumis à une quotidienneté organisée (dans et par la société bureaucratique de consommation dirigée). A ceux qui douteraient encore de son existence comme classe, la ségrégation et la misère de son « habiter » désignent sur le terrain la classe ouvrière.

7. Dans des conditions difficiles, au sein de cette société qui ne peut complètement s'y opposer et cependant leur barre la route, se fraient leur chemin des droits, qui définissent la civilisation (*dans*, mais souvent *contre* la société — *par* mais souvent *contre* la « culture »). Ces droits mal reconnus deviennent peu à peu coutumiers avant de s'inscrire dans les codes formalisés. Ils changeraient la réalité s'ils entraient dans la pratique sociale : droit au travail, à l'instruction, à l'éducation, à la santé, au logement, aux loisirs, à la vie. Parmi ces droits en formation figure le *droit à la ville* (non pas à la ville ancienne mais à la vie urbaine, à la centralité renouvelée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant *l'usage* plein et entier de ces moments et lieux, etc.). La proclamation et la réalisation de la vie urbaine comme règne de l'usage (de l'échange et de la rencontre dégagés de la valeur d'échange) réclament la maîtrise de l'économique (de la valeur d'échange, du marché et de la marchandise) et s'inscrivent par conséquent dans les perspectives de la révolution sous hégémonie de la classe ouvrière.

8. Pour la classe ouvrière, rejetée des centres vers les périphéries, dépossédée de la ville, expropriée ainsi des meilleurs résultats de son activité, ce droit a une portée et une signification particulières. Il représente pour elle à la fois un moyen et un but, un chemin et un horizon ; mais cette action virtuelle de la classe ouvrière représente aussi les intérêts généraux de la civilisation et les intérêts particuliers de toutes les couches sociales d'« habitants », pour qui l'intégration et la participation deviennent obsessionnelles sans qu'ils parviennent à rendre efficaces ces obsessions.

9. La transformation révolutionnaire de la société a pour terrain et pour levier la production industrielle. C'est pourquoi il a fallu montrer que le centre urbain de décision ne peut plus se considérer (dans la société actuelle : le néo-capitalisme ou capitalisme monopolistique lié à l'État) en dehors des moyens de production, de leur propriété, de leur gestion. Seule la prise en charge de la planification par la classe ouvrière et ses mandataires politiques peut modifier profondément la vie sociale et ouvrir une seconde ère : celle du socialisme, dans les pays néo-capitalistes. Jusque-là, les transformations restent en surface au niveau des signes et de la consommation des signes, du langage et du métalangage (discours au deuxième degré, discours sur les discours antérieurs). Ce n'est donc pas sans réserves que l'on peut parler de révolution urbaine. Toutefois, l'orientation de la production industrielle sur les besoins sociaux n'est pas un fait secondaire. La finalité ainsi apportée aux plans les transforme. La réforme urbaine a donc une portée révolutionnaire. Comme au cours de ce xx^e siècle, la réforme agraire qui peu à peu disparaît de l'horizon, la réforme urbaine est une réforme révolutionnaire. Elle donne lieu à une stratégie qui s'oppose à la stratégie de la classe aujourd'hui dominante.

10. Seul le prolétariat peut investir son activité sociale et politique dans la réalisation de la société urbaine. Seul également, il peut renouveler le sens de l'activité productrice et créatrice en détruisant l'idéologie de la consommation. Il a donc la capacité de produire un nouvel humanisme, différent du vieil humanisme libéral qui achève sa course : celui de *l'homme urbain* pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, *appropriation*, valeur d'usage (et non valeur d'échange) en se servant de tous les moyens de la science, de l'art, de la technique, de la domination sur la nature matérielle.

11. Cependant la différence persiste entre *produit* et *œuvre*. Au sens de la production des produits (de la maîtrise scientifique et technique sur la nature matérielle) doit s'ajouter, pour ensuite prédominer, le sens de *l'œuvre*, de *l'appropriation*.

tion (du temps, de l'espace, du corps, du désir). Et cela dans et par la société urbaine qui commence. Or la classe ouvrière n'a pas spontanément le sens de l'œuvre. Il s'est estompé, il a presque disparu avec l'artisanat et le métier et la « qualité ». Où se trouve ce précieux dépôt, le sens de l'œuvre? D'où la classe ouvrière peut-elle le recevoir pour le porter à un degré supérieur en l'unissant à l'intelligence productrice et à la raison pratiquement dialectique? La philosophie et la tradition philosophique entière, d'une part, et d'autre part l'art tout entier (non sans critique radicale de leurs dons et présents) contiennent le sens de l'œuvre.

12. Ceci appelle à côté de la révolution économique (planification orientée vers les besoins sociaux) et de la révolution politique (contrôle démocratique de l'appareil d'État, autogestion généralisée) une révolution culturelle permanente.

Il n'y a pas d'incompatibilité entre ces niveaux de la révolution totale, pas plus qu'entre la stratégie urbaine (réforme révolutionnaire visant la réalisation de la société urbaine sur la base d'une industrialisation avancée et planifiée) et la stratégie visant la transformation de la vie paysanne traditionnelle par l'industrialisation. Bien plus : dans la plupart des pays, aujourd'hui, la réalisation de la société urbaine passe par la réforme agraire et l'industrialisation. Qu'un front mondial soit possible, cela ne fait aucun doute. Qu'il soit impossible aujourd'hui, c'est également certain. Cette utopie, ici comme souvent, projette sur l'horizon un « possible-impossible ». Par malheur ou par bonheur, le temps, celui de l'histoire et de la pratique sociale, diffère du temps des philosophies. Même s'il ne produit pas de l'irréversible, il peut produire du difficilement réparable. L'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, a écrit Marx. Certains pensent aujourd'hui que les hommes ne se posent que des problèmes insolubles. Ils démentent la raison. Toutefois, il y a peut-être des problèmes faciles à résoudre, dont la solution est là, toute proche, et que les gens ne se posent pas.

Paris, 1967 (centenaire du Capital).

2

Espace et politique

Introduction

Lorsqu'un texte veut avoir une portée théorique et qu'il prétend se suffire, c'est que l'auteur a d'abord procédé à un découpage-montage, s'attribuant une parcelle d'un « champ » qu'il cherche à clore. Opération d'appropriation privative assez grossière, toujours suspecte, encore que coutumière et passant pour légitime puisque la propriété privée s'étend aux idées et au savoir ! Plus d'un scientifique devrait s'excuser de mettre des barrières à son jardin pour le cultiver à l'aise. Ici, l'auteur s'excuse parce qu'aucun des articles réunis dans ce volume ne peut se lire sans tenir compte de travaux publiés ailleurs, sur la vie quotidienne, sur l'espace, sur les divers « droits » (le droit à la ville, le droit à la différence), sur la reproduction des rapports (sociaux) de production, etc.

Les recherches concernant la ville et l'urbain renvoient à celles qui concernent l'espace et qui feront l'objet d'un ouvrage (à paraître sous le titre : « La production de l'espace »). Cette théorie de l'espace social enveloppe d'une part l'analyse critique de la réalité urbaine et d'autre part celle de la vie quotidienne ; en effet, le quotidien et l'urbain, indissolublement liés, à la fois produits et production, occupent un espace social généré à travers eux et inversement. L'analyse porte sur l'ensemble des activités pratico-sociales, en tant qu'elles s'enchevêtrent dans un espace complexe, urbain et quotidien, assurant jusqu'à un certain point la reproduction des rapports de production (rapports sociaux). A travers cet espace actuel, sa critique et sa connaissance, s'atteignent le global, la « synthèse ».

Un ensemble dans lequel chaque « article » a une spécificité, portant à un certain niveau sur un certain aspect ou élément,

se construit ainsi. Cet ensemble n'a rien d'un système ou d'une « synthèse » au sens classique, malgré la connexion de ses éléments et aspects. Son sens? Son but? Ce n'est pas de montrer une cohérence ou cohésion, mais de chercher, par tâtonnements, où peut se situer dans l'espace et le temps le *point de non-retour* et de *non-recours* à l'échelle non pas des individus ou des groupes, mais globale. Ce moment ne relève plus de la pensée historisante ou d'une théorie classique des crises; il n'en serait pas moins crucial : métamorphose ou autodestruction (l'un n'excluant pas l'autre). Ce serait le moment où cesserait la reproduction des rapports de production existants, soit que la dégradation et la dissolution l'emportent, soit que de nouveaux rapports se produisent, déplacent et remplacent les anciens. La possibilité d'un tel moment (perspective qui ne coïncide pas exactement avec la théorie habituelle de la révolution) définit une hypothèse stratégique. Ce n'est pas une certitude acquise, positivement établie. Elle n'exclut pas d'autres possibilités (la destruction de la planète, par exemple).

Hantés par ce moment, beaucoup s'emploient à le reculer, à l'écarter, à exorciser par la magie idéologique les images évoquées. Des conciles se réunissent, pour discourir gravement et entretenir les représentations (idéologies) qui masquent les véritables échéances. En effet, la pollution, l'environnement, l'écologie et les éco-systèmes, la croissance et sa finalité, fragmentent et masquent les problèmes de l'espace. D'autres, par contre, appellent de leurs vœux un instant fatidique; ils voudraient hâter le destin en l'aggravant, nihilistes mus par ce qu'ils nomment « pulsion de mort ». Peut-être le meilleur choix, pour une réflexion qui se voudrait savoir et acte, consiste-t-il à ne pas céder au catastrophisme, à déterminer un point d'attaque, limité mais assez précis, engageant une tactique et une stratégie de la pensée.

Ici, on essaie de ne pas dramatiser la situation, et de ne pas la dé-dramatiser en la stérilisant. Il se peut que le moment de non-retour approche, qu'il faille s'y préparer. Les forces de destruction ne se décrivent plus; elles n'ont plus, comme l'écrit dans *Opus* (juin 1972) Jean-Clarence Lambert, ni nom ni visage. Elles sont Système, le seul, celui de la

négarion et de la mort sous une apparence positive, qui attaque l'existence en elle-même, jusque dans ses profondeurs. Parfois, dans la prospérité que connaît la France capitaliste, on a envie de crier : « Alerte ! La révolution ou la mort... ». Ce qui ne signifie pas : « Mourons pour la révolution », mais au contraire : « Si vous ne voulez pas que nous mourions, faites la révolution, vite, totalement. » Cette révolution mondiale et totale devrait mettre fin au pouvoir, à ce pouvoir qui domine les êtres humains et l'être de « l'homme » sans dominer aucune des forces qui sortent d'eux et se retournent contre eux : ni la technique, ni la démographie, ni l'espace ! Sur qui s'exerce-t-il ? Sur ceux qui pourraient s'approprier ces forces devenues étrangères, ces réalités mortelles. Il n'y a pas d'abus de pouvoir, car toujours et partout le pouvoir abuse. La révolution totale devrait mettre fin à ce *pouvoir abstrait* qui passe pour utiliser des moyens en vue d'une fin inconnue, alors qu'il est devenu sa propre fin. Cette révolution lui mettrait fin en lui substituant des *pouvoirs*, ceux de l'appropriation et de la ré-appropriation. L'idée de *subversion* complète celle de *révolution*. Elle vise la destruction de la politique, car tout pouvoir étatique est destructeur. A regarder de près, le premier objectif assignable, c'est d'abord la *limitation* du pouvoir. Pour l'obtenir, la menace de sa totale destruction est indispensable. Ainsi l'Église ne laissa limiter ses ambitions que devant l'athéisme menaçant et par lui. Le scientisme, le technicisme ne reculent pas devant la critique philosophique mais devant l'occultisme, la magie. Les « droits nécessaires, de « l'habeas corpus » au droit à la ville, ne suffisent plus. Il faut aussi que l'urbain se fasse menaçant.

Cette révolution totale et planétaire, économique, démographique, psychique, culturelle, etc., est par excellence, aujourd'hui, l'impossible-possible (la possibilité, la nécessité et l'impossibilité !). Rien de plus proche, de plus urgent. Rien de plus fuyant, de plus lointain. L'idée de la révolution renvoie du mondial à la conjoncture, du total à la pratique immédiate, c'est-à-dire à l'existence d'une énorme majorité, silencieuse ou non, de gens qui adhèrent au présent et vont jusqu'à accepter le millénarisme, parce qu'il renvoie à plus tard l'éventualité d'une catastrophe. Après nous le néant !

Ainsi, les gens « concernés », comme on dit, balancent entre le ton jovial de l'optimisme forcé et le nihilisme radical, en reportant les échéances.

Au centre, désigné ici et ailleurs, se trouve la *re-production des rapports de production*, processus qui se déroule sous les yeux de chacun, qui s'accomplit en chaque activité sociale, y compris les plus indifférentes en apparence (les loisirs, la vie quotidienne, l'habiter et l'habitat, l'utilisation de l'espace) et qui n'a pas encore été l'objet d'une étude globale. Il était inhérent à la pratique sociale et inaperçu comme tel. Il l'emporte (jusques à quand?) sur les raisons et causes de dissolution. Les parcelles découpées dans ce vaste « champ » par les spécialités — économie politique, sociologie, démographie, etc., — impliquaient le global et le laissaient dans l'ombre, champ aveugle. L'analyse critique de la globalité ainsi atteinte (qui ne peut s'appeler « système » au sens habituel) ne se trouve pas ici. Toutefois, les articles de ce recueil ne portent pas sur des aspects négligeables, bien que partiels, du processus global. Ils présentent des étapes de la découverte. Ils s'insèrent, à un certain niveau, avec une spécificité déjà mentionnée, dans l'ensemble théorique et dans la réalité saisie de façon critique.

L'habiter ne se réduit à une fonction assignable, isolable et localisable, *l'habitat*, qu'au nom d'une pratique dont *le Droit à la ville* détermina les raisons (I^{re} partie). Le lecteur retrouvera ici ces raisons, reconsidérées, approfondies peut-être : l'action de la bureaucratie étatique, l'aménagement de l'espace selon les exigences du mode de production (capitaliste), c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production. Un aspect important, peut-être essentiel, de cette pratique apparaîtra : la fragmentation de l'espace pour la vente et l'achat (l'échange), en contradiction avec la capacité technique et scientifique d'une production de l'espace social à l'échelle planétaire. En conséquence, on pourra trouver ici l'analyse critique d'une procédure courante et désastreuse. On fait correspondre ponctuellement (point par point) les besoins, les fonctions, les lieux, les objets sociaux, dans un espace supposé neutre, indifférent, objectif (innocemment); après quoi on met en place des

liaisons. Procédure qui a un rapport évident avec la fragmentation de l'espace social, jamais explicitée comme telle, la théorie de la correspondance ponctuelle entre les termes (fonctions, besoins, objets, lieux) aboutit à des *projets* qui paraissent clairs et corrects parce que projections visuelles sur le papier et sur le *plan* d'un espace truqué au départ. La fragmentation se traduit en une fausse analyse, non critique, qui se croit précise parce que *visuelle*, des lieux et localisations. Une analyse plus poussée et surtout plus concrète modifie des termes qui semblaient positifs, « opératoires »; et qui le sont, dans un certain « cadre ». Cette analyse dégage une opération véritablement spécifique. Il ne s'agit pas de *localiser* dans l'espace pré-existant un besoin ou une fonction, mais au contraire de *spatialiser* une activité sociale, liée à une pratique dans son ensemble, en *produisant* un espace approprié.

Qu'est-ce donc que *l'architecture*? On en discute beaucoup, depuis longtemps : depuis que l'architecte existe, donc l'architecture comme métier, dans la division du travail. Serait-ce un art? Cette définition ne tente plus que ceux qui aiment à dessiner des façades, qui s'obstinent à soigner les moulures, à savamment répartir des matériaux et à sculpter agréablement des volumes. Il y en a. Serait-ce une technique? Dans ce cas, l'ingénieur supplante l'architecte, ingénieur du béton ou spécialiste des voiries. Serait-ce une science? Dans cette hypothèse, il conviendrait de construire une méthodologie, une épistémologie, un « corpus » doctrinal. Or la stérilité de cette hypothèse est manifeste. A supposer qu'on l'établisse, ce « corpus » se suffira à lui-même, sans autre efficacité que sa transmission. L'architecture ne peut se concevoir que comme une pratique sociale figurant avec d'autres (par exemple la médecine) dans l'ensemble pratique qui porte et que supporte la société actuelle (le mode de production), liaison à discerner. Le médecin fait appel à plusieurs sciences, peut-être à toutes, et se sert de multiples techniques. La médecine ne peut donc constituer une science particularisée, spécifiée, puisqu'elle emprunte des connaissances à la physique, à la biologie, à la physiologie, aux mathématiques comme à la sémiologie et à la sociologie.

Elle comprend de nombreuses spécialités. Elle s'étend d'un côté à la diététique, à l'hygiène, au contrôle des activités les plus « normales » comme le sport, à la médecine préventive : et d'un autre à la médecine dite mentale, ce qui ne simplifie pas l'affaire. Le médecin utilise consciemment ou non des concepts très généraux, relevant de la philosophie : le normal et l'anormal, la santé et la maladie, l'équilibre et le déséquilibre, le système (nerveux, glandulaire, etc.). Ces concepts justifient une réflexion théorique et cependant une épistémologie médicale semble difficile et peu utile. Les médecins oscillent entre l'emploi des ordinateurs pour traiter les données, et le « flair » de l'omnipraticien qui connaît personnellement ses malades; quel que soit son choix, le médecin ne réduit pas facilement le savoir à une étroite spécialité; cependant il se spécialise presque toujours et de plus en plus; s'il morcelle son « champ » d'expériences et d'applications, il lui faut restituer le global, le corps, l'organisme, le rapport avec le « milieu », l'unité vivante de l'être humain en société. Et inversement. Enfin, qui dira que la médecine et les médecins ne subissent en rien l'influence du capitalisme? Qu'il y ait une pratique médicale capitaliste et une autre, non capitaliste, « sociale » ou « socialiste », cela ne fait aucun doute. Cependant, en tant que pratique, la médecine a précédé le capitalisme; elle se prolongera après lui, quelle qu'en soit la fin. Il n'est pas certain que les rapports de production capitalistes stimulent la recherche et l'efficacité médicales en leur donnant l'impulsion et l'orientation adéquates; il n'est pas davantage certain qu'ils les bloquent. En particulier, la biologie et la biochimie font, semble-t-il, des pas de géant, non sans ajouter à une liste de menaces déjà impressionnante d'autres risques, d'autres inquiétudes, d'autres échéances. Comment la médecine peut-elle s'arracher à cette emprise, trouver de meilleures formes de recherche et d'action? La question se pose, avec plus ou moins d'acuité. La réponse n'est pas certaine, les solutions ne sont pas évidentes.

De même l'architecture et l'architecte. La pratique architecturale date d'avant le capitalisme, bien entendu. Elle

se soumettait alors (comme l'urbanisme dont elle ne se distinguait pas) aux ordres des despotes éclairés (plus ou moins). L'architecte, artiste autant que savant, acceptait une importante donnée : la monumentalité, l'importance de l'édifice religieux ou politique et sa priorité par rapport à *l'habiter*. Avec la période industrielle, l'architecture se dégage de ces contraintes religieuses et politiques, mal. Elle tombe dans l'idéologie, celle des fonctions — appauvries; celle des structures homogènes, celle des formes glacées, Aujourd'hui, après les révolutions de l'ère industrielle, l'architecture aborde difficilement l'ère urbaine. L'architecte, lui aussi, fait appel à toutes les sciences : mathématiques, informatique, physique, chimie, économie politique, voire sémiologie, psychologie, sociologie. Comme le médecin, il met en action un savoir encyclopédique; et cependant sa pratique reste déterminée, limitée de toutes parts. Il se situe mal entre l'ingénieur et le dessinateur; il trouve mal son lieu entre les promoteurs, les usagers, les bailleurs de fonds, les autorités. S'il a une activité spécifique dans la division du travail (social), le produit de ce travail n'apparaît pas bien spécifié. Il dispose, lui aussi, de quelques concepts très généraux (inventoriés avec soin : l'échelle, les proportions, le « parti », etc.) qui justifient une réflexion proche de la philosophie mais ne se suffisent pas et ne suffisent pas à constituer un corps doctrinal. Enfin l'architecture diffère de la peinture, de la sculpture, des arts, en ce qu'ils ne se relient à la pratique sociale qu'indirectement et par médiations; tandis que l'architecte et l'architecture ont une relation immédiate avec l'habiter comme acte social, avec la construction comme pratique.

L'architecte, producteur d'espace (mais jamais seul) opère sur un espace spécifique. Et d'abord il a devant lui, sous ses yeux, sa planche à dessin, sa feuille blanche. Le tableau noir, bien entendu, n'a pas un effet très différent. Cette feuille de papier à dessin, qui ne la prend pour un simple miroir, et pour un miroir fidèle? Alors que tout miroir est trompeur et que d'ailleurs cette feuille blanche est plus et autre chose qu'un miroir. L'architecte l'utilise pour ses *plans*, mot à prendre dans toute sa force : surface

plate, sur laquelle un crayon plus ou moins leste et adroit laisse des traces que l'auteur prend pour la re-production des choses, du monde sensible, alors qu'en fait cette surface impose un décodage-recodage du « réel ». L'architecte ne peut, comme il le croit aisément, *localiser* sa pensée et ses perceptions sur la planche à dessin, y *visualiser* les choses (besoins, fonctions, objets) en les *projetant*. Il confond *projection* et *projet* dans une idéalité confuse, qu'il croit « réelle » et même rigoureusement conçue, parce que les procédés de codage-décodage par le dessin sont habituels et traditionnels; que, dès lors, ils lui échappent. La feuille, sous la main, devant les yeux du dessinateur, est blanche, aussi blanche que plate. Il la croit neutre. Il croit que cet espace neutre, qui reçoit passivement les traces de son crayon, correspond à l'espace neutre du dehors, qui reçoit les choses, point par point, lieu par lieu. Quant au « plan », il ne reste pas innocemment sur le papier. Sur le terrain, le bulldozer réalise des « plans ».

Et voilà et comment et pourquoi le dessin (et par là il faut entendre aussi le « design ») n'est pas seulement une habileté, une technique. C'est un mode de représentation, un *savoir-faire* stipulé, codifié. Donc un *filtre*, sélectif par rapport à des contenus, éliminant telle ou telle part du « réel », remplissant à sa manière les lacunes du texte. Circonstance aggravante : ce filtrage va plus loin qu'une spécialisation idéologique ou que l'idéologie d'une spécialité. Il risque d'occulter la demande sociale.

Qu'est-ce qu'un code? Qu'est-ce qu'un codage-décodage? Disons rapidement qu'en dehors de quelques cas grossiers (le code de la route) un code ne consiste pas en un système de règles préfabriquées. Tout code définit un espace centré en ouvrant un horizon autour d'un texte (message), en le déployant et par conséquent en le cernant, en le fermant. Ce texte peut être pratico-sensible et social, donc pas toujours et pas forcément écrit. Les images aussi se codent et se décodent! La complexité des opérations qu'ils effectuent échappe aux lecteurs, comme celle du langage et de sa production aux locuteurs. L'« agent » (ici le dessinateur) se croit dans la seule pratique. Il se figure re-produire alors

qu'il produit! Il saute par-dessus les intermédiaires, allant d'un résultat à un autre résultat. Tout codage apporte une mise en perspective et la « production » d'un certain sens, qui se substitue au texte donné et peut soit l'appauvrir, soit le valoriser en l'enrichissant. D'où l'ambiguïté. Le codage-décodage implique un effet ou des effets de mirage, car la structure formelle d'un code n'apparaît qu'au moment où décline la production, où s'estompe l'apparition du sens. Le code formulé n'en est plus que l'ombre! Un code, disent aujourd'hui les sémiologues les plus subtils, c'est une voix et une voie : à partir du « texte » — du message — plusieurs possibilités, des choix, des paroles diverses, une pluralité, un tissu plutôt qu'une ligne. Donc, un certain « travail » sur le texte (message) qui produit du sens en partant d'ébauches, de fragments, ce qui entraîne un mouvement complexe : valorisations et dévalorisations, avances butant contre des obstacles, avec du « fading ». Chaque codage serait un schéma proposé, repris, abandonné, toujours à l'état d'ébauche, qui engendre un sens parmi bien d'autres. La main cherche, le crayon hésite. La main croit reproduire et elle substitue. Elle obéit à une voix qui parle, qui dit la chose et l'interprète, en croyant la saisir. La voix la main, l'instrument, croient « exprimer » (reproduire) alors qu'ils agissent, alors qu'ils « produisent », mais que le produit de ce travail n'a pas les qualités et les propriétés que lui attribue l'auteur. Il fait autre chose que ce qu'il dit et croit faire.

Plus d'un bon dessinateur aura du mal à se reconnaître dans cet ironique tableau de son « vécu » professionnel. Pourtant, le dessin comporte de toute évidence un risque, celui d'une substitution aux objets et surtout aux gens, aux corps, à leurs gestes et actes, de graphismes. Il est *réducteur* même s'il ne l'est pas pour le dessinateur, au cours de son action. Avec le « design », la forme signifie la fonction, et la structure n'a plus qu'à incorporer dans une matière traitée de façon rentable cette relation « signifiant-signifié ». La distance entre ces trois termes : la fonction, la forme, la structure, qui permit autrefois de les réunir dans une unité organique et non visible comme telle, cette distance a été

réduite. Les signes des objets donnent lieu à des signes de signes, à une *visualisation* de plus en plus poussée, où la limite s'atteint lorsque les immanquables figurines entrent en scène, chargées « d'animer » l'espace. Ces immobiles signifiants de la mobilité, de l'activité, en disent le meurtre symbolique. Ils font passer le procédé — codage et décodage — en l'occultant. Ils doivent servir à le dénoncer en mettant fin à deux mythes : l'expression re-production et la création merveilleuse.

La lisibilité passe pour une grande qualité et ce n'est pas faux mais on oublie que toute qualité a sa contrepartie et ses défauts. Quel que soit le codage, la lisibilité se paie d'un prix très élevé : la perte d'une partie du message, de l'information ou du contenu. Cette perte est inhérente au mouvement qui tire du chaos des faits sensibles un sens, un seul. L'émergence de ce sens brise le réseau, souvent très fin et richement désordonné dont est partie l'élaboration. Elle achève de l'effacer en *construisant autre chose*. Il y a donc partout piège de la lisibilité surtout quant « l'auteur », ici l'architecte, croit tenir face à face et bien en main la « chose » dont il est parti, à savoir l'habiter. Alors qu'il lui a substitué l'habitat ! La lisibilité visuelle est encore plus traîtresse et mieux piégée (il faudrait écrire : piégeante) que la lisibilité graphique, celle de l'écriture. Toute lisibilité vient d'une pauvreté : de la redondance. La richesse du texte et de l'espace ne va jamais avec la lisibilité. Aucune poésie, aucun art n'obéit à ce simple critère. A la limite, le lisible, c'est le blanc, le plus pauvre des textes !

Piégée-piégeante, la lisibilité cache ce qu'elle omet et que décèle un « lecteur » plus attentif, analytique et critique. L'homologie (homogénéité) de tous les espaces représentés et reportés sur les surfaces, n'est-ce pas la plus efficace des idéologies réductrices ? Idéologie fort utile à la reproduction des rapports sociaux existants, transportés dans l'espace et la *re-productibilité* des espaces !...

Il va de soi qu'un tel code ne reste pas dans les bornes étroites du savoir-faire individuel. Il devient affaire de métier. A ce titre, il entre dans le travail social et dans la division sociale du travail. Donc, il se transmet et s'enseigne en se

perfectionnant. Il se change en tradition et en pédagogie. Le code visuel, peu ou mal formulé comme tel, a été la base de l'enseignement du dessin, des beaux-arts, de l'architecture pendant une longue période. Contesté, il n'a pas perdu toute influence; il se perpétue comme savoir-faire pédagogique, le seul solide (pas seulement en France : en Italie, même processus, et sans doute ailleurs).

L'architecte ne peut se contenter de dessiner et ne peut pas se dispenser de consulter oralement (par la parole) les autres agents de cette production, l'espace. Et d'abord l'usager; mais aussi le bureaucrate, le politique, le financier, et ainsi de suite. A tel point qu'une tendance se fait jour qui présente l'architecte comme un « homme de la parole », et non plus comme un homme du dessin, selon la tradition. Thèse intéressante et contestable, car elle oublie la problématique générale de l'espace (de sa production) pour ne retenir, d'une problématique particulière, celle de l'architecture, que le souci de légitimer la profession. De plus, chacun sait que pour l'usager et pour l'architecte, ni les « signifiants » ni les « signifiés » ni leurs enchaînements ne coïncident.

La problématique générale de l'espace exige que l'on aborde autrement les questions particulières, par exemple celle de la profession. Elle la subordonne aux questions générales. Elle rejette la séparation entre l'architecte et l'urbaniste. Se partageant l'espace, le partageant avec les autres « agents », y compris les propriétaires, ils le découpent, ils le morcellent, chacun à sa manière; et la fragmentation dès lors paraît théoriquement justifiée. A chacun son niveau, son échelle d'intervention. Dès lors, le global s'échappe et fuit. Chacun opère sur un espace abstrait, à son niveau, à son échelle, l'architecte dans le micro et l'urbaniste dans le macro. Alors que le problème, aujourd'hui, c'est de surmonter ces fragmentations, étant donné leurs pitoyables résultats; c'est par conséquent de déterminer la jonction, l'articulation de ces deux « niveaux », le micro et le macro, l'ordre proche et l'ordre lointain, le voisinage et la communication.

Ne serait-ce pas à cette échelle, précisément, qu'aujourd'hui

d'hui peut intervenir la pensée et se situer l'invention? Au niveau inférieur, celui de l'immeuble, tout a été dit, redit, trituré. Le niveau supérieur appartient pour le moment aux constructeurs d'autoroutes, aux ingénieurs des voies et voiries. De l'espace urbain, trop complexe, l'exploration commence; il est trop tôt pour rendre opératoires les concepts. Beaucoup de recherches se perdent dans le gigantisme en grossissant ou grandissant l'immeuble (Soleri, Aldo Rossi, etc.). La plupart des architectes aujourd'hui célèbres n'ont pas rompu avec la monumentalité. Ils tentent un compromis entre le monument et le bâtiment. Certains, par contre, dispersent en unités éphémères, en atomes et flux d'habitations, l'espace social. Au niveau intermédiaire se situe ce qui peut se penser et se projeter. En témoignent les projets et les recherches de Constant, de Ricardo Bofill, les études de Mario Gaviria en Espagne, etc. Le niveau inférieur, c'est celui du village, du quartier. Le niveau « macro » est celui de l'urbain. Entre les deux, au point d'attaque, la population, pour laquelle on pourrait tenter actuellement la production d'un espace *approprié*, se situerait entre dix et vingt mille habitants. Pour le moment — comme étape! A cette échelle, le « droit à la ville » peut intervenir d'une façon opératoire et stimuler la recherche.

Que l'urbanisme n'ait pu se constituer ni en science ni en pratique et n'ait réussi qu'à « s'instituer » (à devenir institution) en répandant d'épais nuages idéologiques, qui peut encore s'en étonner? L'urbanisme ne pouvait se délivrer de l'idéologie régnante et contraignante qu'avec une pensée critique particulièrement éveillée; or, cette pensée critique, après quelques moments d'espoirs vite déçus (il y a une quinzaine d'années), n'a pu que se retourner contre l'urbanisme.

S'il est vrai que les mots et concepts : « ville », « urbain », « espace », correspondent à une réalité globale (qui ne se confond avec aucun des niveaux définis plus haut) et ne désignent pas un aspect mineur de la réalité sociale, le *droit à la ville* se réfère à la globalité ainsi visée. Ce n'est pas un droit naturel, certes, ni contractuel. En termes aussi « positifs » que possible, il signifie le droit des citoyens-citadins,

et des groupes qu'ils constituent (sur la base des rapports sociaux) à figurer sur tous les réseaux et circuits de communication, d'information, d'échanges. Ce qui ne dépend ni d'une idéologie urbanistique, ni d'une intervention architecturale, mais d'une qualité ou propriété essentielle de l'espace urbain : la centralité. Pas de réalité urbaine, affirmons-nous ici et ailleurs, sans un centre : sans un rassemblement de tout ce qui peut naître dans l'espace et s'y produire, sans rencontre actuelle ou possible de tous les « objets » et « sujets ».

Exclure de *l'urbain* des groupes, des classes, des individus, c'est aussi les exclure de la civilisation, sinon de la société. Le *droit à la ville* légitime le refus de se laisser écarter de la réalité urbaine par une organisation discriminatoire, ségrégative. Ce droit du citoyen (si l'on veut ainsi parler : de « l'homme ») annonce l'inévitable crise des centres établis sur la ségrégation et l'établissant : centres de décision, de richesse, de puissance, d'information, de connaissance, qui rejettent vers les espaces périphériques tous ceux qui ne participent pas aux privilèges politiques. Il stipule également le droit de rencontre et de rassemblement ; des lieux et objets doivent répondre à certains « besoins » généralement méconnus, à certaines « fonctions » dédaignées et d'ailleurs transfonctionnelles : le « besoin » de vie sociale et d'un centre, le besoin et la fonction ludiques, la fonction symbolique de l'espace (proches de ce qui se trouve en deçà comme au delà des fonctions et besoins classés, de ce qui ne peut s'objectiver comme tel parce que figure du temps, qui donne par là prise à la rhétorique et que les poètes seuls peuvent appeler par son nom : le désir).

Le droit à la ville signifie donc la constitution ou reconstitution d'une unité spatio-temporelle, d'un rassemblement au lieu d'une fragmentation. Il n'abolit pas les confrontations et les luttes. Au contraire ! Cette unité pourrait se nommer selon les idéologies : le « sujet » (individuel et collectif) dans une morphologie externe qui lui permette d'affirmer son intériorité — l'accomplissement (de soi, de « l'être ») — la vie — le couple « sécurité-bonheur », déjà défini par Aristote comme finalité et sens de la « polis ».

Dans tous ces cas, sous tous ces noms, les philosophes ont annoncé et aperçu de loin la reconstitution de ce qui a été fragmenté, dissocié, disséminé, au cours de l'histoire sociale. Ayant défini le but, ils ont mal déterminé ses *conditions*, dont les unes sont politiques (en impliquant dans ce terme la critique de toute politique) et d'autres sont morphologiques, spatio-temporelles.

Le droit à la ville ainsi formulé implique et applique une connaissance qui ne se définit pas comme « science de l'espace » (écologie, géopolitique, ékistique, aménagement, etc.) mais comme connaissance d'une *production*, celle de l'espace.

Au temps de Marx, la science économique se perdait dans l'énumération, la description, la comptabilisation des objets produits. A l'étude des choses, Marx substitua l'analyse critique de l'activité productrice des choses. Reprenant l'initiative des grands économistes (Smith, Ricardo) en y joignant l'analyse critique du mode de production (capitaliste), il porta la connaissance à un niveau supérieur. Une démarche analogue s'impose aujourd'hui en ce qui concerne l'espace.

La science de l'espace se cherche vainement depuis des années. Elle ne se trouve pas. Elle se disperse et se perd en considérations variées sur ce qu'il y a dans l'espace (les objets, les choses), ou sur l'espace abstrait (vidé d'objets, géométrique). Au mieux, cette recherche décrit des fragments d'espace, plus ou moins remplis. Ces descriptions de fragments sont elles-mêmes fragmentaires, selon les cloisonnements des sciences spécialisées (géographie, histoire, démographie, sociologie, anthropologie, etc.). Une telle « science » se disperse donc en découpages et en représentations de l'espace, sans jamais découvrir une pensée qui reconnaisse, comme dit Hegel (cf. *Phil. droit.*, sect. 189) à propos de l'économie politique, dans la masse infinie des détails, les principes de l'entendement qui règne dans un domaine.

De cette différence entre « science de l'espace » et connaissance de la production de l'espace, la portée et le sens seront indiqués ailleurs. D'où le renvoi mentionné précédemment et de nouvelles excuses au lecteur.

Le droit à la ville, pris dans toute son ampleur, apparaît

aujourd'hui comme *utopien* (pour ne pas dire péjorativement : utopiste). Et cependant ne faut-il pas l'inclure dans les impératifs, comme on dit, des plans, projets, programmes? Le coût peut en paraître exorbitant, surtout si l'on comptabilise ces coûts dans les cadres administratifs et bureaucratiques actuels, par exemple en les portant aux comptes des « communautés locales ». Il est clair que seul un grand accroissement de la richesse sociale, en même temps que de profondes modifications aux rapports sociaux eux-mêmes (au mode de production) peut permettre l'entrée dans la pratique du droit à la ville et de quelques autres droits du citoyen et de l'homme. Un tel développement suppose une orientation de la croissance économique, qui ne porterait plus en elle sa « finalité », et ne viserait plus l'accumulation (exponentielle) pour elle-même, mais servirait des « fins » supérieures.

En attendant mieux, on peut supposer que les coûts sociaux de la négation du droit à la ville (et de quelques autres), en admettant qu'on puisse les chiffrer, seront beaucoup plus élevés que ceux de leur réalisation. Estimer la proclamation du droit à la ville plus « réaliste » que son abandon, ce n'est pas un paradoxe.

Il est entendu (implicitement) que ce petit livre, et ceux qui l'accompagnent ou le suivent, n'annule pas les précédents, si ce n'est de façon dialectique : il les reprend en essayant de les porter à un niveau plus élevé. Des discours d'un certain type (analytique) se changent ici en discours d'un autre type présumé supérieur. Les concepts, autrefois situés dans des espaces *abstrait*s parce que *mentaux*, se situent maintenant dans des espaces *sociaux* et par rapport aux *stratégies* qui se déploient et se confrontent planétairement. Le mental ne peut se séparer du social, et ne l'a jamais été que dans des représentations (idéologiques). Dans la philosophie classique, le « sujet » et l'« objet » restaient l'un hors de l'autre, l'un devant l'autre. Ils se rejoignaient dans les gouffres de l'Absolu, de l'Identité originelle ou terminale. Aujourd'hui, le mental et le social se retrouvent dans la pratique : dans l'espace conçu et vécu.

L'espace *

1. L'exposé qui suit se situe au niveau théorique. Il va dans la ligne de la philosophie bien que ce ne soit pas celle de la philosophie spéculative, dogmatique et systématisée. De cette philosophie classique il retient le souci de définir des perspectives et des connaissances à l'échelle globale. Comme ces connaissances ne sont plus séparées de la pratique, il s'agit de *métaphilosophie*.

Cet exposé pourrait se dire « interdisciplinaire » au sens d'une critique des disciplines parcellaires. Il évite l'empirisme descriptif, mais ne comporte pas de concept opérationnel. Au contraire, il tentera de montrer comment tel concept opératoire pose des questions : « pour qui ? par qui ? dans l'intérêt de qui ? ».

2. Il y a plusieurs méthodes, plusieurs approches en ce qui concerne l'espace, et cela à différents niveaux, de réflexion, de découpage de la réalité objective. Par exemple, il n'est pas impossible d'étudier ce que certains appellent le biotope ; il n'est pas impossible d'étudier l'espace perçu, à savoir celui de la perception courante à l'échelle de l'individu et de son groupe, la famille, le voisinage, en y comprenant ce qu'on appelle « l'environnement » (Umwelt).

Cette étude psychologique et sociologique peut porter sur le corps et les gestes, sur l'image du corps et l'espace du voisinage. Certains de ces aspects intéresseraient l'architecture et l'urbanistique, par exemple, les questions concernant la latéralisation de l'espace. Comment y distinguer, y

* *Séminaires sur l'espace*, Nanterre, Oxford, etc., 1972.

indiquer des symétries, des dissymétries? Comment y construire une gauche et une droite, un haut et un bas, correspondant aux gestes, aux mouvements, aux rythmes du corps?

On peut élaborer une sémantique des discours sur l'espace. On pourrait concevoir aussi une sémiologie de l'espace, partie d'une sémiotique générale. Tout espace est-il signifiant? Et si oui, de quoi? Plus précisément, tout espace ou fragment d'espace ne serait-il pas un texte social, lui-même contexte de textes spécifiés, c'est-à-dire écrits : inscriptions, affiches, etc. De sorte qu'il faudrait ou retrouver ou construire les codes de ces divers messages pour les décrypter.

Dans cette perspective, l'espace apparemment insignifiant, c'est-à-dire neutre, ne signifierait-il pas d'abord son insignifiance, son caractère vide, et ensuite, à travers cette neutralité, ce vide apparent, *quelque chose* au niveau de la société entière, c'est-à-dire la société néo-capitaliste? A ce niveau, ne serait-ce pas l'unité elle-même de cette société, sa globalité, qui apparaîtraient au sein de telle « réalité » spatiale apparemment disjointe et séparée, par exemple une ville nouvelle?

3. L'intérêt théorique général de ces recherches, la gestuelle et la latéralisation de l'espace, la sémiologie et la lecture des espaces, c'est de montrer comment et pourquoi, aujourd'hui et maintenant, les sens deviennent immédiatement et directement théoriciens, comme l'a dit Marx (*Manuscrits de 1844*).

Dans cette perspective, le rapport de la théorie à la pratique n'est pas celui d'une abstraction transcendante à une immédiateté ou à un « concret » antérieur. L'abstraction théorique est déjà dans le concret. Il faut l'y déceler. Au sein de l'espace perçu et conçu, il y a déjà l'espace théorique et la théorie de l'espace.

4. Une méthode prétendument scientifique consiste à poser ou à supposer un système et une logique préexistants; elle affirme que l'objet étudié doit se situer au sein d'une totalité présupposée.

Or on n'a pas le droit de postuler un système déjà existant, par exemple un système social, ou un système spatial, ou un système urbain, pour y insérer des éléments partiels dont la rationalité (ou l'irrationalité) découlerait de cette supposition, se déduirait de l'ensemble. On n'a pas plus le droit de présupposer un système social ou politique, théorique ou idéologique, qu'une logique préexistante. En effet, c'est attribuer à cette société, la société néo-capitaliste, une cohérence déjà atteinte, une cohésion déjà effectuée. S'il y a système, il faut le découvrir et le montrer au lieu d'en partir. Si l'on part d'une telle hypothèse, on s'installe dans une tautologie dissimulée, car on ne fait que déduire les conséquences de la présupposition. De même pour la logique. S'il y a quelque part une logique et même une logique concrète, par exemple celle d'une stratégie, il faut aussi la découvrir, la spécifier en tant qu'elle diffère de telle ou telle autre logique concrète. La supposer, par exemple poser une logique du capitalisme, une logique de la marchandise, une logique de la survie, c'est raisonner par analogie avec telle démarche déjà effectuée, visant la cohésion et censée l'avoir atteinte.

Pourquoi ces préalables? Parce qu'il est possible que l'espace joue un rôle ou une fonction décisive dans l'établissement d'une totalité, d'une logique, d'un système; précisément alors on ne peut le déduire de ce système, de cette logique, de cette totalité. Il faut au contraire montrer sa fonction dans cette visée (pratique et stratégique).

5. De même, s'il y a un « point de vue de classe », il est impossible méthodologiquement d'en partir; il faut y arriver. Partir du « point de vue de classe » et le présupposer à la manière d'un système opposé au système existant, c'est rejeter le savoir existant comme faisant partie du système et construire un autre « système » sur la dénégation de ce savoir, et cependant en utilisant ses éléments, ses fragments, sa terminologie, ses mots et ses concepts. Ici, il y a dilemme; si nous sommes enfermés dans un certain système, nos mots et nos concepts en font partie. Le projet de le briser théoriquement et pratiquement est vain. S'il y avait un tel système,

aussi fort, aussi prégnant que certains le supposent, la protestation et la contestation n'auraient aucun sens.

Quant au projet de sortir d'un système de classe pour un autre système de classe, il implique l'idée de bondir d'un dogmatisme dans un autre dogmatisme par un saut véritablement prodigieux.

6. Cet exposé part donc d'une problématique définie, c'est-à-dire qu'il ne part pas d'une définition particulière, pas plus que d'une problématique indéfinie et trop générale portant sur la conscience, la culture, l'idéologie, etc. Il s'agit de la problématique de l'espace. Toutefois, on ne pose pas la question : « qu'est-ce que l'espace? », question qui se poserait au mathématicien ou peut-être au métaphysicien. Qu'il n'y ait pas de malentendu à ce sujet. Il s'agit au départ de l'espace vécu, en liaison avec la pratique sociale. La problématique qui se pose à partir de cet espace comprend un ensemble de problèmes partiels ayant tous un trait qui les rapproche : la « spatialité ».

a. quel est le statut théorique de la notion de l'espace? Quel est le rapport entre l'espace mental (perçu, conçu, représenté) et l'espace social (construit, produit, projeté, donc notamment l'espace urbain), c'est-à-dire entre l'espace de la représentation et la représentation de l'espace?

b. quelle est l'insertion de l'espace (représenté, élaboré, construit) dans la pratique sociale, économique ou politique, industrielle ou urbaine? Où et quand agit la conception de l'espace? Quand se montre-t-elle efficace et dans quelles limites?

N. B. Il y aurait, si l'on voulait pousser l'analyse jusqu'au bout, une difficulté analogue à celle de la logique et de la réflexion sur les fondements des mathématiques. Toute définition de l'espace, ou recherche sur l'espace, implique un concept de l'espace, ne serait-ce que pour énoncer et classer les propositions. Dans cette problématique, l'espace est un « pur » objet de science. En ce qui concerne le « vécu », l'espace n'est jamais neutre et « pur ». Ce qui met déjà une distance entre la problématique de l'espace vécu et celle de l'espace épistémologique, posé comme neutre.

7. La problématique de l'espace vécu est un aspect important et peut-être essentiel d'une connaissance de la réalité urbaine. Par là, la problématique de l'espace appartient à la théorie de l'urbain et à sa science, et par conséquent à une problématique encore plus vaste, celle de la société globale. Pour nous ici, c'est un biais ou un front par lequel on peut aborder un ensemble de questions.

Parmi ces questions, il y a les questions posées plus haut, et celles-ci :

a. sommes-nous dans un ensemble clos, dans un système établi, tel que sa force récupératrice soit irrésistible jusqu'à son effondrement en bloc, si toutefois il peut s'effondrer?

b. y a-t-il issue, percée, passage, possibilité d'une transition soit pour l'action, soit pour la pensée et l'imagination, soit pour les deux?

8. *Première thèse ou hypothèse.* — L'espace, c'est la forme pure, la transparence, l'intelligibilité. Son concept exclut l'idéologie, l'interprétation, le non-savoir. Dans cette hypothèse, la forme pure de l'espace, dégagée de tout contenu (sensible, matériel, vécu, pratique) est une essence, une idée absolue analogue au nombre platonicien. La philosophie cartésienne et même la critique philosophique kantienne conservent cette notion. Étant donné que la logique construit des espaces d'attributs, étant donné que les savants construisent des espaces de configurations avec un certain nombre de variables et paramètres, l'espace se présente comme cohérence et modèle de cohérence. Il articule le social et le mental, le théorique et le pratique, l'idéal et le réel.

Les concepts se localisent, se situent avec leur enchaînement, au sein de l'espace intellectuel. De même les objets, les groupes, les individus dans l'espace effectif, socialement réalisé. Ce qui permet la réduction préalable du chaos phénoménal.

Les mathématiques d'une part, et, d'autre part la philosophie (la phénoménologie et surtout l'épistémologie) dégagent cette essentialité ou plus exactement l'établissent et la constituent. La cohérence du discours se déploie dans

l'espace mental qui l'assure. L'épistémologie définit une *topie* (ou se définit par elle), à savoir un ensemble de lieux et de parcours, topologie abstraite et générale complétée par une topologie des existences concrètes.

Voici quelques exemples. La linguistique de Chomsky implique un concept de l'espace. Ainsi lorsque Chomsky déclare qu'il existe un niveau linguistique où l'on ne peut pas représenter chaque phrase simplement comme la suite finie d'éléments d'un certain type, engendrée de gauche à droite par quelque mécanisme simple, mais qu'il faut découvrir un ensemble fini de niveaux ordonnés de haut en bas (voir *Structures syntactiques*, p. 27).

On sait que la psychanalyse définit une ou plusieurs topiques, par exemple, le « ça », le « moi », le « surmoi ». Cherchant le *sens* du discours philosophique, J. M. Rey écrit : « Le sens se donne comme le pouvoir légal de substituer les signifiés sur la même chaîne horizontale, dans l'espace d'une cohérence réglée et calculée à l'avance. C'est dans cet espace centré, théologique, où la complicité du signifié était déjà établie, c'est là que le sens se précède toujours lui-même » (*l'Enjeu des signes*, p. 13).

Corpus, découpage, montage, groupement, emplacement, ces termes spatiaux, considérés non pas comme métaphysiques ou métaphoriques mais comme rigoureux, sont d'usage courant dans l'épistémologie (cf. Michel Foucault, *Archéologie du savoir*, chapitre : « Les unités du discours ». Cf. aussi le livre de Matoré sur *l'Espace humain*, et enfin Georges Gusdorf dont l'ouvrage, *Sciences humaines et Pensée occidentale*, confronte l'espace social et l'espace mental des différentes époques).

Objections : Cette hypothèse implique la liquidation du temps historique comme du temps vécu et d'ailleurs d'une manière inégale (beaucoup plus chez M. Foucault que chez G. Gusdorf par exemple). Elle comporte également une tendance à la « scientificité » abstraite, au savoir « absolu » constitué par un inventaire du passé (philosophie, idéologies, littérature, etc.) et inscrit dans l'espace actuel.

Cette théorie de l'espace ne reste pas sur le seul terrain épistémologique; elle le déborde d'une façon qui mérite

d'être mentionnée; certains architectes se voient encore comme les maîtres de l'espace qu'ils conçoivent et réalisent. Ils se voient ou se font voir comme les démiurges capables de mettre en œuvre, dans la société, leur conception et leur définition de l'espace. Le démiurge platonicien s'est incarné dans la matière, les nombres et les proportions, les idéalités transcendantes. Cet espace a les caractères suivants : vide et pur, lieu des nombres et des proportions, du nombre d'or, par exemple; il est visuel, par conséquent, il est dessiné, spectaculaire; il se peuple tardivement de choses, d'habitants et « d'usagers »; dans la mesure où cet espace démiurgique a une justification, il voisine avec l'espace abstrait des philosophes, des épistémologues. Leur confusion ne va pas sans danger. Répétons que le plus grand danger et la plus grande objection sont l'évacuation du temps à la fois historique et vécu.

9. *Deuxième hypothèse.* — L'espace social est un produit de la société, constatable et relevant d'abord de la constatation donc de la description empirique, avant toute théorisation.

Il résulte de quoi? Pour les uns d'une certaine histoire, d'un passé général ou particularisé. Pour d'autres, de diverses activités, par exemple agricole, artisanale, industrielle, etc. Autrement dit, l'espace résulte du travail et de la division du travail; à ce titre, il est le lieu général des objets produits, l'ensemble des choses qui l'occupent et de leurs sous-ensembles, effectué, objectivé, donc « fonctionnel ».

Quelle que soit la conclusion qu'on en tire dans cette hypothèse, l'espace c'est l'objectif ou plutôt l'objectivation du social et par conséquent du mental. Sa connaissance ne peut se passer de la démarche descriptive. Une forme se dégage ou se construit à partir des contenus que la connaissance découvre ou découpe. Il se connaît en se reconnaissant, soit d'une manière expérimentale, soit par l'abstraction scientifique méthodologiquement élaborée.

La plupart des descriptions analytiques ou critiques, notamment de l'espace urbain, relèvent de cette hypothèse, mal dégagée comme telle et surtout mal confrontée avec les autres hypothèses théoriques.

10. *Troisième hypothèse.* — L'espace ne serait ni un point de départ (mental et social à la fois comme dans l'hypothèse philosophique) ni un point d'arrivée (un produit social ou le lieu des produits) mais un intermédiaire dans tous les sens de ce terme, c'est-à-dire un moyen et un instrument, un milieu et une médiation. Dans cette hypothèse, l'espace est un instrument politique intentionnellement manié même si l'intention se dissimule sous les apparences cohérentes de la figure spatiale. C'est un moyen aux mains de « quelqu'un », individu ou collectif, c'est-à-dire d'un pouvoir (par exemple, un État), d'une classe dominante (la bourgeoisie) ou d'un groupe qui peut tantôt représenter la société globale, tantôt avoir ses objectifs propres, par exemple les technocrates. D'où les questions qui ne se posent que dans cette hypothèse : « Qui a telle représentation de l'espace ? et pourquoi ? » Dans cette hypothèse, la représentation de l'espace servirait toujours une stratégie, étant à la fois abstraite et concrète, pensée et voulue, c'est-à-dire projetée.

Un tel espace se peuple selon les décrets du pouvoir, avec un certain arbitraire ; en tant qu'instrument il peut réagir sur les peuplements préexistants, à savoir les peuplements historiques.

En tant que médiation, un tel espace instrumental permet soit d'imposer par la violence une certaine cohésion, soit de dissimuler sous une apparente cohérence rationnelle et objective les contradictions de la réalité. Ici les termes « cohésion » et « cohérence » signifient *régulation* cherchée, voulue, projetée, ce qui ne veut pas dire obtenue.

A ce titre, cette hypothèse implique une ambiguïté, une inclusion dissimulée du savoir dans l'idéologique et de l'idéologie dans le savoir ; l'espace ainsi défini sert de médiation entre ces termes.

Un tel espace est à la fois idéologique (car politique) et savoir (car il comporte des représentations élaborées). On peut donc le dire rationnel-fonctionnel, sans que ces termes puissent se séparer, et fonctionnel-instrumental car la fonction, dans le cadre global de la société néo-capitaliste, implique le projet, la stratégie.

Dans cette hypothèse, répétons-le, l'espace à la fois fonc-

tionnel et instrumental se rattache à la reproduction de la force de travail par la consommation. On peut dire qu'il est le milieu et le moyen à la fois d'une organisation de la consommation dans le cadre de la société néo-capitaliste, c'est-à-dire de la société bureaucratique de consommation dirigée. L'apparente finalité de la société, la consommation, se définit en vérité par la reproduction de la force de travail, c'est-à-dire des conditions du travail productif.

Les villes ne seraient que des unités de consommation corrélatives des grandes unités de production. On peut dire que cette hypothèse retrouve à sa manière la théorie de la fausse conscience déjà mentionnée à propos de la deuxième hypothèse. Il y aurait :

a. Une conscience vraie, celle de la classe ouvrière au moins comme conscience possible représentée par la philosophie (cf. la pensée bien connue de G. Lukács) ;

b. a cette conscience totalement vraie de la totalité s'opposerait une conscience fausse, celle de la bourgeoisie. A partir de ces présuppositions, Joseph Gabel a développé une thèse, d'après laquelle la spatialisation caractérise la « fausse conscience », une fausse conscience morbide, celle de l'aliéné (schizoïde), cas-limite de la représentation fausse. Cet espace serait le lieu de la réification, un lieu hors du temps, hors de la vie et de la praxis. Dans cette perspective par conséquent, l'espace instrumental aurait une « fonction spécifique ». Au lieu de définir l'intelligibilité (première hypothèse), il définirait la réalisation-réification des rapports sociaux, en même temps que la fausse conscience de ces rapports. A la théorie de l'espace mental intelligible s'oppose celle de l'espace social piégé. A la théorie de l'espace intelligible et du primat (philosophique) de l'espace s'oppose le primat du temps.

Le piège dans lequel la bourgeoisie capture la classe ouvrière, à la limite la prend elle-même : espace malade ou espace de maladie sociale. De toute façon, dans cette hypothèse, l'espace ne serait pas une représentation innocente mais véhiculerait les normes et les valeurs de la société bourgeoise et d'abord la valeur d'échange et la marchandise, c'est-à-dire le fétichisme. A la limite, il n'y a plus exacte-

ment idéologie mais seulement fausse conscience avec les discours qu'elle engendre.

Objections : Ce rattachement de l'espace en général et de l'espace urbain en particulier à la production implique seulement la reproduction des moyens de production dont fait partie la force de travail. Or, cette hypothèse convient au capitalisme du XIX^e siècle, au capitalisme concurrentiel pour qui le problème principal était de re-produire matériellement ses moyens de production (machines et force de travail) et de permettre la consommation des produits, c'est-à-dire l'achat sur le marché. Système contractuel (le contrat de travail), système juridique (le code civil et le code pénal) suffisaient à peu près à assurer avec la vente de la force de travail cette re-production des moyens de production. Il est clair que dans ces conditions l'espace était alors simplement fonctionnel et instrumental. La ville traditionnelle avait entre autres cette fonction de consommation complémentaire de la production. Mais la situation a changé : le mode de production capitaliste doit se défendre sur un front beaucoup plus large, plus diversifié et plus complexe, à savoir la re-production des rapports de production. Cette re-production des rapports de production ne coïncide plus avec la reproduction des moyens de production ; elle s'effectue à travers la quotidienneté, à travers les loisirs et la culture, à travers l'école et l'université, à travers les extensions et proliférations de la ville ancienne, c'est-à-dire à travers l'espace entier.

11. *Quatrième hypothèse.* — De l'espace on ne peut dire qu'il soit un produit comme un autre, objet ou somme d'objets, chose ou collection de choses, marchandise ou ensemble de marchandises. On ne peut pas dire qu'il soit simplement un instrument, le plus important des instruments, le pré-supposé de toute production et de tout échange. Il serait essentiellement lié à la reproduction des rapports (sociaux) de production. Autrement dit, cette théorie enveloppe la troisième hypothèse en poussant plus loin l'analyse, en la modifiant quelque peu. Pour la comprendre il faut prendre comme référence non pas la production au sens

restreint des économistes, c'est-à-dire le processus de la production des choses et de leur consommation, mais la reproduction des rapports de production. L'espace de la production dans ce sens large impliquerait donc et contiendrait en lui la finalité générale, l'orientation commune à toutes les activités dans la société néo-capitaliste. L'espace serait donc une sorte de schéma dans un sens dynamique commun aux activités diverses, aux travaux divisés, à la quotidienneté, aux arts, aux espaces effectués par les architectes et les urbanistes. Ce serait un rapport et un support d'inhérences dans la dissociation, d'inclusion dans la séparation.

Ce serait donc un espace à la fois abstrait-concret, homogène et désarticulé, que l'on devrait retrouver dans les villes nouvelles, dans la peinture, la sculpture et l'architecture, et aussi dans le savoir.

Précisons bien et insistons sur cette analyse d'un espace homogène et désarticulé. Il s'agit de la production au sens large : production des rapports sociaux et re-production de certains rapports. C'est en ce sens que l'espace entier devient le lieu de cette reproduction, y compris l'espace urbain, les espaces de loisirs, les espaces dits éducatifs, ceux de la quotidienneté, etc. Cette reproduction s'accomplit à travers un schéma relatif à la société existante qui a pour caractère essentiel d'être conjointe-disjointe, dissociée en maintenant une unité, celle du pouvoir dans la fragmentation. Cet espace homogène-fracturé, ce n'est pas seulement l'espace global de l'aménagement ou l'espace parcellaire de l'architecte et des promoteurs, c'est aussi l'espace des œuvres d'art, par exemple celui de l'ameublement et du *design*. C'est l'esthétisme qui unifie les fragments fonctionnels d'un espace disloqué, réalisant ainsi leur caractère homogène et fracturé.

Cet espace homogène et pourtant disloqué, découpé et cependant agencé, désarticulé et pourtant maintenu, c'est l'espace où le centre se fige en éclatant, par exemple dans les centres commerciaux, lieux où le mono-fonctionnel reste la règle mais avec un décor et un esthétisme non fonctionnels, avec des simulacres de fêtes et une simulation du ludique. C'est l'espace où la connexion contraignante s'effectue avec

des échangeurs entre les parties disloquées : l'espace à la fois informe et durement contraignant des périphéries et des banlieues, où les taudis, les bidonvilles, les cités d'urgence complètent les banlieues résidentielles; où des normes règnent, prescrivant les emplois du temps, tandis qu'on dédie à l'espace toutes sortes de discours, d'interprétations, d'idéologies et de valeurs « culturelles », artistiques, etc.

Les lieux de loisirs et aussi les cités nouvelles sont dissociés de la production jusqu'à ce que les espaces de loisirs apparaissent affranchis du travail et « libres », alors qu'ils sont unis aux secteurs du travail dans la consommation organisée, dans la consommation dominée. Ces espaces séparés de la production, comme si l'on pouvait y oublier le travail productif, ce sont les lieux de la récupération. Ces lieux auxquels on s'efforce de donner un air de liberté et de fête, que l'on peuple de signes qui n'ont pas la production et le travail pour signifiés, ces lieux précisément sont liés étroitement au travail productif. C'est un exemple typique de l'espace à la fois disloqué et unifié. Ce sont précisément des lieux où se reproduisent les rapports de production, ce qui n'exclut pas mais inclut la reproduction pure et simple de la force de travail. Tout ceci se lit dans ces espaces, mais mal car le texte et le contexte sont brouillés (comme un brouillon). Ce qui se lit mal se conçoit clairement si l'on part du concept de l'espace, d'une part désarticulé et disjoint, et, d'autre part organisé et re-joint par le pouvoir.

A cet espace, dont les « propriétés » se situent à l'articulation de la forme et du contenu, correspond un temps qui a les mêmes « propriétés ». Le temps, bien suprême, marchandise suprême, se vend et s'achète : temps de travail, temps de consommation, temps de loisir, temps de parcours, etc. Il s'organise en fonction du travail productif et de la reproduction des rapports de production dans la quotidienneté. Le temps « perdu » ne l'est pas pour tout le monde, car il faut le payer cher. Le prétendu « temps libre » est seulement du temps disjoint et maintenu comme tel dans les cadres généraux. Quant au temps contraint, celui des transports et des formalités, on sait déjà comment il se conjoint de façon disloquée au temps du travail.

Le temps homogène comme temps manipulé, organisé dans des cadres définis est en même temps disloqué, disjoint, temps de travail, temps dit libre, temps contraint, etc.

Pour saisir ce schéma du temps et de l'espace, il faut se rapporter au chapitre méconnu de Marx à la fin du *Capital*, qui porte pour titre : « la formule trinitaire ». Dans ce chapitre difficile, Marx explique la société bourgeoise, à savoir la conjonction-disjonction de ses éléments. Rappelons les termes de l'analyse; il y a, dans la société en acte, c'est-à-dire dans la production et la reproduction des rapports :

- a. le capital et le profit de l'entrepreneur, c'est-à-dire de la bourgeoisie;
- b. la propriété du sol avec les rentes multiples, du sous-sol, de l'eau, du sol bâti, etc.;
- c. le travail avec le salaire qui va à la classe ouvrière.

Ces trois éléments unis dans la société en acte sont représentés comme séparés et leur séparation a un sens objectif puisque chaque groupe paraît recevoir une part déterminée du « revenu » global de la société. Il y a donc apparence aliénée des rapports sociaux, apparence qui joue un rôle « réel ». C'est l'illusion de la séparation dans une unité, celle de la domination, du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie.

La séparation est à la fois fausse et vraie. Les éléments qui apparaissent séparés s'apparaissent comme sources distinctes de la richesse et de la production alors que c'est seulement leur action commune qui produit cette richesse. En tant que sources distinctes de la richesse sociale, ils semblent recevoir la partie qui leur revient du « revenu » national, ce qui masque le fait que la richesse sociale coïncide avec la plus-value globale. Ce chapitre décisif du *Capital* se trouve au livre III, section 7, chap. 48.

Dans cette hypothèse, l'idéologie coïncide avec la pratique : la séparation dans la société bourgeoise. L'idéologie, c'est d'accepter la dissociation et de la prendre pour réelle. On abandonne alors l'unité concrète qui fait la société bourgeoise et l'on accepte l'illusion qu'elle lui substitue (à la plus-value globale : la théorie du revenu national —

du PNB — et de ses diverses sources). Une fois admis le schéma conjoint-disjoint qui caractérise la pratique de la société bourgeoise, on peut dire n'importe quoi. L'idéologie? C'est du verbiage à côté des « sujets ».

Notre hypothèse sur l'espace conjoint-disjoint se relie donc directement au schéma tripartite ou trinitaire de la société capitaliste d'après Marx. Cette hypothèse passe entre celle de la fausse conscience, qui exclut l'idéologie, et celle de l'idéologie qui implique interpénétration du vrai et du faux, et qui exclut la fausse conscience.

Il y a une praxis : les séparations entretenues, maintenues, donc représentées à travers l'action qui maintient jusque dans leur dissociation les éléments de la société. Cette action, c'est précisément le schéma de l'espace, schéma générateur lié à une praxis, à une réalité et une vérité dans les limites de cette société. Il est donc idéologie liée à une certaine connaissance dans les limites d'une pratique sociale. Cette représentation est à la fois apparente, puisque les éléments qu'elle dissocie sont liés, et réelle puisque les éléments qu'elle maintient sont dissociés. Elle donne lieu à des discours plus ou moins aberrants dont le rapport avec la connaissance ou l'erreur varient selon qu'on prend pour référence la praxis bourgeoise (séparation et dissociation) ou une autre praxis possible.

L'espace architectural et urbanistique, en tant qu'espace, a ce double caractère : désarticulé et même émietté sous la cohérence fictive du regard, espace de contraintes et de normes dispersées. Il a ce caractère paradoxal que l'on essaie ici de définir : joint et disjoint. C'est de cette manière qu'il est à la fois dominé (par la technique) et non approprié (par et pour l'usage). Il est immédiat et médiat, c'est-à-dire qu'il appartient à un certain ordre proche, l'ordre du voisinage, et à un ordre lointain, la société, l'État. L'ordre proche et l'ordre lointain n'ont qu'une cohérence apparente qui n'interdit en rien la désarticulation.

Cet espace relève d'intérêts divergents et de groupes divers qui cependant trouvent une unité dans l'État. Il relève d'une commande et d'une demande qui peuvent n'avoir aucun rapport et qui cependant trouvent commune mesure sous la

prédominance de tel ou tel intérêt. Quant à la division du travail entre ceux qui interviennent dans l'espace, à savoir l'architecte, le promoteur, l'urbaniste, l'entrepreneur, etc., cette division du travail réalise ce mélange d'unification contrainte et de désarticulation que l'on cherche à analyser.

On pourrait montrer que l'espace de la peinture et de la sculpture, c'est précisément cet espace déchiqueté, tronçonné et cependant déterminé globalement.

12. Répétons que l'espace entier devient le lieu de la reproduction des rapports de production.

Autrefois l'air et l'eau, la lumière et la chaleur étaient des dons de la nature, directement ou indirectement. Ces valeurs d'usage sont entrées dans les valeurs d'échange; leur usage et leur valeur d'usage avec les plaisirs naturels liés à l'usage s'estompent; en même temps qu'ils s'achètent et se vendent, ils se raréfient. La nature comme l'espace, avec l'espace, est à la fois mise en pièces, fragmentée, vendue par fragments et occupée globalement. Elle est détruite comme telle et remaniée selon les exigences de la société néo-capitaliste. Les exigences de la reconduction des rapports sociaux enveloppent ainsi la vénalité généralisée de la nature elle-même. La rareté de l'espace dans les zones industrialisées et urbanisées contraste d'ailleurs avec le vide des espaces encore inoccupés, les déserts terrestres et les espaces interplanétaires; la cherté de l'espace ainsi occupé et raréfié est un phénomène récent aux conséquences de plus en plus graves.

Cet espace étant lieu et milieu de la pratique sociale dans la société néo-capitaliste (c'est-à-dire de la reproduction des rapports de production), il en marque les limites.

Les dirigeants politiques dont la tactique exprime aujourd'hui les alliances et compromis entre l'armée et la technocratie, ont beau alerter l'opinion, former des commissions et des comités d'étude, avoir des administrations et des ministères; ils ont beau susciter des propositions; les experts peuvent se mobiliser, mobiliser les savants, poser les questions de l'environnement ou des nuisances; ils peuvent chercher consciemment ou non à déplacer en ce sens les

objectifs, les luttes politiques; ils peuvent les présenter comme de simples étapes vers une réalité plus haute; avec le concours des sciences humaines ou sans leur concours. Ils peuvent prétendre que les problèmes urbains d'ores et déjà appartiennent à tous, ou au contraire que les techniciens ou les technocrates peuvent les résoudre. Cette société ne peut sortir de son espace. Elle ne peut le dépasser, à supposer que tel ou tel le propose. Elle ne peut que tendre vers la systématisation de cet espace, c'est-à-dire vers une logique qu'elle ne peut jamais effectuer jusqu'au bout.

On parle de « production de l'espace ». Cette expression indique un pas en avant dans la réflexion architecturale et urbanistique, débordant ces secteurs et portant sur l'ensemble de la société. Elle veut dire que l'on ne considère pas l'espace comme une donnée a priori soit de la pensée (Kant), soit du monde (positivisme). On voit dans l'espace le déploiement d'une activité sociale. On distingue donc l'espace social de l'espace géométrique, c'est-à-dire mental. Pourtant, l'expression reste ambiguë. En effet, toute société produit « son » espace ou, si l'on veut, toute société produit « un » espace. Qu'y a-t-il de nouveau dans la société où le maintien des rapports de production devient déterminant, où cependant les techniques et les forces productives ont atteint un niveau déconcertant? Que signifie le mot produire? Signifie-t-il « choses », objets, marchandises? En termes marxistes, cet espace serait-il une superstructure de la société dite industrielle (capitaliste ou non) comme le suggère l'hypothèse de la fausse conscience? Serait-il seulement une représentation plus proche que les autres de la pratique?

Il faudra donc préciser ces termes et ce concept : *la production de l'espace*.

13. *Espace et logique*. — Une semblable ambiguïté se retrouve. La logique (posée, supposée, imposée), où se situe-t-elle? Il y a aujourd'hui un abus curieux de la notion (mal élucidée) de logique. Au fil des discours, on décrit la « logique du vivant », la « logique du savoir », (l'épistémologie), la « logique de la survie », la « logique de l'urbanisme », la « logique de la marchandise », la « logique

de l'État », etc. Cet abus se recoupe avec celui du *système* (ou les systématisations avec la logique qu'elles impliquent). Est-il social ou politique, idéologique ou pratique, impliqué dans le discours ou inconscience?

L'espace aurait-il sa logique? Tantôt l'espace dépend d'une logique pré-existante, supérieure et absolue, quasi théologique; tantôt il est la logique elle-même, le système de la cohérence; tantôt enfin il permet la cohérence en autorisant la logique de l'action (praxiologie ou stratégie). L'on retrouve ici les diverses thèses sur l'espace, tantôt pris comme modèle, tantôt comme instrument, tantôt comme médiation.

Propositions : L'espace n'ayant pas une logique interne et propre, il renvoie à la logique formelle et à la méthodologie générale. L'espace commun aux activités diverses et parcelaires, dans le cadre imposé de la société bourgeoise, cet espace est un schéma dont cette société se sert pour tenter de se constituer en système, pour atteindre la cohérence. Comment? en masquant ses contradictions, y compris celles de l'espace lui-même, ce caractère à la fois global et pulvérisé, conjoint et disjoint. La stratégie de classes tente d'assurer la reproduction des rapports essentiels à travers l'espace entier. Dans cette hypothèse, il n'y a pas d'espace absolu, soit vide soit plein, si ce n'est pour la pensée philosophico-mathématique. L'espace mental et social est un espace spécifique donc qualifié, même si on ne s'en aperçoit pas. C'est une modalité de la production dans une société déterminée au sein de laquelle des contradictions et conflits se manifestent.

Il y a donc des *contradictions de l'espace*, même si on les dissimule et les masque. Dans cette société le « réel » est à la fin et non au début. A ce titre il englobe ce qui se laisse intégrer comme les processus intégrateurs. Il englobe ce qui se laisse réduire, y compris l'imaginaire. Cette société n'obéit pas à une logique; répétons-le : elle y tend. Elle n'est pas système; elle s'y efforce en réunissant la contrainte et l'emploi des représentations.

Les *contradictions de l'espace* ne viennent pas de sa forme rationnelle telle qu'elle se dégage dans les mathématiques; elles viennent du contenu pratique et social et spécifiquement du contenu capitaliste. En effet, cet espace de la société

capitaliste se veut rationnel alors que dans la pratique il est commercialisé, émietté, vendu par parcelles. C'est ainsi qu'il est à la fois global et pulvérisé. Il semble logique et il est absurdement découpé. Ces contradictions éclatent sur le plan institutionnel. Sur ce plan, on s'aperçoit que la bourgeoisie, classe dominante, dispose d'un double pouvoir sur l'espace; d'abord par la propriété privée du sol, qui se généralise à l'espace entier, réserve faite des droits des collectivités et de l'État — et secondement par la globalité, à savoir la connaissance, la stratégie, l'action de l'État lui-même. Il y a des conflits inévitables entre ces deux aspects, et notamment entre l'espace abstrait (conçu ou conceptuel, global et stratégique) et l'espace immédiat, perçu, vécu, émietté et vendu. Sur le plan institutionnel, ces contradictions apparaissent entre les plans généraux d'aménagement et les projets partiels des marchands d'espace.

Réflexions sur la politique de l'espace*

Il est maintenant possible de prendre du recul par rapport à ce qui a été dit et fait pendant la dernière décennie. Ce recul permet un bilan. D'autre part, aujourd'hui, début 1970, dans les hautes sphères, il se passe quelque chose : un changement de perspective, changement plus ou moins réel qu'il s'agit de comprendre et d'apprécier... Voici peu de temps encore, en matière urbanistique, régnait une théorie, ou plutôt une idéologie, jamais complètement exprimée. Cette idéologie tenait, à mon avis, en trois propositions :

1. il existe une action cohérente nommée *urbanisme* parfois empirique, souvent appliquant les concepts ou les résultats *d'une science* déterminée (démographie, économie politique, géographie, etc.) tantôt tenant compte de résultats et données *interdisciplinaires* mais se rapprochant à travers ces diverses procédures d'une pratique scientifique et technique à l'instar de telle science déjà constituée, par exemple l'économie politique;

2. il y a de la part des urbanistes ou de certains d'entre eux une réflexion méthodique sur cette pratique, réflexion d'ordre théorique visant implicitement ou explicitement la constitution d'une épistémologie, c'est-à-dire d'une région du savoir, contenant des noyaux de savoir acquis, bref ce que désigne le terme d'épistémologie;

3. cette réflexion capable de porter au langage théorique et aux concepts la pratique urbanistique, cette réflexion

* Conférence à l'Institut d'urbanisme de Paris, le 13-1-1970, *Espaces et Sociétés*, n° 1, novembre 1970.

théorique consiste en une science de l'espace, soit globale (à l'échelle de la société tout entière), soit locale (à l'échelle de l'habitat).

Plus généralement, rappelons-nous, dans cette dernière décennie, il était un peu partout entendu ou sous-entendu que l'objet par excellence de la science était l'espace, non le temps. Espace du savoir et savoir de l'espace, scientificité et spatialité allaient de pair, à la fois sur le plan mental et sur le plan social, dans une structure générale. Donc, à travers la science de l'espace, la pratique et la technique urbanistiques devaient être portées au niveau général de la scientificité. Cette position était implicite chez beaucoup de théoriciens — citons seulement les travaux remarquables de Robert Auzelle et de Ionel Schein. A travers ces considérations, l'espace urbain, jadis intégré soit à l'utilisation spontanée du site, soit à la culture globale de la société, était isolé du contexte; il apparaissait comme une donnée, comme une dimension spécifique de l'organisation sociale; et cela en rapport premièrement avec une action concertée à l'échelle la plus haute, secondement avec des besoins sociaux eux-mêmes localisables. Tel était le postulat sous-jacent à la pensée urbanistique et à l'enseignement. Un postulat plus caché était le suivant : l'objectivité et la « pureté » de l'espace urbanistique, objet de science, lui confèrent un caractère neutre. L'espace passait pour innocent, c'est-à-dire pour non politique. Ce contenant n'ayant d'existence que par son contenu, ne valant que par ce contenu, relevait donc, en tant qu'objectif et neutre, des mathématiques, de la technologie et sans doute d'une logique de l'espace. La science de l'espace devait donc à la fois couronner et contenir elle-même la pensée urbanistique. Mais ici commençaient les difficultés. En effet si la science est science d'un espace formel, d'une forme spatiale, elle implique une logistique implacable et la science ne saurait consister qu'en une somme de contraintes pesant sur le contenu (les gens!). Par contre, si on se dirige vers l'étude de ce qui vient peupler cette forme, soit les besoins des gens, soit leurs revendications, si l'on axe la réflexion sur le contenu et non sur la forme « pure », qu'est-ce qui garantit que ce contenu va

entrer dans cette forme sans subir quelques outrages? Qu'est-ce qui garantit que les gens et leurs besoins vont se laisser insérer sans résistance dans la logistique? Ce qui explique, semble-t-il, que malgré les efforts, il n'y a pas encore d'épistémologie urbanistique. On a donc assisté à de singulières divergences dans l'élaboration et dans l'interprétation des faits. Les uns cherchaient un contenu de base, un élément constitutif, par exemple du côté de la famille. On s'est en ce sens préoccupé de savoir comment on pourrait obtenir la satisfaction optimale de certains besoins; d'où des études souvent intéressantes : on a ajouté aux besoins déjà classés par la charte d'Athènes d'autres besoins, comme le besoin de liberté, de création, d'indépendance, le besoin de rythme, d'harmonie, de dignité, de hiérarchie même — je cite, au hasard des lectures. Ces études n'arrivaient ni à faire surgir une structure interne à des besoins très variés, ni à découvrir la forme spatiale capable d'imposer une structure à ces besoins dits fonctionnels. D'autres cherchaient à déterminer à une échelle plus vaste des « pôles vitalisants » restituant une unité organique aux phénomènes urbains, unité soit interne à la communauté urbaine, soit externe, c'est-à-dire agissant dans l'environnement. Parfois on se limitait à étudier les propriétés formelles de l'espace en tant que véhicule des biens matériels ou des informations, par exemple en étudiant les maillages à l'échelle de l'espace global ou bien à l'échelle locale.

Dans ces perspectives, on ne niait pas exactement qu'il y eût du politique mais on le concevait d'une manière particulière. Autrefois, un autrefois pas tellement lointain, on percevait le politique comme un obstacle à la rationalité, à la scientificité, comme introduisant une perturbation, une espèce d'irrationalité. Les hommes politiques, pensait-on, procédaient soit au hasard des conjonctures, soit selon des intérêts particuliers, représentés, mais généralement dissimulés par eux; ayant une optique propre et d'ailleurs changeante, ne voyant clairement ni les choix ni les objectifs, ces politiques venaient brouiller la rationalité de l'organisation urbanistique et l'efficacité de la science. Au mieux, on considérait les hommes politiques comme relevant eux-

mêmes d'une science de la stratégie; à ce titre on les laissait opérer en disant qu'un jour viendrait où ils se soumettraient eux aussi au caractère scientifique ainsi dégagé.

Dans ces perspectives concernant le politique et son intervention urbanistique, on conservait le postulat de l'espace objectif et neutre. Or maintenant, il apparaît que l'espace *est* politique. L'espace n'est pas un *objet scientifique* détourné par l'idéologie ou par la politique; il a toujours été politique et stratégique. S'il a un air neutre, indifférent par rapport au contenu, donc « purement » formel, abstrait d'une abstraction rationnelle, cet espace, c'est précisément parce qu'il est déjà occupé, aménagé, déjà objet de stratégies anciennes, dont on ne retrouve pas toujours les traces. L'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement. L'espace est politique et idéologique. C'est une représentation littéralement peuplée d'idéologie. Il y a une idéologie de l'espace. Pourquoi? parce que cet espace qui semble homogène, qui paraît donné d'un bloc dans son objectivité, dans sa forme pure, tel que nous le constatons, est un produit social. La production de l'espace ne peut se comparer à la production de tel ou tel objet particulier, de telle ou telle marchandise. Et cependant il y a des rapports entre la production des choses et celle de l'espace. Celle-ci revient à des groupes particuliers qui s'approprient l'espace pour le gérer, pour l'exploiter. L'espace est un produit de l'histoire, avec quelque chose d'autre, et de plus, que selon l'histoire au sens classique du terme. La science de l'espace doit donc se répartir à plusieurs niveaux. Il peut y avoir science de l'espace formel, c'est-à-dire proche des mathématiques, science dans laquelle la connaissance utilise des notions telles que les ensembles, les réseaux, les arbres, les treillis. Pourtant la science ne se situe pas à ce seul niveau, ne peut pas rester formelle. L'analyse critique définit comment et selon quelle stratégie a été produit tel espace constatable; enfin il y a l'étude et la science des contenus, de ces contenus qui peut-être résistent à la forme ou à la stratégie : c'est-à-dire les usagers.

On peut affirmer, en se plaçant au niveau le plus élevé que la planification a trois dimensions. Première dimension :

la planification *matérielle*, quantifiable, chiffrable en tonnes de blé, de ciment ou d'acier. Cette dimension relève de la conception courante de l'économie politique et d'instruments précis d'analyse : de matrices. Deuxième dimension : *financière*, relevant de bilans financiers, impliquant l'étude des coûts de production au niveau le plus élevé. C'est encore de l'économie politique, en affinant sa notion. La troisième dimension doit être *spatio-temporelle*. Elle suppose l'établissement de localisations, la connaissance des réseaux d'échange, de communications, des flux, l'étude des centres de production et de consommation, sur le terrain. La première dimension permet une planification brutale par bilans-matière; la deuxième beaucoup plus souple permettrait, dans un certain nombre de pays tout au moins, l'usage des machines (computers) électroniques. En France et dans un certain nombre de pays, c'est plutôt par la voie des bilans financiers, par les banques, que se fait la planification dite « indicative », alors qu'en URSS encore, la planification autoritaire et centralisée s'édicte par les bilans-matière.

Quant à la programmation spatio-temporelle, elle devrait se poursuivre théoriquement, en même temps que les autres, dans une simultanéité; elle pourrait soumettre les autres dimensions à la simultanéité globale de l'espace. En fait elle se poursuit séparément.

On peut d'ailleurs se demander à quel point une programmation totale de ces trois dimensions simultanément serait souhaitable. Seul le technocrate parfait la veut. Elle ensermerait la société tout entière dans le carcan de la cybernétique. N'interdirait-elle pas toute planification démocratique, en donnant au pouvoir existant qui saurait utiliser ces instruments, une efficacité terrifiante? La planification démocratique pour l'instant n'a des chances de passer qu'à travers les fissures du plan total. Il ne semble pas que, pour le moment, le plan total soit un danger très proche; on a l'impression que la dimension spatio-temporelle ne s'articule pas encore avec les deux autres, qui d'ailleurs ne sont pas tellement articulées entre elles, ou harmonisées. Elle existe indépendamment.

En ce qui concerne l'espace, il a donc des propriétés

formelles. Il y a des techniques particulières permettant une certaine programmation, notamment les techniques de calcul, de prévision. Et il y a les contenus. Qu'est-ce que cela prouve? Nous savons déjà que la science de l'espace, répartie à plusieurs niveaux, n'est pas une science unitaire et totale, qu'il n'y a pas au sommet une logistique de l'espace. Allons plus loin maintenant. Cela prouve qu'il y a des contradictions de l'espace. La méthode pour aborder les problèmes de l'espace ne peut consister uniquement en une méthode formelle, logique ou logistique; elle doit et peut être aussi une *méthode dialectique* analysant les contradictions de l'espace dans la société et la pratique sociale.

Si nous partons de l'idée que l'espace est politique, il relève (de même que sa théorie et sa science) d'une double critique, politique elle-même, la critique de droite et la critique de gauche. La critique de droite, c'est en gros une critique de la bureaucratie, des interventions étatiques, en tant que ces interventions étatiques gênent l'initiative « privée » c'est-à-dire les capitaux. La critique de gauche est également une critique de la bureaucratie et de l'intervention étatique, en tant que cette intervention ne tient pas compte ou tient mal compte des usagers, de la pratique sociale, c'est-à-dire de la pratique urbaine. Je voudrais m'arrêter un peu sur cette distinction de la critique de gauche et de droite. Elle implique et suppose qu'il y ait des conflits et contradictions dans l'espace, sans quoi on ne comprend pas les conflits de la « critique ». Cette distinction a été abandonnée, dans cette période où tout paraissait simplement formulation épistémologique d'une action technique. Voyons un peu l'étendue de ce double concept; et appliquons-le à un exemple qui peut paraître au premier abord encore plus paradoxal que celui de l'espace, la nature.

Pendant toute la période qui vient de se terminer, la nature, c'était une espèce de symbole poétique, négligeable ou relégué au deuxième plan, qui désignait on ne savait pas trop quoi, un résidu, un quelque chose apparaissant ici ou là, échappant à l'action rationnellement conduite. Or on sait que la nature, elle aussi, est façonnée, modelée, transformée, qu'elle est dans une large mesure un produit

de l'action, que le visage de la terre lui-même, c'est-à-dire le paysage, est œuvre humaine. La nature aujourd'hui encore passe dans une certaine idéologie pour simple matière de la connaissance et pour l'objet des techniques. Elle est dominée, maîtrisée. En tant que maîtrisée et dominée en elle-même, elle s'éloigne. Or on s'aperçoit tout à coup qu'en étant maîtrisée, elle est ravagée, menacée d'anéantissement et menaçant du même coup l'espèce humaine, encore liée à la nature, de se voir entraînée dans l'anéantissement. D'où la nécessité d'une stratégie. Voilà la nature politisée. Et cela ne donne pas lieu à une réflexion simplement technique ou épistémologique ou philosophique, mais à une double critique, la critique de droite et la critique de gauche. La critique de droite? on se perd en regrets sur la beauté disparue des paysages, sur la pureté et l'innocence de la nature qui s'éloigne; un rousseauisme qui semblait désuet redevient actuel. On regrette les joies simples et saines; on se souvient du temps où l'Ile-de-France offrait aux regards heureux des paysages admirables, avant la banlieurisation. Il y a déjà eu de nombreuses campagnes en faveur de la nature. Une d'entre elles, menée par un académicien vénérable, Georges Duhamel, contre le bruit, est demeurée célèbre. Maintenant, Bernard Charbonneau vient de publier sur ce thème un beau livre éloquent, *le Jardin de Babylone*.

A quoi cela va-t-il aboutir? A une grande nostalgie passéiste, à une plainte sur la nature perdue. D'ailleurs revenir en arrière est impossible. La critique de gauche essaie de voir les implications et les conséquences de ce ravage de la nature, de cette destruction. Oui, il y a une espèce d'auto-destruction de la nature en et par « l'homme » qui sort de la nature, qui naît d'elle et se retourne contre elle pour l'exterminer.

Et ce sont les « éléments », comme on disait dans la philosophie classique, l'eau, l'air et la lumière qui sont menacés. Nous allons au devant d'échéances terrifiantes. Il faut prévoir le moment où il faudra reproduire la nature. Produire tels ou tels objets ne sera plus suffisant; il faudra reproduire ce qui fut la condition élémentaire de la production, à savoir la nature. Avec l'espace. Dans l'espace. On

peut alors poser la question : en quoi et pourquoi cette critique est-elle de gauche ? Ce n'est pas une critique faite au nom de tel groupe de gauche, parti ou club. Ce n'est pas une critique menée au nom d'une idéologie plus ou moins classée à gauche. Il faut aller au fond des choses. On peut penser que, d'ici trente ans, ou peut-être avant, il y aura ou du moins il pourra y avoir (soyons prudents !) possession et gestion collectives, 1. de ce qui subsistera de la nature ; 2. de la reproduction de la nature, de l'espace, de l'air, de la lumière, de l'eau et plus largement encore des nouvelles *raretés*. Les anciennes raretés, ce furent le pain, les moyens de subsistance, etc. Dans les grands pays industrialisés, il y a déjà surproduction latente de ces moyens de vivre qui autrefois furent rares, qui donnèrent lieu à des luttes terribles autour de leur rareté. Et maintenant, pas dans tous les pays, mais virtuellement à l'échelle planétaire, il y a une production abondante de ces biens ; cependant les nouvelles raretés émergent : l'eau, l'air, la lumière, l'espace, autour desquels il y a lutte intense. C'est en fonction de cette lutte qu'il faut comprendre l'urbanisme, ce qui malgré ses défauts et défaillances, justifie dans une certaine mesure, les recherches, les inquiétudes, les interrogations. Donc, on peut prévoir la gestion et la possession collective des moyens de production et la gestion sociale de la production en fonction des besoins sociaux. On peut donc prévoir, aux alentours de l'an 2000, un socialisme mondial qui n'aura plus grand-chose de commun avec ce que Marx appelait le socialisme, et qui pourtant en découlera ou aura avec lui un rapport plus ou moins lointain. Ceci, réserves faites sur la capacité récupératrice du capitalisme et sur la possibilité de catastrophes irrémédiables ! C'est en ce sens que la critique de la politique concernant l'espace et la nature est une critique de gauche. Ce que n'admettait pas tel ou tel « prospectiviste ». Peu importe. D'ores et déjà, comme l'espace, la nature est politisée, parce que insérée dans des stratégies conscientes ou inconscientes. L'aménagement des parcs nationaux, etc., c'est déjà une stratégie mais une petite stratégie, plutôt une tactique. Alors qu'il faudrait voir beaucoup plus loin.

J'entends d'ici les réalistes : « Vous nous parlez de de-

main, d'après-demain, mais parlez-nous d'aujourd'hui. » C'est bien, il faut être réaliste. Mais il arrive quelquefois que demain, c'est aujourd'hui, et votre réalité peut vous sauter au nez. Par exemple, il peut y avoir tout d'un coup, du jour au lendemain, des histoires extraordinaires de pollution...

Je répète donc qu'il y a politique de l'espace, parce que l'espace est politique.

En ce qui concerne l'urbanisme aujourd'hui, la critique de droite met l'accent sur la maison individuelle et sur l'initiative privée. Dans cet espèce de grand balancier ou de grand mouvement de balance qui entraîne la société française, où l'étatique, curieusement baptisé « social » ou « collectif », s'oppose à l'« individuel » et au « privé », la balance penche aujourd'hui nettement du côté de l'individuel, c'est-à-dire de l'initiative « privée » et des capitaux. L'objectif de cette critique est évidemment de débayer le chemin devant les capitaux qui cherchent l'investissement le plus profitable. Ces capitaux cherchent un circuit second, annexe par rapport au grand circuit normal ou habituel de la production et de la consommation, au cas où ce circuit fléchirait. Faire entrer complètement la terre et l'habitat dans l'échange et le marché, tel est l'objectif. Normaliser ce circuit secondaire, l'immobilier, tout en le gardant peut-être comme secteur compensatoire, telle est la stratégie. Quant à la critique de gauche, elle prend pour point de départ l'usager, l'habitant, considéré non seulement en quantité comme dans la manière habituelle de chiffrer le problème du logement, mais en qualité. Dans la pratique urbaine.

Dans la situation actuelle, ce qui est intéressant, ce n'est pas seulement l'introduction officielle de la critique de droite, c'est aussi, et je le dis hautement ici, la fin d'un certain terrorisme. Je parle d'un terrorisme intellectuel qui a longtemps sévi. La pression de la technique, des techniciens et technocrates, de l'épistémologie, des recherches d'ordre purement technique et épistémologique, aboutissaient à un terrorisme intellectuel. La bureaucratie fait toujours régner un terrorisme. Il y a ce dont il faut parler et ce dont il ne faut pas parler. Dans la dernière décennie, il y avait ce que l'on consi-

dérait comme sérieux et ce qui n'était pas considéré comme sérieux. L'esprit de sérieux était et est encore dans beaucoup d'endroits l'expression d'un terrorisme latent, lié d'ailleurs au sens de la responsabilité, au respect de la compétence, qualités incontestables de la techno-bureaucratie. Mais il était impossible de se faire entendre en disant, par exemple que les gens s'ennuient. Où? en Suède, aux États-Unis? Peut-être. Pas en France! L'ennui, n'étant pas fait mesurable, ne devait pas être pris en considération, sauf comme thème journalistique ou de plaisanteries. Il n'était pas permis non plus de parler d'espace répressif; ce n'était pas « sérieux »; l'espace objectif et objet de science était neutre, politiquement...

Cet avantage, au moins momentané, de la situation actuelle ne doit pas faire oublier les risques de cette situation. En voici un : le V^e Plan considérait comme intouchable la centralité urbaine, l'héritage précieux de l'histoire, caractéristique essentielle de la ville européenne et occidentale; il fallait la maintenir dans l'urbanisme, sans d'ailleurs poursuivre une analyse suffisante de cette centralité. Pourtant depuis quelque temps déjà, on parle d'une crise de la centralité, du dépérissement des centres. Il est évident que la centralité aboutit à la saturation, dont la moindre est celle des voitures. Alors la critique de droite annonce la fin des centres, la dispersion des activités et de la population, donc tôt ou tard une ségrégation aggravée des populations.

La critique de gauche, à mon avis, doit montrer que la centralité est constitutive de la vie urbaine, que s'il n'y a pas centralité, il n'y a plus de vie urbaine, que la pratique urbaine est attaquée en son cœur par la dislocation de la centralité. La critique en ce sens doit montrer de plus en plus profondément la suprafonctionnalité des centres. D'ailleurs elle ne doit pas cacher les difficultés. S'il y a des contradictions de l'espace, elles apparaissent aussi à ce niveau, et la centralité ne peut se déclarer, s'affirmer, se poser sans problèmes. Il y a là des mouvements dialectiques, des déplacements de la centralité; il y a la saturation, la destruction par elle-même de la centralité, d'où peut-être l'exigence d'une polycentralité, d'une conception polycentrique de

l'espace urbain. Je ne fais ici que montrer une orientation.

Aujourd'hui le VI^e Plan risque d'évincer la centralité de l'urbanisme officiel. Première remarque : pendant ce temps, des centres commerciaux, énormes, s'entourant en annexes de toutes sortes de services, se constituent, apportant une nouvelle conception et une pratique de l'espace ; en effet, ces centres commerciaux ne sont pas isolés, ils constituent des réseaux. Deuxièmement, ce qui va persister, c'est la centralité des décisions, c'est-à-dire le centre réunissant le pouvoir, la richesse, l'information, la puissance. Par conséquent la critique de la centralité va couvrir non pas la dissolution effective de la centralité, mais le raffermissement d'une double centralité contestable à double titre : les réseaux de centres commerciaux, la centralité des décisions, véritables forteresses de l'État, que l'idéologie néolibérale va couvrir.

Ayons le courage d'aller jusqu'au bout. L'urbanisme, pendant cette décennie, qu'est-ce que c'est ? Une opération vaste et polyvalente. Une science incertaine cherchant son objet et son objectivité, ne les trouvant pas où elle les cherchait. Une pratique certes, mais scientifique, c'est une autre affaire. A coup sûr un mélange d'institutions et d'idéologie, une façon de masquer la problématique urbaine dans son ensemble, et puis encore la socialisation des pertes et des urgences, la prise en compte par l'État et le secteur public d'un secteur attardé, arriéré, encore artisanal, de la production, au moins au début de la décennie, secteur déficitaire et cependant décisif dans la société. Ces caractères arriérés de la production dans le domaine urbanistique, c'est-à-dire habitat et espace urbain, ces caractères artisanaux et déficitaires ayant disparu, les perspectives changeant, on peut confier ce secteur au capitalisme privé, puisque c'est devenu rentable.

N'oublions pas un détail historique d'une importance extrême. La propriété du sol, bâti ou non bâti, est d'origine féodale. Pour bien comprendre ce qui s'est passé, il faut se rappeler que le propriétaire foncier, qu'il soit propriétaire de terres ou d'immeubles, est initialement un personnage autre que le capitaliste industriel. Le capital mobilier et le

capital immobilier ne sont pas les mêmes, ils ne se gèrent pas de la même façon. Un signe et une preuve, c'est que pendant les deux guerres mondiales, il y a eu moratoire des loyers, manière de reporter sur les propriétaires fonciers quelques difficultés. On n'a jamais, je crois, entendu parler d'un moratoire des dividendes du capital industriel. La mobilisation de la richesse foncière et immobilière doit se comprendre comme une des grandes extensions du capitalisme financier, depuis un certain nombre d'années; l'entrée de la construction dans le circuit industriel, bancaire et financier a été un des objectifs stratégiques pendant la dernière décennie. C'est tout à fait logique, tout à fait cohérent dans la société telle qu'elle est. Plus exactement ce circuit de l'immobilier a été longtemps un secteur subordonné, subsidiaire; peu à peu il devient un secteur parallèle, voué à l'insertion dans le circuit normal de la production-consommation. Il peut même devenir un secteur principal, bien qu'il soit normalement un secteur compensateur, si le circuit normal « production-consommation » se ralentit, s'il y a des phénomènes de récession. Les capitaux y trouvent alors une espèce de refuge, un territoire supplémentaire et complémentaire d'exploitation; souvent cela ne dure pas longtemps; c'est un phénomène « malsain ». En Espagne, on a pu voir le capitalisme espagnol, au cours de ces années de croissance rapide, pendant cette fameuse décennie, s'enliser dans l'immobilier et construire une gigantesque façade moderne devant le sous-développement. En certains pays, comme l'Espagne, la Grèce, ce secteur est devenu essentiel, dans une économie qui appelle des interventions dont on sait trop bien en quoi elles consistent. Dans d'autres pays, comme le Japon, le recours au secteur immobilier pour compenser les difficultés du circuit normal « production-consommation » et obtenir une relance, est tout à fait courant et même prévu, quasiment planifié.

Le paradoxal, le comique, c'est que la critique de droite qui couvre toute une série d'opérations — rôle habituel de l'idéologie — cette critique se donne pour révolutionnaire. Que dit M. Chalandon? que l'extension de la banlieue pavillonnaire est une révolution. En réalité le néo-libéralisme

officiel couvre une conception sectorielle de la gestion économique, une stratégie diversifiée. On a l'impression que l'on veut différencier les formules suivant le secteur, agriculture, industrie, immobilier. On pourrait très bien voir dans l'agriculture des formules de regroupement à caractère quasi socialiste, pendant que dans l'immobilier, c'est au contraire le capitalisme privé qui l'emporte.

La question que posent la réussite ou la non-réussite d'une telle politique est à peu près la suivante. Incontestablement dans l'industrie, il s'est constitué ce que Galbraith appelle une technostructure, c'est-à-dire un groupe de techniciens d'une haute compétence capables d'intervenir efficacement dans la gestion. S'est-il dans la dernière décennie constitué dans le secteur de l'urbanisme, une technostructure, qui resterait en place sous le couvert de l'idéologie néolibérale?...

En somme, nous avons évoqué ici une sorte de vaste politique de l'espace, un aménagement prospectif qui prévoirait l'avenir, c'est-à-dire la disparition, la destruction, l'autodestruction de la nature, et pas en chicanant, en reculant, en minimisant les dangers. Une telle politique de l'espace ne procéderait pas simplement en accumulant les contraintes; elle chercherait à réunir l'appropriation du temps et de l'espace par les usagers, les individus et les groupes. Elle chercherait à unir cette appropriation de l'espace à l'échelle la plus haute avec l'organisation socio-économique, en tenant compte d'un facteur d'une importance capitale, laissé de côté par les prospectivistes, à savoir la complexification de la société, le fait que la société devient de plus en plus complexe et diversifiée. A mon avis, ce serait le projet ou le programme d'une gauche qui s'occuperait enfin de ces problèmes. Ce que je dis est parfaitement utopique, car cela suppose non seulement une gauche intelligente, mais des modifications économiques et sociopolitiques profondes. Je rappelle une thèse que j'ai eu l'occasion de soutenir ici et ailleurs; c'est qu'aujourd'hui plus que jamais, il n'y a pas de pensée sans utopie. Ou bien on se contente de constater, d'entériner ce que l'on a sous les yeux; on ne va pas plus loin, on reste les yeux fixés sur le réel, comme on dit :

on est *réaliste*... mais on ne pense pas ! Il n'y a pas de pensée qui n'explore une possibilité, qui n'essaie de trouver une orientation. Bien entendu, dès qu'on évite le positivisme accablant qui n'est autre qu'une absence de pensée, on se trouve devant des frontières assez difficiles à discerner entre le possible et l'impossible. Et cependant, il n'y a pas aujourd'hui, spécialement dans le domaine qui nous concerne, il n'y a pas de pensée sans utopie. Les architectes comme les urbanistes le savent parfaitement.

En ce qui concerne l'espace français, nous avons, comme ailleurs, trois couches de phénomènes : la nature d'abord, ce qui nous reste des œuvres et des travaux des périodes où prédominait l'agriculture, c'est-à-dire les paysages, les pays, les régions, puis une couche de transformations historiques, notamment pendant la période industrielle ; enfin nous avons les stratégies actuelles qui bouleversent ou qui infléchissent les productions antérieures en ce qui concerne le temps et l'espace. Le résultat, comme on le sait, est parfaitement contradictoire et incohérent. C'est d'un côté, le « désert français », le sous-développement de toute une série de régions, et pas seulement au sud de la Loire, puisqu'il faut mettre la Bretagne et jusqu'à un certain point l'Alsace dans l'inégal développement des régions françaises. D'autre part la centralisation incroyable et intenable de toute la société française à Paris et dans la région parisienne. D'où la fameuse exigence de décentralisation qui oriente aujourd'hui la politique de l'espace. Décentralisation ? Comment l'État centralisé peut-il prendre en charge la décentralisation ? C'est une façade, c'est une caricature. Dans les projets décentralisateurs, les communautés locales et régionales n'ont pas de véritables capacités de gestion ; tout au plus peuvent-elles continuer à paralyser les initiatives du pouvoir central, dans une certaine mesure, et encore on cherche à leur enlever cette capacité. La politique de l'espace en France est soumise, qu'on le veuille ou non, aux exigences de la décentralisation, ou plutôt au profond conflit entre les impératifs de la centralisation étatique et les exigences concrètes de la décentralisation. *L'espace est politique !*

Pendant la décennie 1950-1960, la politique de l'espace fut conçue en fonction d'une stratégie européenne. Il y eut des études très poussées visant une décentralisation en fonction des grands trajets européens, le PADOG. Pendant dix ans, des personnes très compétentes ont travaillé sur ces projets; maintenant on ne sait même plus bien de quoi il s'agit. C'est la bureaucratie et la critique de la bureaucratie par elle-même, son autodestruction!

C'est ainsi par exemple qu'il y a une dizaine d'années, il fut question de construire à Strasbourg un grand aéroport à l'échelle internationale qui aurait mis Strasbourg en bonne position pour devenir effectivement la capitale de l'Europe. Un jour on apprit qu'il ne serait pas construit. On n'a jamais bien su comment et par qui avait été prise cette décision. Mais ce qu'on a su, ce fut le sens politique de cette décision, c'est-à-dire l'abandon d'une politique. On abandonnait la grande voie Méditerranée-mer du Nord, la politique de l'espace axée sur l'Europe. En haut lieu, on avait pris, au début de la décennie 1960 si je me souviens bien, une décision concernant la stratégie de l'espace : pas d'Europe, pas d'espace européen, un espace français. C'est-à-dire qu'on reprenait la centralisation et la centralisation parisienne. Il fallait que Paris devienne un noyau urbain aussi riche, aussi puissant que la Ruhr ou que la mégapole en Angleterre. C'était une décision politique concernant la politique de l'espace. Cette politique a d'ailleurs été maintenue pendant toute la décennie. C'est à ce moment qu'on a mis en train les études du district; et comme il ne fallait pas que Paris devienne le centre unique et seul en France, on a conçu cette fameuse répartition de l'espace avec les métropoles dites d'équilibre, une manière mécanique de compenser Paris, sur le papier, dans l'espace français; alors que la stratégie antérieure était tout à fait différente.

On peut se demander quelle va être aujourd'hui la stratégie de l'espace. Va-t-on continuer à fortifier la centralité parisienne? Il a fallu quand même engager une décentralisation mitigée, savamment dosée pour ne pas compromettre les privilèges du pouvoir central.

Si on considère maintenant l'existence de ceux qu'on

appelle d'un néologisme assez curieux, les *décideurs*, ils posent plus d'un problème. Quelle est leur capacité d'adaptation? leurs orientations sont-elles fixées? quelle est leur idéologie, quelle est leur autonomie? Autrement dit, répétons la question, y a-t-il une technostructure mise en place dans la décennie passée, en ce qui concerne l'organisation urbaine et la politique de l'espace en France?

Quoi qu'il en soit, ces *décideurs* ont devant eux des options. Ils ont à choisir entre des solutions contradictoires. Toutes les contradictions de l'espace se développent. Ils peuvent soit prévoir un aménagement de l'équilibre en poursuivant la politique des métropoles provinciales — mais qui dit équilibre dit stabilité — ou bien ils peuvent prévoir et produire l'éphémère. On peut concevoir des maisons, des équipements qu'on jetterait au bout de quelques années, comme on jette des serviettes en papier ou des assiettes en carton. Pourquoi pas? Il a bien fallu que les entreprises et les métallurgistes de la Moselle se soumettent aux changements dans la production, il a fallu les déménager sur Dunkerque, on ne sait pour combien de temps. Étant donné les changements rapides dans les méthodes et dans les conditions de la production, on peut prévoir et aménager l'éphémère, ou au contraire tendre au maximum d'équilibre et de stabilité. C'est une option dans la politique de l'espace qui est à l'ordre du jour, un choix au milieu des contradictions.

Donc choix entre l'équilibre et l'éphémère, option entre la décentralisation effective et le laisser-faire néo-libéral en ce qui concerne les tendances à la centralisation politique en France, voilà quelques éléments de la problématique.

Les problèmes sont liés; si on laisse faire, on aura des centres de décision, de puissance, de pouvoir, de richesse, d'information, intitulés formations « quaternaires ». Dans la perspective de cette centralité décisionnelle qui pourrait se fortifier à la faveur même des critiques néo-libérales de la centralité, la politique de l'espace risque d'aboutir à des inégalités de croissance et de développement encore plus grandes que dans le passé. En principe, ces inégalités de croissance et de développement ont été combattues, plus ou

moins corrigées; il pourrait venir un jour où elles seraient aggravées de façon concertée, c'est-à-dire utilisées par le pouvoir central. Dans ce cas, il se passera quelque chose d'extrêmement grave : une espèce de transfert du colonialisme dans la métropole, un semi-colonialisme des régions et des zones mal développées par rapport aux centres de décision, et notamment au centre parisien; il n'y a plus de colonies au sens ancien, mais il y a déjà un semi-colonialisme métropolitain, qui subordonne à ces centres des éléments paysans, des ouvriers étrangers en nombre considérable, puis aussi beaucoup de Français appartenant soit à la classe ouvrière, soit même aux intellectuels, le tout soumis à une exploitation concentrée quant aux méthodes et maintenant les éléments à l'état de ségrégation spatiale. Ce qui justifie et confirme cette appréciation, c'est, en ce qui me concerne, une étude permanente du complexe Lacq-Mourrenx, dans les Pyrénées, plus une série de recherches en d'autres lieux, notamment dans la région parisienne. Inutile de dire que cette situation serait explosive. Ici je prie ceux qui critiqueraient ma position de ne pas confondre la tempête avec la météorologie. Je suis le météorologue, ce n'est pas moi qui fais la tempête.

D'autre part, cet espèce de balancement du privé au collectif, de l'individuel à l'étatique, peut encore durer longtemps. C'est une alternance de la société française tout entière, néo-libéralisme, néo-dirigisme — cela a penché d'un côté, cela penche maintenant de l'autre. Ce qui est illustré caricaturalement sur le terrain, par le contraste entre les grands ensembles et la banlieue pavillonnaire. Du côté « public », collectif, étatique, on pousse aux grands ensembles. Du côté « privé », on pousse vers le pavillonnaire. On pourrait donner d'autres exemples.

A travers ces contradictions, l'analyse critique de l'espace politique et de la politique de l'espace montre les tendances et aussi les dangers et menaces inclus dans la situation.

La ville et l'urbain *

1. Dire que la société contemporaine est en mutation, c'est devenu une banalité. Le mot « mutation » n'a un contenu précis qu'en biologie; lorsqu'on l'emploie avec un sens sociologique, c'est plutôt une image, une métaphore, qu'un concept. Cette image risque même de masquer la question essentielle : vers quoi allons-nous?

Il n'en reste pas moins que cette « mutation » est caractérisée par des crises multiples qui s'enchevêtrent les unes avec les autres, depuis les crises économiques et les crises de l'économie politique jusqu'aux crises dans l'art, la littérature, le cinéma, le théâtre, l'université, la jeunesse, etc. Dans cet enchevêtrement et cette interférence de crises multiples, une question se pose : y a-t-il une crise et des crises plus importantes, plus essentielles que les autres? L'exposé qui commence en cet instant se construit sur une hypothèse selon laquelle la crise de la réalité urbaine est plus importante, plus centrale que telle ou telle autre.

2. Il est courant de parler de la société industrielle. Ce terme est critiquable en ce sens qu'il ne met pas en évidence certains rapports sociaux constitutifs du processus d'industrialisation. Les rapports de production exigent une analyse que le terme « société industrielle » tend à éluder en mettant l'accent sur la production matérielle, sur la croissance pure et simple de la production et non sur les rapports sociaux de production. Avec ces réserves très importantes et en indiquant ici encore comment un prétendu concept se change en

* *Espaces et Sociétés*, n° 2, mars 1971.

image et en métaphore, nous emploierons l'expression : société industrielle.

On peut dire que la société industrielle entraîne l'urbanisation. Cette constatation et cette formule sont devenues des banalités. Toutefois il est moins banal de se demander si les conséquences du processus, à savoir l'urbanisation, ne deviennent pas rapidement plus importantes que sa cause initiale : l'industrialisation. La thèse ici présentée, c'est que la problématique urbaine déplace et modifie profondément la problématique issue du processus d'industrialisation. Alors que la plupart des théoriciens et aussi des « praticiens » qui procèdent de manière empirique considèrent encore l'urbanisation comme une conséquence extérieure et mineure, presque accidentelle, du processus essentiel, l'industrialisation, nous affirmons l'inverse. Il se passe dans ce processus à double aspect quelque chose de très important ; en termes classiques : un bond qualitatif. La croissance quantitative de la production économique a produit un phénomène qualitatif qui se traduit lui-même par une problématique nouvelle : la problématique urbaine. Il est essentiel d'en prendre conscience et connaissance pour ne pas perpétuer une erreur théorique et pratique ; cette erreur consiste en ce qu'on prétend tirer de la rationalité d'entreprise, expérience de l'industrialisation, des modèles et des schémas applicables à la réalité urbaine en formation. On voudrait traiter cette réalité à la lumière de l'entreprise et comme une entreprise. Or, la rationalité de l'entreprise, de son organisation, la division du travail qu'elle comporte, a été une acquisition essentielle de la période industrielle mais elle ne convient plus à la période qui commence, qui doit élaborer une forme nouvelle de rationalité : la rationalité urbaine. Prolonger l'ancienne rationalité, l'appliquer inconsidérément, entraînent toutes sortes d'erreurs, d'illusions que l'on retrouve dans ce qu'on nomme « urbanisme ».

Les termes « société urbaine » ne peuvent pas s'employer à propos de n'importe quelle ville ou cité historique ; dans la perspective ainsi définie, ils désignent une réalité en formation, en partie réelle et en partie virtuelle, c'est-à-dire que la société urbaine n'est pas achevée. Elle se fait. C'est

une tendance qui déjà se manifeste mais est destinée à se développer.

Cette ambiguïté terminologique étant élucidée, on peut proposer une périodisation du temps historique qui le divise en trois ères : l'ère agraire, l'ère industrielle, l'ère urbaine. Il y eut des villes dans l'ère agraire et dans l'ère industrielle. Mais l'ère urbaine commence et ne fait que commencer. Répétons une fois de plus que la périodisation n'est pas absolue; tout découpage du temps historique en périodes distinctes est relatif. On pourrait dire, en employant une métaphore elle-même devenue courante, que l'*urbain* est un continent que l'on découvre et que l'on explore en le construisant.

3. La ville, dès les débuts de l'ère agraire, fut une création humaine, l'œuvre par excellence; son rôle historique est encore mal connu, notamment en Orient et la théorie du mode de production asiatique réserve encore quelques surprises en ce qui concerne le rapport entre ville et campagne. En ce qui concerne l'Occident lui-même, ce rapport conflictuel, c'est-à-dire dialectique, est un de ceux que les historiens connaissent le moins bien. En ce qui concerne la ville proprement dite, aussi bien orientale qu'antique, médiévale, etc., toute une batterie de concepts a été proposée.

a. la ville est un objet spatial occupant un site et une situation et qu'il faut étudier comme objet avec différentes techniques et méthodes : économiques, politiques, démographiques, etc. Comme telle, la ville occupe un espace spécifique bien distinct de l'espace rural. Le rapport entre ces espaces dépend des rapports de production, c'est-à-dire du mode de production et, à travers lui, de la division du travail à l'intérieur de la société;

b. par là, la ville est une médiation entre un ordre proche et un ordre lointain. L'ordre proche, c'est celui de la campagne environnante que la ville domine, organise, exploite en lui extorquant du surtravail. L'ordre lointain, c'est celui de la société dans son ensemble (esclavagiste, féodale, capitaliste, etc.). En tant que médiation, la ville est aussi l'endroit où se manifestent les contradictions de la société considérée,

par exemple celles entre le pouvoir politique et les différents groupes sur lesquels ce pouvoir s'établit;

c. la ville est une œuvre au sens d'une œuvre d'art. L'espace n'est pas seulement organisé et institué, il est aussi modelé, approprié par tel ou tel groupe, suivant ses exigences, son éthique et son esthétique, c'est-à-dire son idéologie. La monumentalité est un aspect essentiel de la ville en tant qu'œuvre, mais l'emploi du temps des membres de la collectivité urbaine n'est pas un aspect moins important. La ville comme œuvre doit s'étudier sous ce double aspect : monuments divers et emploi du temps qu'ils impliquent pour les citadins et les citoyens.

Il en résulte que dans la ville ancienne, l'usage et la valeur d'usage caractérisent encore l'emploi du temps. Dans les formes traditionnelles de la ville, l'échange et la valeur d'échange n'ont pas encore rompu toutes les barrières ni emporté toutes les modalités de l'usage. C'est en ce sens que les villes anciennes sont et restent des œuvres et non pas des produits.

4. L'éclatement de la ville traditionnelle est un phénomène évident mais dont le sens n'est pas évident. Il faut le chercher. Les interprétations de ce fait ont été et sont encore multiples. Les uns pensent qu'il faut donner raison à l'« anti-ville » contre la ville et que la modernité se définit par la « non-ville » (nomadisme ou bien prolifération indéfinie de l'habitat). Ce phénomène ne peut s'élucider qu'avec une analyse dialectique et au moyen de la méthode dialectique. L'industrie est effectivement apparue comme la « non-ville » et l'« anti-ville ». Elle s'est implantée au hasard des ressources qu'elle mettait en ouvrage, à savoir les sources d'énergie, de matières premières, de main-d'œuvre, mais elle a attaqué les villes au sens le plus fort du terme, en les détruisant, en les dissolvant. Elle les fait croître démesurément mais dans un éclatement de leurs caractéristiques anciennes (phénomène d'implosion-explosion). Avec l'industrie, c'est la généralisation de l'échange et du monde de la marchandise qui se sont produits; l'usage et la valeur d'usage ont presque entièrement disparu ne persistant que comme exigence de

la consommation des marchandises, le côté qualitatif de l'usage disparaissant presque entièrement. Avec cette généralisation de l'échange, le sol est devenu marchandise; l'espace indispensable pour la vie quotidienne se vend et s'achète. Tout ce qui a fait la vitalité de la ville comme œuvre a disparu devant la généralisation du produit.

Est-ce à dire que la réalité urbaine a disparu? Non, au contraire. Elle se généralise. La société entière devient urbaine. Le processus dialectique est le suivant : la ville — sa négation par l'industrialisation — sa restitution à une échelle beaucoup plus vaste qu'autrefois, celle de la société tout entière. Ce processus ne va pas sans conflits de plus en plus profonds. Les rapports de production existants se sont étendus, amplifiés; ils ont conquis une base plus large en s'intégrant simultanément l'agriculture et la réalité urbaine, mais dans cet élargissement ils ont introduit des conflits nouveaux. D'un côté, il s'institue des centres de décision dotés de pouvoirs encore inconnus car ils concentrent la richesse, la puissance répressive, l'information; d'autre part, l'éclatement des anciennes cités permet des ségrégations multiformes; les éléments de la société sont impitoyablement séparés les uns des autres dans l'espace, d'où une dissolution des rapports sociaux au sens le plus large qui accompagne la concentration des rapports immédiatement liés aux rapports de propriété.

5. Ainsi se forme ce concept nouveau : l'urbain. Il faut bien le distinguer de la ville. L'urbain se distingue de la ville précisément parce qu'il apparaît et se manifeste au cours de l'éclatement de la ville, mais il permet d'en reconsidérer et même d'en comprendre certains aspects qui longtemps passèrent inaperçus : la centralité, l'espace comme lieu de rencontre, la monumentalité, etc. L'urbain c'est-à-dire la société urbaine, n'existe pas encore et pourtant existe virtuellement; à travers les contradictions entre l'habitat, les ségrégations et la centralité urbaine qui est essentielle à la pratique sociale se manifeste une contradiction pleine de sens.

L'urbain, c'est un concept théorique dégagé et libéré

par un processus tel qu'il se présente à nous et tel que nous l'analysons. Ce n'est pas une essence dans l'acception traditionnelle du terme chez les philosophes; ce n'est pas une substance comme tendrait à le faire croire tel ou tel terme encore employé d'une façon laudative, par exemple l'urbanité; c'est plutôt une forme, celle de la rencontre et du rassemblement de tous les éléments de la vie sociale, depuis les fruits de la terre (trivialement : les produits agricoles) jusqu'aux symboles et aux œuvres dites culturelles. L'urbain se manifeste au sein même du processus négatif de la dispersion, de la ségrégation, comme exigence de rencontre, de rassemblement, d'information.

En tant que forme, l'urbain porte un nom : c'est la simultanéité. Cette forme prend place parmi les formes que l'on peut étudier en les discernant de leur contenu. Ce que la forme urbaine rassemble et rend simultanée peut être très divers. Ce sont tantôt des choses, tantôt des gens, tantôt des signes; l'essentiel, c'est le rassemblement et la simultanéité. En ce sens on peut dire que le « vecteur nul » est essentiel à la définition de l'urbain.

La centralité a son mouvement dialectique spécifique. Elle s'impose. Pas de réalité urbaine sans centre, qu'il s'agisse du centre commercial (qui rassemble des produits et des choses), du centre symbolique (qui rassemble et rend simultanées des significations), du centre d'information et de décision, etc. Mais tout centre se détruit lui-même. Il se détruit par saturation; il se détruit parce qu'il renvoie à une autre centralité; il se détruit en tant qu'il suscite l'action de ceux qu'il exclut et qu'il expulse vers les périphéries.

La forme urbaine ainsi dégagée est une abstraction, mais concrète. Il en va de même de la forme de l'échange telle que Marx la dégage au début du *Capital*. Cette forme et sa théorie sont extrêmement abstraites et c'est pourquoi leur analyse a été si peu comprise pendant un siècle et cependant cette forme abstraite est la clé du concret, de la pratique. C'est le point de départ pour la saisie du contenu. Autre exemple : les formes de la logique elle-même en tant que formes de toute pensée sont très abstraites, et cependant elles sont les clés de voûte et le point de départ de toute

réflexion méthodiquement poursuivie. On pourrait multiplier les exemples de telle forme abstraite et concrète à la fois (la symétrie, la répétition, etc.).

Le caractère abstrait de cette réflexion sur l'urbain et de cette définition peut se considérer comme un obstacle mais non comme une objection. C'est la forme générale qui donne le sens des constatations empiriques et non l'inverse. En elles-mêmes, les constatations empiriques ne parviennent pas à la forme générale. Elles sont cependant indispensables car elles révèlent le contenu de la forme. Elles permettent d'étudier, d'analyser le processus, de le jalonner, d'en marquer les points importants. Notamment, la ségrégation, la constitution d'espaces périphériques et pauvres permettant la reproduction des rapports de production qui sont des rapports de classes, cette ségrégation constitue une négation théorique et pratique de l'urbain, mais en tant que telle, elle le révèle. Le caractère désertique, abandonné, des périphéries urbaines est révélateur; ce qu'il révèle, pour le découvrir et le dire, il faut le lire. La lecture des espaces urbains, périphériques ou centraux ne se fait pas seulement sur des cartes, en construisant un code abstrait; c'est une lecture symptomale par excellence et non littérale.

6. Cette lecture de l'espace urbain permet d'en donner une définition générale à travers des contradictions et des négations enchevêtrées; c'est un temps-espace différentiel qui se constitue. Le temps et l'espace de la période agraire sont accompagnés de particularités juxtaposées, celles des sites, des climats, de la flore et de la faune, des ethnies humaines, etc. Le temps et l'espace de l'ère industrielle ont tendu et tendent encore vers l'homogénéité, vers l'uniformité, vers la continuité contraignante. Le temps et l'espace de l'ère urbaine deviennent différentiels et ce caractère est mis en évidence par l'analyse. Des réseaux et des flux extrêmement différents se superposent et s'enchevêtrent depuis les voiries jusqu'aux flux d'informations, depuis le marché des produits jusqu'aux échanges de symboles. La dialectique de la centralité introduit un mouvement différentiel d'une puissance extraordinaire. On a pu proposer de dis-

tinguer dans cet espace des topies : isotopies (espaces homologues, ayant des fonctions ou des structures analogues); hétérotopies (espaces contrastants, jeux de forces répulsives quelquefois considérables et de tensions souvent extrêmes), et utopies (lieux de l'ailleurs et de ce qui n'a pas de lieu, notamment le savoir et le pouvoir, présents et absents à la fois, notamment dans la monumentalité).

Cette analyse différentielle de l'espace urbain échappe aux procédures analytiques qui constatent et qui consacrent l'homogénéisation sous couleur de rationalité. Ces procédures analytiques ne s'attachent qu'aux schémas uniformes, qu'aux homologues. Elles aboutissent à des logiques (celle de l'échange, celle de la planification, etc.), au lieu de mettre l'accent sur les différences.

7. De cette erreur fondamentale sur la rationalité découle une conséquence que nous avons déjà mentionnée mais sur laquelle il faut insister : l'urbain, cette virtualité en marche, cette potentialité qui déjà se réalise, constitue un *champ aveugle* pour ceux qui s'en tiennent à une rationalité déjà dépassée et c'est ainsi qu'ils risquent de consolider ce qui s'oppose à la société urbaine, ce qui la nie et la détruit au cours du processus lui-même qui la crée, à savoir la ségrégation généralisée, la séparation sur le terrain de tous les éléments et aspects de la pratique sociale, dissociés les uns des autres et regroupés par décision politique au sein d'un espace homogène.

*Engels et l'utopie**

Mettons à sa place, qui est petite, le recueil de Engels : *la Question du logement*. Ce petit volume réunit trois articles écrits par Engels en 1872, « époque où la manne des milliards français se déversait sur l'Allemagne... où l'Allemagne faisait son entrée sur la scène mondiale non seulement comme "empire unifié", mais aussi comme un grand pays industriel. »

On a pris l'habitude de présenter ce recueil comme contenant le dernier mot de la pensée marxiste en ce qui concerne les questions urbaines. Le consulter, en effet, et le citer, dispensent de lire et de connaître l'ensemble théorique. Or ces articles ont un caractère circonstanciel très net, bien que la préface écrite ultérieurement par Engels (en 1887) corrige ce caractère et donne à cette suite de textes plus d'ampleur, en même temps qu'elle accroît la confusion. En effet, Engels emploie à plusieurs reprises le terme « révolution industrielle », sans autre forme de procès, à propos de ce qui s'est passé en Allemagne pendant ces années (qui virent la mort de Marx).

Engels et son compagnon de lutte se trouvaient, nous le savons, devant ce double problème : la durée du capitalisme, la montée du mouvement ouvrier. Il leur était arrivé d'annoncer la fin prochaine du mode capitaliste de production; et même en 1887, Engels a l'imprudence de reprendre cette prophétie. Quant au mouvement ouvrier, il adopte une forme politique qui plus d'une fois surprend Engels comme Marx. Ils savaient et ils étaient seuls à bien savoir que l'État et ses

* Chapitre destiné à un ouvrage paru chez Casterman, *la Pensée marxiste et la Ville*, écarté de la publication pour des raisons de longueur. Cf. *Espaces et Sociétés*, n° 4, décembre 1971.

dirigeants les plus habiles (Bismarck) tenteraient de détourner le mouvement ouvrier et d'intégrer à la société bourgeoise la classe ouvrière. Dès ce moment, la pensée théorique et l'action politique se scindent. Il y a d'un côté les « droitiers » et de l'autre les « gauchistes » : d'un côté Proudhon et Lassalle, puis les proudhoniens et les lassalliens — de l'autre les bakouninistes et les anarchisants. Marx et Engels se voient obligés de se battre sur deux fronts, surtout après l'échec de la Commune, échec qui ne montrait que mieux l'ampleur révolutionnaire des événements parisiens. Occupant une position « centrale », Engels et Marx refusaient de définir une sorte de « centrisme », d'indiquer une voie moyenne, de jalonner le chemin des compromis. Fait remarquable : ils frappent principalement à leur droite ; ils dirigent leurs coups les plus forts contre les « opportunistes », Lassalle et Proudhon, et contre les brillantes formules, en apparence « gauchistes » dont se couvrent leurs concessions à la société existante.

Dans les conditions de l'Allemagne de 1872, il est dérisoire et ridicule de présenter comme révolutionnaire le projet d'abolir le loyer ou de construire des logements ouvriers avec l'aide de l'État. De tels projets, pour Engels comme pour Marx, servaient directement l'État bismarckien et la perpétuation des rapports sociaux capitalistes. « La crise du logement pour les travailleurs et une partie de la petite-bourgeoisie dans nos grandes villes modernes est un des innombrables maux d'importance mineure et secondaire qui résultent de l'actuel mode de production capitaliste. Elle n'est nullement une conséquence directe de l'exploitation des travailleurs en tant que tels par le capitalisme. Cette exploitation est le mal fondamental que la révolution sociale veut abolir en supprimant le mode de production capitaliste », (p. 26, éd. *Classiques du marxisme*). Engels donc montre, d'une part, qu'il y a toujours eu « crise du logement » pour les opprimés et les exploités — et, d'autre part, que cette question du logement ne pourrait se résoudre par la bourgeoisie ; il n'en est pas moins inadmissible de la considérer comme essentielle.

Pour Frédéric Engels, la question du logement n'est

qu'un aspect subordonné d'un problème central, celui des rapports entre la ville et la campagne, ou plutôt celui du dépassement de leur opposition. Ceux qui proposent de construire des logements pour les ouvriers et de leur céder ne se contentent pas de résoudre fictivement la « question sociale » par la transformation des travailleurs en capitalistes; ils proposent d'introduire le « système du cottage » et celui des casernes ouvrières, en l'organisant le moins mal possible. Ce réformisme comporte un aveu. « On avoue que la solution bourgeoise de la question du logement a fait faillite; elle s'est heurtée à *l'opposition entre la ville et la campagne...* » (souligné par Engels). « Et nous voici au cœur de la question; elle ne pourra être résolue que si la société est assez profondément transformée pour qu'elle puisse s'attaquer à la suppression de cette opposition, poussée à l'extrême dans la société capitaliste d'aujourd'hui. Bien éloignée de pouvoir supprimer cette opposition, elle la rend au contraire chaque jour plus aiguë... » (p. 64). Ainsi pour Frédéric Engels en 1872, ni le cottage (nous dirions aujourd'hui : le pavillon de banlieue) — ni la caserne ouvrière (nous dirions : les HLM) n'avancent vers la solution du problème fondamental, qui n'est pas celui du logement. Et cela même si on les multiplie jusqu'à satisfaire les « besoins ». Cet objectif lui-même a un caractère réformiste, car il élude le problème de la transformation révolutionnaire et l'obscurcit. « Les premiers socialistes utopiques modernes, Owen et Fourier, l'avaient déjà parfaitement reconnu. Dans leurs constructions modèles, l'opposition entre la ville et la campagne n'existe plus... » (*ibid.*).

Engels en appelle donc au socialisme utopien, c'est-à-dire révolutionnaire, contre l'utopie réformiste et réactionnaire. Celle-ci, plus « utopique » encore que l'autre, dissimule la problématique au lieu de l'amener au jour. « Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, lorsque des crises industrielles violentes et cycliques déterminent d'une part l'existence d'une forte armée de réserve de chômeurs, et d'autre part jettent momentanément à la rue la grande masse des travailleurs; lorsque ceux-ci sont

entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que la construction des logements dans les conditions actuelles... lorsque enfin le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste a non seulement le droit mais dans une certaine mesure le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, mais une institution... » (*ibid.*, p. 55-56).

Après avoir évoqué ou invoqué Fourier, et continuant sa polémique antiproudhonienne, Frédéric Engels rappelle que les conditions actuelles *interdisent* (et non seulement gênent) le dépassement de l'opposition. En quoi consiste l'utopie réactionnaire? En une image de l'avenir qui conserve ces conditions tout en représentant une autre vie, une autre société. Ainsi Proudhon prétend « bouleverser l'actuelle société bourgeoise en conservant le paysan tel qu'il est ». Quant à l'utopie révolutionnaire, elle a une « base merveilleusement pratique », quand on observe que Londres jette journellement à la rue, à grands frais, plus d'engrais naturels que n'en produit la Saxe, de sorte qu'un illustre savant, Liebig, demande que l'homme rende à la terre ce qu'il en reçoit, « échange auquel met obstacle la ville industrielle » (cf. *ibid.*, p. 113-114). La suppression de l'opposition ville/campagne n'est donc pas plus une utopie (abstraite) que la suppression de l'antagonisme entre le capital et le salarié. Elle devient même et toujours davantage une « exigence pratique ».

Il n'en est que plus intéressant d'écouter Engels quand il défend *l'urbanité* avec l'héritage culturel transmis historiquement et digne d'être conservé (cf. p. 35). Alors qu'il n'y a « jamais eu d'hommes aussi grossiers que nos modernes bourgeois ». Quant à lui, Engels, il s'estime satisfait s'il a pu démontrer « que la production dans notre société moderne est suffisante pour que tous ses membres aient assez à manger et qu'il existe assez d'habitations pour offrir provisoirement aux masses travailleuses un abri spacieux et sain » (p. 120).

Tournons-nous maintenant vers *l'Anti-Dühring* (1878), l'œuvre magistrale par excellence, le compendium et l'encyclopédie, la référence perpétuelle, le Livre Saint et la Vul-

gate, l'abondante source des citations, etc. Autrement dit : l'ouvrage le plus controversé, le plus attaqué, mais aussi le plus lu et commenté de la littérature marxiste avec *Matérialisme et Empiriocriticisme* de Lénine.

Les intégristes du marxisme, les dogmatiques insistent obstinément sur la cohérence du système. En effet, ils transforment la théorie marxiste en doctrine ou « système » dans l'acception traditionnelle (philosophique) du terme. Ce qui va avec sa transformation politique en idéologie d'État, en pédagogie culturelle, en pratique institutionnelle. Au contraire, ici et ailleurs, l'accent a été mis sur l'originalité d'Engels, sur la spécificité de son apport, sur son entrée particulière dans la pensée révolutionnaire. Nous n'hésiterons pas à parler d'« engelsisme » aussi bien que de « lassallisme » ou de « léninisme » comme de courants divers et souvent divergents dans la pensée contemporaine, dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui n'exclut en rien d'autres différences...

Dans *l'Anti-Dühring*, Frédéric Engels a nettement orienté la pensée révolutionnaire, celle de Marx et la sienne, vers la philosophie de la nature. Il lui a donné un contenu *cosmologique*. Il l'a fortement systématisée en ce sens. Pourquoi ? dira-t-on. Certes, pourquoi, mais pourquoi pas ? Certains ajouteront : « C'était en plein accord avec Marx. » Peut-être, mais il semble bien que les objectifs de Marx ne coïncidaient pas exactement avec ceux d'Engels. Quand il consultait les savants « naturalistes » et les ouvrages scientifiques (en particulier sur l'électricité et ses applications) n'était-ce pas pour comprendre les échanges énergétiques et informationnels entre la société et la nature, plus que pour en tirer une *philosophia naturalis*, une « conception du monde » ? Il n'y a donc chez Marx rien d'analogue au « matérialisme dialectique » élaboré par Engels et plus tard par Lénine.

L'Anti-Dühring oppose système à système. Une telle polémique, souvent, ne va pas sans risques ; plus elle s'acharne, plus elle entraîne sur le terrain de l'adversaire. Comment nous apparaît Dühring à travers ces controverses ? Qu'était-il ? Un esprit robuste, un constructeur de système, point négligeable malgré le mépris dont Engels l'accable (et qui rappelle

celui de Marx pour Stirner et Proudhon). Dühring ne manquait ni de rigueur ni d'ampleur. L'injustice à son égard de la plupart des exégètes et des épigones marxistes sombre dans la dérision. Engels aurait-il perdu son temps et sa peine en s'attaquant à un adversaire sans importance? En dépréciant Dühring comme Stirner ou Proudhon, en les considérant comme des cadavres idéologiques, on ridiculise Marx et Engels; on les présente comme les exécuteurs des hautes œuvres de l'histoire, les bourreaux de la pensée. Une étrange philosophie se cache derrière cet autoritarisme vulgaire. En vérité, Eugen Dühring fut une sorte de *structuraliste* avant la lettre, un esprit méthodique et rigoureux qui classait et distinguait, qui séparait et découpait au lieu de relier et de marquer les transitions (dialectiques). En ce qui nous concerne ici, et qui a une signification générale, Dühring représentait *la séparation de la ville et de la campagne comme une structure permanente des sociétés*. Attitude aux graves conséquences, position qui explique l'acharnement d'Engels sans justifier en rien le mépris posthume. Engels discerne parfaitement le dogmatisme inhérent à la pensée de Dühring lorsqu'il cite dans ses notes préliminaires tel passage significatif et l'accompagne d'une glose très expressive. « La génération intellectuelle d'un système qui associait les instincts créateurs de l'époque sociale où nous vivons avec la clarté d'une conscience rigoureusement scientifique... a été le but directeur au premier chef des efforts dirigés sur le présent ouvrage », a écrit E. Dühring dans la préface à un cours d'économie politique (1876). Engels qui copie ce texte ajoute : « Donc travail modèle après lequel plus rien à faire » (cf. *Anti-Dühring*, éd. Bottigelli, p. 400, « travaux préliminaires »). La suite des notes d'Engels montre bien comment et pourquoi il veut écraser cette scientificité abstraite, systématique, antidialectique, détachant la pensée et la culture de la nature, annulant l'histoire par hypothèse et décret (cf. p. 414). Vainement cette attitude dogmatique se couvre d'une apologie de la violence. Seule la violence pure et déchaînée peut en effet modifier des « structures » en elles-mêmes fixes, voire nécessaires, peut-être éternelles, puisque selon Dühring sa pensée échange « la confusion

d'idées d'ensemble nébuleuses contre le sens de la disjonction appropriée et de la stricte discrimination des éléments réels des processus... » (p. 402).

La première grande division du travail étant pour Engels la séparation de la ville et de la campagne, selon Dühring cet antagonisme est inévitable « de par la nature de la chose », encore qu'il discerne un « certain degré de constance dans le passage de l'un à l'autre », par le commerce et l'industrie (surtout ceux de l'alcool, note narquoisement Engels, p. 329-330).

Contre la séparation parachevée au nom de la rigueur scientifique, par Dühring, entre la ville et la campagne, Engels affirme que la suppression de cet état « n'est pas une utopie », bien que la civilisation nous ait laissé avec les grandes villes un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. L'idée enfantine, l'utopie abstraite et vaine, c'est celle d'après laquelle la société pourrait prendre possession de l'ensemble des moyens de production, « sans abolir l'ancienne division du travail ». Hypothèse qu'Engels attribue à Dühring et à son socialisme prussien, malgré son apologie de la violence révolutionnaire. Dühring ne voit rien de mieux pour l'avenir que la répartition des populations urbaines selon les techniques pour la meilleure exploitation des matières premières, bref selon les « besoins sociaux » (cf. p. 336, 337 et 412). De quelle société? Bien entendu, de celle qui existe : du mode de production capitaliste.

Frédéric Engels, contre cet inquiétant réformisme à phraséologie « audacieuse » appelle encore à la rescousse son âme et son arme secrète : Fourier. A ce propos et chemin faisant notons une fois de plus à quel point le dogmatisme falsifia la pensée engelsienne autant que celle de Marx, en reléguant dans l'ombre les socialistes français, l'utopisme, et singulièrement Fourier. Pour Engels, Owen et Fourier se complètent. L'Anglais tient compte de la grande industrie et le Français de la multiplicité des aspects de la vie, travail et jouissance : « Les utopistes savaient déjà parfaitement à quoi s'en tenir sur les effets de la division du travail » (*ibid.*, p. 332). Sur ce point capital, il y a plein accord entre Engels

et Marx. La révolution ne se définit pas par l'élimination de la bourgeoisie comme classe politique, mais par le dépassement des rapports socio-économiques qui constituent l'armature de la société bourgeoise. La séparation de la ville et de la campagne en fait partie. Le projet révolutionnaire, celui du dépassement général, remet au premier plan ce dépassement partiel; il cesse ainsi d'être une catégorie historique, elle-même dépassée. Pour sortir de l'impasse capitaliste, pour en finir avec la priorité de l'économique, il se présente une voie et une seule : surmonter la division du travail. « La suppression de l'opposition de la ville et de la campagne est réclamée par Fourier ainsi que par Owen comme la première condition fondamentale de la suppression de l'antique division du travail en général » (*ibid.*, p. 332). Si les grands précurseurs étaient des utopistes, cela ne signifie pas la vanité de leurs propos, loin de là; ce terme veut seulement dire que la réalisation du projet révolutionnaire n'était pas encore possible. Or, la grande industrie fournit ces conditions, tout en portant « les contradictions qui sommeillaient dans le mode de production capitaliste à l'état d'antagonismes si criants que l'on peut pour ainsi dire toucher du doigt l'effondrement proche de ce mode de production; que les nouvelles forces productives elles-mêmes ne peuvent être maintenues et développées que par l'introduction d'un nouveau mode de production... » Ceci, Dühring l'ignore comme il méconnaît Owen et plus encore Fourier, dont il ne connaît que les fantaisies romancées, alors que de chaque page de Fourier « jaillissent les étincelles de la raison... » (cf. p. 299, 303, 305, etc.).

Engels ne se contente pas d'opposer l'utopisme socialiste à l'utopisme bourgeois. On peut dire qu'il oppose l'utopie *révolutionnaire et concrète* à l'utopie réactionnaire et abstraite. L'utopie concrète se fonde sur le mouvement d'une réalité dont elle découvre les possibilités. Dialectiquement, le possible est une catégorie de la réalité, dès lors que l'on considère dans le réel ses *tendances* au lieu de le fixer sur place.

Pourtant le lecteur moderne, qui n'obéit plus aux schémas du dogmatisme, se demande si Frédéric Engels a parfaite-

ment élucidé son concept et son projet. Parfois il semble se prononcer contre toute utopie. « L'utopie n'est pas d'affirmer que les hommes ne seront totalement libérés des chaînes forgées par leur passé historique que si l'opposition entre la ville et la campagne est supprimée; l'utopie commence au moment où l'on s'avise de prescrire », en partant des conditions existantes, « la forme dans laquelle doit être résolue telle ou telle opposition dans la société actuelle » (*Question du logement*, p. 254). Ce qu'il reproche aux proudhoniens! Ce texte, entre autres, sert de référence à ceux qui combattent toute utopie et n'importe quel utopisme. S'il en est ainsi, on peut accuser Engels de quelque inconséquence, lorsqu'il reprend les propositions « utopiques » de Fourier et d'Owen. « Chez tous deux, la population doit se répartir dans le pays en groupes de 1 500 à 3 000 âmes; chaque groupe habite au centre de son canton territorial un palais géant avec ménage commun. Sans doute Fourier parle-t-il çà et là de villes, mais elles ne se composent à leur tour que de quatre ou cinq de ces palais rapprochés l'un de l'autre... » (*Anti-Dühring*, p. 322). Aucun doute; Engels prévoit, à partir des conditions existantes, la forme du dépassement. La grande ville disparaîtra. Elle doit disparaître. Cette idée, Engels l'a eue dès sa jeunesse et ne l'a jamais abandonnée. Dans la *Question du logement*, il prévoyait déjà, « l'abolition du mode de production capitaliste étant supposée », une répartition aussi égale que possible de la population dans tout le pays (p. 114). La solution des problèmes urbains exclut le maintien des grandes villes modernes (cf. *Question du logement*, p. 65). Frédéric Engels ne semble pas se demander si cette dispersion de la ville dans la campagne, sous forme de petites communautés, ne risque pas de dissoudre « l'urbanité », de ruraliser la réalité urbaine. Il ne se demande pas davantage si cette « répartition égale » correspondra aux exigences de la grande industrie. La multiplicité des communications possibles apporte une réponse à son sens suffisante. Il est assez clair que son attachement à la pensée fouriériste, attachement passionnel et parfaitement compréhensible comme tel, et si bien exprimé un demi-siècle auparavant (cf. *Idéologie allemande*, p. 564 s.), cet attachement lui inter-

dit de se poser certaines questions. Son attitude aura, cinquante années plus tard, en URSS, des conséquences d'une extrême gravité (cf. A. Kopp, *Ville et Révolution*).

L'Anti-Dühring a les défauts de ses qualités, et la pensée dialectique y défie parfois la logique (sociale et politique). Il s'ouvre sur l'avenir et le possible, en même temps qu'il systématise et clôt le système. Il veut établir une ontologie, une réponse aux questions : « Qu'est-ce que l'être ? Qu'est-ce que l'être humain ? D'où vient-il ? » Mais les réponses oscillent entre la science certaine de l'accompli et l'exploration incertaine du futur. Le concept de la nature domine l'ensemble. Restituer la société et par conséquent *l'urbain*, comme nous dirions, dans la nature comme contexte et mieux encore comme source et profondeur originelle, ne serait-ce pas le sens du projet d'Engels et de son inspiration fouriériste ? Ici, encore, la controverse a pu entraîner Engels sur le terrain de l'adversaire. Il a combattu Schelling, ce philosophe romantique de la nature, le penseur par excellence du fondement ontologique cherché du côté de l'originel : la terre-mère, la matrice. Frédéric Engels, ne veut pas couper le cordon ombilical ; il ne veut pas davantage qu'il se dessèche. L'échange pour lui doit se perpétuer, rester ou redevenir organique. Ne retrouve-t-il pas, dans un accord fondamental, à la fois Marx et Fourier ?

Ici les interrogations se pressent. Ces affinités implicites ou explicites sont-elles essentielles à la pensée marxiste ? Faut-il aujourd'hui mettre l'accent sur elles, ou sur le caractère révolutionnaire de la grande industrie ? Si la thèse du rapport vivant et perpétuel entre le social et le naturel propose une vérité essentielle, n'est-il pas déjà trop tard ? D'où vient l'échec (apparent tout au moins) de cette vérité ? Le modernisme ne consiste-t-il pas dans la transgression, dans la destruction peut-être de cette vérité ? Fait-il concevoir la société urbaine, à partir de Marx et d'Engels, ou transgresser leurs thèses ou les compléter, ou trouver autre chose ?

La re-lecture attentive du grand livre d'Engels confirme, si l'on peut dire, ces perplexités. La systématisation engelsienne, commandée par le concept de la Nature (le seul peut-être qui puisse ordonner, explicitement ou implicitement,

une systématisation philosophique) efface certaines distinctions marquées par Marx, certaines différences indiquées par lui. L'économie politique, « science des lois qui régissent la production et l'échange des moyens matériels de subsistance dans la société humaine » (p. 179) n'implique plus son envers ou revers : la critique de l'économie politique. Toutes les époques, toutes les sociétés, tous les modes de production ont une « base » économique, qui semble pour Engels les expliquer. Il ne distingue donc pas, comme Marx, les catégories (concepts) historiques des catégories (concepts) économiques. L'économie politique et l'histoire se mêlent jusqu'à se confondre, car l'économie politique « traite une matière historique, c'est-à-dire d'abord les lois particulières à chaque degré d'évolution de la production et de l'échange, et ce n'est qu'à la fin de cette étude qu'elle pourra établir les quelques lois tout à fait générales qui sont valables en tout cas pour la production et l'échange ». Comme la philosophie, l'histoire de la philosophie et l'histoire en général, tout devient économique chez Engels. L'histoire se résorbe dans l'économie politique; le projet révolutionnaire, en tant qu'affranchissement par rapport à l'économique perd son sens et son ampleur. Encore qu'il les conserve par rapport à la division du travail.

Première conséquence : l'histoire de la ville, reprise par Engels, ne reçoit pas le même éclairage que dans les *Grundrisse*. Mettant l'accent sur les concentrations urbaines, Engels lie l'histoire de la ville à celle de la technique, de l'armement et de la lutte armée : « Les armes à feu furent dès le début les armes des villes et de la monarchie montante, appuyée sur les villes, contre la noblesse féodale » (p. 200). De ce fait et simultanément, l'infanterie remplaça la cavalerie comme force principale des armées : dans les villes, et parmi les paysans libres, se créaient au moyen âge les conditions de base d'une infanterie aguerrie (*ibid.*, p. 449). Ce fut ainsi qu'à travers les villes, « le travail silencieux des masses opprimées » ruina l'ordre féodal puis le balaya. « Dès le ^{xv}^e siècle, les bourgeois des villes étaient devenus plus indispensables à la société que la noblesse féodale... Les besoins de la noblesse elle-même avaient grandi et s'étaient transformés au point que,

même pour elle, les villes étaient devenues indispensables » (p. 443).

Le passage de la communauté originelle (de sang, de famille, de coutume) à la commune urbaine, la montée de celle-ci, son passage de réalité dominée au statut de réalité dominante, le long conflit entre la ville et la campagne, sont quelque peu schématisés par Engels. Alors que Marx, dans les *Grundrisse*, les avait analysés finement, en tenant compte des multiples différences et situations dans le processus historique (global). Pourtant, Engels enrichit et complète son schéma économique par ses vues sur les luttes armées. Il combat l'apologie inconditionnée de la violence chez Dühring en mettant à sa place, dans l'histoire, cette violence, en tant qu'accoucheuse des sociétés. La grande révolution médiévale, celle des serfs et des communes, celle qui ouvre l'histoire européenne, apparaît chez Engels avec toute son ampleur, comme lutte géante, tantôt silencieuse, tantôt sanglante. L'accent mis par Engels sur l'économique ne l'entraîne pas dans l'économisme. Paradoxe : c'est peut-être Marx qui, poursuivant la critique dialectique de l'économie politique, n'insiste pas assez sur les luttes réelles et les représente au long d'un processus de croissance organique quasi spontanée. Quant à Engels, schématisant le processus, il le dialectise en montrant les conflits qui vont jusqu'au paroxysme : la guerre.

Seconde conséquence, plus surprenante encore. Quand Marx pousse à la limite son raisonnement théorique, où va-t-il et que rencontre-t-il ? Le règne des fins. Parmi ces fins et les enveloppant, ou les supposant, au-delà des fins partielles, si l'on peut dire (celle du capitalisme de l'État, de la rareté, de la philosophie, de l'histoire, de la famille, etc.) on a précédemment souligné celle du *travail*. La fin du travail, quel paradoxe chez celui qui a découvert l'importance du travail et passe avant tout pour le théoricien de la classe ouvrière ! Et cependant, nous le savons déjà, l'automatisation de la production permet d'envisager la fin du travail producteur. Possibilité théorique et pratique ? Incontestablement. L'enchaînement postérieur des découvertes techniques a pleinement confirmé les vues de Marx. Impossibilité ?

Certainement, dans les cadres du capitalisme et même au cours de la fameuse « transition » vers une société socialiste ou communiste. Utopie donc, mais *utopie concrète*, possibilité qui éclaire l'actuel et que l'actuel éloigne dans l'impossible. A notre sens, une des plus grandes forces de la pensée marxiste, impossible à réduire, difficile à « récupérer », réside dans cette « prospection » effectuée par Marx dans le milieu du XIX^e siècle. *Le travail n'a pour sens et pour but que le non-travail*. A côté de cette proposition, établie sur un fondement solide, celui de la critique de l'économie politique, les échecs du socialisme qui se prétend marxiste ne pèsent pas très lourd. Peut-elle jeter un jour nouveau sur l'avenir, sur la réalité urbaine, sur le dépassement de la ville et de la campagne? Peut-être, en tant que point de départ d'une recherche nouvelle. Ce n'est pas ici le lieu de l'exposer. Ce qu'il convient de souligner, c'est qu'Engels passe à côté du paradoxe de l'avenir. Qu'est-ce qui emprisonne et limite sa pensée? Sa tendance à la systématisation? A l'ontologie? Au naturalisme? Au fouriérisme le plus séduisant? L'un n'interdit rien l'autre. Toujours est-il qu'Engels n'envisage pas de surmonter la division du travail par le non-travail (la fin du travail) mais de rendre le travail libre et attrayant. « Le vieux mode de production doit donc forcément être bouleversé de fond en comble et surtout la vieille division du travail doit disparaître. A sa place doit venir une organisation de la production... dans laquelle, de fardeau qu'il était, le travail devient un plaisir » (p. 333). La socialisation des forces productives, l'élimination des entraves, perturbations, gaspillages permettent, dès maintenant de réduire le temps de travail et de métamorphoser le travail. « Ce n'est plus une fantaisie, un vœu pieux. » La civilisation, distinguée inévitablement pendant des siècles de la société, rejoindrait enfin celle-ci. Une société qui organise humainement ses forces productives, « selon les lignes grandioses d'un plan unique » peut opérer cette transformation, et permettre « à l'industrie de s'installer à travers tout le pays, avec cette dispersion qui est la plus convenable à son propre développement, au maintien ou au développement des autres éléments de la production » (p. 335). Ne serait-ce pas ici que la pensée engelsienne, et son

utopisme désavoué, retrouve sa cohésion? Et qu'elle diffère, pour le meilleur et pour le pire, de son audacieux compagnon. Le « finalisme » marxiste, grand utopisme à long terme?

*Les institutions de la société « post-technologique » **

Le musée d'Art moderne (New York) a pris, en 1971, l'initiative d'une réflexion prospective. Comme on le sait, les plus lucides parmi les Américains ont abandonné l'idée d'une croissance économique indéfiniment poursuivie, idée qui reste celle des dirigeants politiques. Pour ces analystes de la société américaine, celle-ci doit traverser un seuil (avec ou sans révolution dans l'acception européenne du terme) et passer à un stade supérieur. Dans la « nouvelle société », le productivisme sera dépassé et la croissance contrôlée, orientée, de même que l'emploi des techniques (informatique, cybernétique, missiles et fusées, etc.). Il n'est pas concevable que chaque famille américaine aisée possède trois, puis quatre, puis dix voitures, dix puis vingt postes de télévision, etc. La future société ne sera plus la « société industrielle », mais une *société urbaine*. Elle commencera par résoudre les problèmes de la ville américaine, actuellement sous-estimés, formulés en termes d'environnement...

Pourquoi le musée d'Art moderne? Parce que le groupe d'intellectuels qui dépend de la Fondation Rockefeller ou qui l'entoure estime que l'Université ne répond pas à cette mission. Leur projet va jusqu'à prévoir la création d'une Université nouvelle, centrée sur les problèmes architecturaux et urbanistiques, qui serait entourée d'une ville expérimentale.

* Le symposium du Museum of Modern Art à New York (8 et 9 janvier 1972).

En 1971, les promoteurs de ce projet ont envoyé à d'éventuels participants un volumineux cahier noir, présentant une première élaboration théorique. L'intérêt de ce document vient de ce qu'il utilise, non sans quelque confusion, les concepts marxistes (superstructure, idéologie, etc.) en même temps qu'une terminologie et des concepts non marxistes (système de valeurs, etc.). Le terme « design », employé à l'américaine, y est chargé de sens et d'espairs. Le « designer », véritable démiurge, serait capable de modifier l'environnement, de créer un espace neuf, à condition qu'on lui fournisse des « valeurs » nouvelles. Le « design » de la liberté aurait une mission, celle d'incarner ces valeurs et de rétablir la correspondance entre les superstructures et la morphologie spatiale de la société.

En janvier 1972, a eu lieu au Museum of Modern Art, un symposium consacré à l'examen du projet. Une cinquantaine d'invités, la plupart de réputation internationale, avaient été pressentis, y compris des linguistes (Jakobson), des écrivains et des poètes (Octavio Paz, H. N. Enzensberger), des philosophes (Michel Foucault), des sémiologues (Umberto Eco, Roland Barthes), des sociologues, etc. Une trentaine seulement ont effectivement assisté au symposium, parmi lesquels quatre enseignants ou ex-enseignants de la faculté de Nanterre, UER de sociologie (Jean Baudrillard, Manuel Castells, Alain Touraine, Henri Lefebvre).

La première séance commença par un discours d'Emilio Ambasz, directeur du projet, qui le présenta. Elle fut marquée par la lecture d'un magnifique poème d'Octavio Paz sur sa ville, « Mexico », lu et commenté par l'auteur. Ensuite eut lieu un premier « panel », sur la Loi et la Valeur, animé par un juriste, Ronald Dworkin, Professor of jurisprudence, Oxford. Il montra comment se pose, dans les pays anglosaxons, le problème de la transformation sociale : on ne peut rien faire sans changer la Loi, suprême Valeur, mais dès que la Loi est ébranlée, on ne sait où l'on va et le pire est à craindre. Autrement dit, impossible de rien changer sans tout changer; mais comment tout changer sans commencer par un commencement, sans mettre en question la clé de voûte de la société, donc sans se lancer dans une entreprise révo-

lutionnaire non dépourvue de risques? L'imperturbable logique d'Anatol Rappoport accentua le dilemme et creusa l'alternative au lieu de l'atténuer.

Le second « panel » donna lieu à une vive discussion entre spécialistes des sciences destinées à entrer dans le cadre de la nouvelle Université et à intervenir dans la création de la ville expérimentale. Les *sémiologues* (Umberto Ecco, Gillo Dorfles, tous deux Milanais) furent soumis à une critique violente et d'ailleurs procédèrent (du moins Umberto Ecco) à une sorte d'autocritique. « Rendre signifiante la nature, et rendre naturels les signes », déclara Dorfles, comme mot d'ordre. Cette sémiologie se trouva prise entre deux feux : d'un côté, les « réalistes », dont M. Schapiro, et les économistes, rappelèrent les données pratiques de la construction, de la constitution d'une ville; de l'autre, des « gauchistes » et « ultra-gauchistes » montrèrent que les signes et significations provenaient inévitablement, aujourd'hui, de la société déchue et condamnée. Ce que démontra brillamment Jean Baudrillard, non sans y joindre quelques remarques du plus beau noir sur la « pulsion de mort » inhérente à tout projet actuel. Quant à Castells, il déclara que l'intervention massive, donc révolutionnaire, du peuple, est indispensable à toute transformation sociale, y compris celles de la façon de vivre, de la ville et de son espace.

Le troisième « panel » fut dominé par un discours de Christopher Alexander; il expliqua pourquoi il abandonnait ses ambitions et desseins antérieurs, l'architecture paramétrique, l'application de la cybernétique à la construction; l'expérience décisive, pour lui, semble avoir été le conflit entre les étudiants et le Sénat d'une grande université américaine, alors que lui, architecte choisi pour son audace, devait réaménager le campus. Les dirigeants voulaient imposer aux étudiants et à l'architecte une séparation du campus en espaces spécialisés, alors que les étudiants réclamaient des espaces polyfonctionnels et refusaient notamment un lieu unique, exclusivement consacré au repos et au loisir. Écœuré, le jeune et brillant théoricien de l'architecture adopta de ce fait l'idée que l'on ne peut élaborer un espace que pour une communauté concrète (concept que devait dévelop-

per, au cours de la dernière séance, Suzanne Keller). En conséquence, C. Alexander adopte le bouddhisme et la doctrine Zen et quitte l'Amérique pour construire ailleurs la morphologie spatiale adéquate à une vie communautaire de ce type.

Il s'ensuivit une discussion aussi vive et aussi longue qu'obscur, que le discours d'Hannah Arendt ne parvint pas à clarifier.

La dernière séance devait tirer quelques conclusions de l'ensemble des débats. Alain Touraine exposa avec une éloquence persuasive sa thèse : l'Université doit produire de la connaissance et non de l'idéologie ; rôle qu'actuellement l'Université n'assure pas consciemment. Allant encore plus loin, Martin Pawley incrimina les techniques de manipulation et la militarisation des universités, comme réponse autoritaire à la contestation des étudiants dans la plupart des pays.

De ces discussions, dont ce bref résumé trahit la richesse et la confusion, J. Tabibian (California Institute of the Arts), tira des conclusions optimistes en ce qui concerne l'avenir du projet, Université nouvelle et ville expérimentale.

Le sens de cette rencontre ? Il y en a plusieurs. A coup sûr, le mot d'ordre : « Sauver la ville » va dominer la vie politique, scientifique, culturelle des États-Unis pendant une période qui commence et sera longue. Le projet (Université et Ville), pris en charge par une puissance économique et financière, peut avoir des incidences multiples. Mais ce qui paraît résulter de ces débats, c'est d'abord le désarroi, l'aveu d'impuissance, venu aussi bien des sciences spécialisées et des savants (les économistes, les sociologues, les sémiologues) que des autorités dites compétentes. Aux États-Unis, on ne sait trop comment s'y prendre avec « la ville », et l'on est prêt à accueillir les suggestions des Européens, voire des marxistes.

Voici le texte complet d'une communication sur « l'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace », qui n'a été que résumée au symposium de New York, faute de temps.

L'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace

I. INTRODUCTION

Les sciences particulières (parcellaires) traversent une crise aux multiples raisons. Étroitement spécialisés, leurs tenants en sont venus à se justifier en tant que spécialistes, à se légitimer par des philosophies tantôt imprudentes, tantôt outre-cuidantes. Elles en viennent à construire leurs objets (des objets abstraits : modèles, simulations) qui échappent à la critique parce qu'ils échappent à la confrontation. Enfin et surtout il y a une mutation du « réel » lui-même.

Il s'agit, bien entendu, des sciences dites sociales.

Elles eurent, chacune à son tour, des ambitions immenses : s'ériger en science des sciences (cf. l'économie politique, l'histoire, la sociologie, la psychologie, la linguistique...), devenir clé et vérité d'un savoir dominant — fournir le levier ou l'axe d'une transformation de la société, d'une rationalité nouvelle.

Les échecs sont aussi multiples que les tentatives : échecs pratiques (dans l'action régulatrice ou transformatrice du réel) — échecs théoriques (dans la constitution d'une dominance, dans l'élaboration d'une cohérence).

L'hypothèse ici présentée est double :

a. le « réel » social change parce que les activités productrices et les formes de ces activités se modifient. De la production de choses *dans l'espace* (de sorte que l'espace, indirectement produit, se constituait comme collection, somme ou ensemble d'objets), on passe à la production directe *de l'espace* comme tel ;

b. cette production ne relève plus du même savoir, dispersé, disséminé en « disciplines ». Une science prend forme qui peut regrouper autour d'elle des sciences particulières, modifiées et re-centrées : anthropologie de l'espace, psycho-

logie et psychanalyse de l'espace, histoire de l'espace (ou plutôt de l'espace-temps), sociologie de l'espace et du temps, etc.

II. CRISE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

1. Elle est aujourd'hui manifeste et publique, encore que soigneusement dissimulée et travestie par les intéressés : les économistes.

Elle entre dans la crise générale des sciences dites sociales. L'économie politique a échoué pratiquement et théoriquement, mais cet échec permet d'ajouter quelques traits à la description de la crise.

2. Cette crise diffère de celle de la linguistique ou de l'histoire. La linguistique a misé sur une opposition, transformée en dogme et centre autoritaire de la connaissance, l'opposition « signifiant/signifié » (Saussure et son école). Or, on s'aperçoit que la notion de *valeur* joue un rôle décisif, même en linguistique, de façon spécifiée : la *valeur* se rattache à la polysémie de tous les mots; le rapport « signifiant/signifié » n'est pas univoque et dépend de « valeurs » qui ne sont pas seulement des connotations, des éléments d'un second degré, mais des ensembles spécifiques. Quant à l'histoire, elle tombe sous une critique réactive qui nie l'historicité, et sous une critique active qui la situe en montrant que le monde moderne entre dans un « temps » mondial qui ne se conçoit plus selon la vieille historicité mais selon le concept de « stratégie ».

3. L'ensemble de ces sciences se situait sans le savoir (et c'était « l'impensé » de la réflexion épistémologique elle-même) dans la *re-production des rapports de production* de la société existante. Chaque savant acceptait telle ou telle donnée partielle de cette reproduction, s'y insérait, y contribuait. Notamment l'économiste, sans oublier les sociologues depuis Max Weber et Durkheim. L'économie politique, elle, contenait une idéologie et même l'idéologie principale de cette période : productivisme, théorie de la croissance indé-

finie dans le cadre socio-politique du capitalisme, modèles de croissance adaptés au capitalisme d'État et à la politique des organisations nationales (depuis peu : internationales). *La crise, sous cet angle, signifie que la reproduction des rapports de production vient au jour, se découvre comme telle.* Ce qui veut dire que le savoir se reconstitue sur de nouvelles bases. Et déjà par la critique radicale des sciences existantes, de leur contribution aveugle à la reproduction des rapports de production...

4. Ces échecs des économistes, vus de près, indiquent encore mieux leur sens. En fait, ils ont confondu l'économie politique comme science et la politique économique comme pratique, technique, actes de pouvoir. Leurs « modélisations » ont été destinées, de plus en plus consciemment, avec un raffinement de mieux en mieux élaboré, à servir la puissance étatique, à définir sa finalité (apparente). C'est ainsi qu'ils ont associé le productivisme et l'hypothèse de la croissance indéfinie à l'action de la puissance dite publique (celle des pouvoirs « légitimes », notion acceptée sans critique par la plupart des « savants »). Sur ce plan, celui de l'État, de la productivité, de la croissance indéfinie, l'économie politique prétendument scientifique a engendré ses contradictions propres, par exemple l'incapacité reconnue à construire un « modèle » garantissant la croissance contre l'inflation et contre le chômage, établissant la possibilité d'une croissance « harmonieuse » dans les cadres existants. De plus, à la croissance contrôlée et garantie par l'État, à l'élaboration idéologique-scientifique de l'esprit d'organisation et d'entreprise, correspond un *chaos spatial* de plus en plus évident et intolérable. Les économistes ne jetaient sur ce chaos qu'un regard distrait, le laissant à d'autres spécialistes, : géographes, aménageurs, etc. Ainsi leurs modélisations et simulations ont tourné à la catastrophe.

5. En même temps, l'empirisme économique supplantait la « science ». Dans le domaine économique, les études de marché et de motivations ont permis de dominer dans une certaine mesure le marché. La publicité a permis de manipuler les besoins. La prospective a pu définir un horizon, moyen-

nant l'acceptation de quelques postulats (croissance indéfinie, connaissance des besoins, etc.). La recherche opérationnelle et l'informatique de gestion ont perfectionné ces processus, réduisant à peu de chose les efforts et apports des économistes.

Une pratique économique, inhérente à la pratique sociale et politique du capitalisme d'État (et peut-être du socialisme d'État) se substitue ainsi à une scientificité défailante. Elle a sa cohésion pratique, sinon sa cohérence théorique.

6. L'économie politique s'est voulue « science de la production » dès qu'elle ne se contentait pas de dénombrements, de constats accidentels, de descriptions plus ou moins psychologiques (les besoins, les « propensions », les tendances des consommateurs, etc.). Or, elle ne pouvait se constituer en science de la production, car les rapports de production lui échappaient. Avec eux, les autorégulations (spontanées, aveugles) du mode de production capitaliste.

Ici on retrouve la grande idée de Marx : la connaissance scientifique de la société existante coïncide avec la critique de cette société, avec la réfutation de ses idéologies, avec l'analyse cohérente de ses contradictions.

Pourtant, cette idée ne peut aujourd'hui se reprendre telle quelle, puisqu'il y a une *pratique de la production* (qui a permis à la « production » capitaliste, aux « entreprises » d'atteindre une efficacité, en dominant dans une certaine mesure l'effet des hasards et des fluctuations). D'autre part, la vulnérabilité du capitalisme à l'échelle mondiale, au niveau de la compétition des capitaux, du rôle de l'or, de la formation d'un taux de profit moyen planétaire, reste grande et mal connue, même des économistes se disant marxistes!

Science de la production? Oui, si l'on veut, mais *production de quoi?* La production des choses (objets, marchandises) commence à être connue, mais en même temps le concept de chose, d'objet, de produit, s'obscurcit.

7. *La sectorialisation de l'économie*, ou plus exactement de la pratique ainsi constituée (mal unifiée par une « science » qui n'en prétend pas moins à la cohérence, ce qui lui interdit de reconnaître la fragmentation) est curieuse et intéressante. Elle a éclaté en secteurs. Tout se passe comme s'il y avait

des productions différentes : l'agriculture, la production industrielle des produits lourds (acier, pétrole, etc.), la production d'objets uniques ou rares, relevant d'un artisanat supérieur : les fusées et missiles, les prototypes d'avion, etc., et enfin la production d'objets pour la consommation. Ce qui correspond à la fois à une pression considérable du marché mondial et à une désagrégation de ce marché.

8. Une abstraction croissante de « l'objet » isolé, des « modèles » séparés et concepts opératoires », ne va-t-elle pas avec l'apparition d'un nouveau *concret* : l'espace, la connaissance, la pratique de l'espace (avec un double aspect : annulation des distances par l'instantanéité de l'information — domination et re-production dans la pensée des espaces par ces procédés qui les annulent : informatique, cybernétique, techniques des transmissions et communications? Ce qui annonce une dialectisation nouvelle et paradoxale de la connaissance et du « réel ».

III. LA PROMOTION DE L'IMMOBILIER ET LA MOBILISATION DE L'ESPACE

1. L'analyse critique de la re-production des rapports de production montre comment le capitalisme réussit depuis un siècle à maintenir ses rapports spécifiques de production. Il y est parvenu malgré ses échecs à l'échelle stratégique; bien que des pays entiers aient été soustraits aux rapports de production capitalistes (URSS, Chine, Cuba, etc.) la pression du marché mondial sur ces pays continue.

2. Le capitalisme et la bourgeoisie comme classe agissant à l'échelle stratégique n'ont pu maintenir pour l'essentiel les rapports déterminés de production qu'en les modifiant. La thèse d'un pur et simple « re-doublement », d'une répétition pure et simple, d'une simple accentuation de ces rapports par l'idéologie et la contrainte, ne correspond pas aux faits et ne les explique pas. Il y a eu croissance des forces productives, au prix de la destruction d'une partie de

ces forces (du côté « nature », et par les guerres). Le capitalisme s'est étendu en se subordonnant ce qui lui préexistait : agriculture, sol et sous-sol, domaine bâti et réalités urbaines d'origine historique. Il s'est également étendu en constituant des secteurs nouveaux, commercialisés, industrialisés : les loisirs, la culture et l'art dit « moderne », l'urbanisation. Entre ces extensions, il y a à la fois concordances et divergences, unité non sans contradictions (nouvelles, à mettre au jour). Donc, *le capitalisme ne s'est maintenu qu'en s'étendant à l'espace entier* (en débordant les lieux de sa naissance, de sa croissance, de sa puissance : les unités de production, les entreprises, les firmes nationales et supranationales).

3. S'il en est ainsi on pourra dire, on peut déjà dire de l'espace (soit d'un segment, soit d'un ensemble spatial) ce que Marx disait et montrait de chaque *chose* produite : elle contient et dissimule, en tant que chose, des rapports sociaux. Ce paquet de sucre n'est pas seulement un paquet de tel poids, destiné à sucrer le café et le thé. Ce n'est pas seulement une matière payée avec telle somme d'argent. Le paquet et l'argent qui l'a payé impliquent des rapports sociaux, notamment le rapport « travail-capital », le salaire et la plus-value, à la fois exprimés, voilés, aliénés (réifiés) par les choses, l'argent et la matière, l'abstraction et le fait pratique. *De même aujourd'hui, le moindre espace* (sauf celui qui est voué à la perpétuation de la « nature » et encore le sens d'une telle réservation confirmerait-il, si on le regardait de près, la précédente appréciation)...

4. L'« immobilier », dans le capitalisme, n'eut longtemps qu'une importance mineure. Le sol appartenait aux débris d'une classe vaincue, les propriétaires fonciers, classe en tant que telle d'origine féodale. Branche de production d'abord subordonnée, presque artisanale, la construction avait jadis moins d'importance que la production de l'acier ou du sucre (malgré l'adage : quand le bâtiment va, tout va). Or, la situation de cette « branche » a complètement changé, et pas seulement dans les grands pays industriels. Il ne suffit pas de rappeler, pour expliquer ce fait, les phénomènes généraux d'ur-

banisation, l'extension des villes, les progrès techniques, etc. Il faut montrer comment et pourquoi le capitalisme a pris possession du sol, de *l'espace*. D'où la tendance de ce qui fut jadis l'« immobilier », désormais *mobilisé* (constructions, spéculations) à devenir *central* dans le capitalisme, parce que industrie nouvelle, moins soumise aux entraves, saturations, difficultés diverses qui freinent les anciennes industries. Cette tendance, pourtant, est contrariée. L'« immobilier » se voit rappelé à l'ordre, c'est-à-dire à un rang subordonné, car l'afflux des capitaux dans cette branche — autant que les abus spéculatifs — tend à dérégler les mécanismes régulateurs plus ou moins spontanés ou contrôlés du capitalisme. De telle sorte que l'« immobilier » (production et spéculation) oscille entre une fonction subordonnée de relance économique, une fonction de diversion, une fonction de régulation, une fonction dominante. Selon les moments, les pays, etc. Il entre dans *l'inégalité générale* des secteurs, des croissances, des situations économiques.

5. Cependant, ce secteur privilégié a peut-être une fonction essentielle : la lutte contre la tendance à la baisse du profit moyen. La construction (privée ou publique) a rapporté et rapporte encore des profits supérieurs à la moyenne. La spéculation n'entre pas dans ce calcul mais s'y superpose ; en elle et par elle, à travers une médiation — *l'espace* — *l'argent produit de l'argent*. Ce qui provoque, malgré les risques, l'enthousiasme du capitaliste, qui voudrait bien se passer de ces tristes exigences : produire des choses, les vendre malgré les difficultés.

L'investissement dans l'immobilier et les constructions privées et publiques (dans *la production de l'espace*) se révèle fructueux car cette production comporte encore, et pour longtemps, une proportion supérieure de *capital variable* par rapport au *capital constant*. Et cela malgré les investissements considérables et les progrès techniques. Les terrassements et travaux de gros œuvre occupent une nombreuse main-d'œuvre (et notamment de la main-d'œuvre dite « étrangère »). D'où un taux de profit supérieur et la formation d'une masse de plus-value dont une partie revient aux « entreprises ».

Quant aux difficultés venant de la trop lente obsolescence des produits (les bâtiments, les monuments, les « infra-structures », routes, autoroutes, high-ways et park-ways, etc.), c'est-à-dire la tendance au ralentissement de la rotation du capital et les problèmes de crédit, elles donnent lieu à de multiples procédures, d'une grande complexité, qui se traitent entre les « agents » : propriétaires, promoteurs, pouvoirs publics, collectivités locales, banques et organismes de prêt, architectes, etc. Sans oublier complètement les « usagers »...

6. *L'espace instrumental* (c'est ainsi que les spécialistes le nomment. Cf. Françoise Choay, *Connexions*, Paris, 1972, p. 30 s.) est produit et manipulé comme tel par les technocrates, au niveau du global, de l'État, des stratégies. Il porte le nom bureaucratique d'« aménagement du territoire ». Ce n'est qu'une abstraction. D'un côté, il renvoie à l'historique, sur les ruines duquel il s'établit, ainsi qu'à l'anthropologique, voire à la pré-histoire. Mais d'autre part, seuls les intérêts dits « privés », ceux des promoteurs et des banques, lui confèrent une existence pratique : ils s'en saisissent ; eux, eux seuls, se servent de l'instrument que l'État leur fournit ; ils disposent des moyens, maîtres du terrain (malgré quelques obstacles institutionnels). Ce que montrent mal les théoriciens de l'« espace instrumental », qui éludent ainsi une série de questions concernant la production de l'espace et ses contradictions internes-externes. En effet, les « promoteurs » eux-mêmes renvoient à quelque chose de plus : les techniques, les forces productives, dont ils disposent et sont les maîtres occasionnels.

7. La lutte contre l'obsolescence trop lente des produits, contre la rotation ralentie du capital, contre les risques du crédit immobilier, etc., donne lieu aux pratiques et techniques déjà mentionnées. Il faut souligner que ces pratiques vont très loin, par exemple jusqu'à des constructions et destructions inutiles. Et cela notamment dans le centre des villes (à New York plus encore qu'à Paris). La mobilisation de l'espace devient frénétique et pousse à l'autodestruction

des espaces produits. L'investissement déchaîné du capital ne peut se ralentir sans chercher des terrains, des territoires, des zones nouvelles. Ou des compensations.

Ici encore la stratégie ou plutôt les stratégies de la classe dominante se révèlent dangereuses, pleines de risques, détruisant le possible et l'avenir, en les soumettant à des intérêts momentanés, à court terme.

IV. VERS L'ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'ESPACE

1. La critique de l'économie politique, chez Marx, ne se borne pas à quelques remarques dépréciatives; les « classiques », Smith et Ricardo au premier plan, ont tenté une analyse théorique (scientifique) de la « base » de la société bourgeoise; ils n'ont pas été jusqu'au bout de leur tentative; leurs successeurs ont rabaisé le niveau de la pensée jusqu'à l'apologie de la société existante, jusqu'à l'idéologie maquillée en science.

Marx a poussé plus loin cette critique. L'économie politique, telle qu'elle se constitue dans les cadres de la société existante, a un sens profond. S'il y avait abondance de biens, il n'y aurait pas d'économie politique. Se voulant étude objective de la consommation, ou des besoins, voire de la production, l'économie politique n'est jamais analyse de la production, car cela mènerait les économistes à concevoir les conditions de l'abondance, dans une autre société. Ils sont d'après Marx les hommes de la pénurie; ils étudient des raretés (relatives, bien entendu), les « biens ». Ils contribuent à la répartition de cette pénurie; leur pseudo-science recouvre une connaissance concrète, qui porte sur les biens rares, momentanément ou durablement; c'est la connaissance, mal élaborée mais utile, des insuffisances de la production, de ses limites. L'économie est politique en ce sens : elle permet aux hommes de l'État de répartir les pénuries, de sorte que cette « distribution » s'accomplisse sous les masques de la justice, de l'égalité, de la liberté, et même de la fraternité. Ainsi les économistes, volontairement ou non, consciemment ou non, complètent les effets spontanés et aveugles de la

loi de la valeur : la répartition (dans l'espace) des forces productives encore limitées dans la société (bourgeoise, capitaliste). La gestion tend à la croissance, mais sous le contrôle de la bourgeoisie, en dissimulant les côtés négatifs de la situation, en les faisant apparaître comme positifs, et constructifs. De toute façon, les biens abondants ne relèvent pas de l'économie : on en use sans qu'ils aient ni valeur d'échange ni « valeur » d'usage, au sens strict du terme : l'eau, l'air, la lumière, l'espace.

2. Or, qu'est-il advenu depuis le temps où Marx écrivait sa critique fondamentale de l'économie politique? Qu'arrive-t-il aujourd'hui? Ceci, entre autres : les biens qui jadis étaient rares deviennent abondants, ceux qui étaient abondants se raréfient. Ce n'est qu'un processus en marche, mais puissant, et irréversible. Le pain, symbole, en Europe, pour les époques et les pays pauvres, de la nourriture et des choses précieuses (« donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien ») a perdu cette qualité, ou propriété : la rareté. Les produits agricoles, dans les pays développés, deviennent abondants ou surabondants (c'est-à-dire en état de surproduction, tantôt latente, tantôt déclarée : stockages, destructions cachées ou non). Cette situation évidente à l'échelle mondiale n'empêche pas les souffrances de centaines de millions d'êtres humains dans les pays dits « sous-développés » ; ils souffrent de la faim en général ou des faims spécifiques (protéines, etc.). Les pénuries y persistent. Ce qui explique la reconduction d'un certain nombre de problèmes relevant de l'économie politique « classique » et qu'on retrouve dans l'œuvre remarquable de François Perroux. Simultanément, les biens autrefois abondants deviennent rares. Inégalement, bien entendu. L'eau, par exemple. Dans beaucoup d'endroits, il faut la ménager ; les réserves souterraines s'épuisent, la nappe phréatique baisse ; ou bien encore, les eaux, même protégées en apparence, se polluent. Dans quelques contrées il faut produire de l'eau en traitant l'eau de mer. Dans nos pays, l'eau devient rapidement un produit industriel (eaux minérales, eaux de table) parce que les eaux fournies par les moyens habituels ne conviennent plus à la consommation. On voit

poindre le moment où l'air sera filtré au-dessus des agglomérations, autour des villes. En fait, il est déjà un produit industriel dans « l'air conditionné ». De même pour la lumière. Ces biens, il faudra de plus en plus les *produire*. Ce vaste phénomène, les nouvelles raretés, est encore méconnu. Des phénomènes importants mais superficiels (pollution, détérioration de « l'environnement » et de la nature) masquent des modifications encore plus graves. Les « éléments » perdent leur nature.

3. Les « éléments », avec leurs enveloppes spatiales, prennent donc *valeur* (d'échange et d'usage). Ils entrent dans les circuits des échanges : production-répartition-distribution. Ils font partie des richesses, et par conséquent relèvent de l'économie politique. Mais ce n'est plus l'économie politique *classique*, celle qui s'occupait des « produits » au sens courant du terme : choses, marchandises, objets correspondant à des besoins factices ou réels. Les nouvelles pénuries ne ressemblent pas aux anciennes raretés car leur origine et leur site dans l'espace ont beaucoup plus d'importance qu'autrefois les « matières premières » ; moins étroitement localisées, elles se situent dans l'espace entier, cet espace que d'ailleurs occupe entièrement la reproduction des rapports de production.

Considérons maintenant cet espace. Pris absolument, peut-on parler de rareté ? Non. Il s'ouvre de tous côtés. Les techniques permettent de « construire » ce que l'on voudra, aussi bien à la surface qu'au fond des mers, dans les déserts et les montagnes, voire dans les espaces interplanétaires. Les informations sur n'importe quelle région de l'espace peuvent se concentrer en un point quelconque où l'on installera un ordinateur de performance suffisante ; et l'on transportera où il faudra l'acier et le béton. La pénurie d'espace ne s'observe que dans des « lieux » définis : au voisinage des *centres* qui se maintiennent dans les centralités historiquement réalisées ou s'établissent en dehors d'elles.

4. La question de la *centralité* n'est pas des plus faciles. Pour la saisir, pour la résoudre théoriquement, le recours

s'impose à une méthode dialectique portée à un niveau plus élevé qu'auparavant (au temps de Marx). La condamnation prématurée et somme toute grossière de cette méthode plus fine que la logique interdit à toutes sortes de spécialistes, qui se croient compétents (et le sont à leur façon) l'accès de phénomènes plus subtils que les lourdes et massives cohésions qu'ils ont l'habitude de manier. Qu'est-ce que la centralité (urbaine, sociale)? Une forme, celle du rassemblement, de la rencontre, de la simultanéité. De quoi? De tout ce qui peut se réunir, se rencontrer, se rassembler. La forme vide peut et doit se remplir. Aussi chaque époque, chaque période, chaque mode de production a-t-il suscité (produit) sa centralité propre : centre politique, commercial, religieux, etc. Actuellement, la centralisation se veut totale. Elle concentre les richesses, le pouvoir, les moyens de la puissance, l'information, la connaissance, la « culture », etc. Bref : tout. Pourtant, les centralités ont toujours péri et disparu, soit par excès, autrement dit par « saturation », soit par défaut, par incapacité d'appeler tel « élément », soit enfin par assaut des exclus, rejetés vers les périphéries. Tel de ces processus n'empêche pas tel autre; exemple la Rome antique.

La tendance actuelle à constituer des « centres de décision » qui veulent *tout* réunir sur un territoire restreint, cette tendance essentielle entretient la rareté de l'espace sur le territoire considéré. La pénurie d'espace a donc des traits nouveaux; elle est à la fois « spontanée », résultat d'un processus aveugle, d'origine historique — et entretenue, consentie, disons voulue, parfois expressément organisée. Il s'agit donc d'une *contradiction* entre l'abondance passée et possible d'une part, et la rareté effective d'autre part. Cette contradiction n'est pas extérieure aux rapports sociaux de production, encore moins à leur re-production qui implique des stratégies politiques. Elle ne se réduit pas à ces contradictions « classiques » ; c'est une *contradiction de l'espace*.

Les contradictions et *conflits dans l'espace* (avec leurs implications tactiques et stratégiques) n'ont pas disparu, loin de là. Les *contradictions de l'espace* les enveloppent, les portent à un degré supérieur, les reproduisent en les élargis-

sant. De même, la production des choses *dans l'espace* n'a pas disparu, ni un certain nombre de problèmes que pose cette production (non plus la rareté des biens produits, mais la gestion et la possession des moyens de production); pourtant, les nouvelles productions, celles des « éléments », y compris — comme on le verra de mieux en mieux — celle de l'espace lui-même, enveloppent et élargissent les problèmes de la production des « choses ».

5. Voici une contradiction surprenante, profonde entre toutes. L'espace est connu, reconnu, exploré, balisé, élaboré à des échelles colossales, en tant qu'ensemble englobant la terre et presque le système solaire. Les possibilités s'intensifient de l'occuper, de le meubler, de le remplir, de le *produire*! Les informations affluent, dont on sait qu'elles annulent les distances, qu'elles font fi de la matérialité éparses dans l'espace et le temps. En même temps, l'espace est artificiellement raréfié pour « valoir » plus cher; il est fragmenté, pulvérisé, pour la vente en gros et en détail. Il est le milieu des ségrégations. Les sciences parcellaires le découpent (et d'abord l'économie politique, mais aussi l'histoire, la sociologie, la démographie) et l'unité ne se retrouve qu'au cours de laborieux montages inter-disciplinaires. Ou plutôt, elle ne se retrouve jamais, les sciences parcellaires ne pouvant se re-centrer qu'au prix et au terme de modifications à leur programme, à leur méthodologie, à leur épistémologie.

C'est dans ces conditions que se déroule le processus déjà mentionné : « l'immobilier » et la « construction » cessent d'être des circuits secondaires et des branches annexes du capitalisme industriel et financier, pour passer au premier plan. Encore qu'*inégalement* (ce qui se réfère à la grande loi, bien connue, d'inégal développement).

La mobilisation de l'espace a des exigences sévères. Elle commence par le sol, qu'il faut d'abord arracher à l'emprise de la propriété foncière traditionnelle. Non sans difficultés et concessions (les rentes). La mobilisation s'étend ensuite à l'espace entier. Il doit recevoir une *valeur d'échange* (même approximative, même si les prix s'écartent des « valeurs »). Or l'échange implique et suppose *interchangeabilité*. L'échan-

geabilité d'un lieu, qui fait de lui une marchandise analogue à une quantité de sucre ou d'acier, exige qu'il soit comparable à d'autres lieux, et même à tous les lieux de même genre. La valeur d'échange, Marx l'a montré pour les produits-choses, s'exprime en argent. Chaque lieu échangeable figure alors dans l'enchaînement de l'offre et de la demande, les prix ne pouvant perdre toute liaison avec le « coût de production » c'est-à-dire avec les temps de travail social (moyen) nécessaire, dans le vocabulaire marxiste. Il est vrai que d'autres opérations interviennent, notamment la spéculation, pour écarter les prix des valeurs, fausser le jeu des lois (celle de la valeur, celle de « l'offre et de la demande » ou de la désirabilité en termes non marxistes).

La comparabilité indispensable a été atteinte par la production de « cellules » quasiment interchangeables. A la limite, elles le sont. « En passant d'un logement à l'autre, on a toujours l'impression de rentrer chez soi » (paroles d'un « usager »). La théorie et la pratique des « modules » permettent de répéter indéfiniment la cellule prise comme « modèle ». L'indépendance des volumes par rapport au sol originel a été littéralement « produite » par la construction sur pilotis et piliers (Le Corbusier). Mais, *en même temps*, le volume se traite comme une surface, comme un empilement de « plans », sans tenir compte du temps. Les « besoins », dont on parle beaucoup, doivent passer sous ce joug de l'espace; en fait, ils en sont les produits au second degré, bien plus que les raisons. L'échangeabilité et ses contraintes n'atteignent pas seulement les surfaces et volumes bâtis, mais les parcours. Le tout se justifie par le plan et le dessin, par une prétendue « synthèse graphique » du corps et du geste, de l'espace et des activités (cf. A. de Villanova, in *Espaces et Sociétés*, n° 3, p. 238). Ces graphismes familiers aux architectes et urbanistes (plans, coupes, élévations, dessins, tableaux visuels animés par des silhouettes et figurines, etc.) interviennent comme *réducteurs* de la réalité qu'ils prétendent re-présenter, et qui n'est d'ailleurs qu'une image du « mode de vie » admis, et par conséquent imposé, dans *l'habitat* (pavillonnaire, ou « grand ensemble » normal, c'est-à-dire *normalisé*). Les volumes se traitent d'une façon qui ramène l'espace au sol

possédé au titre de propriété privée, malgré les efforts pour l'en détacher. Les prétendues solutions d'aménagement étendent donc aux lieux, aux gens, aux besoins, les contraintes de l'échangeabilité, présentées comme des contraintes techniques, et parfois comme des exigences de la moralité publique. L'économique a toujours rejoint un ordre moral. L'interchangeabilité entraîne donc une quantification sévère, qui s'étend aux alentours de l'habitat (espaces intermédiaires, parcours, équipements, « environnement »). Les particularités dites naturelles disparaissent dans l'homogénéisation : les sites, mais aussi les corps et la réalité physique des « usagers ». La *quantification* en apparence technique est en vérité financière!

6. *La valeur d'usage* disparaîtrait-elle? Cette homogénéisation des fragments dispersés et commercialisés de l'espace entraînerait-elle la priorité absolue de l'échange et de la valeur d'échange? Celle-ci se réduirait-elle à des *signes* de prestige et de standing, différences internes au système, superposées jusqu'à les absorber aux « valeurs » produites pour la vente, aux coûts de production? Non. L'acquéreur d'espace continue à acheter de la *valeur d'usage*. Il n'achète pas seulement un volume habitable (plus ou moins), convertible et commutable avec d'autres, et seulement marqué sémiologiquement par le discours publicitaire ou par les signes visibles d'une certaine « distinction ». L'acquéreur est preneur d'une *distance*, celle qui relie son habitation à des lieux : les *centres* (de commerce, de loisirs, de culture, de travail, de décision). Ces distances rendent tel lieu plus ou moins désirable; mais ce n'est pas exactement cette « désirabilité » (qui permettrait d'introduire ici des images psychologiques, des « marginalismes ») qui joue le plus grand rôle. La consommation de l'espace diffère de la consommation des choses, non pas seulement par la taille et la quantité, mais par des caractères spécifiques. En fait, le *temps* rentre ici en scène, bien que l'espace à la fois programmé et fragmenté tende à l'éliminer. On achète un *emploi du temps*, c'est-à-dire à la fois une économie de temps (distance faible ou grande), et un agrément. L'espace enveloppe le temps. On a beau dédaigner

celui-ci, il ne se laisse pas réduire. A travers l'espace, c'est un temps social qui est produit et re-produit.

La théorie d'après laquelle l'échange supprime l'usage jusqu'à l'absorber ne repose que sur l'examen d'un secteur très étroit de la production, celle d'objets pour la consommation (surtout les autos et les meubles, mais aussi, dans une moindre mesure, les vêtements, la nourriture) où *signes* et significations ont pris une importance grandissante. Signes de quoi? De prestige, de situation sociale, de différences à l'intérieur de la société bourgeoise. Signes pour qui? Pour la fraction des classes moyennes, dites supérieures, qui pratique la consommation ostentatoire, qui aime à se voir et à se faire voir, qui croit imiter la grande bourgeoisie et qu'imité une partie des classes moins « aisées ». Ces couches ont une influence et une réalité socio-économiques incontestables, mais l'étude de leurs mœurs et institutions spécifiques ne peut se généraliser qu'au nom d'un esprit de système qui outrepassa la connaissance. D'un secteur, Jean Baudrillard (cf. *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972, recueil d'articles antérieurement publiés) conclut à l'ensemble, selon le procédé des systèmes (réduction — extrapolation). Procédé qui, de plus, propose de substituer une *logique* (sociale ou autre) à la pensée dialectique, en liquidant celle-ci. Il est clair que les autres secteurs, notamment la production industrielle lourde et celle des « objets » de type supérieur (fusées, missiles, etc.) n'entrent pas dans cette rationalisation. *De même l'économie politique de l'espace*. Par rapport à celle-ci, l'« économie politique du signe », lorsqu'elle se veut générale et dogmatique, ne présente qu'un détournement. A peine moins lourd que la pesante systématisation tentée par l'école structuralo-fonctionnalo-marxiste (L. Althusser) à propos du « mode de production », clos par leurs soins. Il n'y a qu'une logique, la logique formelle. La « logique de classe » n'existe pas; il n'y a que des stratégies, poursuivies avec plus ou moins de rigueur et de chance. Les signes de l'espace, et — pour bien balancer la formule — l'espace des signes, ne sont que l'aspect pittoresque — visible, lisible, scriptible, donc risible — d'opérations et de réalités autrement vastes et dramatiques.

Valeur d'échange et valeur d'usage se retrouvent, dans un rapport dialectique qui ne coïncide plus avec le rapport d'opposition polaire « classique » analysé par Smith et Ricardo, et surtout par Marx au début du *Capital*. Le rapport se complexifie. Les deux pôles de la valeur se situent dans l'espace. La forme spatiale, celle du centre et de son corrélatif, la périphérie, joue un rôle. La référence au travail social (moyen), autrement dit aux coûts de production, persiste mais se relâche, en raison du caractère spéculatif qui vient de ce que le volume construit reste attaché au sol, lequel dépend d'un « propriétaire ». L'élément concurrentiel ne suffit plus à ramener les prix aux « valeurs » (à la « vérité des prix ») sans pour autant que son efficacité ait entièrement disparu. Le monopole du sol, donc de l'espace, ajoute ses effets à ceux du capitalisme monopolisateur en tant que tel.

Ce qu'on paie, avantages et désavantages, se réfère aux *rentes* (de situation, d'équipement) lesquelles dépendent du sol et de la propriété du sol, mais ne coïncident ni avec le prix du sol, ni avec son intérêt, ni avec l'intérêt du capital prêteur. De plus, l'usage du volume acquis peut, débordant la quantification monétaire stricte, se charger de significations d'ordre sémantique. De telle sorte que l'espace devient à la fois *insignifiant* par rapport aux anciens symboles et symbolismes (naturels, esthétiques, religieux ou moraux), et *super-signifiant* (super-objet) par rapport aux nouveaux aspects sémiologiques des objets. Le sens des espaces produits — l'extension du capitalisme à l'espace entier — est à la fois éclatant et brouillé. D'où le « super-signifiant ». La valeur d'usage finit par se représenter en termes hiérarchisés : avantages, capacité de puissance et de rapports avec le pouvoir, milieux et lieux plus ou moins prestigieux. Elle ne disparaît pas pour autant. Des contradictions nouvelles apparaissent : entre centralité et périphérie, entre ce qui relève d'un pouvoir et ce qui lui échappe, entre les hasards de l'usage et les nécessités de l'échange, etc. Le tout dans le cadre contrôlable et contrôlé de la pénurie d'espace, en partie factice. Si l'extension et la raréfaction de l'espace peuvent figurer dans une même stratégie, elles peuvent aussi entrer en conflit.

7. L'économie politique de l'espace est bien une *économie* impliquant une *politique*, à savoir une stratégie ou plusieurs stratégies. Elle n'en est qu'à ses débuts, théoriques et pratiques; mais la pratique, ici comme ailleurs, devance la théorie. Rien de plus normal : c'est ainsi que la théorie et les concepts ont un contenu et se vérifient (c'est-à-dire légitiment leur contenu et leur portée *critique*!)

Cette économie politique de l'espace se discerne encore mal, concepts critiques y compris, de « l'économie urbaine ». Celle-ci ne représente qu'un cas de l'économie classique et de la politique économique traditionnelle. Elle étudie, on le sait, des questions diverses dont le lien lui échappe : coûts, transports, équipements, etc. Études souvent objectives et valables, mais qui ne franchissent pas le seuil qui sépare une science en déperissement d'une connaissance renouvelée. L'économie politique de l'espace semble, pour s'exprimer avec les précautions d'usage, destinée à se développer. Permettra-t-elle d'intervenir? Fournira-t-elle des concepts « opératoires »? A coup sûr. Ce qui redouble la question déjà présente et pressante : « Pour qui et pourquoi? », autrement dit la question du pouvoir.

Il va de soi (faut-il le ressasser?) que cette économie politique de l'espace, en tant qu'expression théorique et critique d'une pratique sociale dans le cadre de la société existante (des rapports de production capitalistes) n'annule pas la production des biens dits de consommation (durables ou non), ni les problèmes y afférents. Et même elle se réfère à ces problèmes; mais elle tend à *déplacer* les questions essentielles, ou plutôt à montrer les *déplacements* qui s'accomplissent effectivement dans la pratique, avec les procédures et résultats habituels, à savoir substitutions d'agents et de personnes, transferts de responsabilités, usurpations de compétences et de pouvoirs, parfois d'idéologies, confrontations et stratégies nouvelles. Le problème de la possession et de la gestion des moyens de production reste entier, bien que déplacé vers la production, la gestion, l'organisation de l'espace. Ce qui amplifie le problème au lieu de le résoudre. En meilleurs termes : ce qui élargit les contradictions, au lieu de les abolir!

Il va également de soi que l'économie politique *de l'es-*

pace, sur le plan théorique, implique la critique de la réalité exposée, saisie par les concepts, élevée au niveau théorique. Comme dans *le Capital* de Marx, analyse critique de la production des choses *dans l'espace*. Cette théorie n'abolit pas les concepts élaborés par Marx (comme : valeur d'usage et valeur d'échange), ni sa méthode; elle les transforme en les transférant à une échelle plus vaste, à un autre niveau. Mettre l'accent sur les contradictions d'une réalité, cela veut dire que la critique reste interne à cette réalité, au sens de Marx. La critique interne n'a rien d'une critique moralisante, philanthropique ou humaniste (même si elle ne fait pas fi des « hommes »). Elle relève de la connaissance scientifique; la science qui se veut « positive » et seulement « positive », en excluant au profit du constat et du constant, de la cohérence et de la logique, la portée critique et dialectique du savoir, cette science se charge d'idéologie non connue comme telle.

8. Le concept de *composition organique* du capital (proportion de capital variable et de capital constant) est un des plus importants et des plus méconnus de la pensée marxiste. La théorie d'une composition *inéga*le des capitaux, d'une composition *moyenne*, d'une tendance à l'accroissement de la composition, fait partie des théories et des lois tendanciell^{es} découvertes par Marx.

L'économie politique de l'espace en tient doublement compte : à l'échelle locale, à l'échelle planétaire (celle du marché mondial). Au niveau local, comme toute industrie, celle de la construction — au sens large, pas seulement la construction du domaine bâti, mais celle des « infrastructures » : routes, autoroutes, aérodr^{omes}, etc. — a augmenté considérablement la composition organique de son capital. Comme l'agriculture. Pourtant, les investissements massifs et l'introduction de techniques modernes n'ont pas porté cette industrie au rang des industries de pointe. On sait déjà que la main-d'œuvre conserve une grande importance (capital variable énorme : travaux de terrassement, emploi de la main-d'œuvre étrangère). D'où la production massive de plus-value et l'effet important déjà reconnu : contre la baisse (tendancielle) du taux du profit. Ce qui donne à cette pro-

duction un caractère spécifique et un poids particulier, à côté de la production agricole et des autres secteurs déjà mentionnés (économie politique des produits industriels — industrie lourde et de moyens de production — production des biens de consommation, etc.).

Mais il y a plus important. La notion de *composition* (organique) *moyenne du capital* ne concerne pas seulement les entreprises, les branches d'industrie prises séparément. Elle s'étend aux régions, aux pays et nations. Bien qu'on la retienne rarement comme critère du « développement » et du « sous-développement », c'est sans doute cette notion qui en fournit les caractéristiques les plus pertinentes. Car elle rend compte simultanément du *processus* (tendance *inéga*le à l'accroissement de la composition organique) et du *résultat* (compétition, confrontation, péréquation des « valeurs d'échange » produites par des capitaux de composition moyenne inégale, selon le secteur et le pays). Les transferts de capitaux (de plus-value) d'un pays ou d'un secteur à un autre, jouent un rôle incessant à l'échelle mondiale.

Sans reprendre cette analyse (cf. H. Lefebvre, *Au-delà du structuralisme*, dernière partie) qui va jusqu'aux questions monétaires les plus actuelles, il faut souligner ici la *spatialité* de ce concept : la *composition organique moyenne*. Il ne correspond pas à un élément extra-spatial, abstrait à la manière de la « valeur » (d'usage et d'échange) mais à une *localisation*. Sur le marché mondial, dans les rapports, confrontations, péréquations qui se constituent ou se déroulent à cette échelle, invisibles, peu lisibles, et cependant prégnants et pressants, la composition organique moyenne fournit le repère, la référence. Par rapport aux États-Unis, la composition organique du capital dans tel pays d'Afrique ou d'Amérique latine est faible. D'où quelques problèmes ! Les rapports entre secteurs et pays à l'échelle planétaire se concrétisent ainsi comme rapports *spatiaux*. Et non plus en séparant l'espace géographique de l'espace économique, ou de l'espace politique. Ou bien en les mélangeant dans le « socio-économique » et le « socio-politique ». L'économie politique de l'espace prend ainsi toute sa dimension. A cette taille, la *valeur d'usage* de l'espace devient *politique*.

9. Il s'agit donc, avec le changement d'échelle, d'un changement qualitatif. Au niveau local, l'acheteur d'un volume « habitable » se procure un temps quotidien. Au niveau planétaire, le pouvoir d'État qui domine un espace se procure puissance et instrument de puissance. L'usage au niveau local — emploi du temps et agréments, rareté de l'espace bien situé — a un caractère immédiat. Au niveau global, donc stratégique et politique, l'espace a un usage médiat, direct (profits) et indirect (stratégies). A ce niveau, à cette échelle, les stratégies politiques se servent de l'espace doublement : elles utilisent toutes les ressources des espaces « riches » — elles se déploient dans tous les espaces existants.

Les différences économiques dans les compositions des capitaux supportent des différences amplifiées, c'est-à-dire des contradictions à l'échelle des stratégies. Le marché mondial, qui ne se réduit pas à celui des marchandises et des choses ou objets, qui comprend celui des *capitaux* et même possède en celui-ci son composant principal, le marché mondial prend une existence concrète, dès que l'économie politique de l'espace montre ses dispositifs sur la surface terrestre. Le marché mondial occupe l'espace et se répartit en espaces déterminés. Sa théorie fait partie de l'économie politique de l'espace.

10. Cette théorie reprend à un autre niveau des distinctions connues : centres et périphéries, significations et non-significations. Les choses et produits étudiés par l'économie classique prennent distance et abstraction par rapport à l'espace ainsi déterminé : *au concret spatial*. Les catégories économiques retrouvent alors, dans une large mesure, le caractère concret qu'elles eurent jadis, quand elles se liaient aux forces déployées dans l'histoire avec la ville, la place du marché, la halle et le beffroi. Ce concept, celui de *concret spatial*, surmonte celui d'*espace géométrique*, celui d'*espace visuel*, celui d'*espace spécialisé* (économique, géographique, etc.). Mais à ce niveau les oppositions révèlent les contradictions qu'elles recèlent et dissimulent (échange-usage, centre-périphérie, totalité-émiettement, homogénéité-différence, et peut-être : production-autodestruction).

11. L'espace concret ne coïncide avec aucun des découpages que l'analyste effectue en lui; il se conçoit comme un enveloppement de niveaux successifs. Au niveau élémentaire (micro), les unités de production et les aires de consommation conservent leur importance. Au niveau le plus élevé, il y a le marché mondial (l'espace planétaire) avec ses composants les plus proches, les pays (caractérisés par une composition organique du capital). Entre les deux, il y a les villes et les grandes zones urbaines.

Villes et zones urbaines jouent un rôle de plus en plus considérable à tous points de vue et leurs problèmes deviennent essentiels. Considérés par rapport aux forces productives, pour les stimuler ou pour les freiner, les espaces urbains ont une importance décisive. Cette observation peut s'étendre jusqu'aux problèmes politiques.

Les difficultés des États-Unis sont multiples; elles viennent en grande partie des villes : incontrôlables, invivables, ingouvernables. « Sauver les villes! » devient le mot d'ordre politique, dont les deux partis en présence se réclament de plus en plus, chacun prétendant apporter les moyens et la stratégie du salut. Les problèmes non résolus (insolubles, à coup sûr, dans le cadre social et politique actuel : dans les rapports de production existants) réagissent sur l'ensemble de la société : dégradation de la vie civique et sociale, tendance à la baisse de la productivité et des taux de croissance, alors que les pouvoirs politiques continuent à viser la poursuite indéfinie de la croissance.

Si l'Europe fait meilleure figure qu'il y a quelques dizaines d'années devant les États-Unis, ne serait-ce pas en raison d'un meilleur état (relativement) de ses villes, de la répartition dans l'espace des forces productives et moyens de production, en bref d'une « économie politique de l'espace » en meilleure posture? Ce qui ne lui permet en rien d'échapper aux conséquences de la loi d'inégal développement.

V. LA PRODUCTION DE L'ESPACE

1. Il n'est pas exact qu'il faille choisir entre la reconduction pure et simple de tous les concepts marxistes et leur abandon

pur et simple (alternative proposée par les dogmatiques, dont Paul Matick dans son livre récemment traduit : *Marx et Keynes*). Le marxisme n'est pas un bloc homogène. Pas plus que l'hégélianisme.

Faut-il choisir entre une notion étroite et précise de la production (produire des tonnes d'acier) et une notion large mais indécise (produire des signes, du langage, de l'idéologie)? Non. De même, faut-il opter entre un concept rigoureux mais limitatif du travail (le travail manuel, le travail productif de choses, de plus-value, etc.) et un concept ou pseudo-concept mal déterminé (le travail intellectuel, le travail idéologique, le travail politique)? Pas davantage. Enfin, il n'est pas vrai que chacun doive opter entre le conservatisme et le révolutionnarisme. (Tout ou rien! Tout et tout de suite!) — Marx est mort? Vive Marx!...

2. L'exposé des raisons motivant une « économie politique de l'espace » fait partie d'une théorie plus vaste, celle de la *production de l'espace*. Disons bien : « production de l'espace », et non pas de tel ou tel objet, de telle ou telle chose *dans l'espace*. L'analyse ou l'exposé de cette *production* diffère radicalement des études qui se multiplient, qui se veulent « science de l'espace » et par conséquent ne portent que sur des *représentations de l'espace* (y compris les représentations mathématiques) ou sur des *fragmentations de l'espace* (l'espace institutionnel, l'espace de ceci ou de cela, y compris « l'espace épistémologique »). La théorie de la production de l'espace peut utiliser ces études morcelantes et morcelées, oscillant entre l'empirisme et l'abstraction; de même l'économie politique de l'espace peut se servir de l'économie urbaine, de la géographie régionale ou générale, etc. A condition de les modifier en fonction d'un changement d'échelle et surtout de centre. Comme il a déjà été dit, on peut concevoir une anthropologie de l'espace (et du temps), une sociologie de l'espace (et du temps), une archéologie, une histoire de l'espace et du temps, etc., utilisant avec réserves et précautions les résultats de l'anthropologie, de la sociologie, de l'histoire. Il convient maintenant d'insister sur le changement d'échelle et sur le déplacement du centre

de la réflexion. (Sur l'anthropologie de l'espace, cf. E. I. Hall : la *Dimension cachée*, p. 129 s.) Aucune de ces « disciplines », suivant le désagréable vocabulaire fréquemment employé, n'a le droit de masquer l'exigence plus vaste.

La production de l'espace tend aujourd'hui à dominer la pratique sociale, sans y parvenir, étant donné les rapports de production. Elle correspond au niveau des forces productives. Elle suppose l'emploi des forces productives et des techniques existantes, l'initiative de groupes ou classes capables d'intervenir à une grande échelle, l'intervention également d'individus capables de concevoir des objectifs à cette échelle, agissant dans un cadre institutionnel déterminé, porteurs inévitablement d'idéologies et de représentations, notamment de représentations spatiales. Idéologies et représentations correspondent aux groupes et classes, donc aux rapports sociaux de production, c'est-à-dire aux obstacles devant les forces productives et les possibilités qu'elles contiennent.

3. *La production de l'espace* comme tel a été découverte, confusément, aux environs de 1920 ou plutôt entre 1920 et 1930, en Europe et en Amérique. Inutile de revenir sur l'effondrement déjà complet à ce moment des anciens *référentiels* (l'espace du sens commun, l'espace absolu des géomètres et des physiciens, la perspective et la ligne d'horizon, sans omettre Dieu et le Diable, l'Homme, la Ville et l'Histoire, le Père et la Famille, etc.). Aux environs de 1920, la recherche commence d'un nouveau référentiel : le surréel, le langage, le pur savoir, le parti politique, etc.

Simultanément, deux écoles : le Bauhaus en Allemagne, et l'école architecturale en Russie soviétique — et deux hommes presque solitaires : Le Corbusier et F. L. Wright — entrevoient la production de l'espace. Aidés par des artistes (Kandinski, Klee), eux-mêmes artistes et philosophes, les théoriciens du Bauhaus vont plus loin que les autres. Ils conçoivent que les objets (architecturaux, urbanistiques, mais aussi « mobiliers ») ne peuvent plus se produire isolément, l'ensemble résultant d'une rencontre hasardeuse, au mieux d'un jugement de goût. Chaque « objet » (monument ou

bâtiment, meuble ou immeuble) doit se percevoir dans sa totalité, au sein de l'espace, en tournant autour, en saisissant tous ses aspects. Ce qui exige que l'espace lui-même soit perçu et conçu, saisi et engendré comme un tout. Les niveaux et dimensions de l'espace, du global au plus local (le meuble) relèvent d'une conception unitaire et d'une même activité productrice. Gropius et Mies van der Rohe ne réaliseront que des objets architecturaux (des maisons-tours) mais ils ont pressenti les possibilités nouvelles des techniques « modernes ». A la même époque, les grands architectes soviétiques pensent que la révolution va produire un nouvel espace et dans cet espace des rapports sociaux entièrement nouveaux, dégagés des contraintes étatiques, rapports qu'ils proposent de « condenser », de lier à des espaces élaborés par eux. Leur échec fut, on ne le sait que trop, total. Ne le préfiguraient-ils pas eux-mêmes lorsqu'ils distinguaient, comme le montre A. Kopp, ce qui relève de la vie privée et ce qui relève du travail, de la vie publique et politique, en projetant ces éléments dans des lieux séparés? Cette avant-garde ne proposait rien de moins et rien de plus que : « travail-famille-patrie », ce qui devait se réaliser de diverses manières imprévues, et bien entendu contre eux! Pourtant, ils avaient bien vu que pour changer la vie, il faut changer l'espace (son occupation et sa morphologie sociale). Quand à Frank Lloyd Wright, génie solitaire, il croyait *créer* des rapports sociaux nouveaux en produisant un espace original et une morphologie spatiale inédite (Broadacre). De ces novateurs, découvreurs de l'espace, le moins important, le moins intéressant, le moins sympathique est sans doute Le Corbusier, dont la rhétorique se ressent du caractère autoritaire et réactif de la société française, caractère auquel il adhéra pleinement : rigueur de l'angle droit et de la ligne droite, rigidité du vertical, symbolisme inclus : le sens de l'État, de l'ordre moral établi ou à établir, sous couleur de rationalité spatiale.

Que reste-t-il de cette prodigieuse effervescence? Au moins un concept théorique, celui de la *production de l'espace*.

La capacité de produire l'espace s'est prodigieusement accrue depuis le Bauhaus. Les sociétés ont toujours produit un certain espace, le leur, à la surface du sol. On le comprend

mieux, aujourd'hui, à la clarté du concept qui se dégage. Un bond des forces productives permet de véritablement produire l'espace. Cette production peut faire appel à toutes les techniques et toutes les sciences, celles qui captent et utilisent les énergies massives, et celles qui étudient ou utilisent des énergies fines (informatique, cybernétique). La destruction de la nature a cet envers et cette contrepartie : la production d'espace. L'automatisation, autre aspect des forces productives et la haute technicité ne se lient pas immédiatement à la production de l'espace; pour l'instant, elles serviraient plutôt au contrôle de l'espace existant.

Le concept reste obscur, paraît-il, pour beaucoup de gens. Cette obscurité a plusieurs raisons. Il semble que l'espace soit seulement *marqué* : jalonné par l'occupation et le peuplement. Ce qui ramène l'espace social à l'étendue archaïque du sol, celui des bergers et des nomades, celui qu'étudient les anthropologues, celui des espèces animales. C'est méconnaître la transformation de la nature et de l'espace au cours de l'histoire et l'importance du phénomène urbain. C'est ignorer l'essence de la domination sur la nature, en la réduisant à certains signes de cette domination (elle-même réductrice et destructrice, d'où une réduction au second degré).

Dans la pratique comme dans la représentation, la production d'espace a des entraves venues des rapports de production, et notamment de la *propriété privée du sol*. La propriété d'État ne vaut guère mieux! C'est la société entière, pratique et théorie, savoir et idéologie, qui est retenue, tirée en arrière. L'examen critique attentif d'activités qui semblent au premier abord pratiques à savoir la construction, l'architecture, l'urbanisme, montre comment agit la réduction : tout se ramène au sol, au plan, au dessin, à la projection sur une surface, d'où aplatissement et platitude. Les fameux « partis » architecturaux, les prétendues options, impliquent cette réduction préalable, que met en évidence une analyse critique et non une systématisation d'ordre « épistémologique ».

La propriété du sol a cet effet bien connu, sur lequel il ne faut pas se lasser d'insister : les rentes. Elles se transportent au cœur des villes, d'une façon parfois surprenante. Au cœur

de Paris, les locataires d'immeubles, très habitables malgré l'absence du confort dit « moderne », se voient reprocher par des gens compétents et bien en place, de ne pas payer la « rente de situation », parce que leurs loyers restent faibles ! Ce qui justifie, paraît-il, la destruction de ces immeubles et leur remplacement par des bureaux ou par des logements à loyer élevé. Ce qui livre les terrains à des opérations fructueuses. Inutile d'insister. L'effet le plus puissant de la propriété du sol, le plus dangereux, ne serait-ce pas la *ruralisation de la ville* au cours de son extension et de l'urbanisation généralisée ? Dans les banlieues, dans le « tissu urbain » plus ou moins dense qui s'étend jusqu'au fond des campagnes, les capacités productrices sont trop évidemment ramenées à peu de chose. La rentabilité la plus haute correspond au sous-emploi dérisoire des forces productives, à la caricature des possibilités. Les techniques « modernes » ne s'utilisent que pour la circulation : pour frayer le chemin de l'objet-pilote, de l'objet-roi, l'automobile. Il est vrai que parfois les ouvrages construits pour le passage des voitures sont admirables, évoquant ce que pourrait donner la production de l'espace libérée des contradictions qui proviennent du conflit entre les forces productives et les rapports de production, à une échelle beaucoup plus vaste qu'au temps de Marx !

4. La contradiction se creuse donc entre le possible et le réel. Ce qui donne lieu à la pensée « utopienne », mais confère à cette exploration du possible un caractère *concret* que n'a précisément pas le positivisme, qui verse dans l'abstraction. Ce renversement de situation échappe encore à beaucoup de bons esprits, comme on dit.

L'espace effectif reste-t-il un espace homogène, vide, à la manière de l'espace euclidien, rempli d'objets, de choses, de gens ? Non. Cet espace *instrumental*, celui de la représentation, celui des technocrates, n'est pas l'espace social effectué. En tant qu'instrumental, il tend à se resserrer, à se clore, à ne rien admettre que du répétitif, du signifiant reconnu. Cependant, en tant qu'espace d'une pratique sociale, *produit* comme tel, il possède des caractères spécifiés et

déterminés. Si le télescopage entre ces caractères spécifiques et l'espace géométrique classique (euclidien) s'accomplit, s'il est permis dans l'espace social, il ne le définit pas. Comment donc définir cet espace? Il est *visuel et phallique*. Dictature de l'œil : celui de Dieu et du Père, du Maître et du Chef, du Patron et du Policier. Regards souverains de la présence étatique. Contrôle. Domination abstraite de la nature impliquant et recouvrant la domination concrète sur les hommes réunis en société. Espace et langage du Pouvoir et de la Volonté de puissance. Espace civil et militaire, masculin et stratégique. Images et musculatures. Le Visuel et le Phallique se soutiennent, se complètent, non sans risque de conflit, car le Phallique intervient avec brutalité, alors que le Visuel se contente de la mise en images. Les tours, les monuments s'érigent au-dessus des sols et surfaces, des platitudes, non pour dire et faire autre chose, mais pour mieux surveiller et contrôler. Ces puissances rigoureuses et vigoureuses entretiennent ainsi un temps, celui de l'ordre (moral).

Transparent en apparence, spéculaire, spéculatif, cet espace n'a rien d'innocent. Il est lui aussi *produit*, selon les vues et les intérêts des « producteurs », alors qu'il a l'air de surgir du sol naturel pour remplacer équitablement la nature. Il a même parfois l'allure d'un espace de l'énergie vitale et du désir, alors qu'il est celui des besoins filtrés et codifiés.

5. Les possibilités stoppées, réduites, n'en évoquent pas moins un autre *mode de production*. Ce terme reprend une vigueur qu'essaient en vain de lui restituer les dogmatiques du marxisme. Un autre *mode de production*? Oui, la production d'espaces aussi divers que les espaces naturels, différents les uns des autres et de leur matrice originelle. Il va de soit que la production d'objets *dans l'espace* ne disparaît pas pour autant. Faudra-t-il encore le répéter? Sans doute. Mais le « mode de production » transformé ne comporterait pas seulement la transformation des rapports de production, y compris ceux qui maintiennent la propriété du sol. Il ne se définit pas seulement par la propriété et la gestion collectives des moyens de production, mais par la gestion et la

production « collectives » de l'espace lui-même. En y comprenant la *nature*, reproduite et transformée en espace social, intégrée ou réintégrée après sa dégradation en tant que force productive. Il s'agit donc d'une autre *façon de produire* et pas seulement du perfectionnement des moyens de production de leur possession et de leur gestion. Effet et raison des bouleversements, le nouveau « mode de production » ne peut se réaliser sans le bouleversement des rapports, et par conséquent de l'espace existant.

6. La production de l'espace ne peut que produire de *l'espace différentiel*. Puisque sa réduction, celle qui affecte ses possibilités, aboutit à l'espace homogène...

Par rapport à l'espace différentiel, l'espace homogène spécifié (visuel, phallique) n'est autre que *l'espace de mort*. Réduction mortelle des forces productives. Retour en arrière de la pratique sociale. Destruction de la nature pendant que *l'urbanité* se disperse dans un espace pseudo-naturel. Destruction des forces productives. Répétition de tout ce qui est antérieur, présentée comme « néo ». Autodestruction nucléaire. Autodestruction de la vie sociale au profit des puissances politiques (stratégiques). Cet espace est *cumulatif* : des causes de mort. Et voilà pourtant le « réel » des réalistes. L'espace visuel-phallique prononce la mort du corps après celle de l'homme, de l'histoire, de Dieu. Ira-t-il jusqu'à l'exécution de sa sentence, pourtant *signifiée*?

*La bourgeoisie et l'espace**

Je précise tout de suite que je ne parle pas en tant que représentant de l'Université française, bien que j'enseigne la sociologie dans cette université parisienne de Nanterre que les événements de 1968 ont rendue célèbre. Je voudrais dire, en passant, que les étudiants en sociologie de Nanterre avaient reçu un enseignement marxiste. De cet enseignement, il résultait pour eux qu'ils ne devaient pas se replier sur une micro-société contestataire à la manière des étudiants dans d'autres pays, mais devaient attaquer la société bourgeoise dans son ensemble et à sa tête, l'État. Je crois que cet enseignement marxiste a eu une certaine importance dans le cours des événements qui se sont produits en France en 1968.

Je ne parle pas en tant que membre de l'Université française, ni en tant que délégué d'une institution quelconque, mais en mon nom personnel. A quel titre suis-je ici pour m'adresser à vous ? Je suis un philosophe, mais non un philosophe au sens où la philosophie se veut « pure » et prétend se suffire à elle-même. Pour moi, la philosophie interroge la pratique sociale et politique ; elle s'efforce de la porter au niveau du langage, du concept, de la théorie. Dans cette pratique actuelle, l'architecture, l'urbanisme, le problème du logement et celui de la ville, sont importants. Il y a plus : c'est le niveau actuel des forces productives et leurs possibilités qu'il faut interroger.

En un mot, c'est en marxiste que je m'adresse à vous ;

* *Intervention au Congrès international de la Vivienda, Santiago du Chili (le 14 septembre 1972), et au XXIII^e congrès de l'Institut international de sociologie (Caracas, le 20 novembre 1972).*

je veux proposer une analyse théorique du capitalisme moderne, analyse basée sur l'étude des pays développés et centrée sur les problèmes de l'espace. (Je m'excuse de ne pas parler du Chili, de l'Amérique latine : je les connais mal.) Je veux rappeler quelle était la méthode de Marx. Il partait des traits dominants, les plus généraux de l'époque, des traits les plus accentués, pour saisir ensuite les différences. Il partait des conflits fondamentaux pour déterminer et apprécier les conflits secondaires, dérivés et conjonctureaux. Cette méthode que j'emploie se justifie d'ailleurs, puisque cette rencontre est une rencontre internationale.

En un langage plus simple, je veux vous parler brièvement de la France et de l'Europe, de ce qu'il y a de nouveau là-bas, et de quelques enseignements qu'on peut en tirer. Je laisserai à vos réflexions le soin de conclure. Je n'ai pas à donner de leçons à qui que ce soit.

La France, vous le savez déjà, est un pays industriel développé, c'est-à-dire que les forces productives y ont atteint un haut niveau, dans les cadres du mode de production capitaliste. Pourtant, la France ne figure pas parmi les plus grands pays industriels. C'est si vrai, qu'une modernisation est en cours (économique, technologique, institutionnelle), modernisation qui permet d'étudier et de définir sur un bon exemple le néo-capitalisme, autrement dit le capitalisme d'organisation. Je ne dis pas le capitalisme organisé, et l'on verra que cette différence a beaucoup d'importance.

La France est aussi un impérialisme. Ce n'est pas le plus puissant. Depuis le début du xx^e siècle, l'impérialisme français a été en proie à des impérialismes plus forts : anglais, allemand, américain. Le trait le plus caractéristique de la France, c'est une profonde contradiction entre la révolution démocratique, la grande révolution française (avec ses conséquences : les droits de l'homme), d'un côté, et de l'autre, l'impérialisme, la bourgeoisie comme classe dominante habile et très dure, l'État policier, l'exploitation des travailleurs français, la sur-exploitation des travailleurs étrangers, en France au nombre de trois millions et demi. Cet ensemble de contradictions s'est révélé en 1968. Mais voici d'autres aspects de la réalité française : il y a en France une

capitale énorme, trop grande pour le pays : Paris. La capitale attire tout à elle : les hommes, les cerveaux, les richesses. C'est un centre de décision et d'opinion. Autour de Paris, s'étendent des espaces subordonnés, hiérarchisés ; ces espaces sont à la fois dominés et exploités par Paris. La France impérialiste a perdu ses colonies, mais un néo-colonialisme interne s'est installé. La France actuelle comprend des zones sur-développées, sur-industrialisées, sur-urbanisées. Et nombre de zones dont le sous-développement s'aggrave, particulièrement en Bretagne et dans le Midi.

Examinons maintenant le problème du logement en France. Il n'est pas complètement résolu, de loin, dans le capitalisme, comme l'avait dit Engels dans un livre célèbre. Surtout pas pour les travailleurs étrangers. De nombreux taudis subsistent, soit dans le centre des villes anciennes, soit dans les banlieues. Cependant, une partie importante de la classe ouvrière française est relativement bien logée ; dans les banlieues, avec de petites maisons individuelles (des « pavillons ») et dans ce que l'on appelle les « grands ensembles » (groupes importants d'immeubles locatifs à étages) qui s'élèvent autour des villes nouvelles et aux périphéries des villes anciennes. Au cours du procès accéléré d'urbanisation qui se déroule depuis vingt ans, une grande partie des travailleurs et des classes moyennes a donc été logée d'une manière relativement acceptable, mais sans invention architecturale ou urbanistique. Au contraire, cette expansion des villes s'accompagne d'une dégradation de l'architecture et du cadre urbanistique. Les gens sont dispersés, surtout les travailleurs, éloignés des centres urbains. Ce qui a dominé cette extension des villes, c'est la ségrégation économique, sociale, culturelle. La croissance quantitative de l'économie et des forces productives n'a pas provoqué un développement social, mais au contraire une détérioration de la vie sociale. Les banlieues sont des villes éclatées et ruralisées. Il ne s'agit pas seulement de Paris. L'urbanisation de la société s'accompagne d'une détérioration de la vie urbaine : éclatement des centres, désormais privés de vie sociale — gens répartis ségrégativement dans l'espace. Il y a là une véritable contradiction. Je l'appelle une *contradiction de l'espace*. D'un côté,

la classe dominante et l'État renforcent la ville comme centre de puissance et de décision politique — de l'autre, la domination de cette classe et de son État fait éclater la ville.

C'est en pensant à ces habitants des banlieues, à la ségrégation, à l'isolement, que je parle dans un livre du « droit à la ville ». Il ne s'agit pas d'un droit au sens juridique du terme, mais d'un droit semblable à ceux qui sont stipulés dans la célèbre Déclaration des droits de l'homme, constitutive de la démocratie. Ces droits ne sont jamais littéralement accomplis, mais on s'y réfère toujours pour définir la situation de la société. La Déclaration des droits de l'homme a été complétée par les droits de la femme, de l'enfant, etc. J'ai proposé d'ajouter à cette liste : « le droit à la ville », et aussi le « droit à la différence », en pensant aux différentes ethnies et aux différents peuples qui constituent, dans l'espace, les sociétés modernes et la société à l'échelle planétaire.

Je parlerai maintenant du malaise croissant qui se manifeste en France. A travers la prospérité capitaliste relative et la croissance de la production (ce qu'on appelle : la société de consommation), il y a beaucoup d'insatisfaction; nombre de gens se sont mis à parler de la « qualité de la vie », aussi bien dans l'opposition que dans les partis au pouvoir. Quelques-uns parlent de la qualité de l'espace; d'autres vont jusqu'à vouloir « changer la vie ».

La qualité de l'espace, qu'est-ce que cela veut dire? Cette idée renouvelle l'idée ancienne d'une qualité architecturale, d'une qualité de la construction; elle a pris un sens de plus : c'est l'idée d'un espace social élaboré, complexe et réussi, en un mot *approprié*, et non seulement *dominé* par la technique et par le pouvoir politique; ce qui irait avec le « changer la vie ». En attendant cette qualité de l'espace, règnent une inquiétude, un tourment qui ne se contentent plus de l'ancien humanisme libéral. Et voici maintenant une grande nouvelle, dont je ne suis pas sûr qu'elle soit bonne, certains trouvent même que c'est une mauvaise nouvelle. La croissance économique et le développement social ne peuvent plus se confondre. On a longuement identifié la croissance dans toutes les directions — démographique, économique, technologique — avec le développement social qualitatif. On les a

mélangés, en pensant que la croissance apporterait le développement, que le quantitatif apporterait tôt ou tard le qualitatif. Or, le quantitatif n'apporte le qualitatif qu'après mise en question et en disponibilité, après crise; c'est-à-dire point et seuil critiques! L'idéologie de la croissance a été touchée à mort; on croyait auparavant, avec un tenace optimisme, à la croissance indéfinie de la production et de la productivité : toujours plus d'autos, toujours plus de postes de télévision, toujours plus de machines à laver ou de machines à calculer. On pensait, avec le même optimisme, que cette croissance économique apporterait tôt ou tard la satisfaction de tous les besoins : matériels et « spirituels », comme on dit. Cette croissance devait être relayée par la gauche, pour le cas où la bourgeoisie et les partis au pouvoir seraient en faillite. On croyait, toujours avec la même idéologie, au caractère favorable des entreprises géantes, au caractère bénéfique de l'accroissement démographique et technique. Cette vaste construction idéologique s'effondre lentement, mais sûrement. A la suite de quoi? A la suite du malaise urbain, de la destruction de la nature et de ses ressources, à cause des blocages de toutes sortes qui paralysent le développement social, même quand ils n'empêchent pas la croissance économique.

De sorte que depuis quelque temps, quelques mois, un ou deux ans au plus, l'ancien optimisme a laissé place à une idéologie millénariste, apocalyptique. Beaucoup de gens se demandent si nous arriverons à l'an 2000 !

Ajoutez à ces préoccupations celles de l'environnement, de la pollution — phénomènes réels mais secondaires qu'on utilise comme diversions pour masquer l'essentiel. Pensez à la crise du productivisme, au fait que l'idéologie productiviste va disparaître dans les pays « développés ». Processus contradictoire, mais un changement de sens, une inflexion s'accomplissent. La croissance pour la croissance, c'est désormais quelque chose de dépassé. Et déjà des transformations importantes ont lieu, liées plus ou moins à ce changement d'orientation.

L'économie politique? Elle consiste en une théorie de la production industrielle, de la croissance, de la répartition

et de la transformation des produits. Les économistes construisent des modèles de croissance plus ou moins réussis, en harmonisant plus ou moins les différents secteurs, le « plein emploi », l'équilibre monétaire, l'expansion. Que devient maintenant l'économie politique? Elle aussi traverse une crise. Les modèles de croissance se discréditent. L'économie politique se transforme en une économie politique de l'espace. J'insiste sur ces mots. Il ne s'agit plus d'une application à l'espace géographique ou géométrique, milieu vide, de modèles économiques abstraits portant sur la production des choses, des marchandises, des biens de consommation. L'économie politique devient économie politique de l'espace. Qu'est-ce que cela veut dire? D'abord, la mobilisation du sol, de l'espace, alors qu'autrefois on parlait de la richesse « immobilière ». Le marché du logement se généralise. L'espace, c'est-à-dire le volume, est traité de façon à le rendre homogène, ses parties comparables, donc échangeables. La construction cesse d'être une branche d'industrie secondaire, un secteur subordonné de l'économie. Elle devient un secteur primordial. Elle ne joue pas seulement le rôle de *feed-back*, d'équilibre, de relance, mais un rôle stimulant dans l'économie capitaliste actuelle; elle devient une branche essentielle de la production.

Je me permets d'insister sur chacun de ces aspects. Je dis que le marché du logement se généralise dans les grands pays capitalistes; cela veut dire que l'espace est traité de façon à le rendre homogène. Par qui? Par les constructeurs, les architectes, les promoteurs (nous appelons ainsi les gens qui disposent de capitaux et prennent l'initiative d'une construction rentable). Les parties de l'espace mis en miettes deviennent échangeables. La subordination de l'espace à l'argent et au capital entraîne une quantification qui s'étend de l'évaluation monétaire et de la commercialisation de chaque lot à l'espace entier. La propriété du sol, d'origine féodale en France comme dans le reste de l'Europe, fut autrefois ébranlée en tant que propriété féodale par la grande Révolution française (1789). Depuis lors, elle se reconstitue comme propriété capitaliste du sol agricole. Ce processus s'accélère et devient propriété capitaliste de l'espace entier. En même temps

l'« immobilier » — comme on dit encore chez nous — se mobilise, c'est-à-dire devient richesse mobilière, entraînée dans le flux des échanges, dans les flux et reflux de l'argent et du capital. En même temps encore, ce qui complique la question, l'espace constructible, autrefois abondant, devient rare aux environs des centres. L'espace fait partie des nouvelles raretés. Cette rareté entretenue et utilisée autour des centres permet une spéculation forcenée. Faut-il ajouter que la rareté de l'espace va avec la rareté croissante de ressources et de biens autrefois abondants : l'eau, l'air, et même la lumière?

Certes, une telle analyse devrait tenir compte des facteurs démographiques et techniques, et de toutes sortes de phénomènes. Laissons-les de côté pour l'instant. Nous arrivons à une idée essentielle : le capitalisme s'est maintenu par la conquête et l'intégration de l'espace. L'espace a cessé depuis longtemps d'être un milieu géographique passif ou un milieu géométrique vide. Il est devenu *instrumental*.

Bien sûr, je ne parle pas en cet instant des cosmonautes ; la conquête de l'espace interplanétaire a suivi celle de l'espace terrestre ; l'élan de la conquête a outrepassé les bornes de la terre. Insistons sur ce point pour qu'il soit clair : le capitalisme dans les pays industriels avancés s'est maintenu d'abord en s'emparant des formations pré-capitalistes, en s'intégrant leur espace à partir de ses points d'appui : les grandes entreprises industrielles. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu plusieurs modes de production simultanés, comme le dit l'école structuro-fonctionnaliste d'Althusser. Il y a eu et il y a encore, au sein du capitalisme, persistance de rapports sociaux pré-capitalistes, attachés à la propriété privée du sol ; il y a eu, il y a encore, intégration de ces rapports pré-capitalistes au capitalisme, toujours en prenant la propriété privée du sol comme moyen et base. Considérons l'agriculture. Au temps de Marx, seule l'Angleterre avait une agriculture capitaliste. Aujourd'hui, en France et ailleurs, sur le fondement juridique et pratique de la propriété du sol, la production agricole est devenue un secteur de la production industrielle, donc capitaliste. Inversement, celle-ci tient compte de l'ensemble du sol cultivé et s'adapte aux ressources économiques comme

aux besoins techniques de cet ensemble. L'intégration de l'agriculture ne s'est pas opérée seulement par la constitution de grandes exploitations, pour la culture des céréales ou pour l'élevage; elle s'est aussi poursuivie par de nombreuses exploitations petites en surface mais exigeant beaucoup d'investissements : fruits, produits laitiers, légumes et primeurs, vignobles, etc.

Considérons maintenant la ville. Ce fut aussi une réalité historique, une formation sociale pré-capitaliste : pensez à la cité antique, à la ville médiévale. Le capitalisme s'en est emparé, il remanie la ville historique selon ses exigences économiques, politiques et « culturelles ». La ville, plus ou moins éclatée en banlieues, en périphéries, en agglomérations satellites, devient à la fois centre de pouvoir et source de profits immenses. L'agglomération urbaine a cessé d'être tissu interstitiel, contexte passif des grandes entreprises : elle en fait partie littéralement : elle fournit les multiples services, transports et sous-traitances dont ne peuvent se passer ces entreprises. Il y a dans la ville moderne une véritable consommation *productive* de l'espace, des moyens de transports, des bâtiments, des routes et rues. S'y emploie une immense force de travail, aussi productive que la force de travail destinée à l'entretien et à l'alimentation des machines. C'est là, à mon avis, un des secrets, si l'on peut dire, de l'actuelle prospérité capitaliste. La force de travail qui s'emploie dans la production et l'entretien de l'espace, dans les transports, dans les multiples activités nommées « services », est généralement peu payée, et faible la composition organique du capital investi. Tout ceci s'accomplit encore et toujours sur la base juridique et pratique de la propriété du sol. En même temps, ce qui reste de la ville historique se dégrade; la consommation de l'espace historique correspond à la production de l'espace capitaliste, mais le capitalisme détruit ainsi sa propre condition, à savoir la ville comme centre de décision. Contradiction de l'espace, ai-je dit.

L'agriculture plus la ville? C'est déjà l'espace entier. Cette thèse sur la conquête et la production de l'espace peut se contrôler par l'analyse des forces productives (en langage marxiste). Ces forces productives ne sont plus attachées à

des lieux déterminés et isolés : les entreprises, bien que cette localisation conserve une grande importance. Les forces productives concernent l'espace entier : flux divers, énergie, matières premières, informations, réseaux d'écoulement des produits.

Posons, si vous le voulez bien, la question : « Comment le capitalisme s'est-il maintenu dans les grands pays industriels, alors que la classe ouvrière le menaçait, alors que les crises et les guerres (par lui déclenchées) tendaient à le détruire? » Autrement dit, en termes marxistes clairs : « Comment s'est opérée et s'opère la reproduction des rapports sociaux de production? » Je dis bien : reproduction des rapports *sociaux* de production et non reproduction des moyens matériels et humains de production. C'est une question capitale, posée plus clairement depuis la publication d'un chapitre inédit du *Capital*, où Marx a entrevu ce problème. Cette question enveloppe la question suivante : « Quand et comment cesse la reproduction de ces rapports sociaux ? Quand et comment se produisent de nouveaux rapports sociaux? »

A ces questions il y a déjà des réponses bien connues. Les uns disent encore que le capitalisme se maintient par la seule pression idéologique, par ce que certains appellent : les appareils idéologiques d'État. D'autres disent que les nouveaux rapports de production s'inaugurent par la voie politique et sont constitués par des moyens politiques. Aucun de ces raisonnements ne me paraît satisfaisant, et je demande qu'on y réfléchisse. A mon avis, les rapports sociaux dans le capitalisme, c'est-à-dire les rapports d'exploitation et de domination, se maintiennent par et dans l'espace entier, par et dans l'espace instrumental. Nous allons y revenir. Quant à la politique comme telle, elle n'a jamais constitué et maintenu que des rapports politiques et non pas des rapports sociaux ; c'est l'essence de la critique marxiste de la philosophie hégélienne de l'État et de la thèse hégélienne sur la classe politique.

Limitons notre examen au capitalisme. Il n'a pas seulement intégré l'espace préalable en l'insérant dans son extension ; il a institué des secteurs nouveaux en les insérant dans son expansion. Les loisirs sont devenus en Europe et dans les grands pays industriels avancés une industrie de première

importance. On a conquis pour les loisirs : la mer, les montagnes et même les déserts. L'industrie des loisirs se conjugue avec celle de la construction pour prolonger les villes et l'urbanisation le long des côtes et dans les régions montagneuses. En ce moment même, j'étudie, avec Mario Gaviria, cet ensemble de phénomènes en Espagne et l'enquête se poursuivra dans d'autres pays. Cette industrie des loisirs s'étend à l'espace inoccupé par l'agriculture et la production industrielle classiques. Pour des architectes et des urbanistes, elle a un intérêt qui reste à dégager. Les loisirs exigent certaines qualités de l'espace. Des dizaines de millions d'Européens, y compris beaucoup d'ouvriers, se déplacent du nord au sud de l'Europe vers l'Espagne, l'Italie, le midi de la France. On peut dire qu'ils quittent l'espace de la consommation, à savoir les lieux de la richesse capitaliste (Londres, Hambourg, Paris, etc.) pour la consommation de l'espace : la plage, la mer, le soleil, la neige... Cette exigence qualitative a une conséquence intéressante pour les architectes et les urbanistes : il semble que ce soit surtout dans les villes de loisirs que l'architecture et l'urbanisme modernes aient produit quelque chose de neuf; pas grand-chose, et plutôt caricatural que réussi, mais il y a dans ces lieux une tentative d'appropriation qualitative de l'espace qui entre en conflit avec le caractère quantitatif partout dominant.

L'éclatement des villes historiques s'accompagne en fait de l'urbanisation généralisée qui ne représente que la dégradation de la ville historique et qu'on peut appeler sa « ruralisation ». L'urbanisation généralisée n'a pas seulement généralisé la spéculation dite immobilière, elle n'a pas seulement accompagné la commercialisation de l'espace : elle a entraîné, au lieu du dépassement du rapport ville-campagne, un magma, un chaos dans lesquels la ville et la campagne se mêlent confusément. C'est donc bien la conquête de l'espace terrestre qui s'accomplit, mais à partir de la propriété du sol et de la manière prescrite par cette propriété dans la décomposition.

De cet état de choses, résulte une conséquence, ou plutôt une implication très importante : une nouvelle forme de planification, la planification spatiale. Cette forme de planification va au-delà des anciennes méthodes de planification

par les matières et bilans-matières ; elle va au-delà des techniques de planification par bilans financiers ; elle s'intègre dans une stratégie et une pratique plus globales. Elle est assez poussée en France. On calcule avec une certaine précision les trajets et flux des matières premières, de l'énergie. Les machines informationnelles permettent aussi de prévoir les réseaux d'évacuation des produits. On localise ainsi les entreprises après des recherches opérationnelles très poussées, par exemple à Fos-sur-Mer, près de Marseille, à Dunkerque sur la mer du Nord. Surtout, on répartit spatialement la classe ouvrière ; on la manipule ainsi d'une façon qui était jusqu'ici inconcevable. Je pourrais montrer comment les mécanismes et les trajets de la plus-value se complexifient. La plus-value ne se réalise plus là où elle se produit, elle se répartit à l'échelle mondiale en fonction de la stratégie des puissances économiques, financières et politiques. La production, la réalisation et la répartition de la plus-value concernent ainsi l'espace planétaire tout entier.

C'est bien d'une économie politique de l'espace qu'il s'agit. Les questions concernant la production de choses *dans* l'espace n'ont pas disparu, loin de là, mais les problèmes se déplacent. On passe de la production des choses *dans* l'espace à la production *de* l'espace planétaire, ceci enveloppant, supposant cela. On passe de la considération classique des lieux d'implantation industrielle à l'espace entier. Il s'ensuit que l'espace devient stratégique. Par stratégie, entendons que toutes les ressources d'un certain espace dominé politiquement servent de moyens pour viser et atteindre des objectifs à l'échelle planétaire et même au-delà. Les stratégies globales sont à la fois économiques, scientifiques, culturelles, militaires et politiques.

Autrefois, on croyait avec Marx que le capitalisme se heurterait aux entraves opposées aux forces productives par les rapports de production et de propriété. On croyait que les capitalistes étaient incapables d'assurer la croissance économique et de donner à la production industrielle la moindre organisation. La pensée et l'action inspirées par le marxisme se proposaient d'arracher à la bourgeoisie la production industrielle pour assurer la croissance.

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a certes pas réussi à constituer une société capitaliste cohérente à l'échelle mondiale, un capitalisme organisé; elle a pourtant réussi à établir un capitalisme d'organisations qui parvient dans une large mesure à dominer et à maintenir un marché mondial, fragile, menacé sur le plan monétaire, mais toujours présent et même prégnant.

Comme base pour leur action, la bourgeoisie et le capitalisme ont une forme de propriété inhérente aux rapports de production : la propriété du sol. Loin de mettre un obstacle à la croissance dans le cadre du capitalisme, elle en a été le point d'appui, et cependant elle voue cette société à un chaos spatial sur lequel je vous demande de réfléchir.

Les classes dominantes se servent aujourd'hui de l'espace comme d'un instrument. Instrument à plusieurs fins : disperser la classe ouvrière, la répartir dans des lieux assignés, — organiser les flux divers en les subordonnant à des règles institutionnelles — subordonner donc l'espace au pouvoir — contrôler l'espace et régir technocratiquement la société entière, en conservant les rapports de production capitalistes.

Les classes dominantes y parviennent-elles? Je dis non parce que des contradictions nouvelles apparaissent. Ce sont celles que j'appelle les contradictions de l'espace et qui ne sont plus exactement celles du temps historique analysé par Marx à la suite de Hegel. Il y a une contradiction entre la capacité technique de traiter l'espace globalement et l'émiettement de l'espace en parcelles pour la vente et l'échange. C'est la forme prise actuellement par la contradiction entre les forces productives et les rapports de propriété. Une autre contradiction de l'espace que l'on commence à peine à découvrir, c'est la contradiction entre le mouvement, les flux, l'éphémère, d'un côté; et de l'autre, les fixités, les stabilités, les équilibres cherchés.

Peut-on arracher aux classes dominantes cet instrument : l'espace? Peut-être, mais à condition de poser la question clairement et ouvertement, c'est-à-dire en fonction de réalités nouvelles et non en fonction des problèmes de la production industrielle posés voici plus d'un siècle. Peut-être, dis-je, mais à condition d'élaborer une stratégie en conséquence.

Et maintenant, voici quelques conclusions de cette analyse. La question du logement traitée par Engels il y a un siècle s'est quelque peu modifiée; elle devient une partie de la question urbaine, laquelle devient elle-même une partie de la question de l'espace. Ces questions ne peuvent se résoudre que par une gestion et par une appropriation collective de l'espace. Ce qui se lie, d'une part, à la propriété du sol, et, d'autre part, il faut bien le reconnaître, à la grande stratégie planétaire.

Les mouvements divers des usagers (y compris, selon les pays, les revendications concernant les loyers, les transports, les expropriations, etc.) font partie du mouvement politique général; leurs problèmes font donc partie des problèmes politiques concernant le pouvoir. Qui a le pouvoir? Et pour quoi faire? Je suis par conséquent d'accord pour que tout mouvement d'usagers contribue à la prise du pouvoir par le peuple, au nom du peuple. Mais le pouvoir pour faire quoi? S'agit-il seulement pour et avec la classe ouvrière de mener à terme la lutte de classes? D'accord, bien sûr, mais ensuite? Va-t-on seulement accroître la production, mieux répartir les « revenus » comme on dit, planifier la production par rapport à la consommation? Oui, mais la croissance n'a pas en elle-même sa finalité, son sens. Arrêter la croissance purement et simplement? C'est impossible. Ce qu'il faut, c'est l'orienter en la réduisant; il faut l'orienter vers le développement social qualitatif.

Nous savons — et je le répète en insistant — que le développement et la croissance ne coïncident pas, que la croissance n'entraîne pas automatiquement le développement. Pour ce qui concerne le développement, l'expérience et l'histoire nous apprennent qu'il n'y a pas création de formes sociales et de rapports sociaux sans création d'un espace approprié.

« La qualité de la vie »? Une autre façon de vivre? « Changer la vie »? Oui, certes, mais cela ne peut s'envisager qu'en considérant l'espace de la planète entière, sans exclure la création ici et là d'espaces appropriés, dont l'appropriation échappant à la propriété pourrait servir d'exemple. Dans une stratégie opposée à celle de la bourgeoisie, un projet global

aurait sa place. En France, la CFDT est plus sensible que la CGT à ces questions, ce qui permet de dire que le mouvement ouvrier a une avant-garde et que cette avant-garde affronte déjà non sans difficultés les nouveaux problèmes.

La possession et la gestion collectives de l'espace ont évidemment une condition préalable : la suppression de la propriété du sol. Comment ? On n'a pas trouvé encore la formule adéquate. L'étatisation donne des résultats désastreux, car elle transfère à l'État les droits absolus du propriétaire. La municipalisation du sol a révélé ses inconvénients et ses limites. Il resterait évidemment la socialisation, c'est-à-dire que le peuple entier, transgressant les rapports de propriété, occupe et s'approprie l'espace social. Aujourd'hui, serait-ce une considération utopienne ? (J'appelle utopien, en l'opposant à utopique, ce qui n'est pas possible aujourd'hui mais peut le devenir demain.) Dans cette perspective, quel est le rôle de l'architecte, quel est le rôle de l'urbaniste ? Ce sont des producteurs d'espaces. Je ne parle pas de « production architecturale ». Je veux dire qu'ils ne sont pas seulement des fournisseurs sur le marché et pour le marché de la construction. Bien entendu, ils ne sont pas les seuls à produire de l'espace ; il y a toutes sortes d'agents de cette production, depuis les planificateurs, les banquiers, les promoteurs jusqu'aux autorités politiques et administratives, jusqu'aux travailleurs du bâtiment et aux usagers. Architectes et urbanistes opèrent dans le cadre du mode de production existant, mais ils y ont un rôle essentiel ; sur eux repose l'avenir du principe d'après lequel l'espace a une valeur d'usage et non seulement une valeur d'échange.

Aujourd'hui, une possibilité s'esquisse : celle d'une intervention de l'architecte relativement bien définie. Entre l'immeuble et la maison ou le pavillon, la parcelle de terrain comme cadre de la construction, d'une part — et d'autre part, l'ensemble urbain vaste et complexe à l'échelle duquel interviennent les ingénieurs, les techniciens de la circulation, il y a un niveau intermédiaire. C'est le niveau macro-architectural et micro-urbanistique ; ce n'est plus celui du village et pas encore celui de la grande ville. A ce niveau se situent les recherches de quelques-uns des architectes à mon avis les

plus éminents de l'époque (par exemple Constant à Amsterdam, Ricardo Bofill en Espagne) et celles des sociologues, comme Mario Gaviria. Je tiens à préciser que ces expériences architecturales ne font pas fi des procédés anciens, artisanaux et traditionnels, de la construction. Les matériaux tels que la pierre et la brique, les techniques traditionnelles sont utilisés par eux. Pré-fabrication? Coordination modulaire? D'accord, mais attention! ne pas employer à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions, sous prétexte de modernité, les techniques les plus récentes. Je tiens à attirer l'attention sur ce point.

*La classe ouvrière et l'espace**

1. Où se trouve aujourd'hui la classe ouvrière (en France)? La réponse à cette question ne paraît facile qu'à ceux encore assez nombreux pour qui « la classe ouvrière » est une entité socio-politique abstraite. Ils croient en détenir le concept alors qu'ils n'ont qu'une représentation. Pour répondre à la question, si l'on veut bien y répondre, rien ne remplace les recherches « sur le terrain », les constats empiriques.

Toutefois, la description empirique et l'analyse statistique impliquent ou introduisent toujours des concepts. Vieille discussion : le positiviste le plus strict a un concept, inexplicité comme tel. L'enquête qui prétend se limiter à des constats suppose une hypothèse théorique et même une hypothèse stratégique, inexplicitées comme telles. Commençons donc par expliciter le concept et l'hypothèse. Je me réfère explicitement à la pensée marxiste, aux concepts et théories en provenance de Marx. Je dis bien « théorie », car l'ensemble de faits et de concepts élaboré par Marx se situe au niveau *théorique* dans le sens le plus fort de ce terme. Ce qui ne veut pas dire que Marx et le marxisme aient apporté des vérités intangibles. Au contraire : les grandes théories scientifiques ne s'immobilisent jamais; elles se modifient sans trêve; elles n'atteignent une cohésion monolithique qu'après leur mort, dans leur tombe; tant qu'elles vivent, elles changent et n'échappent à l'obsolescence qui frappe aussi les idées, les concepts, les théories, qu'en se transformant. Elles

* Association française de Sciences politiques, 3 novembre 1972, Paris.

contiennent des contradictions d'abord inaperçues parce que recouvertes d'une certaine logique, mais qui se manifestent ensuite et conduisent la théorie soit à sa fin, soit à son renouvellement. Tout ceci n'a d'ailleurs rien de nouveau; encore faut-il en réitérer l'affirmation pour qu'elle garde son sens.

2. Marx distinguait la classe (ouvrière) *en soi* et la classe *pour soi*, entraînant ainsi une terminologie hégélienne et une pensée dialectique dans une théorisation dirigée en son fond contre l'hégélianisme, philosophie de l'histoire et de l'État, systématisée par Hegel.

Qu'est-ce que la classe *en soi*? Ces mots désignent des caractères objectifs, des traits distinctifs, indépendants de la conscience et de la volonté. Ils peuvent donc appartenir à des groupes restreints, dispersés, sporadiques — et même à tel individu isolé. Que tel individu ou tel groupe travaille (produise) avec des moyens de production (instruments) qui ne lui appartiennent pas tout en conservant une liberté physique, qu'il soit donc à la fois exploité et dominé, il fait partie de la classe ouvrière; il se classe, selon Marx, dans le prolétariat, qu'il le sache ou non. Historiquement, ces traits apparurent dès les origines de la classe comme telle, avec ses germes, avec ses premières manifestations encore « enveloppées » (non développées). En tant que tels, ces traits constituent un aspect ou élément d'un « système », d'abord virtuel, puis se réalisant ou s'effectuant au cours d'un certain laps de temps : le mode de production capitaliste.

Qu'est-ce que la classe *pour soi*? Ces mots désignent des traits à la fois quantitatifs et qualitatifs, mais où le qualificatif tend à dominer : la conscience, le caractère subjectif qui s'ajoutent aux caractères objectifs et les transforment. La classe s'oppose comme telle à la classe adverse, constituée elle-même en unité sociopolitique. La classe ouvrière atteint ainsi son unité, son activité sociopolitique développée. Elle cesse d'être une simple force productive, prise dans la division du travail, et un *objet* politique. Elle arrive simultanément à l'autonomie, à l'autodétermination. Elle s'érige en *sujet* (sujet de l'histoire, sujet politique). On pourrait ajouter à l'autodétermination, l'autogestion, qui en fait partie inté-

grante. Mais attention ! Pour Marx, l'autodétermination inclut l'autonégation et presque l'autodestruction. En effet, pour Marx, la mission dite historique de la classe ouvrière se définit par une double négation : elle nie la bourgeoisie et le capitalisme ; elle se nie en tant qu'essence et support (par la plus-value) du mode de production capitaliste. Elle n'est révolutionnaire totalement que si elle détruit la société de classes, donc si elle se dépasse en tant que classe.

3. Considérons attentivement ce schéma, ou plutôt ce mouvement dialectique entre deux pôles, deux limites : l'extrême objectif et l'extrême subjectif. Il est clair que toute classe et tout fragment de classe ouvrière, tout groupe ouvrier peut se situer entre ces pôles. Ce qui permet et même exige des études empiriques sans pour autant autoriser une quantification brutale, une représentation dans un espace mental, épistémologique ou formalisé. Il ne s'agit en rien d'une échelle qui irait d'un zéro de subjectivité à cent pour cent de conscience, ou inversement.

Dans le vaste courant de pensée qui s'inspire de Marx, ce mouvement dialectique a été très souvent incompris, mutilé, aplati.

a. On l'a abandonné parce que dialectique, au nom d'un structuralo-fonctionnalisme. Alors la classe ouvrière se définit soit au niveau des déterminations économiques (comme force productive, comme support de la division technique du travail), soit au niveau de rapports sociaux déterminés (comme productrice de la plus-value), soit enfin au niveau des superstructures et sur-déterminations politiques (de l'État, des idéologies et des institutions, des partis). On prétend ainsi apporter une conception du mode de production comme totalité. En fait, on le segmente, et toute appréhension ou compréhension de la classe ouvrière comme telle se perd. Cette critique vise les ouvrages et les idées de L. Althusser, de N. Poulantzas et de quelques autres.

La discussion « Sujet ou Système ? » ne manque pas d'importance théorique ni d'intérêt méthodologique. Si l'on attribue à la cohésion, donc au système, un privilège philo-

sophique (j'allais dire : métaphysique) le sujet tombe avec les contradictions. Dans cette mise en perspective, la classe en général, et la classe ouvrière en particulier, n'ont plus de place ni de statut.

b. Il y a plusieurs moyens pour dissocier le mouvement dialectique, pour le réduire et l'aplatir. On peut ainsi le réduire à une platitude historique : la classe ouvrière a fait son chemin, elle poursuit irrésistiblement son trajet. Elle passe irréversiblement de l'inconscience à la conscience, celle-ci s'atteignant dès qu'il y a activité et représentation politique des travailleurs. Alors, la classe atteint sa majorité, sa maturité, son âge adulte. Elle tend, sans risque de tomber en arrière, vers l'éventuelle hégémonie. C'est le schéma historiciste de Gramsci, repris par Garaudy; mais cette conception émoussée se retrouve au-delà (ou en deçà) de la thèse du « bloc historique »; banalisée, elle anime beaucoup de rhétorique et de discours politico-bureaucratiques.

c. Le mouvement peut enfin se réduire à un cas limite, à l'extrême de la subjectivité. Alors la classe ouvrière se définit par la conscience de soi pleine et entière. C'est la définition de l'école lukacsienne. La conscience de classe implique alors une intelligence de l'histoire et un projet de transformation du monde. Il est intéressant de noter que Lukács et son école ne font qu'une place minime à l'autonégation de la classe ouvrière. Ils mettent l'accent sur l'autonomie, l'auto-détermination. On peut ajouter, ai-je dit, l'autogestion à ces attributs de la classe pleine et entière. L'erreur ne consiste pas en cette insistance, mais dans une certaine confusion entre le possible et le réel. Le concept de la classe ouvrière coïncide avec celui d'une possibilité : sa victoire totale. De là à lui reprocher de ne pas se conformer à son concept, défini par les théoriciens, il n'y a qu'un pas. Vite franchi par les accusateurs : dégénérescence, corruption, intégration, etc.

Contentons-nous de tirer du schéma dialectique quelques conclusions (provisoires) :

— *la classe ouvrière n'est pas au-dessus et en dehors des contradictions, à l'instar d'une cohérence ou d'une cohésion supérieure;*

— son concept comprend les deux pôles, les deux limites et leur intervalle entier (avec le mouvement et la réversibilité toujours possible de ce mouvement).

Le dilemme : « ou bien le Sujet ou bien le Système », ne serait-il pas un faux dilemme, une fausse alternative théorique? Je propose une relation plus complexe, dialectisée.

Si le prolétariat fléchit, le mode de production tend à s'établir comme *système* et comme cohérence. Par contre, si la classe ouvrière s'affirme, le système s'effrite. Il n'y a donc pas incompatibilité abstraite, sur le plan scientifique, théorique et méthodologique, entre le *système* et le *sujet*, mais alternance, tendance vers l'un ou l'autre. Alternance plutôt qu'alternative.

4. On dira, par exemple à propos du dépassement, de l'autonégation : « Quelle vue de l'esprit! C'est une part caduque de la pensée marxiste! A vouloir ainsi sauver la dialectique hégéliano-marxiste, vous la compromettez un peu plus! Une classe ne peut affirmer qu'une positivité; elle ne peut s'affirmer, en fait et en droit, que comme positivité... »

Eh bien! cette liquidation de la dialectique comporte une illusion et une erreur. Qu'est-ce qui monte à l'horizon, aujourd'hui? L'automatisation, comme avenir de l'application des connaissances à la production, la science étant devenue (formule célèbre qui se trouve déjà chez Marx) force productive, directement et immédiatement. Entre l'information, objet de science, et la connaissance elle-même, il y a un rapport étroit, bien qu'elles ne coïncident pas. L'informatique et l'automatique vont ensemble, se soutiennent. Donc, à l'horizon, ce qui monte, c'est le non-travail. D'un côté, le travail productif ne peut s'attribuer à la seule classe ouvrière. D'un autre côté, l'importance, la fonction et la structure sociale du travail productif, se modifient, le rôle du travail manuel (« simple » selon Marx) diminuant.

Bien entendu, l'automatisation est freinée. Un peu partout on l'applique à la gestion et au contrôle (avec l'informatique) plus qu'à la production. De sorte que le savoir et la technique accentuent les contraintes plus qu'ils n'en libèrent. Et pourtant, la classe ouvrière comme telle risque de devoir,

un jour proche ou lointain, assumer sa négation. Comment peut-elle affronter cette possibilité? Ne tend-elle pas obscurément à la dénier plus qu'à se nier, à la reléguer dans l'utopie et la science-fiction?

Quoi qu'il en soit, on assiste à la dévalorisation du travail dans la classe ouvrière elle-même. Ainsi seulement peuvent s'expliquer une situation et un conflit nouveaux : la formation de l'idéologie des loisirs, sa substitution, jusque dans de larges couches ouvrières, à l'idéologie (exaltation, valorisation) du travail. Transfert? Substitution? Non, ou pas complètement. Plutôt conflit, qui se traduit par la tendance à élargir les temps de vacances, plutôt qu'à réduire le temps (journée, semaine) de travail en fonction de sa productivité.

La classe ouvrière se débat au sein de contradictions multiples. A-t-elle atteint, comme on le dit beaucoup, une claire conscience de l'exploitation, sans pour autant avoir conscience de l'oppression? Ce serait plutôt le contraire. Conscience de l'exploitation ne veut pas dire : connaissance des mécanismes de la plus-value. Certains philosophes les confondent. Ce qui trouble les concepts.

5. La classe ouvrière et le prolétariat (qui ne coïncident pas), saisis par les contradictions venues du temps, de l'histoire et de leur propre histoire, sont aussi en proie aux *contradictions de l'espace*.

L'affaire remonte — qui l'ignore? — à la seconde moitié du xix^e siècle. Au temps de Marx, la classe ouvrière correspondait, à Paris et en France, à la description connue faite par J. C. Chevalier dans son livre : *Classes laborieuses, Classes dangereuses*. Au centre de la ville historique, dans les maisons de rapport, parfois dans les anciens quartiers aristocratiques (le Marais), la bourgeoisie et les ouvriers cohabitaient : les ouvriers dans les étages supérieurs, les bourgeois en bas. Il en reste quelques traces, qui disparaissent de jour en jour, dans les centres historiques. Que voulut Haussmann? Percer de larges voies pour la circulation des voitures et des bataillons, pour le tir des mitrailleuses. Et aussi rejeter les travailleurs loin du centre, vers les périphéries, les futures banlieues. Contradiction de l'espace? Oui! Dès lors, la stra-

tégie vise à fortifier le centre urbain politique, le centre des décisions. En même temps, elle le détériore, elle le dégrade comme centre. Déjà Haussmann a brisé irrémédiablement l'admirable espace parisien : le double réseau des rues (pour les voitures, les marchandises, les transports) — et des passages (fermés à la circulation, sauf aux piétons et aux promeneurs).

La Commune de Paris peut s'interpréter à partir des contradictions de l'espace, et non pas seulement en partant des contradictions du temps historique (patriotisme des masses et antipatriotisme des classes dirigeantes). Ce fut une réplique populaire à la stratégie de Haussmann. Les ouvriers, chassés vers les quartiers et communes périphériques se réapproprièrent l'espace dont le bonapartisme et la stratégie des dirigeants les avaient exclus. Ils tentèrent d'en reprendre possession, dans une atmosphère de fête (guerrière, mais éclatante).

Depuis lors, la stratégie haussmannienne s'est étendue et aggravée (en Amérique, les phénomènes diffèrent des phénomènes européens et français). La classe ouvrière a subi des manipulations dans l'espace, car il y a une politique de l'espace, de plus en plus agissante, de plus en plus consciente et délibérée. L'espace est devenu *instrumental*. Lieu et milieu où se déploient des stratégies, où elles s'affrontent, l'espace a depuis longtemps cessé d'être neutre, géographiquement et géométriquement.

L'espace instrumental a d'abord permis la ségrégation généralisée, celle des groupes, celle des fonctions et des lieux. Le contraste entre les banlieues pavillonnaires et les « grands ensembles » — entre les centres qui subsistent, qui résistent à la dégradation, qui se consolident en tant que centres de décision, et les périphéries désurbanisées — saute aux yeux. La classe ouvrière se répartit entre les pavillons, les « grands ensembles », les villes nouvelles et satellites, avec une préférence subjective pour le pavillon.

Il est facile de distinguer plusieurs périodes. D'abord la période spécifiquement haussmannienne, deuxième moitié du XIX^e siècle, mais aussi le début du XX^e siècle : embourgeoisement de la ville historique, éjection et ségrégation des tra-

vailleurs. Mais après la Première Guerre mondiale, s'étend la banlieue pavillonnaire, depuis longtemps préparée, impliquant l'accèsion des travailleurs à la propriété et la fonctionnalisation sommaire de l'habitat. Enfin, après la Deuxième Guerre mondiale, l'État prend l'initiative des « grands ensembles », des villes-satellites, de l'urbanisme officiel. Il se peut qu'aujourd'hui on soit entré dans une autre période, caractérisée par le retour à l'initiative dite « privée », celle des banques et des promoteurs. Bien entendu, ces périodes se chevauchent et ce classement n'est qu'approximatif.

Sous des apparences tantôt néo-libérales, tantôt technocratiques, non sans conflits parfois profonds, quelque chose de nouveau se forme et s'établit. Il survient une extension et une accentuation (certains diront une aggravation) de la pratique socio-politique mentionnée plus haut : l'espace instrumental, l'emploi habile de cet instrument, la politisation de l'espace, les stratégies se déployant dans l'espace. La pratique spatiale qui se développe peut se nommer de plusieurs noms, selon ses aspects. Une *planification spatiale* à objectifs beaucoup plus larges que « l'urbanisme », prend forme. Elle se réfère implicitement à une économie politique de l'espace, science qui se cherche à l'échelle mondiale et tend à remplacer les modèles de croissance, tombés en désuétude.

La planification spatiale reprend en les affinant les anciennes procédures de planification, semi-planification ou planification indicative, à savoir les bilans-matières (supputations à la production) et les bilans financiers (opérant sur les coûts des produits, sur les prix et les valeurs). Insistons sur elle, en laissant de côté (ici et maintenant) l'économie politique de l'espace.

La planification spatiale traite des *flux*. Chaque flux a un lieu d'origine, un parcours, un point terminal. Il y a des flux multiples : biens, gens, objets (les autos, par exemple), matières premières, produits finis, argent, monnaie, capitaux, informations et connaissances, signes et symboles, etc. Les flux s'étudient, se mesurent, se règlent. La main-d'œuvre fait partie des flux, au même titre que les objets véhiculés sur les routes et autoroutes. les voies ferrées ou fluviales. Il y a des

« gisements de main-d'œuvre » et des lieux où la force de travail trouve son usage, se consomme productivement. Le traitement des flux donne lieu à des scénarios divers, prospections ou projections mieux fondées que la prospective et les discours habituels sur l'avenir.

Il va de soi que ce rapport (cette inhérence) du temps à l'espace social n'a pas trouvé sa formulation analytique et son exposé d'ensembles complets. Peut-être l'analyse et l'exposé restent-ils énigmatiques, ou peut-être cachés et secrets (de l'État)! Toujours est-il que stratégiquement et prospectivement, la classe ouvrière se répartit dans l'espace selon les exigences des autres flux et les contraintes des réseaux (d'arrivée des matières premières, de l'énergie — d'écoulement des produits, finis ou non). Ainsi se projette sur le terrain la division du travail, technique et sociale, déterminée à l'échelle planétaire, celle du marché mondial, déterminante par rapport aux échelles locales, régionales, nationales, continentales.

Demande-t-on des faits? Des preuves? Faits et preuves abondent et chacun les connaît. Ce qui manque, c'est seulement la synthèse qui ne se produit pas comme connaissance mais comme secret d'État. Les faits? Le destin du bassin de Lorraine, la construction de Fos-sur-Mer. Les preuves? Le transport à Dunkerque, avec le matériel (les moyens matériels de production) de la force de travail, les mineurs. La répartition sur l'axe, le fameux axe de la Méditerranée à la Manche, de la classe ouvrière, en tenant compte de l'accroissement des villes et des villes-satellites : Cergy-Pontoise, Evry-Petit-Bourg, etc.

Ces phénomènes nouveaux sont si importants qu'on peut se demander s'il faut conserver comme base de l'analyse théorique et comme fondement de la pratique sociale l'unité de production, l'entreprise. Je crois que l'entreprise n'est plus le lieu central où simultanément se forment la richesse, la plus-value, les rapports sociaux de production, le mode de production comme totalité. Certains dogmatiques maintiennent et maintiendront peut-être longtemps cette thèse. Je pense à des marxistes, et notamment à Charles Bettelheim, qui non seulement conserve la thèse mais l'étend à l'analyse

des sociétés non capitalistes. Je pense qu'entre les unités de production, les entreprises, déjà groupées en centres de production, le tissu interstitiel, généralement urbain, participe à la production. Que contient-il? De multiples services, dont les transports, les sous-traitances, et ainsi de suite.

La production industrielle et le capitalisme se sont emparés des villes historiques. Le capitalisme les a remaniés et les remanie encore selon ses exigences (économiques, politiques, culturelles, etc.). Plus ou moins éclatée en banlieues, périphéries, agglomérations satellites, la ville devient à la fois centre de décisions et source de profit. Pas seulement par la spéculation et la construction dites encore « immobilières », bien que l'espace se mobilise. Il y a dans les tissus urbains, à travers leur chaos, une *consommation productive*, celle de l'espace, des voies de communication, des bâtiments. Il s'y emploie une immense force de travail, aussi productive que la force de travail employée à l'entretien et à l'alimentation des machines. Bien plus : dans le tissu urbain qui prolifère autour des centres (de façon désordonnée et véritablement irrationnelle), il y a une faible composition organique du capital, donc, en termes marxistes, une grande formation de plus-value.

Une contradiction de l'espace s'esquisse et se précise entre l'éphémère et le stable. D'un côté, des flux, des mobilités; les villes nouvelles se préfabriquent pour quelques années (que deviendra Fos quand le pétrole brut surgira de la mer du Nord?). De l'autre, il y a des stabilités, des fixités : les institutions, la bureaucratie, les centres, la propriété du sol, etc. Ne serait-ce pas, entre autres, de cette contradiction que résulte le *chaos spatial*? Ce chaos semble l'envers et le revers de la planification spatiale. Certains l'expliquent par la multiplicité des paramètres, par la complexité des situations. Je l'explique volontiers par les *contradictions de l'espace*.

A remarquer l'importance et l'intérêt, dans l'espace stratégique, des rapports de force : entre les « autorités », les groupes, les administrations, les capitaux et capitalistes, les institutions, les peuples, les États, etc. L'inhérence de l'économique au politique (et réciproquement) prend ainsi sa portée et son sens.

Où se trouve la classe ouvrière? Sa localisation (provisoire ou durable) relève d'études empiriques, que seuls un appareil conceptuel et une hypothèse théorique peuvent orienter. Cette implantation territoriale n'a-t-elle pas autant d'importance et d'intérêt que le travail, les lieux et conditions de travail? En vérité, la localisation fait partie aujourd'hui des conditions du travail productif, de l'utilisation sociale des forces productives, de la pratique sociale. Elle fait partie de la socialisation des forces productives.

En 1968, la classe ouvrière française alla *presque* jusqu'à ses extrêmes possibilités objectives et subjectives. S'affirmant comme *sujet* social et politique, elle ébranla (un moment) le Système, pour autant qu'il avait réussi à s'établir; elle l'a laissé fissuré, effrité en sous-systèmes qui se raccordent mal. Pourquoi? L'action des étudiants n'a pu servir que de catalyseur, d'analyseur-révéléateur. La classe ouvrière ne protestait-elle pas contre les dispositions et dispositifs spatiaux qui se mettaient en place? Contre les manipulations? C'est une hypothèse, qui rapprocherait, théoriquement et politiquement, des événements qu'un siècle sépare.

Table

1. Le droit à la ville

Avertissement	9
Industrialisation et urbanisation.	11
<i>Premiers aperçus</i>	11
La philosophie et la ville.	36
Les sciences parcellaires et la réalité urbaine.	45
Philosophie de la ville et idéologie urbanistique.	49
Spécificité de la ville	53
<i>La ville et l'œuvre</i>	53
Continuités et discontinuités	58
Niveaux de réalité et d'analyse.	66
Ville et campagne	74
Aux alentours du point critique.	78
Sur la forme urbaine	91
L'analyse spectrale.	98
Le droit à la ville	107
Perspective ou prospective?	123
La réalisation de la philosophie.	141
Thèses sur la ville, l'urbain et l'urbanisme.	144

2. Espace et politique

Introduction	151
L'espace.	166
Réflexions sur la politique de l'espace.	184
La ville et l'urbain	201
Engels et l'utopie	209
Les institutions de la société « post-technologique ». .	223
<i>L'espace, la production de l'espace, l'économie politique de l'espace</i>	227
I. Introduction, 227. – II. Crise de l'économie politique, 228. – III. La promotion de l'immobilier et la mobilisation de l'espace, 231. – IV. Vers l'économie politique de l'espace, 235. – V. La production de l'espace, 248.	
La bourgeoisie et l'espace	256
La classe ouvrière et l'espace	271

Collection Points

1. Histoire du surréalisme, *par Maurice Nadeau.*
2. Une théorie scientifique de la culture, *par Bronislaw Malinowski.*
3. Malraux, Camus, Sartre, Bernanos, *par Emmanuel Mounier.*
4. L'Homme unidimensionnel, *par Herbert Marcuse.*
5. Écrits, I, *par Jacques Lacan.*
6. Le Phénomène humain, *par Pierre Teilhard de Chardin.*
7. Les Cols blancs, *par C. Wright Mills.*
8. Stendhal Flaubert, *par Jean-Pierre Richard.*
9. La Nature dé-naturée, *par Jean Dorst.*
10. Mythologies, *par Roland Barthes.*
11. Le Nouveau Théâtre américain, *par Franck Jotterand.*
12. Morphologie du conte, *par Vladimir Propp.*
13. L'Action sociale, *par Guy Rocher.*
14. L'Organisation sociale, *par Guy Rocher.*
15. Le Changement social, *par Guy Rocher.*
16. Les Étapes de la croissance économique, *par W. W. Rostow.*
17. Essais de linguistique générale, *par Roman Jakobson.*
18. La Philosophie critique de l'histoire, *par Raymond Aron.*
19. Essais de sociologie, *par Marcel Mauss.*
20. La Part maudite, *par Georges Bataille.*
21. Écrits II, *par Jacques Lacan.*
22. Éros et Civilisation, *par Herbert Marcuse.*
23. Histoire du roman français depuis 1918,
par Claude-Edmonde Magny.
24. L'Écriture et l'Expérience des limites, *par Philippe Sollers.*
25. La Charte d'Athènes, *par Le Corbusier.*
26. Peau noire, Masques blancs, *par Frantz Fanon.*
27. Anthropologie, *par Edward Sapir.*
28. Le Phénomène bureaucratique, *par Michel Crozier.*
29. Vers une civilisation du loisir, *par Joffre Dumazedier.*
30. Pour une bibliothèque scientifique, *par François Russo.*
31. Lecture de Brecht, *par Bernard Dort.*
32. Ville et Révolution, *par Anatole Kopp.*
33. Mise en scène de Phèdre, *par Jean-Louis Barrault.*
34. Les Stars, *par Edgar Morin.*
35. Le Degré zéro de l'écriture
suivi de Nouveaux Essais critiques, *par Roland Barthes.*
36. Libérer l'avenir, *par Ivan Illich.*
37. Structure et Fonction dans la société primitive,
par A. R. Radcliffe-Brown.
38. Les Droits de l'écrivain, *par Alexandre Soljénitsyne.*
39. Le Retour du tragique, *par Jean-Marie Domenach.*
40. Keynes, *par Michael Stewart.*
41. La Concurrence capitaliste, *par Jean Cartell et P.-Y. Cossé.*
42. Mise en scène d'Othello, *par Constantin Stanislavski.*

43. Le Hasard et la Nécessité, *par Jacques Monod.*
44. Le Structuralisme en linguistique, *par Oswald Ducrot.*
45. Le Structuralisme : Poétique, *par Tzvetan Todorov.*
46. Le Structuralisme en anthropologie, *par Dan Sperber.*
47. Le Structuralisme en psychanalyse, *par Moustafa Safouan.*
48. Le Structuralisme : Philosophie, *par François Wahl.*
49. Le Cas Dominique, *par Françoise Dolto.*
50. Comprendre l'économie, *par Éliane Mossé.*
51. Trois Essais sur le comportement animal et humain,
par Konrad Lorenz.
52. Le Droit à la ville suivi de Espace et politique, *par Henri Lefèbvre.*

Collection Points

Série Histoire

dirigée par Michel Winock

- H1. Histoire d'une démocratie : Athènes.
Des origines à la conquête macédonienne,
par Claude Mossé.
- H2. Histoire de la pensée européenne.
1. L'éveil intellectuel de l'Europe du ix^e au xiii^e siècle,
par Philippe Wolff.
- H3. Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant
la vie depuis le xviii^e siècle, *par Philippe Ariès.*
- H4. Venise, portrait historique d'une cité,
par Robert Delort et Philippe Braunstein.
- H5. Les Troubadours, *par Henri-Irénée Marrou.*
- H6. La Révolution industrielle 1780-1880, *par Jean-Pierre Rioux.*
- H7. Histoire de la pensée européenne.
4. Le Siècle des Lumières, *par Norman Hampson.*
- H8. Histoire de la pensée européenne.
3. Des humanistes aux hommes de science,
par Robert Mandrou.
- H9. Histoire du Japon et des Japonais, *par Edwin O. Reischauer.*
1. Des origines à 1945.
- H10. Histoire du Japon et des Japonais, *par Edwin O. Reischauer.*
2. De 1945 à 1970.
- H11. Les Causes de la Première Guerre mondiale, *par Jacques Droz.*
- H12. Introduction à l'histoire de notre temps. L'Ancien Régime et
la Révolution, *par René Rémond.*
- H13. Introduction à l'histoire de notre temps. Le xix^e siècle,
par René Rémond.
- H14. Introduction à l'histoire de notre temps. Le xx^e siècle,
par René Rémond.
- H15. Photographie et Société bourgeoise, *par Gisèle Freund.*

Collection Points

Nouvelle histoire de la France contemporaine

- H101. La Chute de la monarchie, *par Michel Vovelle.*
- H102. La République jacobine, *par Marc Bouloiseau.*
- H103. La République bourgeoise, *par Denis Woronoff.*
- H104. L'Épisode napoléonien. Aspects intérieurs,
par Louis Bergeron.
- H105. L'Épisode napoléonien. Aspects extérieurs,
par J. Lovie et A. Palluel-Guillard.
- H106. La France des notables (1815-1848). L'évolution générale,
par André Jardin et André-Jean Tudesq.
- H107. La France des notables (1815-1848). La vie de la nation,
par André Jardin et André-Jean Tudesq.
- H108. 1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852),
par Maurice Agulhon.
- H109. De la fête impériale au mur des fédérés (1852-1871),
par Alain Plessis.
- H110. Les Débuts de la Troisième République (1871-1898),
par Jean-Marie Mayeur.

Collection Points

Série Actuel

- A1. Lettres de prison, *par Gabrielle Russier.*
- A2. J'étais un drogué, *par Guy Champagne.*
- A3. Les dossiers noirs de la police française,
par Denis Langlois.
- A4. Do It, *par Jerry Rubin.*
- A5. Les Industriels de la fraude fiscale, *par Jean Cosson.*
- A6. Entretiens avec Allende sur la situation au Chili,
par Régis Debray.

Série Films

dirigée par Jacques Charrière

- F1. Octobre, *S.M. Eisenstein.*
- F2. La Grande Illusion, *Jean Renoir.*
- F3. Le Procès, *Orson Welles.*
- F4. Le Journal d'une femme de chambre, *Luis Bunuel.*
- F5. Deux ou trois choses que je sais d'elle, *Jean-Luc Godard.*
- F6. Jules et Jim, *François Truffaut.*
- F7. Le Silence, *Ingmar Bergman.*



Le droit à la ville suivi de Espace et politique.

Le phénomène urbain manifeste aujourd'hui son énormité, déconcertante pour la réflexion, l'action et même l'imagination. Sens et fin de l'industrialisation, la société urbaine se forme en se cherchant et oblige à reconsidérer la philosophie, l'art et la science qui ne peuvent éviter la confrontation avec cet objet nouveau. Ce qui oblige à concevoir une stratégie de la connaissance, inséparable de la stratégie politique. Selon quel axe penser cette stratégie du savoir ? vers l'entrée en pratique d'un droit : le droit à la ville, à la vie urbaine, condition d'un humanisme et d'une démocratie renouvelés.

« L'espace a été façonné, modelé, à partir d'éléments historiques ou naturels, mais politiquement. L'espace est politique et idéologique. Il y a une idéologie de l'espace parce que cet espace qui semble homogène, qui paraît donné d'un bloc dans son objectivité, dans sa forme pure, tel que nous le constatons, est un produit social. »

Henri Lefebvre

Actualité
Architecture
Arts
Civilisation
Démographie
Économie
Esthétique
Ethnologie
Géographie
Histoire
Linguistique
Littérature
Philosophie
Politique
Psychanalyse
Sciences
Sociologie
Théâtre
Urbanisme